

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°206

MAI 2002

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **LE PARLEMENT EUROPÉEN « SOUTIENT L'EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE D'ADMINISTRATION KURDE »**
- **STRASBOURG : LE COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE À LA TURQUIE DE RÉVISER LE PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS**
- **PARIS : UNE AFFICHE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRE OBJET DE VIOLENTES ATTAQUES TURQUES**
- **L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE À LA TURQUIE D'AGIR POUR LA POPULATION KURDE DÉPLACÉE**
- **ANKARA : LYNCHAGE MÉDIATIQUE CONTRE MME KAREN FOGG, LA REPRÉSENTANTE DE L'UE EN TURQUIE**
- **BRUXELLES : LE PKK ET LE DHKP-C INSCRITES SUR LA LISTE DES ORGANISATIONS TERRORISTES DE L'UNION EUROPÉENNE**
- **LA TURQUIE LANCE UNE OFFENSIVE CONTRE LES ONGs INTERNATIONALES POUR « SOUTIEN À ORGANISATION TERRORISTE »**
- **KIRKOUK : LES AUTORITÉS IRAKIENNES CONSTRUISENT DES MAISONS POUR LA POPULATION**
- **LA MARCHÉ TURQUE : UN PAS EN AVANT DEUX PAS EN ARRIÈRE.**
- **PROCÈS DES PRÉNOMS KURDES : RELAXÉ À DICLE, NOUVELLES MISES EN EXAMEN À IZMIR ET À ARDAHAN**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

LE PARLEMENT EUROPÉEN « SOUTIENT L'EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE D'ADMINISTRATION KURDE

LE Parlement européen a, le 16 mai, adopté avec 354 voix pour, 29 contre et 31 abstentions, une résolution « sur la situation en Irak onze ans après la guerre du Golfe (2000/2329 (INI)) » au cours de la réunion de son Assemblée plénière à Strasbourg. La résolution est fondée sur un rapport présenté par la Baronesse Emma Nicholson du groupe européen,

libéral, démocratique et réformiste et soutenu par le parti socialiste européen, les Verts/ALE et le parti populaire européen (PPE).

Le Parlement européen prend en considération « que le gouvernement irakien a continué, au cours des onze dernières années, à accentuer un régime de terreur qui atteint tous les niveaux de la société, et à commettre des violations

graves et massives des droits de l'homme, y compris la persécution active des populations kurde, turkmène et assyrienne dans le Nord du pays et des chiïtes dans le Sud, notamment les habitants des marécages de basse Mésopotamie... »

Il rappelle « qu'à la suite de la politique d'arabisation et de nettoyage ethnique dans les régions (kurdes) de Kirkouk, Sinjar, Mandali, Jalawla et Mossoul, sous contrôle du régime irakien, plus de 800 000 personnes déplacées d'ascendance

kurde, turkmène ou assyro-chaldéenne se retrouvent actuellement dans les trois provinces (kurdes) du Nord Kurdistan »

Le Parlement européen « demande instamment au Conseil et aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les dirigeants du régime irakien responsables de graves violations du droit international en matière humanitaire sur le territoire de l'Irak ou au-dehors comparaissent devant un Tribunal international ad hoc sur l'Irak »

La résolution « prend acte, à cet égard, des améliorations déjà réalisées dans les trois gouvernorats (kurdes) du Nord de l'Irak concernant le développement de la société civile, ce qui met en évidence le potentiel du peuple irakien »

Le Parlement européen constate également « que le programme "Pétrole contre nourriture" n'a été efficace que dans les trois gouvernorats (kurdes) du Nord de l'Irak, où il a été directement géré par les Nations unies ; en conclut que la responsabilité de l'inefficacité de sa mise en œuvre dans les autres régions d'Irak et ainsi que des pénuries consécutives de vivres et de médicaments incombe largement au gouvernement irakien »

Pour finir le Parlement européen « demande au Conseil et à la Commission européenne d'élaborer dans les meilleurs délais une stratégie active comportant les mesures suivantes :

- rechercher et geler les actifs financiers illicites des dirigeants irakiens dans l'Union européenne ;
- refuser l'accès des dirigeants du régime irakien aux États membres de l'UE ;
- surveiller attentivement les graves violations des droits de l'homme,

diffuser publiquement des informations sur elles et les dénoncer activement et régulièrement ;

- renforcer les mesures de démocratisation en coopération avec la communauté des exilés irakiens ;
- **soutenir l'expérience démocratique d'administration kurde** dans le Nord de l'Irak et les projets de développement de la société civile dans cette région autonome ; évaluer exhaustivement les besoins de cette région, non seulement sur le plan humanitaire mais aussi en ce qui concerne les services de santé, la production alimentaire, l'économie, les besoins sociaux, l'industrie, l'éducation, la liberté d'expression et la presse et

tous les secteurs pertinents de la société ; mettre en place un programme d'aide en faveur de cette région, comportant une vaste campagne de déminage ;

- exercer la pression maximale en toute occasion sur le régime irakien pour qu'il réduise sa répression à l'encontre de sa propre population et qu'il mette fin en premier lieu aux exécutions massives, aux arrestations arbitraires, aux campagnes de déportation interne et de nettoyage ethnique dans la région kurde sous son contrôle ;
- assurer une protection à long terme et constante de la population irakienne, en particulier des populations kurdes et chiïtes »

STRASBOURG :

LE COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE À LA TURQUIE DE RÉVISER LE PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS

DANS une résolution adoptée, le 30 avril, et rendu public le 2 mai, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, s'appuyant sur une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme, a demandé à la Turquie de réviser le procès de Leyla Zana et de ses collègues, ex-députés du parti de la démocratie (DEP, dissous), condamnés en 1994 à 15 ans de prison " pour séparatisme kurde ". Le comité des ministres " invite instamment " les autorités turques à remédier " rapidement à la situation " des parlementaires et leur demande également de prendre " les mesures nécessaires pour rouvrir les procédures incriminées par la Cour dans cette affaire ou d'autres mesures ad hoc effaçant les conséquences pour les requérants des violations constatées ".

En termes diplomatiques et courtois, il s'agit en fait d'une injonction à l'adresse de la Turquie à exécuter dans les meilleurs délais la décision de la Cour européenne. En cas de refus et de retard excessif, le comité pourrait prendre des sanctions allant jusqu'à la suspension d'Ankara.

Le 17 juillet 2001, la Cour européenne avait condamné la Turquie pour " procès inéquitable ", considérant notamment que la cour de sûreté, avec la présence d'un juge militaire, ne saurait être considérée comme " un tribunal indépendant et impartial " au sens de l'article 6 de la Convention européenne.

Voici l'intégralité de la résolution [Résolution Intérimaire Res D H (2002) 59] adoptée par le Comité des Ministres, lors de la 794^e réunion des

Délégués des Ministres des affaires étrangères de 40 pays membres du Conseil de l'Europe :

" Le Comité des Ministres, vu l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme (" la Cour ") rendu le 17 juillet 2001 dans l'affaire Sadak, Zana, Dicle et Dogan contre la Turquie (requêtes n° 29900/96 et autres) et transmis à la même date au Comité des Ministres pour contrôle de l'exécution en vertu de l'article 46 § 2 de la Convention européenne des droits de l'homme (" la Convention ");

Rappelant que, dans cet arrêt, la Cour a constaté d'importantes violations des droits des requérants, en vertu de la Convention, à un procès équitable lors de leur procès devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, en raison :

- du défaut d'indépendance et d'impartialité du tribunal compte tenu de la présence d'un juge militaire dans la composition de la Cour de sûreté de l'Etat (violation de l'article 6§1);

- de l'absence d'information en temps utile sur la requalification de l'accusation portée contre les requérants et l'absence de temps et de facilités nécessaires pour préparer la défense des requérants (violation de l'article 6§3a et b combiné avec l'article 6§1);

- de l'impossibilité pour les requérants d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge (violation de l'article 6§3d combiné avec l'article 6§1);

Rappelant que les requérants ont été condamnés en 1994 à une peine de réclusion de 15 ans à l'issue de cette procédure ;

Soulignant l'obligation pour tous les Etats, en vertu de l'article 46, paragraphe 1, de la Convention, de se conformer aux arrêts de la Cour, y compris en adoptant des mesures

individuelles mettant un terme aux violations constatées et effaçant autant que possible leurs conséquences ;

Rappelant que les autorités turques ont déjà pris certaines mesures générales pour prévenir de nouvelles violations semblables avec notamment les réformes supprimant le juge militaire au sein des cours de sûreté de l'Etat (voir la résolution DH (1999)555 dans l'affaire Ciraklar contre Turquie) et la nouvelle garantie constitutionnelle du droit au procès équitable (voir l'amendement de l'article 36 de 17 octobre 2001);

Notant que d'autres mesures générales sont en cours afin de donner plein effet à l'arrêt de la Cour ;

Considérant cependant que, dans la présente affaire, l'adoption de mesures individuelles, en plus du paiement de la satisfaction équitable, est également nécessaire vu l'ampleur des violations constatées et le fait que les requérants continuent de purger les lourdes peines

d'emprisonnement qui leur ont été imposées (cf. Recommandation du Comité DH (2000)2);

Notant l'engagement du Gouvernement turc de prendre les mesures requises pour assurer la réouverture de procédures judiciaires lorsque cela est nécessaire afin de donner effet aux arrêts de la Cour ;

Invite instamment les autorités turques, sans retard supplémentaire, à donner suite aux demandes réitérées du Comité afin que lesdites autorités remédient rapidement à la situation des requérants et prennent les mesures nécessaires pour rouvrir les procédures incriminées par la Cour dans cette affaire, ou d'autres mesures ad hoc effaçant les conséquences pour les requérants des violations constatées ;

Décide, vu l'urgence de la situation, de reprendre son contrôle de la prise de ces mesures individuelles, si nécessaire lors de chacune de ses réunions "

PARIS : UNE AFFICHE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRE OBJET D'ATTAQUES VIOLENTES FOMENTÉES PAR ANKARA

UNE affiche de Reporters sans frontière (RSF) installée à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, le 3 mai dernier - une carte du monde qui fait le tour des entraves à la liberté de la presse, avec les portraits des 38 " prédateurs de la presse " à la gare Saint-Lazare à Paris où figure notamment le chef des forces armées turques, Huseyin Kivrikoglu, a provoqué une tension diplomatique entre Paris et Ankara.

Le ministère turc de la Défense a menacé de geler les accords militaires avec la France. Le ministère a ajouté que

l'attaché militaire français avait été convoqué le 7 mai au Quartier général de l'armée turque pour que soit immédiatement retirée l'affiche. " Il lui a été notifié (...) que l'attitude insultante envers le général (Huseyin) Kivrikoglu devait cesser ", a déclaré un officiel. L'ambassadeur de France à Ankara, en outre, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères un peu plus tard, et s'est vu signifier que l'affaire portait atteinte à l'image de la Turquie.

Le chef de l'Etat turc, Ahmet Necdet Sezer, a " condamné avec regret " l'incident, estimant qu'il montrait que RSF ne comprenait pas la Turquie.

Enfin dans un communiqué publié le 10 mai, RSF a annoncé que " les actions répétées de groupuscules violents ont contraint les responsables de la sécurité de la gare Saint-Lazare à Paris à retirer... les portraits des 38 "prédateurs de la liberté de la presse"... La violence des réactions à l'exposition de RSF témoigne de ce que nous dénonçons depuis des mois : toute mise en cause de l'armée turque provoque une réaction brutale des autorités. Les journalistes turcs qui s'y risquent sont immédiatement traduits en justice et l'un d'eux, Fikret Baskaya, est maintenu en prison depuis près d'un an pour un article critique envers l'armée ", a déclaré Robert Ménard, secrétaire général de RSF. " La Turquie est censée se conformer aux standards démocratiques de l'Union européenne, plutôt que d'exporter son refus de la libre expression et de la critique jusque dans les capitales de l'Union européenne ", a ajouté M. Ménard.

Reporters sans frontières a constaté qu'une trentaine de personnes avaient maculé de peinture rouge la mappemonde de l'exposition de RSF, le 9 mai 2002, après que les autorités turques avaient demandé au gouvernement français de " punir " RSF. Des voyageurs visitant l'exposition ont été bousculés et agressés au gaz lacrymogène par les manifestants. Ces derniers, qui étaient accompagnés d'une dizaine de journalistes turcs, ont recouvert à la bombe les portraits des 38 dirigeants dénoncés par RSF, et en particulier, celui du chef d'état-major des armées turques, Huseyin Kivrikoglu. RSF a remis en état l'exposition et porté plainte pour " dégradation volontaire de bien privé ". Des manifestants s'en sont à nouveau pris aux voyageurs visitant l'exposition le vendredi 10 mai, dans la matinée, décidant le service de sécurité de la gare à démonter l'exposition.

RSF rappelle que plus de cinquante représentants de la presse, de toutes

tendances, ont comparu devant les tribunaux pour leurs écrits, en 2001, en Turquie. Les journalistes ayant mis en cause l'armée, d'une façon ou d'une autre, ont été systématiquement inquiétés. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2002, de nouveaux procès ont été intentés contre des journalistes. L'un d'eux, Erol Özkoray, rédacteur en chef de la revue trimestrielle de science politique et de relations internationales Idea Politika, doit faire face à au moins trois procès,

notamment pour un numéro de la revue ayant accusé l'armée de vouloir freiner le rapprochement de la Turquie avec l'Union européenne. Ce harcèlement judiciaire a finalement contraint M. Özkoray à arrêter la publication de sa revue. Le journaliste Fikret Baskaya est incarcéré depuis le 29 juin 2001 après avoir été condamné à un an et quatre mois de prison pour un seul article, publié le 1er juin 1999, critiquant la gestion du problème kurde par les autorités civiles et militaires.

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE À LA TURQUIE D'AGIR POUR LA POPULATION KURDE DÉPLACÉE

LA Commission permanente agissant au nom de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté un texte [recommandation 1563], le 29 mai 2002, sur la « Situation humanitaire de la population déplacée kurde en Turquie ».

L'Assemblée de Strasbourg, représentant une quarantaine de pays d'Europe, s'y déclare profondément préoccupée par les informations selon lesquelles les forces de sécurité turques auraient récemment évacué des villages et des hameaux. Ces actions devraient cesser immédiatement. Elle condamne également « fermement les violences et le terrorisme perpétrés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont contribué aux déplacements de populations », et exhorte les derniers combattants armés de la région à cesser toute violence.

L'Assemblée souligne que « l'assistance aux fins de la reconstruction des villages détruits devrait bénéficier d'un degré de priorité élevé. Elle ne devrait pas être subordonnée à l'obligation de faire partie du système des gardes villageois ou de déclarer que la cause de la fuite

des personnes déplacées était la peur inspirée par le PKK. »

« Les organisations humanitaires internationales devraient pouvoir accéder à la région. L'Assemblée ne saurait accepter que des organisations respectées comme Médecins sans frontières se voient refuser l'accès au motif qu'elles soutiendraient le terrorisme », relève le texte.

L'Assemblée parlementaire recommande, en conséquence, au Comité des Ministres d'exhorter la Turquie à « lever l'état d'urgence encore en vigueur dans quatre provinces dès que possible », « d'éviter toute nouvelle évacuation de villages, « d'assurer un contrôle civil sur les activités militaires menées dans la région et rendre les forces de sécurité davantage responsables de leurs actes », « d'appliquer correctement les arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme », « d'abolir le système des gardes villageois ».

Pour finir, « l'Assemblée demande fermement aux deux parties d'entamer un dialogue et de trouver une solution pacifique à la question kurde, tout en reconnaissant les droits culturels et sociaux du peuple kurde.

ANKARA :
LYNCHAGE MÉDIATIQUE CONTRE
MME KAREN FOGG,
LA REPRÉSENTANTE DE L'UE EN TURQUIE

ON ne sait pas ce que l'Union européenne compte faire pour défendre l'honneur bafoué de sa représentante à Ankara. Un véritable lynchage médiatique est lancé contre la représentante de l'UE depuis déjà quelques mois en Turquie. Après une campagne de dénigrement suite à la publication de son courrier électronique dans la presse turque, voilà que les éditorialistes connus pour être proches de l'armée menacent ouvertement la diplomate européenne qui, pourtant, est restée très prudente, voire indulgente vis-à-vis d'Ankara sur des sujets "sensibles" comme la question kurde.

Cette fois-ci c'est le président du comité des journalistes de Turquie, l'insupportable éditorialiste en chef du quotidien turc à grand tirage Hurriyet qui donne de la grosse artillerie contre celle qui est devenue la "tête de Turc" des media et politiciens nationalistes turcs. Extraits de cet éditorial au vitriol publié à la Une de Hurriyet du 8 mai :

" Les propos les plus forts que l'on peut employer à propos d'un ambassadeur est de lui dire "dégage" ! " Mme Fogg a affiché une performance aussi sale et grossière au cours de sa période de représentation (en Turquie) qu'aucun égard diplomatique n'est nécessaire pour elle maintenant. Elle mérite ainsi de la part de l'opinion publique turque une réaction violente et intense jusqu'alors jamais manifestée contre un représentant diplomatique " poursuit-il appelant ainsi ouvertement à orchestrer une campagne contre Mme Karen Fogg.

La raison de cette attaque ouverte est due pour cette fois-ci aux propos que

Mme Fogg auraient tenus en privé et en petit comité au sujet de Chypre. Selon Hurriyet, elle aurait " appelé les Chypriotes turcs à la révolte en les

invitant à se libérer de la tutelle de la Turquie et de celle de Rauf Denktas ". L'autre grief retenu contre elle est son souhait de voir un civil au poste de secrétaire général du Conseil national de sécurité (MGK). " Elle se mêle de tout ! " s'insurge l'éditorialiste qui affirme qu'il faudrait " la tenir par l'oreille et la mettre dehors " et qu' " il faudrait qu'elle fasse attention... Elle peut vraiment sortir perdante " conclut-il.

BRUXELLES :
LE PKK ET LE DHKP-C AJOUTÉS SUR LA LISTE
DES ORGANISATIONS TERRORISTES
DE L'UNION EUROPÉENNE

POUR répondre à certaines préoccupations de Washington 11 groupes supplémentaires, parmi lesquels le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le mouvement turc du Front-Parti révolutionnaire de libération populaire (DHKP-C, marxiste), dont les membres mènent une grève de la faim pour de meilleures conditions de détention en Turquie, ont été ajoutés le 2 mai sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne. Lors d'une réunion confidentielle entre diplomates des Quinze, ces derniers sont tombés d'accord le 29 avril sur les organisations à ajouter sur la liste qui a été envoyée dans toutes les capitales européennes pour un accord final. Alliée essentielle au sein de l'OTAN et candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie se voit ainsi récompensée de sa fidélité aux options prises par les Etats-Unis, de la guerre du Golfe jusqu'à la guerre en Afghanistan. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Josep Piqué, a déclaré que d'autres groupes pourraient être ajoutés à la liste dans les prochaines semaines.

Le PKK a changé son nom en Kadek

(Congrès pour la liberté et la démocratie du Kurdistan) il y a quelques jours et a renoncé officiellement à la lutte armée, mais l'Union européenne a suivi le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, selon lequel la nature de cette organisation n'a changé en rien. Pour Osman Ocalan, frère d'Abdullah et membre dirigeant du PKK, la décision des Quinze, qui n'avaient pas voulu franchir le pas en décembre dernier, entraînera de nouveaux affrontements et l'Europe en sera indirectement responsable. " L'inclusion sur la liste des terroristes sera vue comme une décision de guerre, et nous préparerons la plus forte des résistances sur ce dossier sur la base de la légitime défense ", a-t-il déclaré à une chaîne de télévision kurde Medya-TV. " Je souligne que les pays de l'UE seront responsables de cette guerre. Le peuple kurde doit savoir que l'Europe est responsable pour la guerre ", a-t-il ajouté. On précisait à Bruxelles que l'UE citait bien le PKK et que le Kadek ne serait pas sur la liste noire parce qu' " il n'existe que depuis quelques jours ".

La liste terroriste, établie le 27 décembre dernier après les attentats du 11 septembre contre les tours du World Trade Center, a été mise à jour afin de

correspondre avec celles des Etats-Unis, en prévision du sommet UE-Etats-Unis à Washington. Le sommet réunissant le président George W. Bush, le président de la Commission européenne Romano Prodi et le président du gouvernement espagnol Jose Maria Aznar, qui assure la présidence tournante de l'UE, promettait d'être l'un des plus tendus de ces dernières années, en dépit d'une étroite collaboration dans la lutte contre le terrorisme depuis les attentats du 11 septembre.

La presse turque a salué le lendemain la présence du PKK et du DHKP-C sur la liste européenne des organisations terroristes, appelant le gouvernement turc à accélérer les réformes pro-européennes, notamment à abolir la peine de mort. " Les assassins sur la liste " de l'Union européenne, titre à la Une le journal à gros tirage Hurriyet. " L'UE a finalement réparé son erreur. Le PKK et le DHKP sont sur la liste des organisations terroristes ", titre pour sa part le journal populaire Sabah qui précise dans son éditorial que " la Turquie doit accélérer ses réformes pour l'ouverture des négociations d'adhésion. La peine de mort bloque la voie de la Turquie ". L'éditorialiste du journal libéral Radikal rappelle de son côté que la Turquie est le seul pays membre du Conseil de l'Europe qui maintient la peine de mort dans ses lois. " C'est maintenant à la Turquie d'agir. La peine de mort et l'éducation dans une autre langue que le turc (kurde) doivent être à l'ordre du jour " du gouvernement du Premier ministre Bulent Ecevit, écrit-il.

La liste comprenait jusqu'à présent 27 personnes, presque tous des activistes de l'organisation de lutte armée basque ETA ou de son bras politique Batasuna, ou organisations, dont l'ETA, la branche armée du Hamas, le Djihad islamique palestinien, des groupes armés grecs, l'Armée républicaine irlandaise (Ira) et plusieurs milices protestantes nord-irlandaises.

LA TURQUIE LANCE UNE OFFENSIVE CONTRE LES ONGS INTERNATIONALES POUR «SOUTIEN D'ORGANISATION TERRORISTE»

Selon la presse turque [cf. NTV du 6 mai et Milliyet du 7 mai], Ankara s'apprête à soumettre aux Etats membres de l'Union européenne un rapport détaillé sur 17 organisations en Europe, soupçonnées par les autorités turques de " soutenir le PKK ". Parmi les organisations citées figurent rien moins que Médecin sans frontières, prix Nobel de la paix 1999, Reporters sans frontières, qui lors de sa dernière campagne qualifie le chef d'état-major turc, Huseyin Kivrikoglu d' " ennemi de la liberté de presse ", la Fondation France-Libertés, la Fédération mondiale des cités-unies, le comité Helsinki danois, des personnalités, des parlementaires et de nombreuses autres organisations kurdes.

L'information issue des services de renseignements turcs précise que la Turquie lancera une offensive diplomatique pour demander " un arrêt des soutiens au PKK et au KADEK " par ces organisations citées. Le rapport en question montrera du doigt quelques 450 organisations en Europe, qualifiées " d'organe ou de soutien du PKK " et demanderait leur fermeture.

L'Union européenne qui est restée longtemps aveugle face au terrorisme d'Etat turc coupable de la destruction de plus de 4000 villages kurdes, de l'assassinat par des escadrons de la mort des forces de sécurité turques de 4 500 civils suspectés de " nationalisme kurde ", avait, il y a quelques jours, pour complaire à Ankara et à Washington, placé sur sa liste noire d'organisations terroristes un PKK qui, depuis trois ans, a renoncé à la lutte armée en Turquie et à toute action violente en Europe. Ce n'est assurément pas assez pour Ankara qui veut étendre sa conception du terrorisme et du soutien au terrorisme à l'Union européenne en incriminant des grandes organisations européennes de droits de l'homme. Si malgré tous ses efforts, l'Union européenne ne parvient pas à européaniser la Turquie, on peut craindre dans le climat sécuritaire actuel qu'Ankara finisse par turquiser progressivement ses partenaires européens.

KIRKOUK : LES AUTORITÉS IRAKIENNES CONSTRUISENT DES MAISONS POUR LA POPULATION ARABE

SELON le quotidien kurde Brayati (Fraternité) du 9 mai, les autorités irakiennes ont lancé un projet de construction de centres d'hébergement pour les Arabes dans la région kurde de Kirkouk. « Sur un terrain vaste dégagé à la suite de la destruction de plus de 800 maisons kurdes, s'étendant des districts de Shorja, Musalaw à Qasabkana de la province de Kirkouk,

les autorités irakiennes ont lancé un programme de construction de 8000 appartements pour les Arabes déplacés des gouvernorats du centre ou du sud de l'Irak », écrit Brayati.

À la suite de la répression du soulèvement kurde en mars 1991 et le retour de l'armée irakienne à Kirkouk, « 800 habitations appartenant à des citoyens kurdes ont été dynamitées et

détruites par des explosifs TNT » poursuit le journal.

Par ailleurs, dans son numéro daté du 15 mai, ce journal indépendant souligne que « récemment, les autorités irakiennes à Kirkouk... allouent une somme de 3 millions de dinars comme

cadeau de mariage aux fils et petits-fils des Arabes implantés à Kirkouk. De même, ces derniers appelés selon la terminologie officielle « les fils des bénéficiaires » se voient attribuer une parcelle de terrain et 6 millions de dinars pour les aider à construire leur maison ».

responsables sur l'arrêt de la terreur et sur leur fidélité à la Constitution turque. D. Bahçeli a affirmé que c'est sous ces conditions qu'il prendrait en considération l'élargissement du domaine de la démocratie, des droits et de la liberté des citoyens.

LA MARCHÉ TURQUE : UN PAS EN AVANT DEUX PAS EN ARRIÈRE

L'évolution en dents-de-scie de la classe politique turque dans ses relations avec l'Union européenne ressemble, par ses mouvements contradictoires à la fameuse marche turque (Mehter), où les janissaires évoluaient un pas en avant deux pas en arrière pour donner l'impression de bouger. Ainsi, d'une part, la puissante armée turque s'est dit prête à accepter l'abolition de la peine de mort en Turquie à condition que le Parlement vote une loi assurant que le chef de l'ex-PKK, Abdullah Ocalan ne puisse jamais sortir de prison, rapporte le 29 mai la presse turque.

Le quotidien turc Hurriyet annonce en sa Une que l'armée turque se prononce pour l'abolition de la peine de mort en Turquie. Sous le titre de « Ce pas courageux est venu de l'armée », le quotidien explique qu'alors que le Premier ministre turc sollicitait des « pas courageux » de la part de Devlet Bahçeli, son principal partenaire de la coalition et leader du parti ultra nationaliste de l'Action nationaliste (MHP), c'est l'armée turque qui s'est enfin décidée à rompre le silence sur le sujet en se déclarant pour l'abolition de la peine de mort et pour la suppression de l'amnistie. L'armée turque, qui jusqu'alors déclarait publiquement qu'étant « partie », elle ne pouvait pas se prononcer sur le sujet, opérerait selon le quotidien pour une formule qui abolirait

la peine de mort et substituerait à la place la réclusion criminelle à perpétuité sans libération conditionnelle ou possibilité de bénéficier d'une quelconque amnistie. Le général de l'armée, resté anonyme, auteur de cette déclaration souligne qu'il faut prendre en considération la sensibilité de l'opinion publique concernant le sort d'Abdullah Ocalan et donc lui « appliquer le même sort que celui de Rudolf Hess ».

En visite officielle en Chine, Devlet Bahçeli, a, quant à lui, affiché un durcissement en affirmant le 28 mai depuis Pékin que quelle que soit la décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'affaire Ocalan, son dossier devrait être envoyé rapidement devant le Parlement turc pour qu'il puisse se prononcer. En réponse à Bulent Ecevit qui avait déclaré « j'attends des pas courageux de la part de Bahçeli sur la question de l'Union européenne », D. Bahçeli a rétorqué qu'il avait cinq conditions pour l'UE : Le transfert d'Abdullah Ocalan à une prison de type-F, le renvoi de son dossier devant le Parlement turc, l'inscription du KADEK (ex-PKK, Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) sur la liste des organisations terroristes de l'UE, capitulation des responsables de l'organisation et déclaration publique convaincante de la part de ces

L'avis de l'influente armée turque a quelque peu adouci les positions de la droite turque. Ainsi, Tansu Çiller, chef du parti de la juste voie (DYP) et ancienne Premier ministre, qui jusqu'alors affichait une position très arrêtée sur la question pour séduire l'électorat du MHP, a fait volte-face en déclarant qu' « entre Apo ou l'UE, nous choisirons l'UE ».

De son côté, le 29 mai, la principale organisation patronale turque (TUSIAD) a appelé le gouvernement de coalition à abolir « dans les plus brefs délais » la peine de mort et à accorder des droits culturels aux Kurdes pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE).

« Les partis politiques et le Parlement doivent prendre leurs responsabilités dans ce projet vital pour l'avenir du pays et faire les pas nécessaires sur la voie de l'intégration à l'UE », souligne l'influente organisation. Elle indique que des réformes pour respecter les critères de Copenhague sur les droits de l'homme, notamment l'abolition complète de la peine de mort et un enseignement ainsi qu'une télévision en kurde, doivent le plus rapidement être adoptées.

L'organisation estime que si la Turquie n'entreprend pas ses réformes, les Quinze ne fixeront pas de date pour l'ouverture des négociations d'adhésion, réclamée avec insistance par Ankara. « Nous serons alors dépassés par les autres pays candidats et resterons seuls », souligne la TUSIAD. Elle estime que l'incertitude à laquelle sera alors

confrontée la Turquie lui compliquera considérablement la tâche pour atteindre ses objectifs économiques, en référence à la grave crise qu'elle traverse depuis février 2001, avec l'aide massive du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Cependant le 15 mai, le Parlement turc a adopté une loi très controversée introduisant des sanctions pour la propagation de fausses informations sur l'Internet et aggravant les pénalités pour les infractions aux lois sur la radio et télédiffusion. Largement contestée en Turquie, en premier lieu par le président turc, la moitié du Parlement, les organisations professionnelles journalistiques, comme les média locaux et les ONGs, qui dénoncent l'incitation au monopole de la loi et de sérieuses violations de la liberté de la presse, cette loi a été adoptée après un débat houleux de dix heures durant lequel les députés d'opposition et du gouvernement en sont presque venus aux mains. 202 députés (sur 292 députés présents pour un total de 550) ont voté pour, 87 contre et 4 se sont abstenus.

Le président Ahmet Necdet Sezer avait opposé son veto en juin 2001 à cette loi, faisant valoir qu'elle est contraire aux normes démocratiques que la Turquie s'est engagée à respecter dans le cadre de sa candidature à l'Union européenne, et qu'elle ouvrait la voie à des ingérences politiques et à la formation de monopoles et cartels.

La loi stipule que la diffusion de fausses

informations et de diffamation sur l'Internet sera désormais passible de lourdes amendes allant jusqu'à 100 milliards de livres turques (environ 72.000 \$). Les autorités ne pourront plus suspendre la diffusion des chaînes de radio et télévision, pratique courante à l'heure actuelle, et l'organisme de contrôle des médias, le RTÜK, leur demandera seulement de s'excuser. Mais le RTÜK pourra annuler la licence des chaînes qui s'en prennent à " l'unité de la Turquie " et diffusent de la " propagande subversive et séparatiste ".

Par ailleurs, la nouvelle loi réprime toute diffusion provoquant " la désespérance ou la démoralisation ", concept vague qui mettra certainement à mal la presse locale déjà éprouvée. De plus l'autorité chargée de délimiter " le cadre stratégique " des diffusions audiovisuelles y compris sur Internet sera confiée à une organisation appelée le Haut conseil à l'information dirigée par le Premier ministre et un ministre d'Etat désigné par ce dernier et composé de non seulement des ministres de l'Intérieur et de communication mais aussi du secrétaire général du Conseil national de sécurité (MGK) et du directeur de la communication électronique de l'état-major des armées turques.

La nouvelle loi affirme également que les diffusions pourront se faire " en turc mais aussi en toutes langues universelles " (sous-entendu les langues officielles de l'ONU ?), formule qui écarte la langue kurde qui pour les autorités turques

n'existe pas ou n'est qu'un assemblage de patois alors même que cette langue est parlée par plus de 30 millions de Kurdes, qu'elle est utilisée dans les médias, des écoles et les universités du Kurdistan irakien ainsi qu'à la radio-télévision d'Iran.

Jean-Christophe Flori, porte-parole de Gunter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement a déclaré le même jour que cette loi " n'était pas conforme aux critères de Copenhague " et que " le Parlement turc devrait la réviser immédiatement ".

Créé en 1994, le Haut Conseil de l'audiovisuel (RTÜK) a suspendu des centaines de chaînes de radio ou télévisions nationales et locales. Depuis la fin du monopole d'Etat en 1990, les radios et télévisions se sont multipliées en Turquie, où l'on compte 13 télévisions nationales et 200 locales, et environ 2.500 stations de radio. RSF rappelle, par ailleurs, que RTÜK maintient un contrôle étroit sur les médias audiovisuels. Si la majorité des chaînes de télévision et des radios qui ont été suspendues par RTÜK, en 2001, ne l'ont pas été pour des raisons politiques, la durée des suspensions est néanmoins particulièrement longue dans les cas plus politiques. Elle peut aller jusqu'à un an de suspension pour diffusion de musique kurde ou " mise en cause de l'ordre constitutionnel ". Dans ces derniers cas, le RTÜK est souvent saisi par les autorités militaires elles-mêmes.

PROCÈS DES PRÉNOMS KURDES : RELAXÉ À DICLE, NOUVELLES MISES EN EXAMEN À IZMIR ET À ARDAHAN

Alors que le tribunal de Dicle rejetait la veille une demande similaire, un procureur d'Izmir a lancé une poursuite le 23 mai contre neuf autres familles kurdes d'Izmir accusées d'avoir donné des prénoms kurdes à leurs enfants. Les prénoms incriminés sont Zozan (Alpage), Medroj (Soleil de Mèdes), Rojhat (Aurore), Siyar (éveillé), Helin (Nid) et Baran (Pluie), les deux derniers pourtant communément utilisés par les Kurdes aussi bien que les Turcs. Au moment où l'Union européenne demande à la Turquie d'entamer de sérieuses réformes pour le respect des droits culturels des Kurdes, le procureur qualifie de " désobéissance civile " le fait de donner des prénoms kurdes aux enfants.

Dans la série de la chasse aux noms kurdes, la presse turque annonce le 30 mai qu'une autre famille d'Ardahan de même que l'officier d'état civil responsable, sont également traduits en justice pour le choix et l'inscription du prénom kurde Berivan (trayeuse). L'affaire est si burlesque que Berivan n'est autre que le titre d'une des séries télévisées les plus regardées en Turquie.

" Alors que l'on parle des critères de Copenhague, on régresse au point de poursuivre nos prénoms centenaires. J'ai pitié pour l'Union européenne. Il paraît qu'ils vont nous accepter parmi eux. À quoi donc serviraient à l'Europe ces têtes ? On va tout simplement perturber la tranquillité de ces gens aussi " écrit Fatih Altayli le 30 mai dans son éditorial du quotidien *Hürriyet*.

AINSI QUE

• **LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE ANNULE LA NOUVELLE LOI D'AMNISTIE VOTÉE MALGRÉ LE VETO PRÉSIDENTIEL PAR LE PARLEMENT.** Passant outre un premier veto présidentiel, le Parlement turc avait voté le 21 mai une loi d'amnistie dont Mehmet Ali Ağça, l'auteur de l'attentat manqué contre le pape Jean-Paul II en 1981, aurait pu bénéficier, mais qui excluait une nouvelle fois les condamnés pour crime d'Etat, comme les combattants kurdes, les gauchistes mais plus largement des prisonniers politiques comme les députés kurdes, des journalistes ou écrivains condamnés pour leurs opinions.

Le président turc Ahmet Necdet Sezer avait saisi le 23 mai la Cour constitutionnelle turque arguant que des réductions de peines ne seraient pas décidées en fonction du comportement d'un prisonnier et que la loi n'avait pas non plus recueilli la majorité des trois cinquièmes nécessaire, selon lui, dans les cas d'amnistie spéciale.

Plus de 40.000 détenus ont été libérés en Turquie en vertu d'une loi d'amnistie depuis l'an 2000. Quelques 11.500 meurtriers, 11.300 voleurs ou braqueurs, et 1.100 personnes condamnées pour délits sexuels ont ainsi retrouvés la liberté depuis 2000, lorsque la Turquie a adopté une loi qui réduit les peines de 10 ans.

Par ailleurs, un communiqué publié le 29 mai, a annoncé la fin de la grève de la faim lancée dans les prisons turques le 20 octobre 2000 pour protester contre les conditions de détention et les transferts dans les prisons de type-F.

• **UN GÉNÉRAL TURC DÉPÊCHÉ AU KURDISTAN IRAKIEN POUR RENCONTRER LES DIRIGEANTS KURDES.** Selon le quotidien kurde Hawlati (Citoyen) daté du 20 mai, le général Nevzat Bakiroglu, en charge des forces militaires spéciales turques, serait en visite au Kurdistan. Il aurait ainsi rencontré Massoud Barzani à Salahaddin à une date non indiquée, pour ensuite être reçu par Jalal Talabani à Suleimaniyeh le 17 mai.

Selon une source locale, la Turquie aurait dépêché son plus haut responsable dans la région, après la récente rencontre des deux dirigeants kurdes avec les responsables occidentaux et américains. Selon la Radio libre d'Irak, Massoud Barzani a refusé plusieurs invitations du gouvernement turc ces derniers temps. Les autorités turques sont également irritées du fait que les deux leaders kurdes n'aient pas transité par la Turquie pour consultation avant leur départ en Europe.

• **L'INTERDICTION DU HADEP " SERA UN SÉRIEUX REVERS POUR LES RELATIONS ENTRE L'UE ET LA TURQUIE " PRÉVIENT LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN TURQUIE.** Une délégation de sept membres de l'Union européenne dirigée par le Néerlandais Joost Lagendijk s'est rendue le 9 mai en Turquie pour une mission de trois jours afin d'examiner la situation du parti de la démocratie du peuple (HADEP). Lors d'une conférence de presse donnée, le 10 mai Joost Lagendijk a déclaré : " Si le HADEP est fermé, ce sera un sérieux revers pour les relations entre l'UE et la Turquie ".

Le HADEP est menacé d'interdiction pour " liens organiques " avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), récemment inclus par l'UE sur sa liste des organisations terroristes. M. Legendijk a souligné que les autorités turques n'avaient pas pu fournir à la délégation de " preuve concrète " d'un lien entre ce parti et le PKK. " Notre conclusion est que le HADEP est un parti politique autonome qui défend les intérêts et les droits des Kurdes avec des moyens non violents ", a-t-il déclaré.

Le député néerlandais a pressé les autorités turques de s'abstenir de toute action contre des groupes kurdes légaux après la reconnaissance par l'UE du PKK comme une organisation terroriste. " Nous insistons auprès des autorités turques pour qu'elles ne profitent pas de l'inclusion du PKK sur la liste des terroristes pour réprimer des organisations ou partis politiques légaux d'origine kurde ", a-t-il souligné.

• **L'ARMÉE TURQUE LANCE UNE VASTE OPÉRATION TERRESTRE ET AÉRIENNE À DERSIM.** Les autorités turques ont annoncé dans un communiqué daté du 14 mai que l'armée turque a lancé une opération avec appui aérien dans la région kurde de Dersim (Tunceli) pour " détruire des caches des rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ". L'opération se déroule dans la région montagneuse d'Alibogazi, à 55 kilomètres à l'ouest de la ville de Tunceli, précise le bureau du gouverneur de la province.

" Pendant l'opération, des mortiers et des hélicoptères de combat sont utilisés si nécessaire pour renforcer la puissance de feu des forces terrestres ", ajoute le communiqué, sans précision de date ou sur le nombre de soldats engagés. La région a été interdite d'accès aux civils par crainte " de la présence de munitions non explosées et de mines plantées par les terroristes du PKK ", ou qu'ils soient

pris pour cible par erreur par l'armée, poursuit le communiqué.

Le PKK, qui a récemment changé de nom pour s'appeler Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (KADEK), a arrêté les combats en 1999 à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie pour " trahison et séparatisme ". Mais l'armée turque a rejeté ce cessez-le-feu unilatéral et a promis de les pourchasser jusqu'au dernier.

• **LE 1ER MAI EN TURQUIE : INTERDIT DANS LES VILLES KURDES SANS INCIDENT À ANKARA ET ISTANBUL.** Les manifestations du 1er mai en Turquie, interdites dans plusieurs provinces kurdes où l'on signale trente arrestations, se sont déroulées en présence de forces de police à Ankara et à Istanbul, où quelques 15.000 policiers étaient déployés. Aucun incident n'y a été signalé et des milliers de manifestants se sont rassemblés sur des places désignées à l'avance. Les slogans évoquaient la grave crise économique à laquelle est confronté le pays, mais aussi le conflit israélo-palestinien, la question kurde ou les droits des homosexuels.

À Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan turc, les policiers ont rapidement étouffé les tentatives de rassemblement et dix personnes ont été arrêtées, selon des sources policières.

À Tunceli (Dersim), autre ville kurde, des heurts ont opposé les forces de l'ordre à 1.500 manifestants. Une vingtaine de personnes dont le dirigeant local du parti pro-kurde Hadep, Alican Unlu, ont été arrêtées après avoir tenté de faire une déclaration publique.

Diyarbakir et Tunceli figurent parmi plusieurs provinces à majorité kurde dans lesquelles les manifestations sont interdites dans le cadre de l'état d'urgence décrété en 1987.

• **DEUX RÉFUGIÉS KURDES DU CENTRE DE SANGATTE VICTIMES D'UNE EXPÉDITION PUNITIVE PAR DES JEUNES DE LA RÉGION.** Trois jeunes, âgées de 24 à 25 ans et originaires du boulonnais, qui avaient blessé par balles deux réfugiés kurdes irakiens du centre de réfugiés de la Croix-Rouge de Sangatte (Pas-de-Calais) ont été mis en examen le 1er mai pour tentative d'assassinat. Armés d'une carabine 22 LR, les trois agresseurs avaient organisé le 29 avril au soir " une expédition punitive et xénophobe contre des réfugiés avec qui ils disent s'être querellés une quinzaine de jours auparavant ", a expliqué Gérard Lesigne, le procureur de la République de Boulogne-sur-Mer. Les trois jeunes avaient alors pris pour cible des réfugiés, blessant par balles deux Kurdes irakiens. Le premier avait été blessé au pied alors qu'il se trouvait dans le centre-ville de Calais. Le second réfugié, qui errait à proximité de la mairie de Sangatte, avait été touché plus sérieusement dans le dos. Les agresseurs avaient déjà organisé une première opération punitive qui avait été interrompue, il y a une semaine, par la gendarmerie, selon le parquet.

C'est la première fois que des incidents aussi sérieux se produisent entre des réfugiés du centre de la Croix-Rouge de Sangatte et des habitants du littoral du Pas-de-Calais. L'été dernier, un vigile avait blessé un réfugié d'un coup de feu lors d'un assaut de dizaines de clandestins qui tentaient de pénétrer sur le site de la SNCF à Frethun, près de Calais. Le vigile, qui n'était pas autorisé à porter une arme, avait expliqué qu'il avait pris peur. Le centre de Sangatte, ouvert en septembre 1999, abrite actuellement plus de 1.400 personnes, essentiellement des Kurdes d'Irak et des Afghans, qui cherchent à passer clandestinement en Grande-Bretagne via le tunnel sous la Manche. Le 15 avril, pour la première fois, un réfugié —un jeune Kurde irakien— est mort à la suite d'une rixe dans l'enceinte même du centre.

LU DANS LA PRESSE TURQUE

• **COMMENT LES TURCS SE VENGEANT DE LEURS ENNEMIS EUROPÉENS.** Bekir Coskun, journaliste au quotidien *Hürriyet*, dénonce d'une plume caustique la conservation et l'encouragement de l'esprit guerrier cultivé par les autorités turques qui reconstituent presque dans toutes les grandes villes la guerre de l'indépendance où les employés municipaux très démunis sont déguisés en ennemis et passés à tabac. Voici de larges extraits de cet article publié le 16 mai :

" Je connais les festivités de la journée de l'indépendance. On déguise les employés municipaux chargés de nettoyage des rues en " soldats ennemis français " avec une espèce d'uniforme bleu ciel très bon marché que l'on peut situer entre un pantalon bouffant et une salopette.

D'après ce que l'on raconte, c'est le tailleur chargé de les coudre qui leur flanque les premiers coups et puis le chapelier...le cordonnier...

Puis le jour de la fête arrive.

Les notables de la ville... déguisés en glorieux soldats turcs se placent avec leurs épées, bottes et jumelles et les employés municipaux déguisés en ennemis... commencent alors à trembler. Et la guerre est déclenchée.

Les soldats ennemis en uniforme bleu bon marché faisant leur apparition, le préposé au micro crie alors " salopards d'ennemi " repris par les spectateurs de la tribune ... Puis les soldats turcs avançant accompagnés de coups de feu en l'air, tout ce que l'on peut compter de spectateurs s'approchent des employés municipaux à coups de bâtons et de pieds.

Finalement, le groupe ANAP a présenté une proposition de loi pour interdire le passage à tabac des soldats ennemis au cours de la journée de l'indépendance...

Quand les forces d'occupation d'alors, les Français, les Italiens, les Anglais, arrivent aujourd'hui, la Turquie se met à la danse du ventre. Alors pourquoi devons-nous tabasser nos employés municipaux déguisés en ennemis ?... Pourquoi les tabassez-vous ? "

• **REPORTAGE À DIYARBAKIR : AU STADE " UNE DES TRIBUNES HURLE " KINE EM ? " (QUI SOMMES-NOUS ?) ET L'AUTRE RÉPOND " KURD IN EM ! " (NOUS SOMMES KURDES).** Des élections législatives anticipées s'annonçant de plus en plus probables en Turquie, le journaliste turc Hasan Cemal tentent de prendre le pouls de la société à travers une série de reportages publiés dans le quotidien turc *Milliyet*. Après quelques villes de l'Ouest, le voilà le 28 mai à Diyarbakir, où le premier constat s'annonce clairement dans le titre " Diyarbakir est déterminé. Il n'y a pas d'indécision à Diyarbakir ! Il n'y a qu'une réalité politique c'est le HADEP ! ". Voilà de larges extraits de ce reportage publié les 28 et 29 mai consacré à Diyarbakir :

" Les têtes sont confuses dans les neuf villes que je viens de visiter à travers l'Anatolie. Ce n'est pas le cas à Diyarbakir. Il n'y a pas d'indécision dans cette ville. Il n'y a qu'une réalité sur la scène politique à Diyarbakir : le parti de la démocratie du peuple (HADEP). Ils vont voter pour ce parti tels des soldats car ils considèrent le HADEP comme leur parti, comme le parti qui tient tête à l'Etat.

Le HADEP recueille la majorité des voix, mais n'arrivant pas à franchir le seuil national de 10 %, il n'est pas représenté au Parlement. Diyarbakir incarne l'exemple même de ce fait. Le HADEP a récolté 46 % des voix aux élections générales de 1999 dans cette ville. Soit 187 000 voix. Mais il n'y a aucun député !

Par contre, le parti de la Vertu (Fazilet - islamiste) a 4 députés avec 59 000 des voix, le parti de la Mère-patrie (ANAP) et de la Juste Voie (DYP), recueillant 45 000 voix chacun, ont 3 députés pour l'un et l'autre et le parti de la Gauche démocratique (DSP) avec 20 000 voix fait élire 1 député à Diyarbakir. Notez que Fazilet, ANAP, DYP et DSP réunis, atteignent au total les 170 000 voix, alors que le HADEP, qui a lui tout seul recueille plus que les quatre partis réunis, n'a même pas un député au Parlement. Peut-on admettre cela ? Il existe une maxime concernant le système électoral : " Justice dans la représentation, stabilité dans l'administration ! " Il n'y a pas de justice en cela...

Le HADEP critique cette injustice dont il est victime : " Il faut abandonner cette politique. Il n'y a d'intérêt pour personne. Au début prétextant la terreur, il y avait un rejet. Mais aujourd'hui il n'y a rien de tel. Je suis contre la violence, alors laissez-moi faire de la politique "

Que va donc faire le HADEP dans cette situation ?

Un instituteur à la retraite dit : " Ma voix est pour le HADEP ! C'est une réaction et non pas parce que j'ai un quelconque espoir ". Un autre ajoute : " Je ne m'attends ni à des services et ni à la démocratie. Je donne ma voix au HADEP pour prouver mon existence... " Autre réaction : " Nous voulons que l'Etat nous envoie ici des gens qui ont un casier plus honnête, que le HADEP

ne soit pas exclu car l'exclusion de la scène politique renvoie à plus de radicalisation". Une personne poursuit : " Ici il y a le HADEP et il est suivi de Tayyip [Recep Tayyip Erdogan, leader du parti islamiste de la Justice et du développement (AK)].

La déclaration de Yilmaz " la route de l'Union européenne passe par Diyarbakir " a séduit pas mal de gens, mais ils se sont également interrogés sur sa crédibilité et sa volonté réelle... " L'Union européenne est notre volonté commune. Que l'on adhère pour que tous ensemble nous puissions être traités comme des hommes de première classe " rétorque un des hommes. Dans la rue des forgerons, on me dit : " Nous avons besoin de sérénité. Je veux de la démocratie et de la liberté. Lorsque je pars en Occident, je me sens comme un autre homme. Je me sens bien. On ne peut pas faire ces choses-là avec des pansements ", puis ajoute : " On parle de l'Union européenne, mais on interdit le kurde. Lorsque l'on avait interdit le turc à ceux qui étaient en Bulgarie, nous avions remué le ciel. Mais ici [le kurde] c'est toujours interdit mon frère. "

Le maire HADEP de Diyarbakir Feridun Çelik a recueilli 104 000 voix en 1999. Il a été élu avec 62,5 % des voix. Cabbar Leygara, le maire HADEP du district de Baglar, a, lui, été élu avec 71% des voix... Ils me précisent que le HADEP représente en fait plus que cela et critiquent particulièrement les pressions exercées dans les zones rurales.

Feridun Çelik qualifie de " grande

injustice " le fait que le HADEP n'ait aucun représentant au Parlement turc malgré 46 % des voix recueillies lors des élections générales de 1999. " Il faut respecter le choix des électeurs. Il y a une réalité claire et nette qu'il faut accepter. Comment vous pouvez ignorer le HADEP ? Toute une population d'une région donne ses voix à un parti mais n'a finalement aucun représentant au Parlement. Cette exclusion ne pourra-t-elle pas renforcer plus encore l'inégalité ? " déclare-t-il. Cabbar Leygara poursuit : " Personne ne réclame quelque chose aux députés. Ils viennent tous nous voir et nous disent qu'ils nous ont choisis nous. Ils nous demandent quand est-ce que leurs enfants reviendront de la montagne ? quand ils sortiront de la prison ? À quand l'amnistie ? Quand est-ce qu'ils peuvent retourner à leurs villages ? Ils nous disent qu'ils nous ont élus pour cela. " Le maire de Diyarbakir s'interroge " Où peut-on aller avec le refus ? ". Il ajoute que leurs relations sont plus faciles avec la bureaucratie civile par rapport à, il y a trois ans... mais qu'avec la bureaucratie militaire la distance continue... "

F. Çelik souligne également que " Leyla (Zana) et ses collègues n'ont pas mérité d'être emprisonnés pendant 11 ans. Les assassins sont libérés... grâce à des amnisties mais eux ils sont encore en prison. S'ils venaient à être libérés, ils pourraient avoir une influence considérable sur la population qui les a élus... "

Feridun Celik souligne que depuis quelques années il n'y a pas d'affrontements dans la région mais " il

n'y a toujours pas de bonne politique appliquée ". Il voudrait que l'on arrête de taxer de " séparatisme " toutes demandes démocratiques : " L'abolition de la peine de mort, l'éducation en kurde, diffusion audiovisuelle en kurde sont les propos du président Sezer. Ecevit le dit aussi. Yilmaz également. Tayyip aussi. Ils le disent à Ankara eux. Si nous, on disait cela à Diyarbakir, du fait de l'état d'urgence, on encourrerait des poursuites... " Il poursuit par un exemple : " la semaine dernière, la préfecture nous a envoyé une note d'information la veille de l'inauguration du festival culturel et artistique. Ils nous ont signifié que s'il y a des slogans contre la peine de mort, pour le retour aux villages, pour l'éducation en kurde, ils annuleraient le festival. Si les responsables à Ankara tiennent ce genre de propos, il n'y a rien, mais si c'est nous, cela constitue une infraction ".

Le responsable du HADEP à Diyarbakir, Ali Urkut, déclare : " Diyarbakir est aujourd'hui un cimetière de la société civile. Il y a tellement d'organisations interdites. "...

Diyarbakirspor, le football est un sujet important dans la ville. " Au début ils ont essayé d'utiliser le foot à des fins de dépolitisation... contre le HADEP mais ça n'a pas marché. La société a même politisé le football. Tout naturellement... Lorsque Diyarbakirspor rentre sur le terrain ou marque un but. Une des tribunes hurle " Kîne em ? " (qui sommes-nous ? " et l'autre répond " Kurd in em ! " (Nous sommes Kurdes) raconte Feridun Celik.

LE FIGARO SAMEDI 4 - DIMANCHE 5 MAI 2002

Les Quinze inscrivent le PKK kurde sur leur liste d'organisations terroristes

Sept militants de l'organisation séparatiste basque ETA et onze organisations ont été ajoutés à la liste européenne du terrorisme communiquée hier par la présidence espagnole de l'UE. Parmi les nouvelles organisations retenues, figurent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), le groupe clandestin turc d'extrême gauche DHKP-C (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire), l'organisation des moudjahidin du peuple (opposition armée à Téhéran), le Sentier lumineux péruvien et la Fédération internationale de la jeunesse sikh.

Istanbul :
de notre envoyé spécial
Éric Blegala

C'est un succès pour la Turquie : après des mois de lobbying soutenu, l'Union européenne vient d'inscrire le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et le DHKP-C (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire) sur sa liste des mouvements terroristes. En conséquence leurs avoirs bancaires pourraient être gelés dans les quinze pays membres. En échange, Ankara promet d'accélérer le processus de démocratisation qui doit lui permettre d'intégrer l'Union.

L'exigence turque d'un bannissement des deux organisations n'est pas neuve et si la plupart des pays européens avaient individuellement considéré que le PKK ou le DHKP-C pouvaient être interdits, l'UE en tant que telle ne s'était pas prononcé. Pire aux yeux d'Ankara : les Européens avaient omis les deux groupes dans la liste établie à la fin de l'année dernière après les attentats du 11 septembre.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a mené une lutte armée durant 15 ans contre la Turquie, tuant près de 10 000 personnes dont une petite moitié de civils. L'appareil sécuritaire turc annonce pour sa part avoir abattu environ

20 000 militants kurdes. Depuis 1999, le PKK a unilatéralement arrêté le combat suite à l'arrestation de son chef Abdullah Öcalan. Les rebelles ont évacué la Turquie et ont annoncé depuis le 4 avril vouloir « cesser toute activité menée au nom du PKK ». Dans la foulée, ils ont annoncé la fondation d'un Congrès pour la démocratie et la liberté du Kurdistan (Kadek) qui doit poursuivre la lutte par des moyens politiques. Il n'est pas encore clair si la décision européenne s'appliquera également au Kadek. De nombreuses associations affiliées plus ou moins ouvertement à l'ancien PKK ont pignon sur rue en Europe.

Quant au DHKP-C, il regroupe les militants de l'ultra-gauche turque violemment opposés au régime d'Ankara. Avec une quarantaine d'attentats à son actif durant les dix dernières années, visant principalement la police ou les représentants du pouvoir, le DHKP-C est l'une des organisations clandestines les plus actives. Très bien

implanté en Belgique où réside le chef du mouvement, le DHKP-C regroupe la plupart des grévistes de la faim qui protestent contre leur mise à l'isolement dans les prisons turques. Le gouvernement a annoncé début avril qu'il ne négocierait pas avec ces « terroristes ».

Le premier ministre Bülent Ecevit a indiqué jeudi que les négociations d'adhésion à l'UE pourraient commencer « prochainement ». Candidate depuis 1999, la Turquie n'a pas encore entamé ces négociations, l'Union attendant qu'Ankara ait satisfait aux critères de démocratisation incluant le respect du droit des minorités. La possibilité pour les Kurdes de bénéficier d'émissions télévisées et d'une éducation dans leur langue maternelle est l'une de ces exigences, de même que la suppression de la peine capitale. Le ministre des Affaires étrangères İsmail Cem a fait valoir qu'en abolissant la peine de mort, la Turquie pourrait obtenir l'extradition des « terroristes » réfugiés en Europe.

EU adds to list of terror groups

From news reports

BRUSSELS: Kurdish separatist rebels in Turkey and Iraq-based guerrillas fighting the Iranian government have been added to the European Union's list of banned terrorist groups, EU diplomats said Thursday.

An EU statement confirmed that the list of "persons, groups and entities involved in terrorist acts" whose assets are to be frozen under United Nations rules had been extended, but it did not specifically identify the movements added.

News of the publication of the revised list coincided with a semi-annual summit between EU and U.S. leaders in Washington, where the fight against global terrorism was high on the agenda.

Under the EU's common position on combating terrorism, all EU member states are bound to freeze the assets of individuals and groups whose names appear on the list.

They must also give each other "the widest possible assistance" to police investigations and legal proceedings involving those named on the list, which is subject to review at six-month intervals.

The diplomats said 11 groups and seven individuals had been added to the list, notably the Kurdistan Workers' Party and the Iranian People's Mujahidin Organization.

The EU move was a significant gesture toward Turkey, a NATO ally and candidate for EU membership, and Iran, with whom Brussels is developing closer ties in spite of U.S. misgivings.

Other groups included on the list included a Turkish leftist urban guerrilla group, the Revolutionary People's Liberation Party; Aska Tasuna, a Spanish Basque separatist group that is less well-known than ETA, and Shining Path, the Peruvian leftist group.

Three groups operating in India, including the Kashmiri militant group Lashkar-e-Taiba, were also included in the list as part of the EU's efforts to combat terrorism after the Sept. 11 attacks on the United States.

The Japanese doomsday sect, Aum Shinrikyo; a Colombian rightist militia, the United Self-Defense Forces of Colombia, and the Islamic Group, Egypt's largest Muslim militant group, also appeared on the list.

The seven individuals added were all linked to ETA, the main Spanish Basque separatist group, diplomats said.

The full list was expected to be published in the EU's official journal Friday. The delay in announcing the names was meant to prevent organizations added to the blacklist from moving their assets before they could be frozen.

Diplomats said that the "terrorist" designation would not cover the National Council of Resistance of Iran, the political arm of the People's Mujahidin, an Iranian dissident group.

The list omitted the radical Popular Front for the Liberation of Palestine, a Damascus-based Marxist organization whose members are actively engaged in the armed uprising against Israeli occupation. Diplomats said that the EU had considered including the group but that there had been no

International Herald Tribune
Friday, May 3, 2002

consensus.

Leaders of the Kurdistan Workers' Party, who were left off the first EU list drafted last December, have warned the Europeans against the ban, saying it could anger Kurdish immigrants living in the 15-nation bloc.

The party has battled the army in southeast Turkey since 1984 in a conflict in which more than 30,000 people have died.

It called off the armed campaign after the 1999 arrest of its leader Abdullah Ocalan, who remains in prison in Turkey awaiting the outcome of an appeal against a death sentence.

Turkey says it continues to regard the group as "terrorist." Kurdish rebels said that the move would drive the guerrillas back to the battlefield and discourage dialogue.

The first EU list of "persons, groups and entities involved in terrorist acts" was issued in October in the aftermath of the Sept. 11 attacks in the United States. It included 27 persons and groups linked by the United States to Osama bin Laden and his Al Qaeda network. (Reuters, AFP)

Le Solr • Samedi 4 et dimanche 5 mai 2002

Terrorisme | En marge de la nouvelle liste de l'Union européenne

Med-TV : enquête pour blanchiment

Le PKK — Parti des travailleurs du Kurdistan — figure sur la nouvelle liste des organisations terroristes recensées par l'Union européenne. La justice belge s'intéresse de près à sa chaîne de télévision, Med-TV.

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

J eudi et vendredi, les Quinze se sont mis d'accord sur une liste de nouvelles organisations reconnues comme terroristes. Parmi elles figurent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) et le groupe clandestin turc d'extrême gauche DHKP-C (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire).

Le PKK est très fortement implanté en Belgique et plus particulièrement en Flandre et à Bruxelles. Il vient de se transformer en parti politique en prenant l'appellation Kadek. Il dispose notamment d'une chaîne de télévision anciennement dénommée Med-TV et aujourd'hui baptisée Medya, installée à Denderleeuw. Le PKK voit son entrée dans la liste des mouvements terroristes comme une déclaration de guerre de la part de l'Union.

Mais la justice belge n'a pas attendu l'Union européenne pour être attentive aux agissements du PKK. Une enquête, en

cours depuis 1996, est close. Elle est aujourd'hui pendante devant la chambre du conseil et devrait aboutir, à la demande du parquet de Bruxelles, au renvoi de plusieurs membres de Med-TV devant un tribunal correctionnel pour délit financier et implication dans un trafic d'armes.

En outre, voici quelques jours, le juge d'instruction bruxellois Jeroen Burm a été saisi par l'OCDEFO (Office central de lutte contre la délinquance économique et financière) d'un dossier de blanchiment d'argent à charge de la même chaîne de télévision, comme l'a confirmé vendredi le porte-parole du parquet de Bruxelles, Jos Colpin. L'infraction porte sur 2,5 millions d'euros et serait, elle aussi, liée à un trafic d'armes. Considérée comme internationale, l'affaire a déjà fait l'objet d'une commission rogatoire en France.

Pour sa part, le DHKP-C soutient le mouvement des grévistes de la faim dans les prisons turques. En Belgique, il est soupçonné par la Sûreté de l'État d'extorsion de fonds et de règlements de comptes perpétrés au sein de la communauté turque.

Par leur accord, les Quinze s'engagent à geler tous les avoirs des personnes ou des groupes figurant sur cette liste et à accroître leur coopération policière et judiciaire pour les traquer.

D'emblée, le ministre belge

des Affaires étrangères, Louis Michel, a précisé que cette lutte contre le terrorisme devait se faire tout en assurant le respect des droits de l'homme. L'Europe dispose d'un patrimoine juridique riche pour sauvegarder des valeurs que nous estimons essentielles.

Spécialisé en matière terroriste, le juge d'instruction bruxellois Christian De Valkeneer se dit dubitatif et méfiant face à de telles mesures. Le passé récent nous a démontré que les mouvan-

Le PKK voit son entrée dans la liste comme une déclaration de guerre de la part de l'Union

ces terroristes, notamment islamistes, ne fonctionnent pas toujours de manière cartésienne et sont souvent évanescents et désorganisés. Il n'est donc pas toujours facile de remonter leur filière.

Concrètement, il existe peu de chances de voir les organismes visés ressentir une quelconque application de mesures contraignantes. Tout ce que l'on peut faire, en Belgique, c'est demander aux services de renseignements d'opérer une surveillance sur les agissements des mouvances citées, constate le magistrat. Et encore

leurs moyens d'actions sont limités, d'autant qu'il faut veiller au respect des droits de l'homme. Les services de police peuvent, eux, être un peu plus intrusifs.

Mais, ajoute le juge d'instruction, il est impossible en Belgique d'interdire à la chaîne de télévision kurde d'émettre. Bloquer un compte en banque constitue une atteinte grave à la propriété et ferait, à coup sûr, l'objet d'une action en référé. Tout comme refuser de prolonger le permis de séjour de quelqu'un signifierait l'introduction d'une action devant le conseil d'État, poursuit Christian De Valkeneer.

En relation avec le financement des mouvances terroristes, son expérience fait d'ailleurs dire au juge qu'au cas où le législateur réussissait à modifier la loi en vue de permettre le blocage de comptes bancaires, les suspects auraient vite fait d'en ouvrir d'autres à leur propre nom, voire à celui de sociétés écrans.

A la Sûreté de l'État, le discours est identique. Depuis longtemps, nous repérons et analysons les agissements d'organisations telles que le PKK et le DHKP-C qui sont considérées comme extrémistes aux yeux de la loi belge. La liste de l'Union européenne ne change donc pas grand-chose pour nous, si ce n'est que nous allons peut-être être plus vigilants encore. Mais toujours dans les limites du droit belge, ponctue Jan-Baptist Desmet. ●

IRAN Alors qu'un journal conservateur évoque un assouplissement du régime

L'opposition laïque prône la réconciliation nationale

Téhéran : de notre correspondant Serge Michel

Les marchands du bazar, religieux et conservateurs, ont dû se pincer l'autre jour en ouvrant *Ressalat*, leur journal favori. Une drôle de mouche avait piqué Amir Mohebbian, l'éditorialiste, qui se faisait d'un coup l'apôtre de la tolérance alors que sa famille politique s'adonne depuis deux ans à la répression sans merci de tout ce qui ressemble à des réformateurs.

« Des changements très importants sont en cours dans le pays, a ainsi écrit Mohebbian le 24 avril. Nous allons sortir de la guerre froide entre factions rivales et entrer dans une ère nouvelle de concorde nationale. » Et la tête pensante de la droite conservatrice de proposer que, dans cette ère nouvelle, « l'intérêt national » domine toute autre considération. Un terme très lourd de sens en Iran (il implique un renoncement à l'idéologie religieuse et révolutionnaire), utilisé entre autres par les partisans d'un rapprochement avec les Etats-Unis.

Interloqué, l'humoriste Ibrahim Nabavi lui a immédiatement conseillé de ne plus sortir sans sa brosse à dents, au cas où ses remarques subversives devaient le conduire en prison. Mohebbian va en effet jusqu'à demander une amnistie pour les prisonniers politiques et la possibilité pour l'opposition d'être politiquement active.

Une remarque qui intervenait quelques jours après le retour triomphal en Iran d'Ibrahim Yazdi, 70 ans, chef de file de la mouvance des « religieux-nationalistes », après un séjour de 18 mois aux Etats-Unis pour le traitement d'un grave cancer de la prostate. En son absence, une soixantaine de ses proches ont été arrêtés et jugés pour « tentative de renversement du régime islamique ». La plupart ont été libérés. Son parti, le Mouvement de la liberté (MLI) constituait jusqu'à son interdiction en mars 2001 la



Le leader de l'opposition, Ibrahim Yazdi, est toujours inculpé à Téhéran de « menaces à la sécurité nationale ». (Photo Vahid Salemi/AP.)

seule opposition tolérée par les religieux conservateurs et réformateurs qui se disputent l'héritage de l'ayatollah Khomeyni.

« Le mandat d'arrêt contre moi est toujours valable et je pensais être conduit en prison à peine arrivé sur le sol iranien », a-t-il confié lors d'un entretien au *Figaro*. Il était d'ailleurs porteur d'une lettre de son médecin américain aux autorités pénitentiaires iraniennes, concernant les soins nécessaires après sa longue chimiothérapie. Et la justice iranienne a confirmé jeudi qu'il serait « convoqué et jugé prochainement devant le tribunal révolutionnaire ».

Plutôt en forme, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire de 1979, obligé de démissionner lorsque la révolution s'est radicalisée avec la prise d'otages à l'ambassade américaine, parle désormais de lui comme « leader de l'opposition ».

Ibrahim Yazdi attribue la mansuétude des autorités iraniennes au vote simultané à Genève de la Commission des droits de l'homme des Nations unies. De fait, et pour la première fois en 19 ans, l'Iran a échappé lundi 22 avril à la résolution de condamna-

tion, par 20 voix contre 19 et 14 abstentions. Lui-même est inculpé de « menaces à la sécurité nationale ». En son absence, la justice a déclaré avoir trouvé chez lui des armes et des systèmes illégaux de télécommunications. A charge figurent encore les aveux obtenus en prison de membres du MLI, l'accusant de collusion avec des puissances étrangères.

L'ancien proche compagnon de l'ayatollah Khomeyni durant son exil fin 1978 à Neauphle-le-Château, dans la banlieue de Paris, entrevoit aussi les prémices d'une réconciliation nationale. « Le discours de George Bush classant l'Iran dans l'axe du Mal a choqué tout le monde. La menace est sérieuse et nous devons serrer les rangs. » A son avis, les « menées américaines » ne peuvent être neutralisées que par un double processus : réconciliation nationale à l'intérieur et détente à l'extérieur.

« Pour une vraie réconciliation, il faut libérer sans condition tous les prisonniers politiques, étudiants, journalistes ou membres du clergé et annuler beaucoup d'autres procédures, comme les procès contre les députés réformateurs. » Quant à la détente internationale, elle passe par l'ouverture sans délai ni réserve d'un dialogue avec les Etats-Unis : « Négocier, ce n'est pas se rendre, dit-il, il faut s'asseoir et parler. C'est le seul moyen pour que l'Iran puisse jouer un rôle compatible avec son histoire, sa culture et son potentiel. »

Dans l'attente d'un contact direct avec la justice et parce qu'il craint les actions violentes des milices islamiques paramilitaires, le leader de l'opposition gardera profil bas ces prochains jours. Il parle à la presse iranienne mais refuse encore les invitations à s'exprimer dans les universités, où il est très populaire. Il dit ne pas craindre la menace d'une arrestation. « En Iran, la route vers la démocratie n'est pas asphaltée, sourit-il. L'Iran doit renaitre et il n'y a pas de naissance sans douleur. Je suis prêt à payer le prix. »

LE FIGARO SAMEDI 4 - DIMANCHE 5 MAI 2002

International Herald Tribune
Monday, May 6, 2002

Iran revokes ban on reformist paper

From news reports

TEHRAN: Iran's judiciary lifted a ban Sunday on the state-owned newspaper Iran, less than 24 hours after it was ordered to close for "insulting religious sanctities and publishing lies," the official Iranian press agency IRNA said.

The press court ordered the closure

Saturday of that newspaper and another, Bonyan, both of which have supported President Mohammed Khatami, a moderate. Bonyan remained shut.

The two newspapers were the latest reformist publications banned in a crackdown started two years ago after Ayatollah Sayed Ali Khamenei, the supreme religious leader, referred to the reformist press as "bases of the enemy."

No reason was given for the decision to revoke the ban on Iran, the first state-

owned publication to be shut down in a wave of closures.

The press has been a main battleground between Khatami's supporters and his hard-line rivals. More than 80 reformist publications have been banned in the past two years and dozens of liberal activists jailed.

In the last 10 days, a journalist and a writer have been sentenced to jail on charges of spreading lies and acting against state security. (NYT, Reuters)

TURQUIE

La Palestine faisait partie de notre "patrie"

A une classe dirigeante turque qui a perdu toute référence à l'Empire ottoman *Yeni Safak* rappelle les devoirs d'Ankara envers la Palestine et réclame une pause dans ses relations cordiales avec Israël.

YENI SAFAK
Istanbul

Signer avec Israël un accord de modernisation des tanks turcs, le jour même où les tanks israéliens défonçaient les murs de la résidence de Yasser Arafat à Ramallah, a choqué de nombreux Turcs. Quelles que soient les justifications liées à la "politique de sécurité", rien ne change au fait qu'il s'agit d'une bévée diplomatique historique. Bien que cet accord fournisse un soutien on ne peut plus concret à l'agression d'Israël, le Premier ministre, Bülent Ecevit, et le ministre de la Défense, Ismail Cem, ont condamné Israël, avec des propos d'une sévérité également inhabituelle dans les traditions diplomatiques de la Turquie. Ecevit est d'ailleurs allé bien plus loin en qualifiant de "génocide" les actes d'Israël, ce qui a provoqué de grands remous en Israël et au sein du lobby juif aux Etats-Unis.

Le problème de la Turquie, dans le conflit du Moyen-Orient, vient du fait qu'elle est désormais gouvernée par une classe de dirigeants sans conscience historique, une classe qui n'est pas capable de se rendre compte des responsabilités de ce pays à l'égard de la Palestine, qui faisait partie de notre "patrie", il y a seulement quatre-vingt-cinq ans. Et la Turquie n'a pas abandonné ses terres volontairement. Elle y a été contrainte, au prix du sang, pour avoir figuré dans les rangs des vaincus de la Première Guerre mondiale. Mis à part la petite parenthèse provisoire du mandat britannique, la Turquie était "l'Etat" et "l'autorité politique" qui a précédé celle d'aujourd'hui en Palestine, et ce pendant quatre cents ans. De toutes les régions du Moyen-Orient que la Turquie a dû quitter, seule la Palestine demeure un problème non résolu. En tant qu'Etat qui a succédé à l'Empire ottoman, maître de la Palestine pendant quatre siècles, la Turquie doit faire montre de plus d'intérêt et se sentir plus responsable que n'importe quel autre Etat, y compris les Etats arabes.

De plus, contrairement à tous les autres pays, la Turquie n'a aucun

■ Ingratitude !

En Turquie, les pro-Israéliens n'ont toujours pas digéré l'utilisation du mot "génocide" par le Premier ministre, Bülent Ecevit, pour décrire l'opération israélienne contre les Palestiniens. Ils réclament toujours des excuses sur des excuses, note *The Daily Star*. Par ailleurs, Zalman Shoval, conseiller d'Arlel Sharon, dans une lettre adressée à Ecevit, lui a conseillé de balayer devant sa porte. "La Turquie doit nous traiter de la même façon que nous l'avons fait lorsqu'elle a dû affronter ses propres minorités et voisins."

complexe à avoir vis-à-vis de l'Etat-nation juif, car l'histoire turque ne contient pas d'inquisition, de pogroms ou d'holocauste contre les juifs ; bien au contraire, en 1492, pendant l'une des plus grandes tragédies de l'histoire juive, l'Inquisition en Espagne, la Turquie a ouvert ses bras aux juifs et leur a offert l'asile. Il est donc naturel qu'elle ait de très bonnes relations avec Israël. Pourtant, aujourd'hui Ankara doit prendre des mesures drastiques pour contraindre l'Etat juif à mettre fin à son occupation et à revenir sur la voie de la paix. Cela ne signifiera-t-il pas de se mettre à dos le lobby juif américain ? Mais est-ce que la politique extérieure de la Turquie est vraiment l'otage de ce lobby ? S'il s'agit de se procurer des armes ou d'obtenir un appui contre le lobby arménien au Congrès américain, il faut rappeler qu'avant le rapprochement israélo-turc, les pressions proarméniennes n'avaient pas eu de succès auprès de celui-ci.

ANKARA CHOISIT TOUJOURS LE PIRE MOMENT

Israël et le lobby juif américain ont déjà pris en compte les vagues de protestation qui s'élèvent partout en Turquie et les propos d'Ecevit, qu'il a eu du mal à retirer. Faire machine arrière ne changera pas grand-chose. Il serait donc plus judicieux de sortir de ces ambiguïtés en adoptant une ligne politique qui vise vraiment à dissuader Israël.

En août dernier, à un moment où Sharon était face aux demandes de poursuites judiciaires en Belgique pour crimes de guerre, la seule capitale prête à l'accueillir - mis à part Washington - était Ankara, capitale

d'un pays membre de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et voisin de deux pays arabes, la Syrie et l'Irak. Peu de temps après la visite de Sharon en Turquie, des manœuvres navales turco-israéliennes ont eu lieu au large des côtes syriennes, avec la participation des Etats-Unis.

Il n'y a aucun doute que le pacte militaire entre la Turquie et Israël rend Ankara complice des crimes commis contre le peuple palestinien. Les tanks israéliens que nous voyons sur les écrans de télévision en train de détruire les maisons et les taudis palestiniens sont ces mêmes tanks qui, voilà peu, participaient aux manœuvres conjointes avec les troupes turques sur le sol d'Anatolie. Les chasseurs et hélicoptères israéliens qui lâchent des bombes sur les Palestiniens ces jours-ci se sont entraînés dans le ciel turc. Alors qu'Israël mène les plus sanglantes opérations de son histoire contre le peuple palestinien et qu'Arafat est contraint à la réclusion dans une petite pièce, privé d'eau et d'électricité, certains milieux turcs s'obstinent à défendre l'accord avec Jérusalem. Personne ne s'oppose à la volonté d'Ankara de payer Israël pour la modernisation de ses tanks. Mais le problème, c'est qu'il choisit toujours le pire moment.

Cengiz Candar

IRAK Le nord du pays, qui vit dans une situation de quasi-indépendance, se retrouve au cœur des grandes manœuvres américaines contre Saddam Hussein

Le Kurdistan irakien s'inquiète d'une guerre annoncée

L'Irak est plus que jamais dans le collimateur de Washington. La presse américaine vient ainsi de publier des informations sur un « plan de bataille » que suivront les forces américaines pour envahir et prendre le contrôle de l'Irak. Au nord du pays, le Kurdistan se retrouve au cœur de ces grandes manœuvres.

Irbil (Kurdistan irakien) :
de notre envoyé spécial
Maurin Picard

Une clameur sourde s'élève du stade Franso-Hariri. L'équipe d'Irbil, capitale auto-proclamée du Kurdistan irakien, vient de battre celle d'Al-Kadmiya Bagdad sur le score de 2-1. Au coup de sifflet final, le public enthousiaste se répand dans les rues, glosant sur la défaite des visiteurs. Sans haine apparente, mais avec la satisfaction d'un orgueil kurde retrouvé, face à l'ennemi héréditaire.

Onze ans après la guerre du Golfe, les apparences sont trompeuses en Irak du Nord. Si l'on ne se bat plus, pour le moment, que sur les terrains de sport, Kurdes et Irakiens continuent de vivre séparés par un fossé psychologique. Une vilaine cicatrice qui zèbre le pays de part en part, matérialisée par les chars de Saddam Hussein, enterrés jusqu'à la tourelle, à 30 kilomètres à peine des faubourgs d'Irbil.

« Les gens de Bagdad viennent ici pour se marier, faire la fête, jouer au football, mais nous, nous n'avons pas le droit d'aller là-bas ! » s'emporte Warzer, restaurateur à Irbil. Peu, cependant, seraient prêts à troquer leur liberté retrouvée pour la situation qui prévalait jusqu'en 1991.

Séparé administrativement et politiquement de Bagdad, le Kurdistan vit depuis les élec-

tions parlementaires du 19 mai 1992 dans un état de quasi-indépendance, garantie par l'aviation américaine et britannique qui patrouille au-dessus de la zone d'exclusion aérienne, au nord du 36° parallèle. Il est également coupé en deux, depuis que les deux principaux partis, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union populaire du Kurdistan) de Jalal Talabani se sont disputés le pouvoir armés à la main. Au PDK la région d'Irbil, où siège le Parlement du Kurdistan autonome ; à l'UPK la région de Souleimanie, un peu plus au sud.

Mais les temps ont changé. Depuis 1998, suite aux pressions américaines, les affrontements entre partis kurdes ont cessé. Et l'heure n'est plus à de vaines revendications indépendantistes. Après cinquante ans de luttes et de persécutions, les dirigeants kurdes d'Irbil évitent soigneusement toute allusion de ce type.

« Pourquoi poursuivre un objectif totalement irréaliste ? Nous savons bien que la communauté internationale ne le permettrait jamais », affirme Fawzi Hariri, membre de la commission des relations internationales, ébauche de ministre des Affaires étrangères. « Nous sommes 3 millions ici, et il y a plus de 20 millions de Kurdes dans le reste du monde, dont la plupart dans les pays voisins : l'Iran, la Turquie et la Syrie. Autant dire que ceux-là



nous surveillent de près », ajoute le vice-premier ministre Sami Abdul Rahman, figure légendaire de la rébellion kurde. « Nous sommes nés irakiens et nous le resterons ! » Une attitude surprenante quand on pense au traitement appliqué depuis trois décennies par le « maître de Bagdad » à ses farouches sujets.

Manipulés par Bagdad et Téhéran tout au long de la guerre Iran-Irak de 1979 à 1988, les Kurdes ont surgi à la une de l'actualité en mars 1988 avec la diffusion des photos de la ville d'Halabja attaquée à l'arme chimique par l'armée irakienne, sur ordre de Saddam. Cinq mille personnes périrent ce jour-là. À l'issue de la guerre du Golfe, en avril 1991, l'exode des populations kurdes est resté de sinistre mémoire.

Les Kurdes savent aujourd'hui ce dont Saddam est ca-

pable et préfèrent réfléchir à deux fois avant de le provoquer à nouveau. Cohabitation oblige. Car si le Kurdistan fait toujours officiellement partie de l'Irak, on y vit aujourd'hui beaucoup mieux. Du fait de la répartition des bénéfices de la résolution « pétrole contre nourriture », qui avantage les populations du nord de l'Irak, un écart réel s'est creusé entre Kurdes et Irakiens « de l'intérieur » en termes de niveau de vie. L'or noir irakien continue de prendre le chemin de la Turquie et de la Jordanie mais le régime de Bagdad détourne une grande partie des aliments et médicaments promis en échange.

Au Kurdistan, un semblant de prospérité apparaît doucement. « Six ans de paix relative, depuis la fin des affrontements armés entre partis kurdes en 1996, remarque Jawhar Nameq, ancien prési-

dent du Parlement, *ça n'était plus arrivé depuis longtemps.* » Sur les bruyantes artères d'Irbil, engorgées par une circulation infernale, de puissants 4x4 se fraient un chemin sur la chaussée détrempée par de violents orages. Fini le temps des vieilles Lada et Opel bringuabalan. Les Kurdes les plus fortunés roulent en véhicules flamboyants neufs importés de Dubaï. D'où proviennent également les nombreux engins de chantier, venus par l'Iran, à l'œuvre chaque jour sur la route entre Irbil et Salahdine.

Cette portion de la route Hamilton, du nom de l'ingénieur néo-zélandais qui en supervisa la construction à travers les montagnes kurdes en 1920, était il y a peu un calvaire pour les suspensions. On y roule aujourd'hui sur quatre voies fraîchement goudronnées. L'éclairage public, le tout-à-l'égout et les usines d'Irbil sont progressivement remis en état depuis 1997. Mais pour Sami, l'essentiel n'est pas là : *« Les gens n'ont plus peur dans la rue. Nous avons désormais un régime multipartite, un parlement, des syndicats, de nombreuses publications, et aucun tribunal d'exception. Le monde peut voir que notre expérience de la démocratie est un succès. »* Un succès qui ne peut qu'inquiéter les États voisins, qui comptent de fortes minorités kurdes.

Le gouvernement d'Irbil regrette ainsi que la Turquie, qui partage 300 kilomètres de frontière avec le Kurdistan irakien, souffle constamment le chaud et le froid. Plus de 1 500 camions passent quotidiennement le poste-frontière d'Ibrahim-Khalil chargés de pétrole irakien en direction de

la Turquie. Or, celle-ci ferme les vannes quand bon lui semble. Depuis plusieurs semaines, à peine une centaine de camions par jour sont autorisés à traverser Ibrahim-Khalil. *« Ils n'aiment pas nous savoir trop riches »,* ironise Fawzer Hariri. Car le gouvernement d'Irbil tire l'essentiel de ses recettes des taxes collectées au passage.

Pour toutes ces raisons, le Kurdistan aurait beaucoup à perdre d'une aventure militaire. *« Nous ne soutiendrons aucune initiative venue de l'étranger et visant à renverser Saddam par la force, martèle Fawzi Hariri, mais nous sommes en faveur d'un changement radical de régime, un système fédéral qui maintiendrait l'acquis démocratique kurde. »*

Fédération, le mot est lâché. Mais les Kurdes auront-ils leur mot à dire à l'heure de l'après-Saddam ? Rien ne dit que les Américains les intègrent dans

leurs projets, même s'ils ont créé une zone aérienne protégée à l'issue de la guerre du Golfe. Pour assurer la relève de Saddam, Washington ne sera certainement pas sur un Kurde. Un général sunnite anti-baassiste aurait sans doute plus de chances d'être accepté. Or, des rumeurs évoquent la présence aux États-Unis, dans un camp d'entraînement au Texas, de 300 ou 400 officiers irakiens de l'opposition en exil. À leur tête, le général Nizar Al-Khazradji, considéré comme un poulain potentiel par les Américains. *« Ces militaires ne vont pas changer grand-chose, s'inquiète Sami ; il leur manque la compétence, la légitimité. Et nous ne sommes pas sûrs de souhaiter le remplacement d'une dictature par une autre. »*

Al-Khazradji souffre de surcroît de deux handicaps majeurs pour les Kurdes : un éloi-

gnement prolongé du pays et, surtout, des états de service embarrassants. Il était le chef d'état-major de Saddam Hussein lors du bombardement d'Halabja en 1988.

Quid, alors, de la grande conférence de l'opposition irakienne, censée se tenir bientôt dans une capitale européenne, sous les auspices du Département d'État américain ? Irbil se réserve encore sur son éventuelle participation, méfiant à l'égard de cette assemblée hétéroclite, composée de vieux communistes, de nationalistes arabes, de religieux sunnites et chiites. *« Ils n'ont qu'à la faire à Bonn, lance Sami dans un accès de bonne humeur, les Afghans ont laissé la salle en bon état ! »*

Conscients des difficiles négociations à venir, les Kurdes restent prudemment en retrait. Même s'ils pourront difficilement, le moment venu, résister aux pressions américaines.

Massoud Barzani, leader malgré lui

A 56 ans, le président du PDK reste le plus charismatique des leaders kurdes. Mais de ces responsabilités, Massoud Barzani s'en passerait bien. *« Il est là parce qu'il s'appelle Barzani, note un proche, mais il n'a jamais aimé la politique. »*

Fils du légendaire Mustafa Barzani, qui mena la rébellion kurde contre l'occupant anglais puis irakien jusqu'à sa mort en 1979, Massoud fut tout d'abord en charge des renseignements, avant de prendre la succession de son père à la tête du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) en 1976, avec son frère, Idris. Mais celui-ci, de deux ans son aîné, décède à son tour d'une crise cardiaque, le 31 janvier 1987. Empoisonné, diront certains. Massoud se retrouve seul aux commandes d'un parti en déliquescence

et envisagera même de tout abandonner après la débandade de ses « peshmergas », en avril 1991, devant les troupes de Saddam. Après la victoire de son parti aux premières élections parlementaires de l'histoire kurde, le 19 mai 1992, il remporte de peu le premier tour de l'élection présidentielle face à Jalal Talabani, de l'UPK. Mais le deuxième tour n'aura pas lieu. Après les affrontements de 1994-1996, le Kurdistan irakien reste coupé en deux, partagé entre les zones d'Irbil (PDK) et de Soulemanieh (UPK). Barzani laisse alors l'armée irakienne pénétrer dans Irbil et se livrer à une épuration en règle des opposants au régime qui s'y étaient réfugiés. Un « pacte avec le diable » qui lui vaut encore aujourd'hui de fortes inimitiés au sein de l'opposition irakienne. M. P.

Invasion Blueprint For Iraq

By THOM SHANKER
and DAVID E. SANGER

WASHINGTON — The Bush administration, in developing a potential approach for toppling

President Saddam Hussein of Iraq, is concentrating its attention on a major air campaign and ground invasion, with initial estimates contemplating the use of 70,000 to 250,000 troops.

The administration is turning to that approach after concluding that a coup in Iraq would be unlikely to succeed and that a proxy battle using local forces there would be insufficient to bring a change in power.

But senior officials now acknowledge that any offensive would probably be delayed until early next year

Until recently, the administration had contemplated a possible confrontation with Mr. Hussein this fall, after building a case at the United Nations that the Iraqi leader is unwilling to allow the kind of highly intrusive inspections needed to prove that he has no weapons of mass destruction.

Now that schedule seems less realistic.

In his public speeches, President Bush still sounds as intent as ever about ousting Mr. Hussein. But he has not issued any order for the Pentagon to mobilize its forces, and there is no of-

ficial "war plan."

Instead, policy makers and operational commanders are trying to sketch out the broad outlines of the confrontation they expect.

Even before Mr. Bush's tense meeting with Crown Prince Abdullah of Saudi Arabia on Thursday, the Pentagon was working on the assumption that it might have to carry out any military action without the use of bases in the kingdom.

The planning now anticipates the possible extensive use of bases for American forces in Turkey and Kuwait, with Qatar as the replacement for the so-

phisticated air operations center in Saudi Arabia, and with Oman and Bahrain playing important roles.

As to any war plan itself: "The president has not made any decisions," a senior Defense Department official said. "But any efforts against Iraq will not look like what we did in Afghanistan."

Vice President Dick Cheney, Defense Secretary Donald H. Rumsfeld and their senior aides contend that Arab leaders would publicly protest but secretly celebrate Mr. Hussein's downfall — as long as the operation were decisive — and that

ousting him would actually ease the job of calming violence between Israel and the Palestinians. They believe that warnings of uprisings among Arab populations are overblown.

"It has been the consistent drumbeat from our friends in the region that if we are serious, they will be with us," said an administration official.

But others argue that efforts to topple Mr. Hussein would be viewed by Arabs as a confrontation with Islam, destabilizing the region and complicating the broader campaign against Osama bin Laden and his network, Al Qaeda.

Sabotage by the State Department? ■ By Jim Hoagland

Harassing the Iraqi National Congress

WASHINGTON
Unable to dissuade Congress and the White House from backing the only Iraqi opposition group with a record of fighting against Saddam Hussein and for democracy in Iraq, the State Department is now trying to strangle the Iraqi National Congress with red tape.

The tip of an ugly struggle between the INC and the State Department's Bureau of Near Eastern Affairs surfaced last week when the opposition group was forced to shut down satellite television broadcasting into Iraq. It had gone \$2 million in debt broadcasting propaganda against the Iraqi regime after State cut off funding in February in a dispute over accounting procedures.

This was no isolated event. The INC television shutdown came immediately after the White House rebuffed Deputy Secretary of State Richard Armitage's effort to funnel \$5 million to the Middle East Institute, a Washington think tank working to promote rival Iraqi groups. Armitage had failed to notice

that Ned Walker, the head of the institute, had publicly scorned President George W. Bush's "axis of evil" metaphor as "ridiculous."

A State Department spokesman was quick to deny to me that this remark and other recent strong criticisms of Bush's Arab-Israeli policy by Walker, who was director of the Near East bureau in the Clinton administration, resulted in the withdrawal of the grant for a series of conferences that were to have been run by Walker's institute. The institute also receives funds from Saudi Arabia, which opposes the INC specifically and Bush's approach to regime change in Iraq in general.

Also insistently ruled out was any suggestion that Armitage or others in the State Department leadership would try to use the inspector general's office to settle a policy dispute, as official sources on Capitol Hill, within the State Department and elsewhere in the foreign policy establishment tell me they have come to suspect.

You are free to believe the spokesman's account, since these are subjects that rarely generate a paper trail of official documents spelling out intentions and motives of experienced bureaucrats. And while you are here, could I interest you in a rather large bridge in Brooklyn?

The funding cutoff to the INC, an amazingly detailed and fussy set of audits that the inspector general's office was instructed to perform on the Iraqi group, and State's abrupt cancellation of the Walker grant are matters of public record.

State Department animus toward the Iraqi National Congress, much of it generated by old and festering quarrels between the group's leaders and the CIA over toppling Saddam Hussein, is also an established reality. Since Congress passed the Iraq Liberation Act in 1998 to force the Clinton administration to fund the INC as the core of an effective Iraqi opposition, the Near East bureau has worked to undo the intent of the legislation while avoiding responsibility for doing so.

Enlisting the weight of Armitage's office and the inspector general's staff conveniently accomplishes both goals, INC leaders charge. Their suspicions are shared by some officials at the State Department who have witnessed

the trial by auditing and persecution by leaks to the press that the Iraqi group has endured.

"I have never seen a group we are told to help treated the way the INC has been treated," says an authoritative source. "Any group trying to run an espionage and guerrilla campaign is going to have accounting problems, of course. This kind of find-every-flaw approach only happens when there is pressure from the top to change an outcome."

This is a serious allegation, spoken by someone who would be fired if identified by name or position. It is also highly regrettable. It is time for the bureaucrats and the rebels to get behind Bush's vision of change in Iraq, putting aside the temptation to indulge in covert policy assassination.

The Washington Post

International Herald Tribune
Monday, May 6, 2002

Pentagon hawk on Iraq says Islam isn't the foe

By Thom Shanker

The New York Times

WASHINGTON: The Bush administration's leading hawk on Iraq, in a speech warning of a dangerous gap between the West and Islam, has called for a broad American initiative to strengthen ties with moderate Muslim nations and with the "tolerant people in the Muslim world."

Paul Wolfowitz, the deputy secretary of defense, said that the United States must support Muslims who put themselves at risk as they campaign for free speech or religious tolerance, and who lead the debate about Muslim values.

"We need to recognize that the terrorists target not only us but their fellow Muslims, upon whom they aim to impose a medieval, intolerant and tyrannical way of life," Wolfowitz said.

The "vast majority of the world's Muslims have no use for the extreme

doctrines espoused by groups such as Al Qaeda or the Taliban," he said. Members of this majority "are, in many cases, on the front lines of the struggle against terrorism" he said, and "we in the West have an obligation to help them."

Speaking to the World Affairs Council in Monterey, California, on Friday, Wolfowitz cited American military engagements of the last decade in denouncing "those who seek to portray this war against terrorism as a war against Islam."

"Whether it was Kuwaitis, or Iraqi Kurds, or Somalis, or Bosnians or Kosovars or, most recently, Afghans — the people we were defending were predominantly Muslim," he said. "And we helped them, not because they are Muslims, but because they were human beings."

The speech — which had been reviewed by the National Security Coun-

cil, the vice president's office and the State Department — called to mind the Cold-War clash with the Soviet Union over political freedoms, religious tolerance and free emigration. At the time, Moscow's abuses were recorded and denounced by Western leaders.

In that tradition, Wolfowitz saluted several moderate Islamic nations and threw a spotlight on individuals in a number of countries — regardless of whether their leaders are friendly or hostile to America — striving for democracy and economic development.

He cited Indonesia, Jordan, Morocco, Pakistan and Turkey as nations taking great risks, not only in working to combat terrorism but also in struggling to enter the modern era, and therefore worthy of American support. And he praised several Islamic scholars, lawyers and officials who have been ostracized, beaten or jailed after urging tolerance. He noted how Kurdish-controlled areas of northern Iraq have established self-government and a level of prosperity that far surpasses the rest of Iraq.

International Herald Tribune
Monday, May 6, 2002

ONU : progrès en vue pour le retour des inspecteurs en Irak

Les négociations doivent reprendre dans moins d'un mois

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Trois jours de pourparlers entre l'ONU et l'Irak se sont achevés, vendredi 3 mai, sans aucune percée sur la possibilité de reprise des inspections sur les programmes d'armes de destruction massive de Bagdad. Cependant, un nouveau rendez-vous a été fixé « dans moins d'un mois, et probablement en Europe ». Le secrétaire général, Kofi Annan, qui a rendu compte de ses entretiens au Conseil de sécurité, espère que, lors de la prochaine réunion, les Irakiens « reviendront avec de bonnes nouvelles » sur le retour des inspecteurs en désarmement qui ont quitté l'Irak depuis le mois de décembre 1998.

Cependant, en dépit du manque de progrès tangibles, tous les acteurs, que ce soit au secrétariat et, de façon plus remarquable encore, au Conseil de sécurité, ont tenu à présenter les discussions sous le meilleur jour. Vu de New York, il semble que personne n'ait envie de mettre un point final à cet exercice de « procrastination ». Il est intéressant de noter qu'aucun pays membre du Conseil — y compris les Américains, restés « étonnamment sobres et calmes » — n'a interrogé le secrétaire général sur le nombre et la durée de cette série d'entretiens entamés le 7 mars à New York. « Pour l'instant, ce dialogue arrange tout le monde », explique un diplo-

mate membre du Conseil. Selon lui, dans le contexte politique actuel de la région, il est dans l'intérêt de tous de continuer à parler, car, « même s'ils sont sérieux, les Américains ne sont pas encore prêts à attaquer l'Irak, et l'Irak n'est pas prêt à abandonner ses programmes d'armes de destruction massive ».

« Nonobstant les raisons du revirement de Bagdad, affirme-t-on à l'ONU, nous avons, pour la première fois, l'impression que les Irakiens veulent accepter le retour des inspecteurs. Mais ils veulent savoir ce qu'ils obtiendront en échange. » Bagdad veut notamment savoir si le retour des inspecteurs signifie la fin des menaces américaines, voire la fin des raids américano-britanniques dans des zones d'exclusion aérienne.

Les Irakiens ont toutefois obtenu des réponses à certaines des dix-neuf questions qu'ils avaient soumises à l'ONU lors des derniers pourparlers, en mars. Ces questions portent sur les méthodes de travail d'Unmovic, la commission chargée du désarmement. Le chef de la Commission de l'ONU, le Suédois Hans Blix, aurait réitéré qu'avec la « pleine coopération » de l'Irak Unmovic serait en mesure de mettre fin aux inspections en un an. Sur un ton « particulièrement dur », M. Blix aurait insisté sur le fait que sa commission n'accepterait pas des déclarations unilatérales ira-

kiennes sur l'absence en Irak d'armes prohibées et insisterait pour obtenir des preuves de l'« éradication » de ces armes. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohammed El-Baradei, qui faisait partie, avec M. Blix, de la délégation onusienne, a pour sa part rappelé que le programme nucléaire de l'Irak avait été

« Pour la première fois depuis quatre ans, les discussions sont centrées sur les aspects techniques »

« neutralisé » en 1998, mais qu'il fallait vérifier si, depuis, l'état du dossier n'avait pas changé.

Interrogés sur les raisons de l'optimisme affiché par l'ONU en ce qui concerne ces entretiens, les responsables de l'organisation font remarquer que, « pour la première fois depuis quatre ans, les discussions sont centrées sur les aspects techniques du retour des inspecteurs ». Ils notent la présence, au sein de la délégation irakienne, d'experts dans tous les domaines des armes de destruction massive, et notamment du docteur

Jafaar Dhia Jafaar, considéré comme « le conseiller le plus proche » de Saddam Hussein. Une autre raison motivant l'optimisme concerne le fait que l'Irak a, pour la première fois, parlé de la résolution 1284, adoptée en 1999, qui envisage le retour des inspecteurs en échange de la suspension des sanctions économiques en vigueur depuis 1991.

En ce qui concerne ces sanctions, dont la levée est directement liée au désarmement de l'Irak, les cinq grandes puissances membres du Conseil de sécurité se sont mises d'accord, vendredi, sur leur révision, ainsi que sur une prorogation de six mois du programme humanitaire de l'ONU « pétrole contre nourriture ». La principale proposition formulée permettrait l'acheminement plus libre vers l'Irak de marchandises non militaires, mais dresse une liste révisée de produits à double usage. Le Conseil de sécurité devrait adopter, dans les jours à venir, une résolution pour permettre la mise en place de ces sanctions dites « intelligentes ».

Enfin, dans un geste de conciliation à l'égard des pays arabes, les responsables irakiens ont officiellement informé le secrétaire général de l'intention de l'Irak de restituer au Koweït ses archives nationales et des documents officiels volés durant l'occupation de l'émirat.

Afsané Bassir Pour

Le Monde DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 2002

Le PKK kurde listé comme organisation terroriste

Ankara se félicite de cette décision de l'Union européenne

LA PRÉSIDENTICE espagnole de l'Union européenne a rendu public, vendredi 3 mai, la liste actualisée des organisations terroristes censées représenter une menace pour un ou plusieurs Etats de la communauté. Cette liste évolutive fait partie des mesures prises après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, avec, notamment, l'instauration d'un mandat d'arrêt européen.

Cette « liste noire », qui doit être distinguée de celle qui vise les associations terroristes liées à Oussama Ben Laden, elle aussi en voie de révision, a été complétée par dix-huit noms, ceux de onze organisations et de sept particuliers, membres, pour la plupart, de la mouvance du groupe séparatiste basque ETA. Les pays de l'Union se sont engagés à geler les avoirs des personnes et des groupes figurant sur la liste.

Parmi les nouveaux groupes figurent Askatasuna, une organisation basque ; le groupe japonais Aoum, responsable de l'attaque au gaz

sarin dans le métro de Tokyo ; le Sentier lumineux (Pérou) ; l'organisation des Moudjahidines du peuple iranien de Massoud Rajavi basée à Bagdad ; la Gamaa Al-Islamiya égyptienne.

Deux formations turques sont aussi désignées : le groupe clandestin d'extrême gauche DHKP-C (Front révolutionnaire de libération du peuple), instigateur des grèves de la faim dans les prisons qui ont causé la mort de cinquante personnes en un an, ainsi que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Son chef, Abdullah Öcalan, condamné à mort pour « séparatisme » et « trahison », purge une peine de prison à vie en Turquie.

AMENDES POUR DES PRÉNOMS

La décision des Quinze d'inclure le PKK sur la liste a été saluée par Ankara, qui réclamait depuis longtemps la traque et le gel des avoirs de ce parti kurde. « Les assassins sont dans la liste ! », jubilait, vendredi, le quotidien turc *Hürriyet*. « L'Union européenne a

réparé son erreur », renchérisait *Sabah*, l'autre quotidien à grand tirage. Interdit en Turquie depuis sa création en 1988, le PKK, qui s'est affronté pendant quinze ans à l'armée régulière d'Ankara au prix de 35 000 morts (en majorité des civils et des maquisards), possède de nombreux relais et des cadres en Europe.

Le parti a cessé de prôner la violence depuis la capture de son chef, Abdullah Öcalan, en février 1999. A la mi-avril, le PKK, tenté par une reconversion, avait troqué son nom contre celui de Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (Kadek). Toutefois les officiels turcs, tout comme de nombreux responsables européens, avaient alors estimé que ce toilettage ne « changeait rien » à la nature du PKK.

L'inscription du PKK sur la liste apparaît comme une concession accordée à la Turquie, pays dont la candidature à l'Union européenne a été reconnue en décembre 1999, mais seul pays postulant pour lequel aucune date de négocia-

tions n'a été fixée. Ankara peine à se conformer aux exigences des Quinze en matière de droits de l'homme, notamment pour ce qui est de l'abolition de la peine de mort (un moratoire est en vigueur depuis 1984) et des droits des minorités.

Car si les armes se sont tuées entre l'armée régulière et le PKK, les mesures de répression contre les Kurdes de Turquie n'ont guère faibli. En février, des familles kurdes qui avaient choisi des prénoms kurdes pour leurs nouveau-nés se sont vu infliger des amendes. Le 9 avril, un chauffeur de bus, Sulhaddin Onen, a été condamné à quarante-cinq mois de prison avec sursis pour avoir fait jouer une cassette de chansons en kurde dans son minibus de transport, des faits qualifiés de « soutien à une organisation armée » par la Cour de sûreté de Diyarbakir, qui le jugeait.

Marie Jégo

Les demandes d'asile ont augmenté de 22 % de 2000 à 2001

Le rapport de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides constate l'allongement du délai d'examen des dossiers

LE NOMBRE de demandeurs d'asile continue d'augmenter significativement pour la cinquième année consécutive. Telle est la principale conclusion du rapport annuel que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) vient de publier. Le nombre de demandes a atteint 47 291 en 2001, soit une hausse de 22 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est cependant moins forte qu'en 2000 (plus 25 %) et qu'en 1999 (plus 38 %).

Globalement, 18 % des demandeurs d'asile obtiennent le statut de réfugié (17 % en 2000), taux qui tient compte des titres accordés par la Commission de recours des réfugiés (CRR), instance d'appel pour les demandeurs d'asile déboutés. L'Ofpra a ainsi délivré 5 049 certificats de réfugiés tandis que la commission des recours en accordait 2 274. Le taux de reconnaissance par l'Office a donc été de 12,4 %. Ce chiffre inclut par ailleurs les enfants de réfugiés qui, devenus majeurs, se voient presque automatiquement reconnaître le statut accordé à leurs parents : près de 15 % des titres sont accordés à des fils et filles de réfugiés, selon les calculs des officiers de protection. Les chiffres

réels de l'asile placent ainsi la France au 15^e rang en Europe, loin derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse.

Le rapport souligne que l'Office a su traiter davantage de dossiers (+ 41 % par rapport à 2000), avec une moyenne de 3 398 décisions rendues par mois. Mais le flux ne cessant d'augmenter, cet effort n'a pu résorber le « stock » des dossiers non traités au-delà du délai légal (4 mois) malgré les moyens supplémentaires alloués en 2000 et 2001. Ainsi, le délai moyen d'examen

d'une demande a encore augmenté et atteint 217 jours (7,1 mois) contre 169 (5,6 mois) en 2000. Ce délai moyen n'a « qu'une signification réduite », reconnaît l'Office. Il dépend en effet de la nationalité du demandeur, du type de récit qu'il fait et de la possibilité qui lui est laissée d'avoir un entretien lors de l'examen de sa demande. Selon les associations, la majorité des dossiers attendent une réponse entre neuf et dix-huit mois.

Le fonctionnement de l'Ofpra est depuis quelques mois régulièrement mis en cause par les associa-

tions, qui critiquent la longueur des délais comme le trop important taux de rejet. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) avait préconisé, le 9 juillet 2001, une « refonte globale de la politique de l'asile » et notamment la création d'une autorité administrative qui serait « totalement indépendante » du gouvernement.

Au début de l'année, une mission d'inspection avait été chargée par le gouvernement de proposer des pistes de réforme. Le rapport devait être remis après la présidentielle.

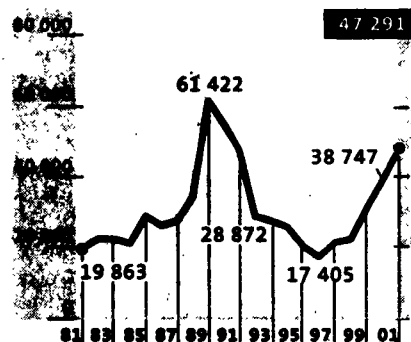
La composition géographique de la demande d'asile connaît les mêmes évolutions qu'en 2000. La demande asiatique se tasse, avec une baisse de 20 %. Les Chinois voient leur nombre s'infléchir tandis que les Sri-Lankais d'origine tamoule continuent d'augmenter. Le deuxième flux en importance vient de l'ex-URSS : plus de 70 % de demandes en un an. Les Russes demeurent la première nationalité, avec un grand nombre de Tchétchènes, mais la demande biélorusse a

triplé, la géorgienne triplé et l'ukrainienne a crû de plus de 70 %. Fortement représentés, les Turcs sont toujours plus nombreux (+ 50 %), suivis des Algériens. Les nationalités qui, en 2000, avaient connu une forte hausse (Haïtiens, originaires de la République démocratique du Congo, Mauritanais), continuent de progresser.

Sylvia Zappi

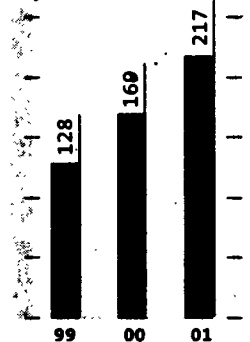
LA CINQUIÈME ANNÉE D'AUGMENTATION

Nombre de premières demandes d'asile



Source : OFPRA

Délai moyen d'instruction en jours



Iraqis dance to Saddam's mad tune

The Daily Telegraph May 5, 2002

THE 100 little Iraqi girls who danced for Saddam Hussein's 65th birthday were not wearing party frocks. They were dressed like suicide bombers.

Their heads and faces were covered with black scarves with slits cut for their eyes. They brandished mock machine guns. Around their foreheads were green bandannas, symbol of Hamas terrorists, who are blowing up little Israeli girls. The dancers were no more than 12. They chanted Saddam's name, just as they had been ordered to, until their voices were raw and hoarse. In Iraq, the innocents are pawns to Saddam's policy of violence. Watching this obscene display was a general from North Korea, one of Iraq's partners in what United States President George W. Bush has called the axis of evil. Sitting a few seats away was a robed and turbaned minister from the Sudan, where Osama bin Laden's al-Qaeda terrorists did some of their training. It was not a street party to mark his 65th birthday that Saddam's henchmen had organised in Tikrit, the dictator's hometown on the banks of the Euphrates.

It was a deliberately staged display of defiance and provocation. Storefronts and buildings throughout Tikrit, about 160km north of Baghdad, were plastered with portraits of the smiling president. The most popular image seemed to be Hussein as a religious penitent or a cigar-chomping chief executive, although the one showing him dressed in a Tyrolean hunter costume and brandishing a shotgun also was beloved. His birthday gift, paid for by farmers, was a 46cm statue of Saddam on a horse, astride a tank, swooping down on the Temple of the Mount in Jerusalem. All in solid gold. "We will crush Israel, the Zionist entity," cried the guards as the statue was unveiled. "The president is mobilising the people for war," a senior member of Saddam's ruling Baath party explained. He may get his wish.

Britain and America have put his pariah state on to final warning and a full-scale war now threatens. If Saddam dares to move against Israel and many Iraqis are fearful that he will try to use the crisis there as a means to bolster his own standing in the Arab world the retaliation will be swift and catastrophic. Again he is stumbling towards the precipice. Again he is dragging his people along with him. This demonstration is his way of showing how loyal they are, the official said. Not that the people have any say in the matter. After the dancers came the crowds, tens of thousand strong. They had been bussed in at dawn to spend all morning marching along the parade ground in the baking sunshine and then round and back again. They waved pictures of the dictator, shouted his name and held aloft banners proclaiming his glory. Some were in English. "Lead on Saddam," said one. Quitting is not an option. Anyone trying to quit the parade was beaten back into line with batons.

A dozen high-kicking praise-singers dressed like sheiks formed a chorus line followed by a thousand Iraqi girls who danced and sang in a variety of ethnic costumes. Dressed in aquamarine and wearing black hoods, one group of schoolgirls drew particular applause. The children, brandishing wooden swords, were portrayed as suicide bombers. An off-key army band played martial tunes as a comically out-of-step color guard raised the national flag. Except for helicopter gunship flybys, the moment could have come from a high school homecoming parade in Anytown, USA. Growing weary of the spectacle, I tried to make my own escape, but was blocked by a security man. "You will stay until the end of the demonstration," he said. There were armed soldiers at every exit. In the grandstand was a nest of anti-aircraft guns.

Three helicopter gunships hovered overhead. Similar scenes were repeated in every town and village last week. "It is not compulsory to take part," the official said. "But anyone who does not will be questioned." Four years ago five dissidents tried to assassinate Saddam's son, Udey, in an ambush at one of Baghdad's main crossroads. They were caught and taken for questioning. No-one dares ask what happened to them. The crossroads has been renamed Safety Square. Last week it was full of people chanting Saddam's name. The government claims at least a million people turned out in Baghdad to hail their leader. Out of the country's total population of 22 million, at least 15 million are said to have taken part in pro-Saddam demonstrations. The emotions may have been bogus. But hypocrisy is better than being taken in for questioning.

Does anyone in Iraq really adore Saddam? Foreigners are not permitted to ask Iraqis outside the presence of a government translator, but officials happily provide an answer. "The president is not only honorable, he's a human being: humble, clever, and he loves his country," explained A.K. al-Hashimi, a former Iraqi ambassador to France and the president of the Organisation for Friendship, Peace and Solidarity with Iraq. "You Americans don't understand the relationship between the man and his people," Hashimi continued. "They know him as an

honest man working for the benefit of all Arabs. Everything he loves is here. He doesn't have any stocks or castles or islands somewhere else." Ironically, the one person missing from this vainglorious exercise was the man for whom it was being staged. It was not Saddam who watched the girl dancers pretend to be terrorists and accepted that offensive golden statue, but his number two, Taha Yassin Ramadan. His guest of honour was Kenneth Kaunda, the disgraced former president of Zambia, who also led his nation to ruin.

The only sighting of Saddam was on television, where he was seen embracing a throng of wary-looking little girls. The broadcast was supposed to be live. It was almost certainly pre-recorded. Saddam would hardly take the risk of advertising his whereabouts. He does, however, have plenty of places to hide. It is estimated he has up to 70 personal palaces in Iraq. Three gourmet meals are prepared for him daily at each one, just in case he stops by, according to former high-ranking Iraqi officials who have defected to the West. Despite such luxury, his is not an easy life. Hussein is reported to sleep in a different bed each night, sometimes abruptly commandeering private homes to evade detection. He trusts no-one except his two sons, and recently assembled yet another elite guard unit to protect him. He is said to have found time, however, to write two novels, published anonymously but universally attributed to him. One became a play that premiered in Baghdad's National Theatre last weekend. Too wary to show himself, he has ordered others to show defiance for him. Iraq's tragedy is that they may also have to do the dying for him, too.

* * * *

Talks With Iraqi Opposition Intensify

Washington Post May 13, 2002 By Alan Sipress

Senior U.S. officials have been stepping up discussions with Iraqi opposition groups, including several newly prominent in U.S. thinking, as the Bush administration proceeds with plans for toppling Iraqi President Saddam Hussein.

In one unpublicized meeting, a U.S. team, including a senior CIA official, met secretly in Germany last month with Massoud Barzani and Jalal Talabani, leaders of two Kurdish parties based in northern Iraq that allied with the United States after the Gulf War in 1991, according to sources familiar with the session.

The meeting, which one source said was also attended by retired Gen. Wayne A. Downing, the White House's deputy national security adviser for combating terrorism, was one in a series Downing and other officials have held with Iraqi exiles as the administration tries to determine what role they can play in any attempt to oust Hussein.

The meetings are part of an effort by the Bush administration to develop ties with opposition groups in addition to the Iraqi National Congress, a London-based umbrella organization that for a decade has been at the center of U.S. policy toward Iraq. But even as it expands its contacts with Iraqi exiles, the administration is deeply divided over which groups to court and how helpful they could be in any move against Hussein. With a military strike in Iraq now not envisioned until at least next winter, the differences over the opposition groups add an element of confusion to the administration's policy despite President Bush's stated objective of "regime change" in Baghdad. Heightening the uncertainty is the unproven capability of many Iraqi opposition groups.

The meeting in Germany last month dealt with the military and intelligence capabilities of the Kurdish parties and the Kurds' insistence on U.S. guarantees for their protection if they come under attack by Hussein's forces, sources said. When Kurdish forces rose against Hussein after the Gulf War with the expectation of U.S. backing, they were brutally crushed. The two parties now control northern Iraq in an uneasy partnership under the protection of the "no-fly" zone patrolled by U.S. and British aircraft.

Two months ago, Downing also held a pair of meetings with a delegation of Iraqi exiles who claim to have strong ties with elements of Hussein's military and in the country's central provinces, long the backbone of his support. Participants in the meeting with the recently formed Iraqi National Movement said it focused on what role these exiles could play, for instance how many active military officers they can call upon, and ended with Downing encouraging them to continue broadening their contacts.

The unpublicized meetings provide a rare glimpse at the influential but largely unreported role Downing has assumed since he joined the White House after Sept. 11 to head its counterterrorism efforts. The former commander of all

U.S. Special Operations forces, Downing has long been plotting how to oust Hussein and previously served as the mentor and leading advocate for the Iraqi National Congress.

A White House official declined to confirm any meetings held by Downing. The official said, "We intend to continue our discussions with various groups and individuals who are working toward a free and democratic Iraq."

Different elements of the administration have been promoting different groups. While the State Department has proposed convening a conference in Europe of Iraqi exiles, including many outside the INC framework, the INC has sought to hold its own conference in Washington and claims the tacit support of the Pentagon. Both gatherings have been delayed.

Military planners are looking at a possible invasion of Iraq that could involve several roles for the Iraqi opposition, according to sources familiar with the review. These include gathering intelligence on Iraqi army units and Hussein's development of chemical, biological and nuclear weapons. Opposition groups could also establish contact with Iraqi commanders to persuade them not to fight, assign local militia to work with U.S. Special Forces and provide a staging ground, especially in northern Iraq.

Administration planners are also exploring the option of encouraging elements of the Iraqi military to mutiny against Hussein, with U.S. military assistance, sources said. This would rely heavily on networks established by opposition groups inside Hussein's security forces.

Under either scenario, U.S. officials would like to see opposition groups positioned to help take over running Iraq if Hussein is ousted. Administration officials say they want to avoid Iraq splintering into ethnic regions, a prospect that deeply worries U.S. allies in the area, notably Turkey and Saudi Arabia.

A key piece in the administration's thinking remains the Iraqi National Congress, the U.S.-funded organization headed by Ahmed Chalabi, who is based in London. As the administration has increasingly focused on the idea of a U.S. invasion of Iraq, the INC has recast the role it sees for itself. Rather than fielding a rebel army that would carry the brunt of the combat, INC officials now envision helping to coordinate airstrikes and forming an interim administration in areas freed from Hussein's control.

The INC, which has strong support in the Pentagon and among influential lawmakers, has sought to maintain its central place by lobbying against administration efforts to build a broader front of opposition forces. Chalabi enlisted his government backers to help delay the State Department conference, which would have brought together exiles to discuss how to govern Iraq and provide public services after Hussein is gone.

Some key policymakers under Defense Secretary Donald H. Rumsfeld remain devoted to the INC and have kept other dissident groups and figures at a distance, arguing that these contacts will dilute the opposition. But Pentagon officials have met with representatives of the Kurdish parties, especially Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, which continue to hold INC membership. Barham Salih, head of the PUK's regional government in northern Iraq, saw Rumsfeld while visiting Washington last month.

State Department and CIA officials remain skeptical of Chalabi's leadership, saying he has failed to make the INC an inclusive organization. They have been seeking to cultivate other prominent Iraqis with ties to the military and the ruling Sunni Arab elite. "We've really broadened our scope of contacts," a State Department official said. "We are not trying to replace the INC. . . . We are trying to move outside it, beyond it."

The INC announced this month it had suspended broadcasts on its television station, Liberty TV, which beams programming into Iraq, because the State Department failed to provide funding. State Department spokesman Richard A. Boucher said that \$15 million has already been given to the INC and that money for broadcasting was held up because of problems with the group's accounting procedures.

INC officials also said they were disappointed the State Department has not signed an agreement providing money for the group's proposed conference of military officers in Washington.

Sharif Ali Bin Al Hussein, a member of the INC leadership council, said the administration seems to have frozen most of its support for his group until a decision is taken on how to confront Iraq. But he said he was confident that the INC would play a central role.

"The INC will be the principal interlocutor with the Americans on this issue," he said. "The INC is the best vehicle to bring the opposition together. There are no other alternatives."

The CIA, in particular, remains dubious about the INC's potential. The agency continues to support yet another long-time opposition group, the Iraqi National Accord, headed by Ayad Alawi that has been involved in U.S.-backed covert operations inside Iraq, including an unsuccessful coup attempt in 1996. The CIA has urged the group to widen its contacts and make common cause with other opposition strains, according to sources.

Iraqi opposition groups themselves are becoming more independent of the Iraqi National Congress. For about a year, representatives of four major groups have been meeting weekly in London to coordinate efforts to resist Hussein and plan for governing the country after his demise. This informal arrangement, known as the Group of Four, is significant because the four groups have at one time or another been major participants in the INC but have now decided to meet outside that framework.

The meetings, which have been welcomed by U.S. diplomats, rotate among the offices of the four groups: Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, Barzani's Kurdistan Democratic Party, Alawi's Iraqi National Accord and the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. The group arose from casual conversations among the groups' London representatives about the role that opposition forces could play in governing a post-Saddam Hussein Iraq, Alawi said. "The Group of Four is not interested in creating a new outfit," Alawi said. "It's a group of real forces that are inside Iraq and have healthy relations with each other." The planning became more urgent after the Sept. 11 attacks, when opposition leaders concluded that the United States was becoming increasingly serious about ousting Hussein.

"These four groups are the core of the Iraqi opposition," said Mohammad Sabir, the PUK representative in Washington. "These consultations are very necessary because we are the four groups operating inside Iraq."

The administration has also been working to enlist anti-Hussein elements with contacts among Arab military officers and tribes, especially in four central Iraqi provinces that remained loyal to the Iraqi president during a 1991 uprising immediately after the Gulf War. Iraq's population is primarily divided among Arabs and Kurds and, within both these groups, Sunni and Shiite Muslims. Although Shiites are in the majority, the Sunnis located largely in the center of the country represent Hussein's main support and the toughest community for the opposition to penetrate.

The Iraqi National Movement, recently formed from a merger of two other groups, claims to include prominent Sunni and Shiite Arabs with a particular emphasis on the central provinces. Downing first met leaders of the group at their request during a short meeting at the Willard Inter-Continental Hotel in Washington in late February. Joined by his assistant Linda Flohr, an expert on Iraq and a CIA veteran, Downing held more extensive discussions with the group a day later in private offices in Georgetown.

Downing spoke with the Iraqis about practical issues, such as how many military officers inside Iraq were believed to be loyal to the group, what kind of equipment they had and what training they would need.

The Iraqis said Downing specifically asked whether the Iraqi National Movement was willing, despite the bad blood, to work with the Iraqi National Congress. Mudhar Shawkat, one of the leaders responded, "General, absolutely we are willing to work with the INC. There's no reason why not." As the meeting ended, Hatem Mukhlis, another leader, shook Downing's hand and appealed to him to keep in mind the best interests of the Iraqi people. "Please look out for the plight of the Iraqi people. Don't let them get hurt again as they have already been," Mukhlis recalled saying. He said Downing squeezed his hand tighter and said he was "going to do everything he could not to hurt the Iraqis again."

The group reached tentative agreement with the State Department late last month to receive several hundred thousand dollars every three months for organizing activities. After joining the Bush administration last year, Downing sought to broaden his opposition contacts, said Gen. Najib Salhi, leader of a group called the Iraqi Free Officers Movement.

Downing's willingness to open discussions with opposition figures outside the INC framework is significant because he has long been one of its leading advocates. As a consultant to the organization before joining the Bush administration, Downing developed a military plan for the INC involving the establishment of "liberated" enclaves inside Iraq backed by U.S. Special Forces and air power.

* * * *

★vsd★ DU 2 AU 8 MAI 2002

KURDES

Pour eux, la France demeure une terre d'accueil

Une cinquantaine de réfugiés, dont vingt-deux écoliers, vit depuis un an parmi les 630 habitants de Lagrasse, dans les Corbieres. Dans le village, on les aide à s'adapter à leur nouvelle vie, et pour le maire leur présence a dynamisé l'activité locale.

PHOTOS: ULRICH LEBEUF POUR VSD



30 ★VSD★ DU 2 AU 8 MAI 2002

REPORTAGE



Printemps 2002. Un an après leur arrivée dans le village, en pleine campagne municipale, ces sept familles kurdes se sentent totalement acceptées par la population locale.

LE DÉBUT D'UNE VIE EN 2002 • 31



"Ils sont assidus, appliqués, bien dans leur peau", juge leur institutrice qui redoute déjà la fin des classes, "cela va être dur de se quitter."



Kurdes de Syrie comme Diar Derwich (au centre), d'Irak ou de Turquie ils se retrouvent autour des chants traditionnels pour entretenir leur culture.

SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE:

Quatre adolescents ont été admissibles en sixième au collège de la ville voisine, Lezignan.



LES RÉFUGIÉS KURDES SE SONT ADAPTÉS. Les habitants de Lagrasse en témoignent, au

Hassan Diar Derwich a 27 ans. Il est kurde et vivait en Syrie, « un pays où je n'étais personne, où je n'avais aucun droit », affirme-t-il. Quand il embarque, une nuit de février 2001, à bord de l'*East-Sea*, un cargo vraquier sans pavillon, il ignore tout de la durée et de la destination de son périple. Après dix jours de calvaire, à fond de cale, avec presque rien à manger et deux sanitaires pour 912 personnes (des Kurdes venus d'Irak et de Syrie), il débarque enfin sur une plage du Var. La suite de son histoire est un parcours fléché au stylo bleu sur une carte de France: Fréjus, Toulon, Istres, La Queue-les-Yvelines et Lagrasse, 630 habitants, « un des plus beaux villages de France », planté au beau milieu des Corbières, entre Carcassonne et Narbonne. Depuis dix mois, il occupe un studio au clos d'Orbieu, un ancien couvent du XVIII^e siècle, en plein centre du petit village de Lagrasse. Longtemps laissé à l'abandon, le bâtiment

a d'abord été rénové dans les années soixante-dix pour accueillir des vacanciers. Puis, une décennie plus tard, avec l'arrivée des premiers boat people d'Asie, il s'est retrouvé labellisé Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) temporaire. Depuis, le site a conservé cette double vocation, touristique et humanitaire. Dans la commune, héberger une cinquantaine de clandestins kurdes n'a suscité aucun débat. La situation était pourtant particulière à leur arrivée, en mars 2001. La campagne des municipales battait son plein quand le maire PS a accepté qu'ils s'installent au clos d'Orbieu. Sa décision n'a pas empêché sa réélection dès le premier tour. C'est dans ce climat plutôt serein que les exilés ont attendu que l'État statue sur leur sort. La décision est tombée en janvier, sous forme d'une carte de réfugié, sésame officiel pour travailler et prendre un logement. Depuis, deux familles ont pu quitter le village pour aller s'installer à Forbach

en Alsace. Comme tous ses compagnons d'infortune, Diar est impatient de commencer une nouvelle vie: « En Syrie, il faut cacher qu'on est kurde si on veut aller à l'école ou travailler. C'est pour ça que, en plus de Diar, j'ai aussi un prénom arabe. » Tenter sa chance en Europe, il y a beaucoup réfléchi avant de quitter ses parents et son boulot, « un peu chauffeur de bus, un peu mécanicien ». **“L'été ça va. Mais autrement, il n'y a rien à faire”** Il trouve Lagrasse « sympa », et s'est même fait une place d'attaquant dans l'équipe de foot. Mais pour ce célibataire, la vie y est un peu trop calme. « L'été ça va, dit-il en servant avec précaution un thé brûlant dans des verres de cuisine. Il y a beaucoup de monde et des fêtes. Mais, autrement, il n'y a rien à faire. » Son principal objectif est de trouver un emploi. Après de longues semaines de recherches infructueuses, il vient enfin de décrocher un CDD de maçon

Fiers de montrer ce qu'ils ont appris, les gamins assument volontiers un rôle d'interprète auprès de leurs parents.



Grâce à l'école, garçons et filles s'initient à la natation. À leur troisième séance, ils se jettent à l'eau sans complexes.



Les hommes gèrent le budget du ménage. Un célibataire touche une allocation de 205 € par mois, une famille de onze membres, 1.266 €.

premier tour de la présidentielle, Le Pen n'a pas dépassé le seuil des 10%

pour trois mois. C'est un début, mais tous ses compagnons n'ont pas la chance de se voir offrir l'occasion de faire leurs preuves. Dans leurs démarches, ils se heurtent à deux problèmes: le manque de qualification et, surtout, la barrière de la langue.

Depuis leur arrivée, les adultes n'ont bénéficié d'aucun enseignement du français. La législation interdit en effet aux CADA d'employer un formateur tant que l'administration ne s'est pas prononcée sur le statut des résidents. Motif: apprendre le français donnerait de faux espoirs à ceux qui verraient leur demande d'asile rejetée. Résultat, dix mois de perdu. Si les hommes ont réussi à intégrer quelques rudiments grâce aux contacts qu'ils nouent par leur situation de chef de famille, les femmes sont moins à l'aise. Coincées dans leur rôle de mère au foyer, elles ont peu de rapports avec l'extérieur et s'en remettent souvent aux enfants pour jouer les interprètes. Pas peu fiers de montrer ce qu'ils ont appris, les gamins

assument volontiers cette responsabilité. Vingt-deux d'entre eux sont scolarisés. Quatre, âgés de 12 à 15 ans, ont été admis en sixième au collège de Lézignan. Dix-huit sont inscrits à l'école communale de Lagrasse.

"Leur présence a entraîné la création de cinq emplois"

Ils ont entre 5 et 12 ans et ont été regroupés dans la même classe. L'objectif: acquérir les bases du français, à l'écrit comme à l'oral. En cette fin d'année scolaire, Florence, leur institutrice, est plus que satisfaite des progrès réalisés par ses élèves. « Au-delà des résultats, ils sont volontaires et assidus. C'est un plaisir d'arriver chaque matin et de sentir dans leur regard leur envie d'être là. » Florence est prête à renouveler l'expérience à la rentrée prochaine. Ce sera probablement avec des enfants d'une autre origine. Le clos d'Orbieu vient d'être agréé Centre d'accueil pour demandeurs d'asile permanent. Le

17 février 2001, l'"East-Sea" s'échoue sur la plage de Boulouris (Var). Dans ses cales, 912 hommes, femmes et enfants, abandonnés par l'équipage.



projet, géré par la Fédération audoise des œuvres laïques (Faol), a encore une fois bénéficié du soutien inconditionnel du conseil municipal. Le maire, Jean-Paul Olive, confirme: « Le danger pour Lagrasse était de devenir un village-musée, ouvert trois mois par an aux touristes. La présence des Kurdes a, elle, permis la création d'une classe supplémentaire et de cinq emplois salariés au Centre. La poste, la boulangerie, le tabac profitent désormais d'une clientèle à l'année. Depuis la guerre d'Espagne en 1936, nous avons une tradition de terre d'accueil. Elle nous a toujours permis de survivre, il faut que cela continue. »

Le 21 avril 2002, les Lagrassiens ont montré qu'ils partageaient cette conviction en ne cédant pas au discours xénophobe et sécuritaire. Le Pen avec 10% des suffrages est ici arrivé loin derrière Noël Mamère (14%), Jacques Chirac (14%) et Lionel Jospin (30%). » ★

SANDRINE MOUCHET

Le Conseil de l'Europe demande un nouveau procès pour 4 ex-députés turcs



STRASBOURG, 3 mai (AFP) - 16h11 - Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, s'appuyant sur une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme, a demandé à la Turquie de réviser le procès de quatre anciens parlementaires, condamnés en 1994 à de lourdes peines pour séparatisme kurde, a-t-il indiqué dans un communiqué.

Dans une résolution adoptée mardi, le comité des ministres du Conseil de l'Europe "invite" les autorités turques à remédier "rapidement à la situation" des parlementaires, dont Leyla Zana, ex-députée du parti de la démocratie (DEP, dissous, pro-kurde), condamnée à 15 ans de prison.

Il lui demande également de prendre "les mesures nécessaires pour rouvrir les procédures incriminées par la Cour dans cette affaire ou d'autres mesures ad hoc effaçant les conséquences pour les requérants des violations constatées", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Le 17 juillet 2001, la Cour européenne avait condamné la Turquie pour "procès inéquitable", considérant notamment que la cour de sûreté, avec la présence d'un juge militaire, ne saurait être considérée comme "un tribunal indépendant et impartial" au sens de l'article 6 de la Convention européenne.

L'UE met en garde la Turquie contre une fermeture du parti pro-kurde HADEP



ANKARA, 10 mai (AFP) - 15h54 - Une délégation de l'Union européenne a prévenu vendredi qu'une fermeture du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple HADEP constituerait un "sérieux revers" pour les relations avec la Turquie, candidate à l'UE.

"Si le HADEP est fermé, ce sera un sérieux revers pour les relations entre l'UE et la Turquie", a déclaré lors d'une conférence de presse le Néerlandais Joost Lagendijk, qui dirige la délégation de 7 membres, à l'issue d'une mission de trois jours en Turquie pour examiner la situation du HADEP.

Le HADEP est menacé de fermeture pour "liens organiques" avec les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), récemment inclus par l'UE dans sa liste des organisations terroristes.

M. Lagendijk a souligné que les autorités turques n'avaient pas pu fournir à la délégation de "preuve concrète" d'un lien entre ce parti et le PKK.

"Notre conclusion est que le HADEP est un parti politique autonome qui défend les intérêts et les droits des Kurdes avec des moyens non violents", a-t-il dit.

Le PKK a mené pendant 15 ans une lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les combats ont fait 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Le député néerlandais a pressé les autorités turques de s'abstenir de toute action contre des groupes kurdes légaux après la reconnaissance par l'UE du PKK comme une organisation terroriste.

"Nous insistons auprès des autorités turques pour qu'elles ne profitent pas de l'inclusion du PKK dans la liste des terroristes pour réprimer des organisations ou partis politiques légaux d'origine kurde", a-t-il dit.

Le HADEP est harcelé par les autorités qui emprisonnent ou interpellent régulièrement ses membres sous l'accusation de séparatisme ou liens avec le

Le PKK a déclaré en 1999 un cessez-le-feu unilatéral et annoncé le mois dernier qu'il se réorganisait sous le nom de KADEK (Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) afin de lutter avec des moyens démocratiques pour les droits des Kurdes.

Mobilisation kurde à Strasbourg contre le jugement de l'UE sur le PKK



STRASBOURG (France), 11 mai (AFP) - 13h14 - Une cinquantaine de Kurdes, selon les organisateurs, ont entamé une grève de la faim de cinq jours à Strasbourg pour protester contre la décision des Quinze d'inclure l'organisation séparatiste kurde PKK - récemment rebaptisée KADEK - sur la liste des organisations terroristes.

L'UE cautionne ainsi l'Etat turc coupable de violations systématiques des droits de l'Homme au Kurdistan, estiment les grévistes de la faim, installés sur le parvis de la gare sous une grande tente, décorée de drapeaux kurdes et de portraits de leur leader emprisonné Abdullah Ocalan.

Un des points forts de cette mobilisation sera un meeting dimanche après-midi, ont indiqué les organisateurs. Selon eux, des mouvements de grèves de la faim ou des rassemblements ont été organisés simultanément dans 150 autres villes d'Europe.

Les manifestants strasbourgeois, revêtus d'une casaque blanche avec l'inscription "gréviste de la faim", distribuent des tracts aux passants en diffusant de la musique kurde à fort volume.

L'armée turque bombarde une région abritant des caches des rebelles kurdes



DIYARBAKIR (Turquie), 14 mai (AFP) - 17h13 - L'armée turque a lancé une opération avec appui aérien dans la région montagneuse de Tunceli (est) pour détruire des caches des rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ont annoncé les autorités locales mardi.

L'opération se déroule dans la région montagneuse d'Alibogazi, à 55 kilomètres à l'ouest de la ville de Tunceli, a annoncé le bureau du gouverneur de la province du même nom dans un communiqué.

Elle a été lancée sur la base de témoignages de militants du PKK capturés selon lesquels "il y a des caches et des cavernes utilisées pour stocker des armes et de la nourriture" à Alibogazi, région utilisée comme base par le PKK jusqu'à l'an dernier, selon le communiqué.

"Pendant l'opération, des mortiers et des hélicoptères de combat sont utilisés si nécessaire pour renforcer la puissance de feu des forces terrestres", ajoute le communiqué, sans précision de date ou sur le nombre de soldats engagés.

La région a été interdite d'accès aux civils par crainte "de la présence de munitions non explosées et de mines plantées par les terroristes du PKK", ou qu'ils soient pris pour cible par erreur par l'armée, poursuit le communiqué.

Le PKK a mené pendant 15 ans une rébellion armée pour une autonomie kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde qui a fait plus de 36.000 morts, la plupart des rebelles.

Il a arrêté les combats en 1999 à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie pour trahison et séparatisme. Mais l'armée turque a rejeté ce cessez-le-feu unilatéral et a promis de pourchasser les rebelles jusqu'au dernier.

Le PKK, qui a récemment changé de nom pour s'appeler Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (KADEK), a été inclus peu après dans la liste des organisations terroristes de l'Union européenne.

Bagdad masse des troupes à la lisière des zones kurdes



DUBAI, 10 mai (AFP) - 20h46 - Le gouvernement de Bagdad a massé des troupes à la lisière du Kurdistan irakien en prévision "d'une nouvelle agression" contre les villes de Souleimaniya et d'Erbil, affirme vendredi le Congrès national irakien (CNI, opposition).

"Le régime dictatorial à Bagdad a dépêché au cours des trois derniers jours d'importantes troupes militaires, dotées de blindés et d'artillerie lourde, vers les zones limitrophes du Kurdistan irakien" qui échappe au contrôle du pouvoir central depuis 1991, indique dans un communiqué le CNI qui se présente comme la principale alliance de l'opposition.

Le communiqué, dont une copie est parvenue à l'AFP, affirme que "les troupes irakiennes ont occupé des positions offensives" dans les provinces de Kirkouk et d'Erbil, "en prévision d'une nouvelle agression contre les villes de Souleimaniya et d'Erbil".

La ville de Souleimaniya est contrôlée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et Erbil par le Parti démocratique du Kurdistan Massoud Barzani).

Interrogé par l'AFP, M. Dilshad Miran, porte-parole du PDK à Londres, a affirmé que "des troupes irakiennes sont effectivement déployées à la lisière du Kurdistan. Mais ce sont des mesures préventives normales, en raison des menaces américaines" de lancer une opération militaire contre l'Irak.

"Rien ne prouve que cette présence militaire irakienne est destinée à mener une offensive" contre les villes kurdes, a ajouté M. Miran.

L'UPK n'était pas joignable vendredi dans la soirée pour une vérification.

L'armée irakienne avait effectué en 1996 une incursion dans les régions du nord, officiellement pour soutenir le PDK contre l'UPK accusé par Bagdad de tremper dans un complot américain pour diviser l'Irak.

Iraq deploys missiles, violates no-fly zones

Washington Times May 10, 2002 By Bill Gertz

U.S. intelligence agencies have identified new surface-to-air missile batteries near Nasariya in southern Iraq, and Iraqi military pilots are increasingly violating no-fly zones created by the United Nations, U.S. intelligence officials say. The missile batteries are protecting an airfield and several underground bunkers near Nasariya that could be involved in the development of nuclear, chemical or biological weapons, the officials say.

"These are threatening our pilots," said an official familiar with the deployment of several trucks equipped with SA-3 missiles and radar recently spotted inside the southern no-fly zone. U.S. intelligence officials said the SAM deployments spotted in April appear to be part of a nationwide air-defense buildup by Iraq in preparation for an attack by U.S. forces.

Meanwhile, Iraqi MiGs recently conducted flights over southern Iraq in violation of a post-Persian Gulf war ban by the United Nations. The officials did not identify the type of MiG aircraft that were detected during the incursions. One official said the jets were either MiG-23 or MiG-25 fighters.

Gen. Richard B. Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, disclosed the new deployments last month but declined to specify where the missiles were located. They included missile deployments in both northern and southern Iraq. He also said he movements of air defense missiles inside the no-fly zones "increased the risk to the pilots that are patrolling in those zones, and that's what's been happening."

The new Iraqi military activities in the southern part of the country coincide with efforts by the United Nations to negotiate the return of weapons inspectors to Iraq. A U.N. spokesman said last week that progress had been made on allowing weapons inspections to resume. The inspections were halted by Iraq in 1998.

Iraq is believed to have up to 25 SA-3 missile systems and 10 SA-6s, a more advanced air defense weapon. A fiber-optic communications network purchased from China was used to link the air defense weapons. The fiber-optic system was targeted during U.S. bombing strikes last year.

New air-defense missile movements were spotted in February near the Turkish border. Then, in April, more surface-to-air missile systems were photographed by U.S. reconnaissance equipment as they were moved to western Iraq. The United Nations is close to completing work on new sanctions for Iraq. The new controls will make it easier for humanitarian goods to reach Iraq but will tighten restrictions on goods that could be used by the military. Earlier this year, U.S. intelligence agencies discovered that trucks used for the U.N.-sponsored oil-for-food program, which allowed Baghdad to sell oil, were found to have been diverted for Iraqi missile launchers.

President Bush repeatedly has singled out Iraq for potential military action as part of his anti-terrorism strategy. A spokesman for the U.S. Southern Command had no immediate comment on the deployments and no-fly zone violations. Asked about the recent deployments of SA-3s in southern Iraq, Rep. Dana Rohrabacher, California Republican, said Iraqi leader Saddam Hussein is "sitting right on top of the point of his own bayonet."

"He can play games by ordering various assets here and there, and we shouldn't be playing his game," said the senior member of the House International Relations Committee, who last month led a nine-member delegation of congressmen and staff to Turkey, Afghanistan and Russia. "We should simply target him and not his assets."

Mr. Rohrabacher said U.S. pilots patrolling both northern and southern Iraq have dangerous rules-of-engagement restrictions. He said U.S. and British warplanes should be allowed to return fire on hostile forces, not just on the specific missile or anti-aircraft artillery site that originated the fire, as is allowed now. "We have suggested that we should be ratcheting up the toughness of our policy toward Saddam Hussein, and the first step to say that if an American is pilot shot at, we can respond against any military target," Mr. Rohrabacher said.

Mr. Rohrabacher said the nine-member congressional delegation met with Iraqi resistance groups in London. Several of the group leaders complained the U.S. State Department had barred them from using some of the \$100 million allocated by Congress for ousting Saddam from inside Iraq.

* * * *

IRAN

Un souffle de modération passe sur le pays

Les effets du 11 septembre, l'habileté du président Khatami et le soutien populaire aux réformateurs forcent la droite despotique à changer de méthodes et de discours.

IRAN-E EMROOZ

www.iran-emrooz.de

La récente libération d'opposants appartenant au courant nationaliste religieux, le retour au pays de leur leader Ibrahim Yazdi [ancien ministre des Affaires étrangères, puis réfugié aux Etats-Unis], les messages de ténors de la droite conservatrice appelant à la "concorde nationale", la mise en veilleuse de la brigade morale et financière de la police connue pour les tracassades qu'elle infligeait aux intellectuels dissidents, la suspension des jugements interdisant les publications proches des réformateurs : voilà autant de signes indiquant que le climat politique en Iran est peut-être en train de changer. On peut encore signaler le changement de ton adopté par le quotidien *Ressalat*, porte-parole influent de la droite conservatrice, à l'égard d'Ibrahim Yazdi, dont le Mouvement de libération de l'Iran (MLI) pourrait être légalisé, perspective envisagée pour la première fois par la droite conservatrice.

Ce changement de discours traduit le début d'un processus de réflexion au sein du courant conservateur en Iran. Avec le retour vers une possible légalité du courant démocratique nationaliste religieux - qualifié aussi d'islamo-libéral -, qui a participé au premier gouvernement de la République islamique sous la direction de Mehdi Bazargan, le front réformateur se trouve renforcé. Cette réflexion au sein de la tendance conservatrice peut mener à la transformation d'une droite despotique en un mouvement politique conservateur.

LES RECETTES DU PASSÉ NE FONCTIONNENT PLUS

Une telle transformation, si elle pouvait aller jusqu'à son terme, serait une

■ **Scepticisme**

Beaucoup de réformateurs restent prudents, surtout depuis que le journaliste Ahmad Zaid Abadi a été condamné à vingt-trois mois de prison et à cinq ans d'interdiction d'exercer son métier. Zaid Abadi avait condamné les attentats suicides

palestiniens et réclamé la reconnaissance officielle de l'Etat d'Israël, note la BBC. Par ailleurs, deux journaux réformateurs, *Iran* et *Bonyan*, accusés de porter atteinte à l'Islam, ont été suspendus puis provisoirement autorisés.

grande victoire pour les réformateurs iraniens. La remise en cause des méthodes despotiques et de pratiques plaçant les puissants "au-dessus des lois" est effectivement un préalable pour l'installation d'un Etat de droit en Iran qui pourrait ensuite mener vers la démocratie. Trois facteurs expliquent ce changement d'attitude du courant conservateur iranien. La cause première est tout d'abord à rechercher dans les effets du 11 septembre. Les efforts de l'Union européenne et le message clair envoyé par les Américains - et transmis par l'intermédiaire de Vladimir Poutine - à ceux qui tiennent réellement le pouvoir en Iran semblent avoir refroidi le désir d'aventures et l'élan guerrier qui animait jusque-là la droite iranienne. Il semble en effet que les dirigeants de ce courant aient bien compris que, dans le contexte international actuel, la poursuite en politique étrangère des bonnes vieilles méthodes serait un suicide pour la droite conservatrice. Compte tenu de la nouvelle donne politique qui règne

dans le pays, la droite conservatrice est en train, pour la première fois depuis vingt-trois ans, de renoncer au recours systématique à des méthodes violentes. Et même si ce repositionnement de la droite s'avère n'être qu'une manœuvre politique, il induit néanmoins un changement dans l'idéologie des conservateurs, qui jusque-là se limitait à "se maintenir au pouvoir à tout prix", avec pour conséquence une préoccupation croissante pour les intérêts nationaux au détriment des intérêts de faction.

Outre le 11 septembre, l'effet Khatami semble aussi avoir joué dans le changement de stratégie de la droite iranienne. En essayant patiemment d'imposer l'idée d'Etat de droit, en réunissant les différentes sensibilités politiques favorables aux réformes, en réussissant à trouver des interlocuteurs chez les conservateurs tout en écartant les plus extrémistes d'entre eux, le président iranien a sans doute aussi créé les conditions favorables à un processus de remise en cause au sein de la droite conservatrice.

Enfin, malgré toute sa puissance, la droite n'a jamais réussi à inverser une adhésion populaire nettement favorable aux réformateurs. Au contraire, par ses méthodes despotiques, elle s'est complètement marginalisée par rapport à l'ensemble de l'opinion publique iranienne. Dans ces conditions, ceux qui détiennent encore le pouvoir en Iran semblent avoir compris que les recettes du passé ne fonctionnent plus. Cette prise de conscience coïncide d'ailleurs avec la proximité des élections municipales et législatives, dont les deux dernières éditions avaient été marquées, outre l'élection présidentielle, par une défaite sévère du camp conservateur.

Mohsen Haidarian

■ **TEHRAN**

Dissident Interrogated

The Revolutionary Court summoned a prominent opposition leader for a second hearing Monday and released him on a hefty bail, the dissident said.

Ebrahim Yazdi, 70, heads the outlawed Freedom Movement of Iran, a liberal Islamist group that advocates Western-style freedoms and democracy. The court had issued a warrant for his arrest on charges of subversion.

"I was told about the charges," Yazdi told Reuters, "but the judge asked me not to talk about them. I went alone without my lawyer. I was released on a \$375,000 bail." He said he was interrogated for five hours and was to appear in court again Wednesday. (Reuters)

■ **VIENNA**

Haider visits Iraq again

Joerg Haider, the Austrian far right leader, went to Iraq this past weekend for talks with Foreign Minister Naji Sabri, his spokesman said Monday.

He brought back with him two Iraqi children suffering from cancer, who were to be treated in Klagenfurt.

In an earlier visit in February, Haider held talks with Saddam Hussein and shook the Iraqi leader's hand, sparking fierce criticism, notably from the United States.

(AFP)

DU 10 AU 15 MAI 2002



International Herald Tribune
Tuesday, May 7, 2002

En Irak, la « nouvelle économie » née de l'embargo aggrave les inégalités

L'import-export, encadré par l'accord « pétrole contre nourriture », enrichit surtout les privilégiés du régime de Bagdad

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les vieilles voitures des années 1970, miraculeusement entretenues, et les rutilantes BMW

REPORTAGE

« Le gouvernement n'a rien à voir dans notre malheur. Au contraire... »

des années 1990 roulent à vive allure sur le monumental boulevard 14-Ramadan dans Al-Mansour, le quartier d'affaires de Bagdad. Le taxi, une Passat de 1978, n'a aucun complexe à se faufiler entre les voitures des anciens et des nouveaux riches. « Ils ont la climatisation dans leurs voitures, mais il leur manque une case dans la tête », lâche le vieux chauffeur bagdadi en doublant une limousine que conduit un jeune homme absorbé par une communication sur son téléphone mobile. « Ils » : « Ceux qui vivent de l'embargo, quand la majorité des Irakiens le subissent. »

Entre le vieil instituteur à la retraite, obligé de « travailler douze heures par jour depuis dix ans » dans sa vieille Passat, et le jeune conducteur d'« al-ghouass » (« sous-marin », surnom donné par les jeunes Bagdadis aux derniers modèles Mercedes), il y a un

monde. Mais au feu rouge, ils s'arrêtent côte à côte. La conduite à Bagdad est ainsi : on peut doubler les voitures dans tous les sens, comme au Caire, mais on est tenu de respecter scrupuleusement les feux et panneaux de signalisation, les « déviants » du code de la route étant traqués et punis sans pitié. Ici, on ne badine pas avec l'ordre : « Surtout quand on n'a pas les moyens de glisser un bakchich aux soldats et aux policiers. »

L'ordre et la corruption, est-ce tout ce qui reste du socialisme baassiste ? « Le gouvernement n'a absolument rien à voir dans notre malheur. Au contraire. C'est le seul, dans le monde arabe, à résister... », s'empresse de répondre le chauffeur de taxi avant de s'enfermer dans un long mutisme.

« TOURISME DE SOLIDARITÉ »

Le long du boulevard 14-Ramadan, les bureaux de change – où le dollar américain règne en maître – alternent avec les nouvelles boutiques. Les restaurants, comme le Fiels ou L'Horloge, réunissent les hommes d'affaires de l'Irak sous embargo. On y croise des moustachus en costume-cravate parlant arabe ou anglais avec des Turcs, des Qataris, des Libanais, des Russes, des Anglais ou des Français. Ces acteurs de la « nouvelle économie » irakienne sont, dit-on, capables de slalomer entre les chicanes bureaucratiques du régime en place et de s'adapter aux subtilités de la résolution 986 des

Nations unies, dite « pétrole contre nourriture », qui permet à l'Irak d'utiliser un peu plus de la moitié de ses ressources pétrolières pour des importations contrôlées.

En face du Fiels, l'agence Universal Tourism, où l'on peut acheter un billet Bagdad-Damas-Bagdad à 300 dollars. Le vol quotidien affiche complet en cette période de pèlerinage dans les villes saintes de Nadjaf et de Kerbala. Depuis que Saddam Hussein permet aux Irakiens de venir se recueillir sur la tombe du calife et imam Ali, genre du prophète Mahomet, et de visiter les lieux saints du chiisme, l'industrie touristique a repris un peu de son activité. L'agence UTC, dirigée par un homme d'affaires qatari, multiplie les efforts pour favoriser un « tourisme arabe de solidarité », comme disent les jeu-

nes employés irakiens aux chemises immaculées, heureux privilégiés qui ne travaillent « que six jours sur sept ».

La diplomatie irakienne, très active ces derniers mois, a permis au régime de se réconcilier avec les monarchies pétrolières. Des groupes de touristes des pays du Golfe viennent de plus en plus nombreux dépenser leurs billets verts dans les restaurants sans alcool qui bordent le Tigre.

Autre « privilégié », M. Farouk est à la tête d'une entreprise d'import-export installée dans une ancienne ambassade arabe désertée après la guerre du Golfe. Naguère ingénieur d'Etat dans une entreprise publique, M. Farouk a vu son pouvoir d'achat péricliter après la guerre du Golfe. Cet Irakien formé dans les meilleures écoles de son pays a eu la possibilité, en 1991, de s'exiler et de retrouver une partie de sa famille installée à Istanbul. « Mais on ne change pas de vie à 40 ans, dit-il ; et puis, le monde des affaires est saturé en Turquie. »

MAUVAISE JOURNÉE

Il a fait le choix, en 1995, de se jeter à l'eau, en partenariat avec la société de son frère aîné à Istanbul. « De la bureaucratie aux produits pour les usines qui continuent à fonctionner, j'achemine par la route, via le Kurdistan, tout ce qui est permis par le programme "pétrole contre nourriture". Les

commandes émanent à 90 % des ministères d'Etat. Le secteur privé reste très faible. » Dans les locaux, grands et vides, de sa société, il ne reste qu'un « assistant » qui prépare le thé, pendant que M. Farouk essaie de comprendre pourquoi l'ONU lui a refusé l'autorisation d'importer une « imprimerie moderne ». « Quels sont les éléments qui posent problème ? Je ne vois pas. » Mauvaise journée pour ce patron qui conduit lui-même sa BMW et ouvre la porte à ses huit ouvriers, « quand il y a du travail »...

Lucide, M. Farouk estime toutefois n'avoir pas trop à se plaindre de sa situation : « Par rapport à l'écrasante majorité des Irakiens qui ont fait la fac avec moi, je suis un privilégié. Je mène une vie confortable, grâce à Dieu. »

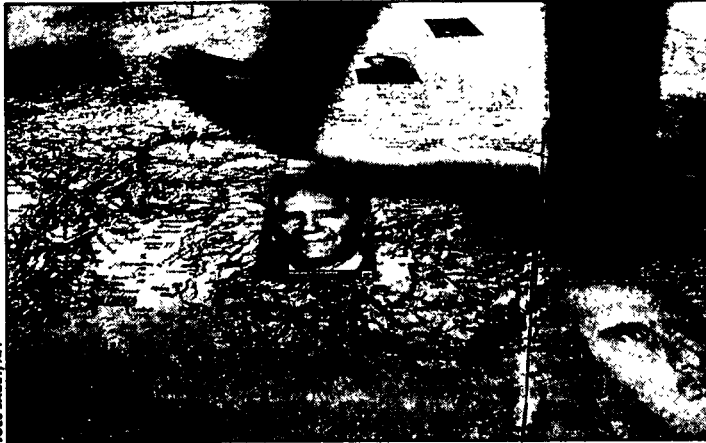
Tewfik Hakem

Report du vote sur les sanctions à l'ONU

Le vote, au Conseil de sécurité de l'ONU, concernant la réforme des sanctions contre l'Irak, prévu cette semaine, a été retardé de quelques jours à la demande de la Russie. « Les Russes attendent simplement les dernières instructions de Moscou », a expliqué un diplomate, ajoutant qu'il n'y a « aucune difficulté » car la Russie soutient le texte de la résolution visant à autoriser l'Irak à importer librement des produits à usage civil, pour la première fois depuis l'invasion du Koweït par ses troupes, en 1990. Le projet de résolution, également soutenu par les Etats-Unis, prévoit que les réformes prendront effet le 30 mai. La Russie et les Etats-Unis se sont mis d'accord, lundi 6 mai, pour mettre fin, dans sa forme actuelle, au programme « pétrole contre nourriture ». D'autre part, l'Irak a repris, jeudi 9 mai, ses exportations de pétrole, après une période d'interruption d'un mois décidée, le 8 avril, par le président Saddam Hussein afin de faire pression sur les Etats-Unis à la suite de l'intervention israélienne en Cisjordanie. – (AFP.)

La Turquie s'offusque de voir le portrait de son chef d'état-major piétiné à Paris

Ankara dénonce une action de RSF



Devant la gare Saint-Lazare, à Paris, Reporters sans frontières a déployé un planisphère sur lequel sont disposés des portraits de « prédateurs de la liberté de la presse », des chefs d'Etat ou, comme en Turquie, le chef d'état-major.

ISTANBUL

de notre correspondante

La Turquie, outrée de voir la photo de son chef d'état-major, présentée comme un ennemi de la liberté de la presse dans le monde, exposée à la gare Saint-Lazare à Paris par l'association Reporters sans frontières (RSF), a menacé de suspendre les relations militaires avec la France si des mesures ne sont pas prises rapidement pour mettre fin à cette « insulte » et « punir les coupables ». Les médias turcs ont particu-

lièrement insisté sur le fait que les passants peuvent piétiner cette carte géante de 200 m², déployée sur le sol depuis le 3 mai à l'occasion de la journée de la presse.

Le général Hüseyin Kivrikoglu y figure aux côtés de 37 « prédateurs de la liberté de la presse », représentant des pays fréquemment dénoncés par RSF pour leurs violations de la liberté d'expression. Jeudi 9 mai, sa photo avait été recouverte de peinture rouge, comme celle du Cubain Fidel Castro ou du Syrien Bachar El Assad et de vif

propos ont été échangés entre Turcs et Kurdes résidant en France. « La Turquie attend de la France qu'elle prenne des mesures appropriées pour que les relations historiques entre les deux pays ne soient pas affectées », a déclaré le premier ministre, Bülent Ecevit, dans un communiqué de presse. Le président turc, Ahmet Necdet Sezer, a pour sa part souligné que « la Turquie est un pays démocratique » et que les lois sont approuvées par le Parlement turc. « Il est incorrect de créer l'impression que certaines restrictions à la liberté de la presse sont imposées par des individus. Je pense que cette organisation ne connaît pas très bien la Turquie. »

RELATIONS ASSOMBRIES

Convoqué au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur de France à Ankara a expliqué aux autorités turques que Reporters sans frontières est une organisation non gouvernementale, mais il a promis de transmettre à Paris les doléances d'Ankara. Cet incident menace d'assombrir à nouveau les relations entre la France et la Turquie, qui avaient traversé une période de froid après l'adoption de la

loi reconnaissant le génocide arménien le 18 janvier 2001.

Le 9 mai, Journée de l'Europe, a fourni à la Turquie l'occasion d'interpréter cette dispute dans le contexte du processus d'adhésion à l'Union européenne et de faire un constat des progrès accomplis. De nombreux hommes politiques ont admis que le pays a encore beaucoup à faire pour atteindre les critères de Copenhague. Le vice-premier ministre Mesut Yilmaz, responsable des affaires européennes,

insiste fréquemment sur la nécessité d'accélérer le processus de réforme démocratique. Il a déclaré qu'il ne prenait pas cet incident aussi au sérieux que l'état-major, affirmant que l'Europe défendait fermement la liberté d'expression et que « de nombreuses organisations se livrent à des activités absurdes ». Selon le quotidien *Hürriyet* de jeudi, RSF n'est qu'une organisation « animée par des journalistes au chômage ».

L'éditorialiste İlnur Cevik du *Turkish Daily News* estimait pour sa part que la réaction des autorités révélait « un gouffre » entre la mentalité de la Turquie et celle de l'Europe. « Pour nous, il est impensable de critiquer, même légèrement, le chef d'état-major Hüseyin Kivrikoglu, écrivait-il. Il y a pour cela des raisons culturelles aussi bien que pratiques... Ceux qui critiquent sont poursuivis en justice... Pour les Européens, critiquer un dirigeant jusqu'au point de l'insulter est considéré comme un droit. » L'armée turque, qui avait pris le pouvoir à trois reprises entre 1960 et 1980, continue d'exercer une forte influence sur la vie politique du pays. La loi interdit de critiquer les institutions étatiques.

RSF a souligné que son intention était d'inviter les visiteurs à « faire connaissance » avec des « prédateurs de la liberté de la presse » et non pas de « piétiner leur portrait ». L'organisation a également rappelé que « plus de 50 représentants de la presse, de toutes tendances, ont comparu devant les tribunaux pour leurs écrits, en 2001, en Turquie. Les journalistes ayant mis en cause l'armée, d'une façon ou d'une autre, ont été systématiquement inquiétés ».

Nicole Pope

U.S. aides split on which Iraqi groups to back

By Michael R. Gordon

The New York Times

WASHINGTON: Despite repeated vows by President George W. Bush to force Saddam Hussein from power, Bush administration officials are still at odds over which Iraqi opposition groups the United States should support, U.S. officials and Iraqi opposition leaders say.

Administration officials generally say that U.S.-led military action would be needed to remove the Iraqi leader and that Washington could not count on a coup in Iraq to do the job. The question of which Iraqi insurgents to back is critical because Washington wants to avoid a power vacuum in Baghdad after any military campaign to topple Saddam.

Iraqi insurgents would be expected to provide a base for military operations,

help identify targets, conduct sabotage and perhaps carry out broader attacks. But as planning for a possible military campaign proceeds, the State Department, Pentagon and CIA remain divided over which insurgents to back.

The issue came to the fore recently when the State Department sought to arrange a conference of Iraqi opposition leaders that would have given only a limited role to the leadership of the Iraqi National Congress, an umbrella organization of opposition groups headed by Ahmed Chalabi, a former banker based in London. State Department officials say the organization has failed to establish itself as a unifying force for the opposition and has been less than meticulous with its financial accounting. The group has poor relations with the CIA.

The Iraqi National Congress has contended that a campaign involving heavy U.S. air strikes but only modest U.S. ground forces can work in Iraq. And the group says it is willing to carry out operations, which is music to the ears of civilians in the Defense Department. The CIA, however, has viewed the group as ineffectual, while the State Department has sought to establish ties with a broad array of organizations.

In February, the State Department approached the Middle East Institute, a private group headed by Edward Walker, a former assistant secretary of state, to develop a proposal for a conference that would grapple with the problems of governing Iraq if Saddam were deposed. The institute presented a plan for conference of Iraqi opposition leaders this summer in Europe. Working groups of Iraqi opposition leaders and specialists would also be established to focus on issues like restoring the oil industry, the military, public health and education.

In preparation for the conference, a small group of Iraqi opposition leaders were invited to a planning session in Washington. The nine who attended included representatives of the two main Kurdish factions as well as the Iranian National Accord, an group that includes former generals and former officials of the ruling Arab Ba'ath Socialist Party.

The leadership of the Iraqi National Congress was limited to a single representative. Chalabi arrived for the session but left when the rule on a single representative was enforced. He arranged for another member to represent the group.

L'Iraq onze ans après.

James NICHOLSON (PPE-DE, UK)

La situation de l'Iraq onze ans après la guerre du Golfe

Doc.: A5-0157/2002

Procédure : Rapport d'initiative.

Débat : 15.05.2002

La commission des affaires étrangères a adopté, avec 12 abstentions, le projet de résolution de Mme Emma NICHOLSON (ELDR, UK) sur la situation en Iraq onze ans après la guerre du Golfe.

Marquant son adhésion à la résolution adoptée par la commission des droits de l'homme des Nations Unies le 16 avril 2002, et selon laquelle la situation n'a guère progressé dans le pays, les députés européens condamnent sévèrement les violations graves et répétées des droits de l'homme et du droit humanitaire international par le gouvernement irakien, ainsi que le recours massif à la peine de mort et aux exécutions sommaires et arbitraires, l'usage de la torture, le viol, les disparitions et les déplacements de population.

Par ailleurs, le projet de résolution adopté exhorte l'Iraq à cesser immédiatement d'encourager la politique meurtrière d'attentats-suicides palestiniens au Proche-Orient.

Les parlementaires affirment également qu'il est urgent de lever, pour des raisons humanitaires, les sanctions économiques et commerciales généralisées, tout en maintenant l'embargo sur les armes, et réitèrent l'importance d'une solution politique multilatérale dans la région, sous l'égide de l'ONU, rejetant clairement des actions militaires qui ne soient pas couvertes par des résolutions des Nations Unies. L'ONU est invitée à affecter une partie des crédits du

programme 'Pétrole contre nourriture', peu concluant, à la fourniture d'une aide humanitaire durable aux 3,5 millions de réfugiés irakiens, aux personnes déplacées, et aux victimes d'attaques terroristes, biologiques et chimiques.

Face à la situation dramatique qui prévaut dans le pays, les députés européens réaffirment la nécessité d'agir au plus pressé en déployant des observateurs spéciaux des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire et en demandant la création d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les disparitions.

Par ailleurs, il est demandé au Conseil et à la Commission de créer un Bureau d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme, ainsi que d'élaborer une stratégie active comprenant une surveillance accrue et la dénonciation publique des violations des droits de l'homme, le refus explicite de l'accès des dirigeants irakiens à l'UE, tout en gelant leurs actifs financiers illicites. Les députés insistent tout particulièrement sur la nécessité de faire juger les coupables de tels crimes par un Tribunal international ad hoc pour l'Iraq, et dans la mesure du possible par le Tribunal Pénal International.

Les parlementaires demandent également qu'on apporte un soutien à l'expérience démocratique d'administration kurde dans le Nord de l'Iraq et aux projets de développement de la société civile. Inquiets face au non-respect de l'environnement de la part des autorités irakiennes, ils demandent l'assainissement d'urgence des zones les plus touchées, telles les marécages du Sud.

Les députés européens demandent au Conseil d'adopter une position commune sur la situation en Iraq, premier pas en vue de l'adoption d'une stratégie commune à l'égard de toute la région.



Flashback: Iraqi Kurds are still wary after thousands were driven into exile in 1991 when they rose up against Saddam Hussein

Corbis

Iraqi Kurds treat Bush plans for Saddam with suspicion

Under the shadow of Saddam Hussein's artillery and tanks, rival Kurdish leaders ruling northern Iraq are coming under increasing pressure from the US to end their often violent feuding and unite in preparation for an eventual US-led assault against the Baghdad regime.

The two main factions, the Kurdish Democratic party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), insist they have no idea when or how the US will launch its military campaign.

They believe Washington has agreed in principle that the goal is to establish a federal and democratic state recognising Kurdish autonomy, rather than replace Mr Saddam with another, this time pro-western, dictator. But they are nervous about what the US may attempt.

"We cannot be expected to be dragged into a half-baked adventure without a clear outcome," Barham Saleh, prime minister of the PUK regional

Rival factions are understandably cautious about US calls to unite, says **Guy Dinmore** in northern Iraq

government, told the Financial Times.

The stakes are high. Western officials say Mr Saddam has launched a military build-up in the north, reinforcing tanks that could move into the PUK capital of Sulaimani and the KDP stronghold of Arbil within an hour. The US military last month said Baghdad had also moved more anti-aircraft batteries north of the 36th parallel that marks the boundary of the no-fly zone established by the US and its allies in 1991.

Most PUK-held territory, including Sulaimani, lies outside the no-fly zone. For this reason both factions are anxious to stress that they are not committed to any US scheme and no military preparations are under way.

The Kurds are suspicious of

US intentions, feeling they have been betrayed at least twice before. In March 1991, shortly after US-led forces drove Iraqi troops from Kuwait, then president George Bush exhorted the Iraqi people to "get rid of Saddam". The Kurds rose in revolt, but no help came. Iraqi forces drove 2m refugees into Turkey and Iran and destroyed hundreds of villages.

In 1996 Iraqi forces advanced again with impunity, this time invited by the KDP to strike back at the Iranian-backed PUK, which was driven out of Arbil.

"Nothing imminent is on the horizon, but the confrontation is growing," said Mr Saleh. "We are cautious. Iraqi tanks are less than an hour away. We cannot take unnecessary risks. This is not an intellec-

tual exercise, but one of life and death. We want to see the blueprint before we commit ourselves."

Nonetheless, talks held with US officials in Germany between KDP leader Masoud Barzani and PUK leader Jalal Talabani, their first meeting in 16 months, appear to have made progress. Both sides described them as positive. The meeting followed two recent visits to northern Iraq by Ryan Crocker, US assistant secretary of state.

"The US has promised that our people would not face another catastrophe," commented Jawher Namak, a senior KDP politburo member. "But we do not have complete guarantees. To what extent President Bush is serious about the future I don't know."

The two Kurdish strongmen agreed in Germany that the KDP and PUK would reopen offices in each other's capitals. They also discussed reuniting the two administrations, reconvening parliament and

holding elections within the next nine months.

Their territory is nicely carved into two distinct areas with their own governments and armies, but people and commerce can move between them.

A degree of co-existence has been established with the rest of Iraq under the control of Mr Saddam, who sells oil and electricity to the north while

receiving water for free. Kurds with no political affiliation travel regularly to the rest of Iraq, for trade and medical treatment. This weekend Arbil's football team played in Baghdad as part of the national league.

The KDP and PUK have developed civil administrations and fostered a moderate amount of political freedom, especially in the media. Islamic parties exist on the

margins, but women can choose whether to observe Islamic dress code and alcohol is widely sold. Despite a general sense of insecurity - many people have suitcases packed, ready for instant flight - there is also substantial investment in the region in construction and telecommunications.

For the Kurds, the most important territorial objective is to gain control of Kirkuk,

historically a Kurdish city but one that Kurds allege is still being ethnically cleansed by the Baghdad regime. The Kirkuk area, Kurds say, also holds 60 per cent of Iraq's oil reserves.

"What Kurd can dare say I give up on Kirkuk," declared Sami Abdul-Rahman, KDP deputy prime minister. "It would be like the Palestinians giving up on Jerusalem."

The war on terrorism ■ By Jim Hoagland

Washington is getting confused

WASHINGTON
George W. Bush's war on global terrorism continues apace in its outward form. But the inner clarity and coherence of the fight against mass murderers and states that support them have been swamped by events and picked apart by competing needs in foreign policy.

During the past two months the White House has been forced to trim its sails on an almost daily basis to deal with Israel's military strike into the West Bank, Pakistan's renewed effort to bleed India in Kashmir, and paralyzing U.S. concern about stability in Saudi Arabia and Egypt.

Even the president's campaign to overthrow Saddam Hussein was set back last month, when a CIA attempt to enlist the Kurds of northern Iraq fizzled. The agency flew the Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talibani to a secure location in Virginia but was unable to talk them into allowing the agency to staff two full-time new "missions" in Kurdistan. The Kurds asked for but did not get guarantees of serious protection for taking such a provocative step.

Word of the Virginia meeting bounced back to me from the Middle East. It has also apparently reached Saddam's ears. He sent a political delegation to berate the Kurds last week and then began moving tanks and infantry into threatening positions around Kurdistan.

These are real and difficult problems that cannot be dismissed. But the president and his aides have allowed foreseeable flare-ups to suck the energy, attention and determination out of the commitment announced eight months ago to go to the sources of terror aimed at America and its allies.

Least helpful of all have been the dizzying verbal contortions that the president and his aides have gone through on these problems. They portray Ariel Sharon as a man of peace one day and an unyielding adversary thwarting an important diplomatic initiative the next. The White House decides it will support only an exploratory "meeting" of Middle Eastern foreign ministers this summer, then sees Secretary of State Colin Powell announce a peace "conference" that he has been backing away from ever since.

This surface confusion over words and motives almost surely reflects an inner confusion that is eating away at the impressive initial response to Sept. 11.

U.S. soldiers still hunt Osama bin Laden in remote

mountains in a necessary and dangerous mission for which they deserve credit and support. A reasonably stable Afghanistan is now a legacy project on which the Bush administration rightly (if silently) labors.

At home, the FBI interrogates hundreds of prisoners detained on minor charges and held in secrecy that is justified as a wartime measure. Foreign aid and military training missions are rushed to a developing country swift enough to portray itself as both vulnerable to being taken over by terrorists and strong enough to use free dollars and instructors.

No one plays this aid game better than Pakistan's Pervez Musharraf, whose uneven help in the war on terrorism has been purchased at excessive monetary and moral cost to the United States. Washington's unconditional generosity now seems to encourage the Pakistanis to toy with the United States even on the subject of terrorism.

Musharraf told The Associated Press in Islamabad on May 4 that he had turned down an American extradition request for the killers of the Wall Street Journal reporter Daniel Pearl. Yet in Washington on Friday his interior minister, Moynuddin Haider, said the U.S. "never seriously asked" for custody of the suspects.

Haider headed a high-level Pakistani team that visited Washington to seek more financial aid - and the extradition of a dozen Pakistani politicians and bureaucrats from the United States on corruption charges. How do you say chutzpah in Urdu?

After a three-month lull, terrorist groups that infiltrate saboteurs and killers into Kashmir have in recent weeks resumed their normal rate of attacks across the informal "line of control" in the disputed territory. Both the winter's heavy snows and Musharraf's pressure on the Pakistani Army to stop facilitating the attacks have melted away as American attention has been focused elsewhere.

"There exists an all-time high risk of Pak-India conflict in the coming weeks," Lieutenant-General Ehsanul Haq, the Pakistani intelligence chief, told his commanders last week.

It is no time for American leadership to seem confused and wandering in its aims and effectiveness. Bush must re-engage in the war on terrorism with the unmistakable commitment and moral clarity he originally proclaimed. He must see through the most important task he will ever have.

The Washington Post

International Herald Tribune
Monday, May 13, 2002

Bruxelles, tête de Turc de la presse d'Ankara

Irrité par la lenteur des Quinze à admettre la Turquie en leur sein, la presse locale s'en prend aux leçons de démocratie venues d'Europe. La représentante de l'Union, Karen Fogg, en fait les frais dans « Hürriyet »

DÉCIDÉMENT, la représentante de la Commission européenne en Turquie, Karen Fogg, est au centre de l'attention de la presse locale. Après avoir vu, il y a trois mois, le contenu de son courrier électronique dévoilé par l'hebdomadaire à sensation *Aydinlik* (interdit depuis), M^{me} Fogg découvre aujourd'hui ses conversations privées disséquées et commentées à la « une » de *Hürriyet*, quotidien turc à grand tirage. Le journal a ainsi consacré la manchette et l'éditorial de son numéro du 8 mai à la condamnation virulente des propos tenus par M^{me} Fogg en marge d'une conférence sur Chypre et l'Union européenne (UE), organisée les 3 et 4 mai par l'université Bogazici d'Istanbul, et à laquelle l'ambassadrice était conviée.

Or les propos cités ne sont pas ceux que la représentante de l'UE a tenus durant la conférence, mais ceux qui auraient été les siens pendant le déjeuner qui a suivi ! Là, en

comité restreint, elle aurait, selon *Hürriyet*, « appelé les Chypriotes-Turcs à la révolte en les invitant à se libérer de la tutelle de la Turquie et de celle de Rauf Denktaş », leader



de la République turque de Chypre du Nord. Certes, la question chypriote, gelée depuis vingt-huit ans et actuellement au centre d'une tentative de règlement dans la perspective d'une adhésion prochaine de l'île (« même divisée », a dit Bruxelles) à l'Union européenne, a toujours été un sujet tabou en Turquie. Chypre, tout comme la question kurde, celle de la non-reconnaissance du génocide arménien ou le rôle de

l'armée dans la société, sont autant de thèmes faisant partie d'une sorte de consensus national, qui ne souffre aucune discussion dans la république héritée de Kemal Atatürk.

Pour Oktay Eksi, l'éditorialiste vedette de *Hürriyet*, produit typique du journalisme à la turque avide de bruits de couloirs et de sensations, « l'ambassadrice a dépassé les limi-

tes ». Selon lui, M^{me} Fogg a « toujours pensé la relation Turquie-UE de façon négative », ne ratant « pas une occasion, pendant ses quatre années en fonctions, d'humilier les Turcs et la Turquie ». Ce qu'il lui reproche ? D'avoir dit – en privé – que les Chypriotes-Turcs « ne veulent plus exister en tant que colonie de la Turquie ». Il s'insurge : « Comment peut-on parler de colonie quand la Turquie n'a pas une once d'intérêt économique à Chypre du Nord ? » Il attaque : « Cette phrase émane de la citoyenne d'un pays [la Grande-Bretagne] qui a inventé le colonialisme, qui a exploité les gens jusqu'à l'os. » Il propose enfin de « chasser » cette dame en la prenant « par les oreilles ».

« ELLE SE MÊLE DE TOUT ! »

L'autre grief retenu contre

M^{me} Fogg par le journaliste est son souhait de voir bientôt un civil à la tête du « Conseil de sécurité », un organe paritaire composé de représentants du pouvoir civil et de la hiérarchie militaire, dont les recommandations au gouvernement d'Ankara sont « prioritaires », selon la Constitution confectionnée par les généraux auteurs du coup d'Etat de 1980. « Mais elle se mêle de tout ! », conclut l'éditorialiste en colère. Sans doute ignore-t-il que la limitation du rôle des militaires dans la vie politique turque est une des exigences du contrat européen, réaffirmée par Bruxelles à plusieurs reprises et pas seulement de la bouche de M^{me} Fogg.

Une chose est sûre, cette campagne de dénigrement de la représentante de l'UE à Ankara par la presse locale ne va pas contribuer à faciliter les relations, déjà passablement compliquées, entre la « petite Asie » et les Quinze. Officiellement reconnue candidate à l'UE en décembre 1999 à Helsinki, la Turquie est pour l'instant le seul pays prétendant pour lequel aucune date n'a été fixée en vue des négociations d'adhésion.

Marie Jégo

UN council overhauls sanctions on Iraq

By Somini Sengupta

The New York Times

UNITED NATIONS, New York: The United Nations Security Council unanimously approved a resolution Tuesday that would allow a vast array of goods to be ferried into Iraq while setting aside those items that may be put to military use.

The new measure represents the most radical overhaul of Iraq sanctions since 1996, when Baghdad was allowed to trade oil for essential food supplies. It also spells a significant victory for

the United States and its allies on the 15-member council, for it is seen as a way to deflate the argument that sanctions against Saddam Hussein's regime end up punishing ordinary Iraqis.

"We believe it will facilitate greatly the movement of humanitarian and purely civilian goods to the Iraqi economy," said the U.S. ambassador, John Negroponte, after the vote. "It's been a significant accomplishment, both politically and technologically."

The council adopted the resolution by a vote of 15 to 0 even after a sharp rebuke from Syria, Iraq's ally and neighbor and the only Arab state in the Security Council. Syria had pushed for language in the resolution to acknowledge Iraq's right to defend itself, an apparent reference to ongoing discussions in Washington to consider military action to topple Mr. Hussein's government. The proposals were rejected earlier this week.

This morning, in his remarks to the Security Council, the Syrian ambassador to the United Nations, Mikhail Wehbe, called it "high time" to lift the sanctions altogether. He also used the occasion to pointedly criticize the

council for failing to compel Israeli cooperation with a UN inquiry into an Israeli attack on the Jenin refugee camp this month. In the end, though, he said his country would assent to the resolution for the sake of unity and to help the Security Council "retrieve its credibility," particularly in the Arab world. Iraq's representative, Mohammed Aldouri, had little to say about the resolution, except that it offered his country little to celebrate. The new system, he said, would impose expensive bureaucratic hurdles to the importation of necessary goods.

"I can tell you, my country, we are always unhappy to see these kinds of resolutions coming out of the Security Council," he said. "It will be very costly for Iraq."

He declined to say whether the resolution would prompt Baghdad to suspend the exportation of oil, as it did briefly in protest over Israeli military action offensive in the West Bank.

At the moment, all imports into Iraq, except food and some medicines, are scrutinized by a sanctions committee of the council. Any member can block

such imports. The United States has kept more than \$5 billion worth of goods from reaching Baghdad since sanctions were imposed in 1990, when Iraq sent troops into Kuwait.

Under the new system, the sanctions committee will ponder the fate of only those items that figure on a lengthy list of goods that may have a military use. High-speed computers figure on that

list: anything above a Pentium IV, for instance, but not a Pentium III. Two UN agencies will be responsible for culling those items that are on the list of "dual use" goods. The sanctions committee will have 30 days to decide whether those items that figure on the 300-page list can be allowed into Iraq.

The resolution Tuesday was the product of delicate negotiations be-

tween the United States, which has been flirting with the idea of military action against Iraq, and Russia, which is Iraq's staunchest ally on the council.

The Russian ambassador, Sergei Lavrov, praised the resolution but said his country would continue for a lifting of the sanctions altogether.

Irak: l'ONU assouplit ses sanctions

Les importations de produits à usage civil seront facilitées.

New York *intérim*

Après douze ans de sanctions internationales imposées à l'Irak, le programme pétrole contre nourriture, mis en place en décembre 1996, vient de subir sa première réforme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, hier, un texte modifiant ses procédures: un changement devenu inévitable aux vues de ses résultats mitigés, objets de nombreuses critiques.

Sponsorisée par les cinq membres permanents, la résolution, adoptée à l'unanimité, devrait simplifier et accélérer l'importation en Irak de produits à usage civil. Le premier objectif est de priver Bagdad de son principal argument contre les sanctions, à savoir que celles-ci, en empêchant le gouvernement de subvenir aux besoins élémentaires du peuple irakien, sont à l'origine de ses souffrances.

Liste spéciale. «Ce ne peut être qu'un progrès dans la mesure où les contrats devraient être approuvés sans problème par les Nations unies. Cela permettra l'arrivée des biens en plus grande quantité et de manière plus rationnelle», explique un diplomate français. Pourtant, le Conseil, qui semble reconnaître implicite-

ment l'impact des sanctions sur la population civile irakienne, se refuse toujours à en demander une évaluation. L'Irak, de son côté, se déclare insatisfait tant que ne sont pas levées les sanctions. «Les nouvelles procédures, très compliquées, ont pour but ultime d'empêcher le développement économique de l'Irak», commentait Mohammed Aldouri, ambassadeur de l'Irak à l'ONU. Le nouveau système sera appliqué à partir du 1^{er} juin pour une période initiale de six mois.

Auparavant, tous les produits, sauf ceux jugés essentiels, étaient soumis à l'approbation du Comité des sanctions. Désormais, seuls les produits à usage militaire ou ceux figurant sur une liste spéciale le seront. Le Comité, dans lequel les cinq permanents du Conseil de sécurité ont droit de veto, est accusé de bloquer des contrats d'une valeur de plus de 5 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros). La nouveauté du système est la liste de produits sujets à examen, la GRL (*Goods review list*): un document de plusieurs centaines de pages, mis au goût de chacun après cinq mois de négociations. Il contient des articles dont les emplois dérivés peuvent être militaires, tels les véhicules ou les ordinateurs.

Utilité humanitaire. Tous les

produits restent néanmoins soumis à un examen de l'ONU, par l'intermédiaire du Bureau chargé du programme Irak, qui juge de leur utilité humanitaire. La Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (Cocovinu) et l'Agence internationale de

l'énergie atomique (AIEA) ont ensuite dix jours pour vérifier le contenu des contrats. Dans le cas où y figurent des articles de la GRL, ceux-ci sont transmis au Comité des sanctions, qui a de même dix jours pour se prononcer. Une fois ce délai dépassé, la demande est ap-

prouvée d'office. Selon un officiel russe, cette résolution «retire la plupart des articles de la surveillance du Comité» qui ne sont plus soumis qu'«à une procédure très simple à l'intérieur du secrétariat de l'ONU». **Sanctions intelligentes.** Dernier obstacle avant de parvenir à un consensus, la Syrie a cherché, sans succès, à inclure une clause faisant référence au droit souverain de l'Irak à l'autodéfense, une initiative motivée par les menaces d'une attaque américaine. Washington, dont le projet de «sanctions intelligentes» est à l'origine de l'assouplissement voté hier, doit en outre continuer à faire pression sur l'Irak avec l'ONU afin de forcer le retour d'une commission d'experts de désarmement à Bagdad. C'est la condition toujours posée aujourd'hui pour une levée totale des sanctions pesant contre Bagdad. Et qui, en cas de refus de Saddam Hussein, pourrait entraîner une opération militaire contre le régime irakien ●

CÉLINE CURIOL

15 MAI 2002



Kurdistan Regional Government - KRG
EU Mission
Brussels

16 May 2002, Strasbourg



European Parliament embraces democratic experience in Iraqi Kurdistan as a model for all Iraq

Further to very successful cooperation between rapporteur, Baroness Nicholson from the Liberal ELDR group - and the European Socialist Party, the Greens/ALE and the PPE in the European Parliament, a ground-breaking report on the situation in Iraq eleven years after the Gulf war, has been adopted this week by the European Parliament's plenary meeting in Strasbourg.

- For the first time, the European Parliament recognises the existence of the Kurdistan government in Iraqi Kurdistan and welcomes "the democratic experience of the Kurdish administration in Iraqi Kurdistan."
- In its report the European Parliament regrets the absence of an Iraqi civil society, including free media and independent social organisations. However, it, notes in this regard the improvement already achieved in Iraqi Kurdistan as regards development of civil society.
- And Euro MPs calls for EU governments to put, "maximum pressure at all occasions on the Iraqi regime to reduce its repression towards ... in the Kurdish region under its control," and asks them to ensure the, "long-term, unceasing protection of the Iraqi population in particular the Kurdish and Shiite populations."

The Head of the Iraqi Kurdistan Government Mission to the EU, Burhan Jaf, has welcomed this strong signal of support and encouragement from the European Parliament for the Iraqi Kurdish people.

"The government of Iraqi Kurdistan wants a democratic future for its people and for all of Iraq. We therefore welcome the European Parliament's call for the EU to finance relevant projects and actions in support of human rights and the promotion of democracy in Iraq" said Mr. Jaf.

"We are greatly encouraged because the European Parliament is also calling for a complete assessment of Iraqi Kurdistan's humanitarian, health, economic and social needs. And in that context they are asking the Commission to set up an EU help programme directed towards our region. I cannot express how grateful the Iraqi Kurdish people, the Kurdistan parliament and government are for this."

With regard to the oil-for-food programme, the European Parliament notes that this has been positively working only in the Kurdistan region where the Kurdish administration has fully co-operated with the UN. MEPs have urged the United Nations to allocate part of the oil for food programme funds to help, among others, the Kurdish victims of biological and chemical attacks.

Mr. Jaf observed that "The European Parliament and the UN know from their experience of the Oil for Food' programme that they can work with the Iraqi Kurdish government and its parliament in Erbil."

"However, Iraqi Kurdistan is still a fledgling democracy, so this support and recognition of what we are doing by the EU is vital to help ensure that our aspirations to create a democratic federal political future for the whole of Iraq is brought about peacefully and by negotiation."

PUK denies forcing civil servants to join the party

Hawlati, 6 May

Sulaymaniyah: Exclusive to Hawlati: In a number of regional [PUK-led] government offices, for some time, some senior government officials have summoned the non-partisan officials [those employees who are not members of the Patriotic Union of Kurdistan] and have asked them to become PUK members.

Within this framework, a few days ago, the director of the personnel in the Ministry of Labour and Social Affairs, summoned an official and asked him to fill in a [PUK] party membership form. But the official refused to do so. The director told him, "How dare you live in PUK territory, receive PUK salary, yet refuse to become a party member?" He also threatened to send the files of those who are not [PUK] party members to the Security Directorate. In his reply the employee said, "The salary I get, is what I earn from my labour and toil. I am not paid by a party. When I was staying at home unemployed, no one gave me a penny."

To follow up this news, on Saturday, 4 May 2002, Hawlati's correspondent paid a visit to the aforementioned office. However, the director in question was unwilling to talk with the correspondent and answer his questions in this respect. He also denied having said anything to that effect to anyone. Furthermore, he denied that anyone had been forced to become a party member. Yet he asked the correspondent to give him the name of the employee who had informed us of the event. He also said that publishing this is unjustified, because, he said, this is a partisan affair and that if we publish it, they will publish their reply.

A PUK chief: This is not the attitude of the PUK.

To follow up the event, Hawlati's correspondent paid a visit on the same day to the Council of Ministries of the PUK. The director of the Council said the following to Hawlati's correspondent, "The PUK does not need to force anyone to become a PUK member, for we are after "quality and not quantity". And if a member of ours has behaved like that towards an employee, that is not the stance or resolution of the PUK." He also stated that, "starting from tomorrow, we shall send a commission to probe into that issue, for organization affairs inside the ministries and offices are considered acts of recalcitrance and insubordination, unauthorized by the PUK."

It is worth noting that in the regions that are under the control of both the two administrations of the regional government of Kurdistan, one would often hear the news that the party chiefs exercise pressure on the employees to become party members. However, the majority of the employees, for fear of being laid off or fired altogether, dare not talk on this subject overtly. This is happening at a time when the senior party members and senior government officials time and again underscore and reiterate the freedom of thought and that of political election of the fellow citizens.

To reassure neighbors ■ By David L. Phillips

Spell out the goals for Iraq

RECENT negotiations between the United Nations and Iraq ended inconclusively. In the past three years the Baghdad regime has repeatedly obstructed efforts to resume monitoring of its program to produce weapons of mass destruction. As a result, military action led by the United States seems inevitable.

While U.S. allies, including Turkey, have so far resisted plans to invade Iraq, they would welcome a role in developing political and security arrangements for Iraq after its dictator Saddam Hussein is overthrown. Defining the end-state would encourage potential coalition partners to participate, when called upon.

It would also help assuage countries like Turkey, by signaling America's commitment to stability. States bordering Iraq will resist efforts to depose Saddam until their concerns about chaos and fragmentation are addressed.

The Bush administration places special value on relations with Turkey. As a secular, democratic, majority Muslim country, Turkey is a key partner in the global war on terror. It is slated to assume command of the multinational force in Afghanistan. Should military action be required against Saddam, Turkish bases would be an essential staging ground for an air campaign and humanitarian intervention.

But Ankara has stated publicly that it opposes a U.S.-led invasion of Iraq. It worries that military action would create a power vacuum, destabilize the region and encourage separatism among Turkish citizens of Kurdish origin. Turkey is also concerned about the economic consequences of conflict with Iraq. As a result of sanctions im-

posed after the Gulf War, Turkey estimates that it may have lost as much as \$40 billion in trade and revenue.

The Bush administration's position is clear. By whatever means, it will seek removal of Saddam and establishment of a federal democratic republic in Iraq. But such objectives cannot be achieved without Turkey's participation.

The United States must satisfy Turkey's demand not to undermine the territorial integrity of Iraq. On the other hand, America wants to help Iraqis fulfill their long-suppressed democratic aspirations. Iraqi Kurds and others have suffered terrible abuses under Saddam's tyrannical rule. Kurds will not easily relinquish their dream of independence unless they are assured a secure and prosperous future in a unified Iraq.

Establishing a federal democratic republic represents a structural solution, which can help reconcile Turkish concerns with Kurdish aspirations. To this end, Iraq could be divided into three entities: a Kurdish, Turkmen and Assyrian region in the North, a Shiite Arab area in the South and a Sunni Arab belt in the middle. There would be a clear demarcation of boundaries between the entities. For example, Iraqi Kurdistan would encompass Kirkuk as well as other traditional tribal lands north of the 36th parallel.

While the central government in Baghdad would retain jurisdiction over defense and foreign policy, a highly decentralized system of governance would include a local executive, assembly and a security apparatus controlled by regional authorities. Local government institutions in Iraqi Kurdistan would reflect power-sharing provisions between the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani

and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan; Turkmen and other minority groups would also be fairly represented. In addition to local self-rule, Kurds would be allocated key central government ministries and share responsibility for border control and customs collection.

Baghdad would continue to manage the country's energy sector. The Kurdish entity would be allocated a predetermined percentage of the country's overall oil income at least equal to the 13 percent of oil revenues it currently receives via the UN Oil for Food Program. Central government control of the national oil industry would discourage Kurdish nationalism, as well as separatism among the Shiite population of Basra, a rich resource region near Iran.

Such constitutional arrangements would simultaneously meet Kurdish aspirations and address Turkey's primary requirements.

A buffer zone between Turkey and Iraq would help deter incursions by armed groups. A commercial agreement could expedite cross-border transport and trade. And provisions would need to be enacted to protect the rights of ethnic minorities, including 2 million ethnic Turks in Northern Iraq.

There is widespread agreement that the world would be safer without Saddam, but debate persists on how to achieve this goal. Focusing on the end-state would advance cooperation and help harmonize the ambitions of stakeholders in the region.

The writer, a senior fellow and deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York, contributed this comment to the International Herald Tribune.

La Turquie pourchasse les « nouvelles pessimistes »

Un projet de loi sur l'audiovisuel envisage de restreindre les libertés des médias

ISTANBUL

de notre correspondante

Gün TV, une chaîne turque qui couvre la région de Diyarbakir (sud-est anatolien) et qui émet 18 heures par jour, avec l'aide de 22 salariés, est en fortes difficultés. Le Haut Conseil de l'audiovisuel (RTUK) avait annoncé qu'elle serait suspendue 365 jours pour avoir diffusé des chansons kurdes et arméniennes, mais un tribunal est intervenu le 23 mars pour empêcher sa fermeture. « L'exécution de cet ordre a été suspendue, mais la procédure judiciaire continue », explique Veysi Bolcal, qui dirige Gün TV.

« La chanson kurde datait de la période ottomane, mais la traduction officielle y a détecté une référence à un groupe illégal », affirme son pré-décesseur, Nevzat Bingöl. Au total, explique-t-il, 17 procès sont en cours, tous liés à l'usage du kurde sur les ondes. Gün Radio, petite sœur de la chaîne de télévision, vient de reprendre ses émissions après avoir été fermée six mois. Mais ces médias locaux ne sont pas les seules cibles du Haut Conseil pour l'audiovisuel.

En dépit d'un contrôle ferme sur les chaînes, l'Assemblée nationale semble déterminée à adopter une

nouvelle loi régissant le Haut Conseil de l'audiovisuel. Cette révision était prévue dans le cadre du programme d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, qui requiert un renforcement de la liberté d'expression et des droits individuels. La nouvelle loi aurait dû prendre en compte les amendements constitutionnels approuvés en octobre 2001, qui ouvraient implicitement la porte aux émissions en kurde. En réalité, le projet soumis au Parlement, qui avait déjà été rejeté en 2001 sous sa forme actuelle par le président Sezer, introduit de nouvelles restrictions dans un secteur

déjà strictement contrôlé. Cette démarche représente, pour les Européens et les associations de journalistes turques, un pas en arrière.

Le RTUK peut utiliser des peines de suspension allant d'un jour à un an pour des émissions jugées non conformes aux valeurs culturelles et morales du pays ou dont le contenu politique déplaît. Selon les chiffres de Reporters sans frontières, 3 236 jours de suspension ont été imposés à 62 télévisions et 50 radios en 2001. Les nouvelles dispositions maintiennent avertissements et suspensions, mais elles ajoutent des amendes très sévères,

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST
Thursday, May 16, 2002

qualifiées par certains de « *censure économique* », qui risquent d'avoir pour conséquence la faillite des médias locaux. Ainsi la peine minimale en cas d'insulte ou diffamation est fixée à plus de 8 000 euros.

RÈGLES ÉTENDUES À INTERNET
Les législateurs ont aussi décidé

de réprimer la diffusion de « *nouvelles pessimistes* ». Une radio critiquant trop ouvertement la corruption pourrait être accusée de « *démoraliser* » le public. La loi prévoit aussi d'étendre à Internet les règles imposées à la presse. Les fournisseurs d'accès turcs ont protesté, craignant que ces dispositions for-

cent les internautes turcs à héberger leurs sites à l'étranger.

Créé en 1994, le RTUK est composé de représentants du gouvernement et de l'opposition. Le projet de loi fait pencher la balance en faveur du pouvoir avec l'addition de représentants du Haut Conseil de l'éducation (YOK) et du Conseil

national de sécurité.

Nicole Pope

Les Nations unies assouplissent les sanctions contre l'Irak

Par une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité vise à priver le régime de Saddam Hussein de « l'argument humanitaire », qui consistait à imputer à l'ONU les souffrances des civils. Bagdad dénonce « un nouvel harcèlement du peuple irakien »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mardi 14 mai, une nouvelle résolution qui introduit d'importantes modifications au régime des sanctions économiques imposées à l'Irak depuis l'invasion du Koweït en août 1990. Le dossier irakien ayant toujours suscité des divisions parmi les cinq grandes puissances membres permanents du Conseil, le seul fait que la résolution 1409 ait été adoptée à l'unanimité est en soi un événement. Fruit de plusieurs mois de négociations, ce document, long et complexe, prive Bagdad de « l'argument humanitaire », puisqu'il est désormais autorisé à importer librement tous les produits à usage civil, qui ne figurent pas sur une liste révisée de biens pouvant avoir une utilisation militaire et dont l'importation reste soumise à inspection.

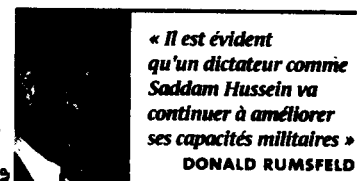
Les Etats-Unis, qui ont bloqué plus de 5 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) de contrats conclus par Bagdad avec des entreprises étrangères, ne devraient plus avoir désormais la possibilité de le

faire. Un des principaux bénéficiaires du nouveau régime sera la Russie, dont plus de 750 millions de dollars de produits destinés à l'Irak sont actuellement bloqués par Washington au sein du Comité des sanctions de l'ONU. « *C'est le prix du changement de position de Moscou envers l'Irak* », ironise un diplomate américain. Pour l'heure, cette nouvelle résolution reste théorique, en raison notamment de l'interruption par l'Irak pendant trente jours de ses exportations de pétrole. De ce fait, les caisses du programme humanitaire de l'ONU en Irak sont vides. A en croire Benon Sevan, chargé du programme « Pétrole contre nourriture », il n'y a de l'argent que pour les « *besoins humanitaires les plus urgents* ».

Pour les Etats-Unis, le vote du Conseil de sécurité est un « *pas en avant* ». Il n'en demeure pas moins que la réforme du système des sanctions n'est qu'une partie de ce qu'avait proposé le secrétaire d'Etat américain. Colin Powell souhaitait également limiter la contrebande du pétrole irakien, qui rapporte plus de 2 milliards de dollars par an à Bagdad et établir une sor-

te de cordon sanitaire autour de l'Irak pour empêcher l'importation de biens militaires. Ces deux volets du projet américain ont échoué faute de coopération des voisins de l'Irak. L'un de ces pays, la Syrie, membre non permanent du Conseil de sécurité, a d'ailleurs tenté d'introduire dans la résolution 1409, quelques amendements favorables à l'Irak. En vain.

Damas souhaitait notamment inclure la notion de légitime défense, par une référence à l'article 51 de la Charte. L'Irak a le droit de se procurer des armes pour « *assurer son autodéfense* », a plaidé l'ambas-



« Il est évident qu'un dictateur comme Saddam Hussein va continuer à améliorer ses capacités militaires »
DONALD RUMSFELD

sadeur de Syrie, Mikhaïl Wehbé, qui a néanmoins voté en faveur de la résolution, afin de « *souligner l'unité du Conseil* ». Son homologue irakien, Mohammad Al-Douri a été plus critique et dénoncé « un

nouvel harcèlement du peuple irakien ». Il s'est toutefois abstenu de dire si Bagdad appliquerait la résolution 1409.

La modification des sanctions n'empêchera pas l'Irak d'acquérir du matériel militaire, a estimé le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld. « *Ce n'est pas un secret que l'Irak a un appétit pour les armes de destruction massi-*

ves et les capacités militaires. Il est évident qu'un dictateur déterminé comme Saddam Hussein va continuer à améliorer ses capacités militaires comme il l'a fait au cours des derniers mois », a déclaré M. Rumsfeld. Cet avis est partagé par un diplomate britannique à l'ONU, qui ne se félicite pas moins de l'adoption de la résolution 1409, parce que, dit-il « *nous étions en train de perdre, depuis des années déjà, la guerre de relations publiques car Bagdad nous accusait, avec succès, d'être responsables des misères de sa population et nous étions devenus, aux yeux de notre propre opinion publique, des monstres* ». « *L'Irak doit savoir que lorsque ses pourparlers [avec l'ONU] prendront fin les missiles vont tomber, que Bagdad accepte, ou non, le retour des inspecteurs* » du désarmement de l'ONU.

L'Irak a récemment renoué le dialogue avec l'ONU à ce dernier sujet, mais il continue de laisser entendre, implicitement, qu'il n'accepterait le retour des inspecteurs qu'à la condition que cessent les menaces américaines contre le régime de Saddam Hussein.

Afsané Bassir Pour

Les principaux points de la résolution 1409

Voici les principales dispositions de la résolution 1409 relative à l'Irak, adoptée, mardi 14 mai, par le Conseil de sécurité de l'ONU :

- Le programme « Pétrole contre nourriture » établi en décembre 1996 reste en place.
- Une nouvelle liste de produits sujets à examen et les procédures révisées relatives à son application entrent en vigueur le 30 mai 2002.
- L'embargo sur les exportations d'armes à destination de l'Irak reste en place. Tous les biens qui ne sont pas sur la liste d'articles sujets à examen (*goods review list-GRL*) peuvent être librement

vendus ou procurés à l'Irak, après approbation du Bureau chargé du programme Irak (BPI). Les produits figurant sur la GRL peuvent être vendus à l'Irak après approbation du Conseil de sécurité.

- Le Conseil de sécurité procédera régulièrement à un examen approfondi de la liste, le premier devant être fait dans les 180 jours après le rapport du secrétaire général de l'ONU.
- Chaque demande d'expédition de produits vers l'Irak doit être adressée avec toutes les spécifications techniques à l'ONU, qui l'examinera et l'enregistrera dans les 10 jours ouvrables.

L'ONU peut demander des informations supplémentaires et, si elles ne sont pas fournies dans les 90 jours, décider de ne pas donner suite à la demande qui, au bout d'une nouvelle période de 90 jours, sera considérée comme caduque.

- Les demandes seront également examinées par la commission de l'ONU pour le contrôle, la vérification et l'inspection (Unmovic) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et, à moins d'une décision dans les dix jours de ces deux organismes, considérées comme approuvées.

A Bagdad, dans le huis clos de l'embargo : « On a eu les bombes du père. On aura celles du fils »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Nidhal (« combat »), Nassir (« victorieux »), et Moudjahed (« combattant »), ces trois jeunes Bagdadis

REPORTAGE

Pérégrinations dans la capitale d'Haroun Al-Rachid sous embargo

qui portent des prénoms marqués par la ruineuse guerre que leur pays a menée contre l'Iran entre 1980 et 1988 sont appelés sous les drapeaux ce 1^{er} juillet. Durée du service militaire : trois ans pour les deux premiers, dix-huit mois pour le troisième, étudiant. Soldats, ils se doutent bien qu'ils risquent d'être confrontés à d'éventuelles opérations militaires contre l'Irak. « L'Amérique va nous frapper, c'est certain. On ne sait pas quand, c'est tout », dit Moudjahed, 23 ans, étudiant en sciences économiques, calme et résigné comme un bon musulman. « Accomplir son devoir sacré pour le pays, c'est un grand honneur. J'attends juillet avec impatience », confie-t-il, tout en jouant un air gai sur son oud, le luth arabe.

Dans la petite boutique d'instruments de musique, située sous les arcades ombragées de la rue Al-Rachid, au cœur du vieux Bagdad, tous les après-midi, Moudjahed et un de ses copains de la fac viennent remplacer le patron parti donner des cours de musique à domicile. Lunettes rondes, petite houppe plaquée par du gel de contrebande, chemisette à petits carreaux et pantalon sombre à pinces repassé avec soin : Moudjahed ressemble à ces étudiants sages des séries américaines sous-titrées en arabe que la chaîne jeunesse de la télévision irakienne diffuse à volonté. Cet amateur de grande musique arabe n'est même pas amer quand il conclut : « L'administration américaine ne va pas nous lâcher. On a eu les bombes du père. On aura celles du fils, ils nous ont fait la promesse, ils vont le tenir. »

Au pays de Haroun Al-Rachid, dans la rue même qui porte le nom du calife des Mille et Une Nuits, on se rend pour différentes raisons dans cette boutique sans âge. Le plus souvent, on y vient pour écouter de la musique arabe classique jouée par des amateurs et des professionnels de passage, ou pour faire réparer un instrument, ou enfin pour prendre des cours. « Une fois

par siècle », plaisante Moudjahed, arrive « un vrai client providentiel »...

« ÉVITONS LES PROBLÈMES »

En vitrine, un accordéon chinois à 45 000 dinars (27 euros), une vieille mandoline italienne à 75 000 dinars, et enfin le joyau du magasin : un oud fabriqué par M'hamed Fadhel, un des luthiers les plus célèbres dans le monde arabo-musulman, toujours en activité dans son vieil atelier à Bagdad.

Dans le huis clos de l'embargo, le Bagdad d'aujourd'hui fête le 65^e anniversaire « du leader adoré par tous les Irakiens ». Onze ans après la guerre du Golfe, les ponts ont été reconstruits, l'électricité rétablie. Dans les grandes artères, mille feux brillent pour éclairer les statues du « dirigeant suprême » et les banderoles qui chantent ses louanges : « Saddam, la plus belle mélodie de l'Irak et sa voix sublime », « Saddam, l'épine dans les yeux du sionisme », « Saddam, le soleil des Arabes »...

En remontant la rue commerçante Al-Saadoune en compagnie de Nassir, 21 ans, impossible de tenter une discussion sur le président irakien : « Evitons les problèmes », dit simplement le jeune homme, actuellement au chômage, pour évacuer la question. Au passage, Nassir raconte l'histoire d'un ami de quartier qui avait « la fâcheuse habitude », quand il se saoulait, de se « taillader les bras avec une lame » et de « dire n'importe quoi à propos du régime et de ses dirigeants » : « Maintenant, il est en prison à Abou Ghrib, il a déjà fait dix mois, il lui en reste deux. Tant pis pour lui, dans la cellule du parti, on l'avait déjà prévenu. » Nassir, militant du parti Baas depuis trois ans, a assisté à son « conseil de discipline ».

« Il n'arrêtait pas de dire qu'il regrettait de dire n'importe quoi quand il buvait. Mais, au bout de deux reprises, on était obligé de le signaler à la poli-

ce... » On ne saura jamais en quoi consistait ce « n'importe quoi » qui a envoyé un « type névrosé » au bain. Au centre-ville, la rue qui longe le Tigre porte le nom d'Abou Nawas, célèbre poète à la cour du calife Haroun, connu pour avoir chanté les plaisirs du vin, la beauté des éphèbes et la cupidité des seigneurs. Nassir y habite avec sa famille dans une jolie maison de cinq pièces aux murs blancs fissurés. En réalité, depuis huit années, l'oncle, son épouse et ses quatre enfants ont vendu leur maison pour venir habiter avec la mère de Nassir et ses six frères.

Pour affronter la crise économique, de plus en plus de familles se regroupent. La tante de Nassir revient d'un voyage de dix jours à Damas, cela faisait cinq ans qu'elle n'y était pas allée : « Quel beau pays ! Bagdad, c'était comme ça avant, animé la nuit, paisible le jour, avec plein d'étrangers de partout dans les rues joyeuses », dit-elle avec nostalgie. De la Syrie, elle a ramené des tissus pour les revendre et des gâteaux d'Alep pour la famille. Nassir n'a pas travaillé cette semaine, mais il a une bonne excuse pour éviter les foudres de sa mère : « Je suis le seul assistant de mon patron, qui répare les appareils des cabinets dentaires. Ce n'est pas le travail qui manque, ce sont les dentistes qui n'ont pas assez d'argent pour nous payer. »

L'OURS ET LA TORTUE

Bagdad après minuit, dans le quartier riche d'Al-Arassates (« les mariés »). Le quartier « top », disent les Bagdadis. Nidhal, 19 ans, vient de fermer la « laundry », la laverie où il est employé depuis deux ans. Il y travaille sept jours sur sept, de 10 heures à 23 heures, « pour un salaire mensuel de 50 dollars ». Son frère Mountaha, 17 ans, qui travaille le matin, avant d'aller au lycée, sur un marché de fruits et

légumes, aide aussi à payer le loyer.

« Cette année, il passe le bac, et il a intérêt à le décrocher », dit Nidhal, qui compte sur son jeune frère pour le remplacer au magasin. Du balcon, Nidhal voit défiler toutes sortes de voitures conduites par les enfants de la nomenklatura irakienne et de nouveaux hommes d'affaires. Des Chevrolet canadiennes aux Volga russes, chaque voiture a son surnom dans les rues de Bagdad : « eddoub » (l'ours) pour la Mercedes des années 90 ; « al-watt-watt » (la chauve-souris) pour la BMW dernier modèle ; Nidhal, lui, se contente d'une « solhoufa » (la tortue), vieille Volkswagen « Coccinelle » de son cousin, qu'il récupère quand il est en congé, une fois par mois.

Nidhal sait que la jeunesse qui s'amuse dans ce quartier n'ira pas, comme lui, accomplir le service militaire. Une loi permet de se faire dispenser de ses obligations nationales moyennant la somme de 1,5 million de dinars. Pour Nidhal, qui ne compte plus en dollars américains, c'est vite vu : « Je n'aurai jamais les sept ou huit feuilles avant cet été » (une « feuille » : un billet de 100 dollars). Devant cet état de fait implacable, Nidhal, entre fierté et résignation, préfère parler d'une autre injustice, plus facile à exprimer : « Le vrai problème, c'est que l'Amérique nous déteste viscéralement. »

Tewfik Hakem

Le Monde

16 MAI 2002

Romans à louer dans les librairies

Malgré une censure des plus rigides, on trouve encore des romans de toutes les époques à Bagdad. Dans les librairies, le rayon des ouvrages religieux est relégué à l'arrière-boutique (dans les autres capitales arabes, c'est le contraire). Deux jeunes femmes viennent louer des romans de Naguib Mahfouz. On peut trouver également, traduits en arabe, quelques oeuvres de Léon Tolstoï, Doris Lessing, Ernest Hemingway, Graham Greene...

Pour 3 000 dinars (1 930 dinars = 1 dollar), un père de famille offre à son fils écolier les deux tomes rapiécés de *Capitaine Fracasse*. En exposition, *Léon l'Africain*, d'Amin Maalouf, une biographie d'Oum Kalsoum, et *Les Discussions avec Staline* : « Seuls des professeurs ou quelques notables continuent à acheter des livres, confie le libraire, les autres clients viennent faire des trocs ou louer pour quelques jours un roman ou un manuel scolaire. » Les deux derniers livres qui se « sont le mieux vendus » en ce début mai – une cinquantaine d'exemplaires chacun – sont deux livres qui relatent la vie artistique à Bagdad des années 1930 aux années 1970. – (Corresp.)

IRAK Bagdad accepte la résolution 1409 du Conseil de sécurité qui modifie

le régime des pénalités tout en exigeant une levée de l'embargo

Saddam se plie aux sanctions de l'ONU

Thierry Oberlé

Bagdad accepte les punitions de l'ONU. Le régime de Saddam Hussein va composer avec la modification des sanctions pesant sur le pays, même s'il ne se prive pas de critiquer ces mesures. A en croire le ministre de l'Information Mohamed Saeed al-Sahaf, l'Irak « s'accommodera de la résolution 1409 concernant la prolongation pour six mois du programme pétrole contre nourriture (...) comme le prévoit le mémorandum d'accord signé par l'Irak et les Nations unies ».

Cette annonce peut être interprétée comme un nouveau

signe d'assouplissement des positions irakiennes. Annoncée à la sortie d'une réunion du Conseil de commandement de la Révolution, la plus haute instance dirigeante, deux jours après l'adoption de la motion par le Conseil de sécurité de l'ONU, elle intervient dans un contexte général de retour au dialogue. L'Irak a renoué, à l'occasion du sommet arabe de Beyrouth, en mars, des liens ténus avec ses ennemis d'hier, le Koweït et l'Arabie Saoudite. Dans le même temps, un début de coopération avec l'ONU s'est enclenché.

Le pragmatisme semble être à l'origine du fléchissement irakien. Confronté à la menace d'un conflit majeur avec les États-Unis, Bagdad a intérêt à gagner du temps, et donc à lâcher du lest. Le régime évite les provocations dans l'espoir de rebondir en jouant sur les divisions de la communauté internationale.

Désormais, l'Irak peut en théorie importer plus facilement des produits à usage civil. L'importation de ces articles, à l'ex-

ception d'une interminable liste de matières pouvant être détournées à des fins militaires de leur vocation normale, est toutefois soumise à déclaration au bureau des Nations unies chargé du programme irakien.

Ces « chicaneries » ont le don d'irriter les officiels irakiens. Dans un communiqué publié hier, la direction du parti Baas,

qui exerce tous les pouvoirs, a répété sa demande d'une levée totale de l'embargo et l'arrêt du survol par l'aviation américano-britannique des zones d'exclusion aérienne établies après la guerre du Golfe en 1991 dans le sud et le nord de l'Irak. « La solution à même de satisfaire le peuple irakien, de correspondre à ses intérêts et de réserver sa souveraineté sur sa richesse, ses ressources, ses eaux territoriales et son espace aérien, consiste à lever de manière totale et définitive l'embargo et à arrêter l'agression américano-britannique. » La presse est encore plus virulente. « Toutes les mesures prises depuis 1995 n'étaient pas destinées à alléger l'embargo mais présentaient des formules de substitution à cet embargo qui exonèrent les États-Unis et la Grande-Bretagne de toute responsabilité dans la lente extermination du peuple irakien », commente le journal *As-Saoura*. La résolution 1409 est une mesure prise pour « priver délibérément l'Irak des moyens d'assurer sa sécurité nationale », s'insurge de son côté le quotidien *Babel*, dirigé par Oudai Saddam Hussein, le fils aîné du président irakien.

Le vote des quinze membres du Conseil de sécurité – y compris la Syrie, longtemps indécise – prévoit-il est vrai de renforcer l'embargo militaire en vigueur depuis onze ans. Mais il facilite surtout l'acheminement

des vivres. L'existence d'une liste définissant clairement les produits interdits devrait ainsi empêcher les États-Unis et la Grande-Bretagne de geler une partie des contrats passés par Bagdad. Ces dernières années, les deux alliés avaient à eux seuls suspendus des transactions commerciales d'un montant supérieur à cinq milliards de dollars. Outre l'Irak, le principal bénéficiaire de la refonte du système sera la Russie dont plus de 750 millions de dollars de produits destinés à Bagdad étaient bloqués par Washington. Le vote de mardi est d'ailleurs le fruit de mois de négociations entre Moscou et les États-Unis. En tout état de cause, les sanctions ne pourront

être abandonnées tant que les inspecteurs de l'ONU n'auront pas pu confirmer le démantèlement des programmes irakiens d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, ainsi que des missiles susceptibles de les porter. Les experts onusiens qui ont quitté l'Irak peu avant les frappes américano-britanniques de décembre 1998 se sont vu, depuis, interdire l'accès au territoire irakien. Depuis mars, le chef de la diplomatie irakienne Naji Sabri et le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan ont eu deux séries de négociations sur la question des inspecteurs. La prochaine rencontre pourrait se dérouler dans les prochaines semaines.

(Avec AFP et AP.)

Dans la perspective d'une intervention armée destinée à mettre à terre le régime de Saddam Hussein, Washington tente de remobiliser les Kurdes

Défilé de diplomates au Kurdistan irakien

Erbil :
de notre envoyé spécial
Eric Biegala

La longue plaine qui s'étale aux pieds d'Erbil a reverdi avec le printemps. Depuis les murs décrépis qui ceinturent l'antique citadelle, l'une des plus vieilles de Mésopotamie, on aperçoit au nord la masse bleutée des monts Zagros, refuge traditionnel des Kurdes. Vers l'ouest et le sud, les hautes herbes ondulent à perte de vue, jusqu'au Tigre, jusqu'à Kirkouk et au-delà jusqu'à Bagdad. Un vrai boulevard pour les chars de Saddam, qui

sont d'ailleurs embusqués à moins de 100 kilomètres. A l'évidence, Erbil est indéfendable.

Mais l'heure n'est pas à la défense. C'est à Erbil et Süleymanie, les deux principales agglomérations d'un Kurdistan irakien autonome depuis la fin de la guerre du Golfe, que Washington espère trouver quelques alliés dans sa croisade contre Saddam.

« Les Américains étaient encore là il y a quelques jours », concède Sami Abdulrahman, vétéran politique de la résistance kurde et aujourd'hui vice-premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan. Délégations du Dé-

partement d'Etat et diplomatie parallèle se succèdent en effet dans les appartements réservés.

En ville, on croise dans le hall des hôtels une faune interlope de conseillers étrangers, de politiciens locaux, de miliciens en armes, de trafiquants et probablement de barbouzes irakiennes, chacun supputant de la forme que prendra l'intervention américaine.

« Les Etats-Unis voulaient d'abord organiser un coup d'Etat... nous leur avons fait comprendre que Saddam Hussein était à l'épreuve des coups », raconte Sami Abdulrahman.

Ayant survécu à six tentatives, le maître de Bagdad a en effet élevé la paranoïa du dictateur au niveau d'un art subtil. Chaque commandant militaire irakien est doublé d'un représentant du Jihaz al-amin al-khas, la police politique dirigée par Koussay, son propre fils. Quant aux divisions de l'armée, elles sont privées de leurs munitions tant qu'elles n'ont pas reçu leur feuille de route, histoire d'éviter les tentations...

« Le timing de Washington n'est pas encore arrêté mais le second scénario américain repose sur une attaque aérienne massive, poursuit le « vice-premier ministre » kurde. Cela

LE FIGARO VENDREDI 17 MAI 2002



C'est à Süleymanie (notre photo) et à Erbil, les deux principales agglomérations d'un Kurdistan irakien autonome depuis la fin de la guerre du Golfe, que Washington espère trouver quelques alliés dans sa croisade contre Saddam. (Photo Karim Sahib-STF/AFP.)

pourrait marcher à condition que la population irakienne se révolte : tout le monde en a assez de Saddam...

Les experts, comme une partie de l'Administration américaine, restent beaucoup plus circonspects quant à la perspective d'un affaiblissement rapide du régime. D'autant qu'en attendant l'orage, le « rais » de Bagdad n'est pas resté inactif. Son potentiel militaire aurait été déplacé, notamment sur la probable ligne de confrontation

avec les Kurdes. Le corps d'armée « Jérusalem » a ainsi pris position en face d'Erbil. Les infrastructures sensibles du pays seraient également

entraînées à être démenagées. « C'est la principale raison pour laquelle les exportations de pétrole ont été arrêtées... », affirme un haut fonctionnaire de l'administration kurde autonome. L'Irak a suspendu ses exportations pendant un mois, officiellement en protestation contre les opérations israë-

liennes dans les Territoires palestiniens.

Une attaque américaine contre Saddam ne semble toutefois pas imminente. Dans son édition du 28 avril, le *New York Times* révélait que les planificateurs du Pentagone ne prévoyaient rien avant le début de l'année prochaine, le temps pour Washington de fourbir ses armes (une action impliquant jusqu'à 250 000 soldats américains étant envisagée) et de convaincre ses alliés.

A cet égard, la tournée du vice-président américain Dick Cheney au Proche-Orient, courant mars, s'était révélée particulièrement décevante, tous les États visités s'étant déclarés opposés à une action contre Bagdad.

Quant à trouver des alliés en Irak même, y compris dans un Kurdistan irakien autonome et déjà protégé par l'aviation anglo-américaine, l'objectif est plus difficile qu'il n'y paraît.

Les deux principales factions kurdes : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, basé à Erbil, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani qui contrôle Süleymanîye ne se battent plus entre elles depuis l'ac-

cord signé à Washington en 1998. Mais l'inimitié entre les deux leaders demeure proverbiale. Les Américains ont toutefois réussi à les faire s'asseoir à la même table en Allemagne à la mi-avril. L'objectif : remettre en branle l'accord de Washington et dresser l'inventaire des forces militaires disponibles. Les Kurdes en auraient profité pour exiger quelques garanties quant à l'avenir de l'Irak, leur grande peur étant de voir Saddam Hussein simplement remplacé par un autre général-dictateur ayant cette fois l'appui des Américains. Il est vrai que les États-Unis ont par deux fois déjà poussé les Kurdes à la révolte, avant de les abandonner en rase campagne en 1975 et 1991.

Autre inconnue de taille : la position turque. L'Irak fédéral envisagé par les Kurdes en

remplacement du régime de Saddam est regardé d'un très mauvais œil à Ankara, où l'on entend empêcher la perpétuation d'un Kurdistan plus ou moins autonome. « S'il y a une guerre [entre les États-Unis et l'Irak], cela dégènera ici en une guerre civile, pronostique Cemal Shah, l'un des diri-

geants du Front Turcoman d'Erbil. Nous voulons que la Turquie nous protège. »

Ankara soutient en effet les Turcomans d'Irak, du moins ceux qui résident dans le Kurdistan autonome. Ils y disposent d'une milice de 400 à 600 hommes et d'une autre « force de maintien de la paix » de 300 supplétifs, encadrée par des officiers turcs. La Turquie entretient par ailleurs dans la zone, plusieurs milliers de ses propres soldats, appuyés par des chars.

Si c'est paradoxalement grâce aux détournements de l'embargo en direction de la Turquie que les Kurdes se sont enrichis depuis quelques années, Ankara entend aujourd'hui y mettre bon ordre. Les militaires turcs auraient récemment exigé de leur gouvernement la fin du commerce transfrontalier. Quant au projet turc d'ouvrir un second poste-frontière avec l'Irak, susceptible de court-circuiter les échanges avec les Kurdes au profit du régime de Bagdad, il vient juste d'être stoppé par la diplomatie américaine.

Un entretien avec un spécialiste du dossier kurde et des questions de terrorisme et de guérilla

Gérard Chaliand : « Il y a neuf chances sur dix que les Américains attaquent »

Spécialiste reconnu du dossier kurde ainsi que des questions de terrorisme et de guérilla, ancien enseignant à l'ENA, Gérard Chaliand est conseiller auprès du Centre d'analyse et de prévisions (CAP) du ministère des Affaires étrangères.

LE FIGARO. – Quel pourrait être le rôle des Kurdes dans une possible campagne américaine contre Saddam ?

Gérard CHALIAND. – Aujourd'hui, il y a neuf chances sur dix pour que les Américains attaquent l'Irak, Washington cherche donc des alliés dans le pays comme à l'extérieur. Pour ce qui est des Kurdes irakiens, ils ne peuvent absolument rien faire contre Saddam Hussein en plaine.

Tout dépendra en fait de la première frappe aérienne américaine et de son aptitude à « casser » les capacités offensives de l'armée de Bagdad. Dès que les Irakiens seront sur la défensive, les Kurdes pourraient jouer un rôle de supplétifs. A l'exercice, leurs cadres mili-

itaires font bonne figure. Ils disposent également de nombreux pechmergas aguerris.

En face, on dit l'armée de Saddam Hussein démolie...

A côté de l'armée irakienne proprement dite, il y a la Garde républicaine et d'autres troupes d'élite, peut-être 200 000 hommes qui sont des privilégiés en Irak et constituent l'armature militaire du régime. Ils n'auront plus rien à perdre en cas de conflit et se battront jusqu'au bout. Je ne crois pas que l'Irak de Saddam s'écroulera comme un château de cartes.

La Turquie redoute une partition du pays. La possibilité de voir naître un Kurdistan indépendant en Irak vous semble-t-elle réaliste ?

De tous les pays de la région, c'est la Turquie qui est la plus paranoïaque à ce sujet. La propagande turque insiste sur le risque d'un Kurdistan indépendant alors que les Kurdes se sont clairement prononcés pour un Irak fédéral. Actuellement, les Turcs sont en train

d'organiser les Turcomans d'Irak en une sorte de cinquième colonne. Ils ont aussi leurs propres soldats sur place mais je ne crois pas que les Américains leur laisseront le champ libre : les alliés arabes de Washington ne le permettraient pas. On ne touchera pas à l'intégrité territoriale de l'Irak, même sous une forme déguisée.

Comment appréciez-vous le développement du Kurdistan irakien ?

Pour les Kurdes, la période est effectivement sans comparaison depuis 1918. Le bilan de l'administration autonome est globalement décent. Ce qu'il y a de plus frappant, c'est le traitement des minorités. Les Assyriens, les Chaldéens, les Yezidis, les Turcomans : tous ces groupes ont des journaux, des partis politiques et leur participation dans le gouvernement régional est même garantie. Le Comité International de la Croix-Rouge peut visiter les prisons sans témoins. C'est une situation unique au Moyen-Orient.

Propos recueillis à Erbil par E. B.

LIBRE AVEC SURSIS

Syrien, journaliste et militant des droits de l'homme, il vit en France après neuf ans de prison. Ses ennuis ne sont pas finis pour autant



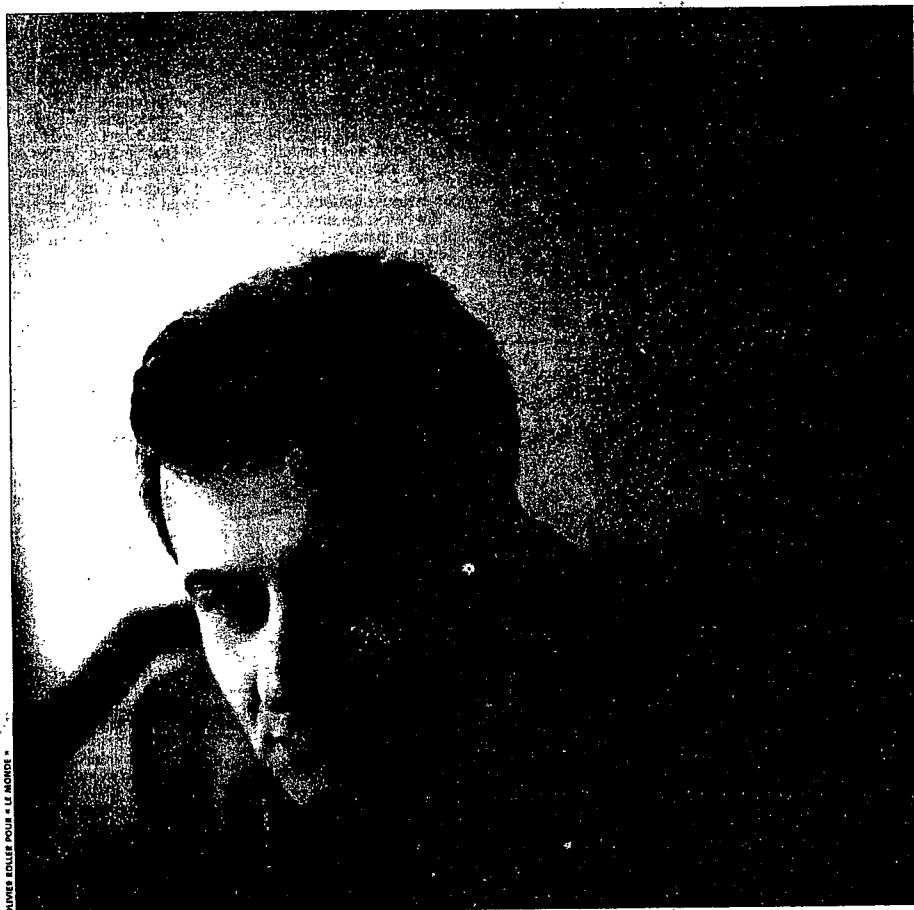
On s'attend à un homme fatigué. Un homme que neuf années dans les geôles syriennes auraient rompu. Et qui aurait perdu, avec le quart de sa vie passé sous les ver-

rous, le goût d'affronter ses censeurs. Nizar Nayyoub, 39 ans, journaliste et militant syrien des droits de l'homme, libéré le 6 mai 2001, n'a pourtant rien perdu de son opiniâtreté. Il est resté l'agitateur intransigeant et volubile que les autorités de son pays ont arrêté et incarcéré en janvier 1992 pour diffusion de « fausses informations » et appartenance à « une organisation illégale », les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie (CDF).

Neuf ans de prison ne lui ont pas ôté l'envie d'en découdre. Avec la Commission arabe des droits humains (ACHR) et en vertu de la loi belge de « compétence universelle », il prépare plusieurs dépôts de plainte devant les tribunaux bruxellois. Pas moins de 70 barons du régime de Damas pourraient ainsi être poursuivis pour leurs responsabilités présumées dans des actes de torture ou des assassinats. Rassemblées par l'ACHR et l'ancien détenu d'opinion, des familles de prisonniers disparus ou morts dans le système carcéral syrien devraient dans les prochains mois se constituer partie civile contre ces hauts responsables. Au banc des accusés, assure Nizar Nayyoub, pourraient notamment se retrouver Ali Douba, ancien chef des puissants renseignements militaires, son successeur, le général Hassan Khalil, ou encore Mohammed Al-Khouli, ancien chef des services de renseignement de l'armée de l'air...

La détermination est intacte, mais l'homme est abîmé. Sa veste élimée est trop large pour sa carrure amaigrie. Et le cheveu, prématurément, a viré du noir au gris clair. Surtout, la démarche, gauche et tordue, rappelle que le journaliste est sorti de prison sur des béquilles, victime de lésions de la colonne vertébrale. Les séquelles, dit-il, de la « chaise allemande », une technique de torture pratiquée dans les prisons syriennes. Lorsqu'il évoque ces séances, des grondements de colère le disputent à d'amers éclats de rire. Et les mots lui manquent. Sur une feuille de papier, il dessine la forme d'un socle articulé. Le supplicié y est allongé sur le ventre, attaché au niveau des reins et des épaules. Deux flèches montrent sur son schéma comment l'instrument est replié dans le sens inverse de la courbure du dos. « Si tu es svelte, souple et que tu simules bien, tu peux t'en sortir sans trop de dégâts, raconte-t-il. Sinon, tu les supplies de te dire ce qu'ils veulent entendre, pour pouvoir parler ! »

A son arrestation en janvier 1992, il est responsable de *Sawt al-Democratiyya* (La Voix de la démocratie), petit bulletin men-



OLIVIER BELLIER POUR « LE MONDE »

NIZAR NAYYOUB

suel des CDF, l'association fondée trois ans plus tôt avec quelques comparses, venus d'horizons politiques variés, au total une quarantaine de personnes qui seront interpellées en même temps que lui. Dix-sept seront condamnées à des peines d'emprisonnement. Auparavant, Nizar Nayyoub avait déjà été arrêté à deux reprises – notamment pour un pamphlet dont il était l'auteur –, bien qu'il soit peu impliqué dans les partis d'opposition syriens. Bizarrement, le mouvement dont il semble le plus proche est le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). Son engagement pour la cause palestinienne date du

début des années 1980, alors qu'il achève, à l'université américaine de Beyrouth, ses études d'économie : parallèlement à celles-ci, il travaille pour l'agence de presse officielle de l'OLP (Wafa) dans la capitale libanaise assiégée par l'armée israélienne. Et c'est aux côtés des Libanais et des Palestiniens, sous l'artillerie de Tsahal, qu'il apprend « la capacité des gens simples à résister ». A son retour à Damas, il collabore à *Al-Hurriya* (La Liberté), journal proche du mouvement de Nayef Hawatmeh, auquel la Syrie donne asile. Il n'en refrène pas pour autant ses critiques à l'égard du régime.

Mais ces piques restent peu de chose, toutefois, face au tort que sa détention va causer à l'image des autorités syriennes. « *Emprisonné, il leur est devenu presque plus nuisible qu'en liberté* », juge un chercheur à Amnesty International, spécialiste de la Syrie. Et ce surtout à partir de 1997, à mesure que l'opposant voit sa santé décliner et que l'administration pénitentiaire s'acharne à lui refuser des traitements médicaux adaptés. Très vite, plusieurs ONG de défense des droits de l'homme et de lutte pour la liberté de la presse s'emparent de ce caractère intraitable qui refuse d'être libéré ou soigné en échange du renoncement à ses engagements. « *En 1998, ils ont commencé à vouloir négocier avec moi, explique-t-il. Pour me libérer, ils exigeaient que je publie un démenti sur tout ce que j'avais écrit sur les droits de l'homme en Syrie et que je garde le silence sur les prisonniers disparus, sur les fosses communes de Tadmor, de Hama ou de Jdaidet Artouz... Bien sûr, j'ai refusé.* »

Rapidement, tous les rapports sur les droits de l'homme et la liberté de la presse dans le pays d'Hafez Al-Assad mettent en exergue le nom du journaliste-prisonnier d'opinion qui accumule les distinctions du fond de ses quartiers d'isolement. Un an après son arrestation, il reçoit le prix « *Freedom to Write* » de l'American Pen ; le prix RSF-Fondation de France lui est attribué cinq ans plus tard ; l'Unesco lui remet le Prix mondial de la liberté de la presse en 2000, année au cours de laquelle il reçoit la Plume d'or de l'Association mondiale des journaux. Dans le même temps, l'Institut international de la presse (IPI) voit en lui rien de moins qu'un des « *cinquante héros de la liberté de la presse* » du demi-siècle écoulé. Une distinction qu'il partage avec un seul journaliste français : Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde*.

La pression s'accroît en juin 2000, après la mort d'Hafez Al-Assad et l'arrivée au pouvoir de son fils Bachar. Lors de son voyage en Syrie en mai 2001, le pape Jean Paul II remet une lettre de RSF au nouveau président. Elle demande la libération immédiate de Nizar Nayyoub. Aiguillonné par les ONG, Paris - où Bachar Al-Assad doit se rendre en visite d'Etat - fait également pression pour que le journaliste retrouve la liberté. Dimanche 6 mai 2001 au soir, Nizar Nayyoub sort de cellule. Pas libre pour autant, puisqu'il est placé en résidence surveillée près de Lattaquié, dans l'ouest du pays. « *C'est une sorte de fou furieux, qui fait un peu penser au journaliste tunisien Taoufik Ben Brick, raconte un responsable de RSF qui lui rend visite peu après sa sortie de prison. Dès sa libération, il a été très présent dans les médias arabes, ce qui dans sa situation était un peu suicidaire.* » A son père qui, dans la maison familiale, lui répète qu'« *ils* » vont le tuer s'il continue à s'épancher ainsi dans la presse, raconte ce respon-

sable de RSF, Nizar Nayyoub rétorque simplement qu'il n'a « *plus rien à perdre* ».

Rien, sinon une revanche. Mais à Paris, dans un premier temps, ce ne sont pas les pontes du régime syrien qui devront rendre des comptes. Au contraire. Rif'at Al-Assad l'attaque en diffamation devant la justice française pour des propos tenus sur la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, le 15 juillet 2001. L'oncle de Bachar Al-Assad, vice-président déchu et exilé en Europe après une tentative de coup d'Etat contre son frère, le président, n'a pas apprécié d'être mis en cause par le journaliste dans le massacre du pénitencier de Tadmor. D'après Nizar Nayyoub, le 27 juin 1980, Rif'at Al-Assad a ordonné à ses « *brigades de défense de la révolution* » le meurtre de plusieurs centaines de prisonniers proches des Frères musulmans. L'opération devait être la réponse à une tentative d'assassinat perpétrée la veille sur la personne d'Hafez Al-Assad et attribuée à la confrérie musulmane. Le Tribunal correctionnel de Paris s'est déclaré compétent, mardi 26 mars, pour juger de l'affaire, les propos de Nizar Nayyoub - publiés par ailleurs sur le site Internet de la chaîne de télévision qatarie - étant accessibles depuis le territoire français.

Au cours de la même émission, Nizar Nayyoub n'épargne pas non plus le pouvoir en place, et évoque notamment la corruption qui, d'après lui, caractérise l'exploitation des gisements pétroliers de l'est du pays. La politesse ne tarde pas à lui revenir, sous forme d'une convocation d'un juge syrien, pour « *diffusion de fausses informations à l'étranger* ». Mais il est à Paris pour y être soigné, hors de portée de la justice de son pays ; il doit y rester. Avec tristesse, il raconte comment Riyad Turk, le vieux secrétaire général du Parti communiste (Bureau politique, parti interdit) n'a pas eu, lui, la chance de se trouver à l'étranger. Invité à cette même émission du 15 juillet, en duplex depuis Damas, celui que Nizar Nayyoub décrit comme le « *gentleman de l'opposition syrienne* » a été arrêté à la fin de l'été, ses propos ayant été jugés susceptibles de « *nuire à l'unité nationale* ». « *Au cours de la première audience, raconte l'ancien détenu, Riyad Turk a refusé de revenir sur les propos qu'il avait tenus sur Al-Jazira.* » Anouar Bounni, un avocat proche de l'opposition, de passage à Paris, confirme la détermination implacable du vieil opposant qui, libéré en 1998, a déjà passé dix-sept de ses 71 ans sous les verrous. « *Il a donné une consigne claire à ses avocats : en aucun cas ceux-ci ne doivent le défendre en remettant en cause ses convictions et son engagement politiques* », explique M. Bounni. L'arrestation du vieux militant communiste coïncide avec celles des députés Riyad Seif et Ma'moun Homsî.

AU total, dix figures de la société civile sont arrêtées à la fin de l'été. Sur les dix, huit ont commencé une grève de la faim le 19 mars, pour demander l'hospitalisation de l'un d'entre eux, l'économiste Aref Dalila, âgé de 64 ans, qui voit sa santé décliner. La vague d'arrestations rappelle les vieilles méthodes du régime et renvoie aux oubliettes les espoirs mis dans l'alternance au sommet de l'Etat. « *Les choses n'ont pas changé, diagnostique Nizar Nayyoub. Ces dernières arrestations d'opposants prouvent que le régime n'est pas près de changer.* » Une façon de répondre aux critiques dont l'ancien détenu d'opinion fait l'objet dans les rangs de l'opposition syrienne. Pour certains de ses anciens compagnons de cellule, Nizar Nayyoub n'est en effet qu'un provocateur dont les propos ne peuvent que braquer les autorités sans leur laisser la chance de s'amender. Des ennemis de toutes sortes, le journaliste syrien n'en manque pas. Le 22 mars, le bureau parisien d'Al-Jazira a reçu un communiqué émanant d'un groupuscule inconnu d'obédience chiite annonçant que la tête de l'« *apostat* » Nizar Nayyoub était mise à prix 250 000 dollars. Mais un journaliste arabe basé à Paris y voit un simple canular ou un « *coup tordu des services syriens* ».

Mais ni les diatribes de ses anciens compagnons de lutte, ni son exil forcé, ni le procès intenté à son encontre par Rif'at Al-Assad, ne semblent l'affecter. De son affaire contre l'oncle de l'actuel président syrien, il a même décidé de faire la première étape de sa revanche. « *La seule solution qui s'offre désormais à moi, lance-t-il, c'est de montrer la véracité des faits en produisant des témoins.* » Réunir des témoins et des victimes : l'exercice sera nécessaire à l'engagement de poursuites à Bruxelles. Mais nombre d'anciens prisonniers en exil rechigneront à venir déposer. Les familles restées au pays peuvent en faire les frais, comme c'est actuellement le cas pour celle de Nizar Nayyoub, régulièrement menacée depuis son départ.

La famille. Certains y voient le nœud de l'antagonisme entre les Assad et le dissident. Car, au regard de la tradition, il est sans doute autant un traître qu'un simple fauteur de troubles. « *Non seulement Nizar fait partie de la même minorité religieuse que les Assad [les alaouites], mais il est aussi membre du même clan familial, les Qarahilla* », précise Haytam Manna, porte-parole de l'ACHR, ami de longue date du journaliste dissident. Avant de raconter comment certains officiers des services de renseignement syriens raillaient le prisonnier : « *Pourquoi est-ce que tu nous ennuies ? Si tu te tenais tranquille, tu pourrais avoir un poste en or !* » Nizar Nayyoub en rit encore et dit ne rien regretter. Rien, sauf peut-être une chose : ne pas avoir revu sa fille depuis 1997, lorsqu'elle lui a rendu visite, pour la dernière fois, au pénitencier de Mezzé. Aujourd'hui, elle a 11 ans. C'est presque le temps que son père a passé en prison.

Stéphane Foucart
(Le Monde Interactif)

La démarche, gauche et tordue, rappelle qu'il est sorti de prison sur des béquilles, victime de lésions de la colonne vertébrale

Iraqi sanctions

Cosmetic surgery

CAIRO

Easing sanctions ends a UN squabble but will not greatly affect Iraq

TWELVE years after being imposed, the siege of Iraq is set to ease, a little. New rules passed on May 14th by the UN Security Council, allowing the country to import a broader range of goods with less fuss, are intended to improve the sorry lot of ordinary Iraqis—and shift blame for the country's misery away from Iraq's besiegers to the man who holds the keys to the castle, Saddam Hussein.

Letting a few more lorries rumble into Baghdad does not mean an end to the blockade. Iraq has still not convinced the rest of the world that it is free of weapons of mass destruction, and America is still threatening to force a "regime change" on the country. The UN controls all of Iraq's legal export revenues. It does not allow the foreign private investment that would enable Iraq to start rebuilding its shattered industry, agriculture and sanitation system. And it prohibits the spending of hard-currency earnings on local goods and services. This perpetuates Iraq's dependence on state-rationed imports, and—since oil earnings cannot be used to pay government salaries—leaves its teachers, doctors and nurses short of a living wage. Yet the new reforms represent the biggest overhaul of sanctions since 1996, when Iraq was allowed to resume selling oil.

The UN's oil-for-food programme has succeeded in stopping a precipitous plunge in living standards, stabilising Iraqi incomes at around a quarter of their pre-war level. However, its procedures have proved so cumbersome that it takes between six months and a year for an average shipment to make it into the country. Some \$5.3 billion in orders have been frozen because of American and British fears that they might serve some military purpose. In all, the \$54 billion-worth of oil sold under oil-for-food has translated into less than \$20 billion-worth of goods arriving in Iraq. This amounts to a meagre 41 cents a day per person, hardly enough to mend the country's broken infrastructure and restore its people's quality of life.

Under the new rules Iraq will still have to place all its oil earnings under UN control. Cash will still be siphoned to pay reparations for the Gulf war, joining the \$15 billion diverted so far. But whereas import contracts for virtually everything but food and drugs had previously to be vetted by a dawdling sanctions committee, the onus of blocking "dual use" items is now placed on independent UN agencies. ▶

▶ Anything that is not on a Goods Review List should now, in theory, be passed automatically within ten days. Although the list is 332 pages long, it is slightly less daunting than this length suggests, consisting mostly of components for weapons, military communications, and stuff Iraq would not want anyhow, such as underwater robots.

Iraqi shoppers, skinned by the black-market prices demanded for household goods, will be relieved to find more variety and better prices. Countries that Iraq has courted through trade will also be pleased. Russia stands to scoop some \$750m from deals that America is said to have now promised to unblock. Arab countries, some 13 of which have either signed or are actively negotiating free-trade agreements with Iraq, will also be hoping to cash in.

Their optimism may be premature. The long squeeze on investment in Iraqi oil-fields has kept its production capacity far below the potential of a country with the world's second largest oil reserves. Mr Hussein's brash politicking has been expensive, too. His month-long suspension of oil sales, called in April to protest at Israel's invasion of Palestinian cities, cost the country \$1.2 billion. Partly as a result, the current six-month phase of the oil-for-

food programme, which ends on May 30th, is suffering a \$3 billion shortfall in cash to pay for approved contracts. Just clearing this backlog will take months.

The Security Council passed Resolution 1409 unanimously. Even Syria, a temporary council member which happens to pocket a tidy income from smuggling Iraqi oil, voted in favour, albeit after the usual harrumphing about the double standards it accuses the UN of applying to Israel. The vote ended nearly two years of wrangling between America and Britain and the other three permanent members. The former were forced to dump provisions that would have clamped tighter inspections on Iraq's borders, but even the watered-down "smart" sanctions seem to endorse the view that Iraq remains a danger to world peace.

Iraq has described the measures as a "new harassment". But, under the threat of American assault, the regime has been cooling its language. The newspapers have taken to calling for dialogue with America and Britain. In talks with Kofi Annan, the UN's secretary-general, a third round of which is slated for later this month, Iraqi negotiators have hinted, ever so slightly, that a return of the weapons inspectors may be on the cards. ■

Turkey's media law

A backward step

ANKARA

New restrictions may make the press more pliable

A DARK stain on Turkish democracy is how Nuri Kayis, chairman of Turkey's broadcasting watchdog, described a new media law enacted this week by parliament. It will, among other things, let the media barons compete for lucrative government tenders and increase the number of television and radio stations each may own. With such inducements, it is no wonder that all of the big dailies and television channels have kept silent over the restrictions introduced by the law, which fly in the face of Turkey's efforts to join the EU.

For example, Internet service providers will in future have to submit pages to a magistrate for approval before putting them on the web. Similar rules that already apply to the printed media have been stiffened. Drastic new penalties have been imposed for violating broadcasting laws. And the 240-odd regional television channels and 1,200 radio stations, which on shoestring budgets serve as independent voices, will be even more vulnerable to collapse.

Mr Kayis accuses the government of trying to shift media attention away from corrupt politicians "to sensationalist trash and animal stories". The new law will mean more government ap-

pointees on the board of his agency, further diluting its modest independence. The bans that the EU wants scrapped on broadcasting in the Kurdish language remain. Only the Islamist opposition, whose voice is stifled by the mainstream media, fought the bill in parliament.

Ahmet Necdet Sezer, Turkey's non-executive president, who is a former judge and has become a champion for human rights, listed ten constitutional violations when he vetoed the law last year. Having done so once, he cannot do so again. But he can apply to the Constitutional Court for its annulment. That could take years. Meanwhile, media magnates will be free to snap up government contracts and buy stakes in state companies earmarked for privatisation.

In exchange they may well be nicer to the politicians. When newspapers owned by Aydin Dogan, Turkey's most powerful media boss, began heaping praise on Mehmet Ali Bayar, a youngish spark who gave up a stellar diplomatic career last month to lead a small conservative party, Mesut Yilmaz, a deputy prime minister, remarked that the new media law, then in draft, might have to be tweaked. Mr Bayar was soon getting fewer column-inches. ■

Peres encourages U.S. action on Iraq

Washington Times May 12, 2002 By Joyce Howard Price

Israeli Foreign Minister Shimon Peres said yesterday that he does not believe getting rid of Saddam Hussein should be postponed until the crisis between the Israelis and Palestinians eases.

Vice President Richard B. Cheney said leaders of several Arab countries he met with during his trip to the Middle East in March warned him against the United States moving militarily against Iraq while the Palestinian-Israeli conflict is still raging. A main purpose of his trip was to try to gather support for a campaign to oust the Iraqi leader. But Mr. Peres, interviewed from Rome yesterday on CNN's "Novak, Hunt & Shields," said, "You cannot sit and wait" while Saddam develops weapons of mass destruction.

Asked what he thinks of recommendations to defer an attack against Iraq until the Mideast crisis is less volatile, Mr. Peres said, "I'm not sure. Maybe a change in Iraq can facilitate a better solution to the Palestinian-Israeli conflict. It's not so clear that there is a simple answer."

"But Iraq is an issue in their own right, and a very terrible one. I think that everybody is a little bit impatient because there is a feeling that Iraq is developing nuclear weapons. They possess chemical weapons. They possess biological weapons. They are building missiles. And simply, you cannot sit and wait for meeting this challenge," Mr. Peres said. Mr. Peres said he cannot give a "precise answer" as to whether Saddam was involved with either Osama bin Laden's al Qaeda terrorist network's September 11 attacks or the subsequent anthrax-laced letters that were sent to some U.S. senators and other prominent figures. "But I believe Saddam Hussein is as dangerous as bin Laden. I don't see a real difference," said Mr. Peres, who is part of Israeli Prime Minister Ariel Sharon's coalition.

"He is killing. He is threatening. He is trying to achieve nonconventional arms. Now, if he were in your suburb, in my suburb? What would we do? Would we let him run free and crazy?" the foreign minister said.

Mr. Peres cited the "recent establishment of a quartet" comprising the United States, the European Union, Russia and the United Nations, which he believes could have significance in dealing with Iraq. "If they will act in concert, I believe it can help a great deal to solve the conflict with the Palestinians and us, and maybe create a front vis-a-vis the Iraqis," he said. Meanwhile, the London Sunday Telegraph reported in today's editions that Saddam has offered Palestinian leader Yasser Arafat a safe haven in Baghdad in the event of Israel forcing him into exile.

Also, Israeli Education Minister Limor Livnat, who accompanied Mr. Sharon to Washington last week, proposed yesterday that the United States appoint an interim Palestinian government to sideline Mr. Arafat, whom Israel has branded a terrorist. It was not clear whether she was expressing the views of the government. Mr. Sharon also wants Mr. Arafat moved to a symbolic leadership position devoid of authority.

The appointment of a new leadership should be followed - after an extended period - by Palestinian elections, Miss Livnat told Israel Radio. "The Americans need to be the ones exerting great pressure, as they did in Afghanistan," she said.

This article is based in part on wire reports.

* * * *

ILLEGAL OIL SURCHARGES EARN BAGHDAD EXTRA \$300 MILLION

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 5, No. 13, 10 May 2002

By evading UN rules, Baghdad is illegally siphoning off millions of dollars a year from its oil revenues, according to an investigation published in "The Wall Street Journal" on 3 May. The newspaper estimated that \$300 million had been diverted since late 2000. Quoting U.S. and UN officials, the newspaper reported that Iraq had imposed illegal surcharges on every barrel of oil it has sold in recent years, using a maze of intermediaries to cover its tracks. Instead of going into a fund for humanitarian aid and war reparations, much of the money is funnelled into Saddam Hussein's war chest. The rest goes in commissions to oil traders who are party to the scheme.

Explaining the method, the newspaper reported that Iraq sells oil at a UN-approved price to dozens of middlemen, mostly little-known overseas companies. But Iraq also demands a secret, additional fee for each barrel. The middlemen sell the oil on to big oil-trading companies at a price that absorbs the illegal surcharge. The oil traders pass on the surcharge to their customers, the giant refining companies. Meanwhile, the middlemen make legitimate payments, as required, into a UN bank account for humanitarian aid but transfer the surcharge into Iraqi-controlled bank accounts.

UN officials estimate the surcharges range from 20 cents to 70 cents on every barrel of oil sold through the oil-for-food program since late 2000. In addition, Baghdad receives an estimated \$1 billion from Syria each year for exporting oil outside the oil-for-food program. Other oil is smuggled to Turkey and Jordan. In total, U.S. officials believe Saddam has access to \$2.5 billion a year in illicit oil revenue. The newspaper quoted the officials as saying he uses this to develop weapons of mass destruction and consolidate his power.

The UN has been unable to properly police the oil-for-food program because divisions in the Security Council have given Iraq extraordinary control over its oil sales. Because Baghdad can choose its customers, UN officials have little power over that aspect of the program. Ironically, U.S. oil companies, led by ChevronTexaco, ExxonMobil, and Valero Energy are major purchasers of Iraqi oil, together accounting for nearly half of Iraq's oil exports.

Successive U.S. administrations have encouraged participation in the oil-for-food program as a way to help the Iraqi people, "The Wall Street Journal" noted. The newspaper interviewed the director of the oil-for-food program, Benon Sevan, who conceded it has been easily exploited by Iraq and middlemen. U.S. companies said their contracts stipulate that no payments have been made directly to Iraq and they have no reason to investigate whether traders are passing on illegal surcharges. Iraqi crudes remain attractive for U.S. refiners for technical reasons. Iraq keeps the price of its oil low, making it attractive to refiners despite the surcharges. Although UN rules stipulate that the price of Iraqi oil has to be set in consultation with three UN oil-pricing experts and approved by the Iraq sanctions committee, the committee has tended to give its approval. The newspaper quoted the U.S.-based Petroleum Industry Research Foundation as estimating that Iraqi oil has been priced some 35 to 65 cents per barrel below competing crudes.

"The Wall Street Journal" reported that illegal surcharges started soon after the oil-for-food program officially began in 1996 but Iraq realized it could take advantage of the system by selling to oil-trading companies rather than big refiners. In late 2000, the Iraqi State Oil Marketing Organization (SOMO) declared it would charge a premium of 50 cents per barrel starting from 1 December. Iraq stopped supplying companies which indicated reluctance. Bidders for Iraqi oil since have included a British fashion firm, a Thai rice company, an Armenian tobacco company, and many Russian companies. The newspaper quoted from a SOMO document saying companies favored by SOMO at present "are those from Russia, China, Syria, and Qatar only." (Simon Henderson)

* * * *

Should Turkey join the European Union ?

Daily Star (Beirut) May 17, 2002 By Mohammad Nouredine

Ever since the European Union (EU) accepted Turkey's application for membership in 1999, the issue of EU membership has become the most important pillar of Turkish domestic and foreign policy. After four decades of obfuscation, the EU finally came out clearly with specific demands that Turkey has to fulfill to be accepted as a member. These demands were enshrined in a so-called Accession Partnership Document (APD).

The ball was in Turkey's court. Unless Ankara fulfilled the conditions laid out in the APD, the EU would not agree to start accession negotiations with Turkey. These negotiations are scheduled for late this year, as soon as the Turks fulfill some basic conditions. The Turks used Europe Day (May 9) as an excuse to launch a wide-ranging debate about the country's chances for gaining entry into the EU. Opponents of membership in Turkey, it has to be said, let no opportunity pass without sniping at Europe. They accuse it of plotting to divide the country after failing to do so over the last 40 years. In fact, almost all Turkish officials are mouthing the phrase: "The West wants to divide Turkey!"

It is very odd indeed that hostility to Europe and the West in general should be restricted to the more secular (civilian and military) circles in Turkey. Turkey's Islamists, by contrast, are visibly enthusiastic about Turkey's mem-

bership of the EU – mainly for internal political reasons, rather than conviction. Whenever tensions rise between Turkey and a European country, the opponents of membership immediately start regurgitating all the problems the country had with Europe in the past, thus returning the psychological relationship with the EU back to square one.

That was what happened when Journalistes sans Frontières put up a map of the world at Paris' St. Lazare metro station recently. The map highlighted countries that the organization said did not enjoy press freedoms, together with photographs of their heads of state. In Turkey's case, the photograph printed was not that of President Ahmet Necdet Sezer, but that of Chief of Staff General Huseyin Kivrikoglu.

Needless to say, neither the Turkish Army nor its supporters in the press were amused. A storm blew up in Turkey. France was described as being Turkey's enemy since the mid-18th century.

A similar storm erupted when a Swedish newspaper printed a map of Turkey that depicted the southeast of the country as Kurdistan. In contrast to the sensitivity demonstrated by the Turkish Army to the issue of EU membership, supporters of membership have been pressuring the authorities to fulfill the conditions laid down by the EU leaders are due to meet late this year to assess Turkish progress, and decide whether to invite Ankara to negotiations over membership.

Motherland Party (ANAP) leader and Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz launched the pro-membership campaign. He issued a very blunt warning to his countrymen: If Turkey missed its chance to become an EU member, social frictions in the country will escalate. Yilmaz accused the army of obstructing the process of accession, saying that, because of military coups, Turkey missed many opportunities to join Europe. He described EU membership as a "national policy that cannot be abandoned."

EU conditions still outstanding include capital punishment, Cyprus, and the use of the Kurdish language in broadcasting and education.

Premier Bulent Ecevit says that carrying out the death sentence on Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan will harm Turkey. Yilmaz concurs, and says that the death penalty should be abolished altogether. But Nationalist Action Party (MHP) leader and Deputy Prime Minister Devlet Bahçeli disagrees (Bahçeli's MHP scored heavily in the elections of April 1999 by calling for Ocalan's execution).

Both the government and the military oppose the issue of Kurdish education and broadcasting. Even pro-EU Yilmaz supports a new radio and TV bill that prohibits the use of Kurdish. The EU decision not to wait for the Cyprus issue to be solved before welcoming the Republic of Cyprus into the union is seen by the Turks as the greatest danger to Turkey's relations with the EU.

A senior Turkish Foreign Ministry official says that while his government is concerned regarding the issues of capital punishment and the use of Kurdish, "we can still prevent these two issues from being used against us." He said that no executions had been carried out in Turkey for 18 months, while people are free to study their mother tongues.

But all these problems can be settled, if the will is there – especially on the Turkish side. The most important factor affecting Turkey's relations with the EU concerns whether Ankara sees membership as a strategic option or not.

Foreign Minister Ismail Cem recently described his country's relationship with Brussels as being based on interests. Cem said: "It is in the interests of both Turkey and Europe that we join the EU." Reiterating Turkey's traditional lament, Cem described the EU as a "Christian club" which will gain a secular identity by accepting Turkish membership. Some 500 Turkish intellectuals have signed a statement entitled "Turkey's place is in the EU," calling for Turkey to become a land of freedom, democracy, development, and prosperity. The signatories urged the country's rulers to distance themselves from their obsession with security. Commentator Cengiz Sandor says the Turkish economy will certainly collapse if Ankara fails to enter into membership negotiations with the EU by the end of this year. The country's political crisis will also deepen, Sandor says.

He blames "a handful of people" for endangering the future of the nation, describing this clique as a dagger drawn against Turkey's present and future. Sandor adds: "How ironic it is that those who repeat the word 'motherland' like a mantra are the same people who are threatening the country."

Sandor concludes: "For Turkey, there is only one political option for change – the EU."

Commentator Fehmi Koru says Turkish membership of the EU "is not inevitable." There are many European countries like Switzerland, he argues, that have achieved prosperity and stability for their citizens without joining the EU. But Koru goes on to suggest that Turkey's options outside the EU are very limited. The Turkey-US-Israel axis, he says, has become extremely dangerous, especially after Sept. 11.

Koru adds, "Turkey's balances over the last 50 years have been created within the Western world. Abandoning them in today's complex world could destroy Turkey. That is why it would be better for the country to take the necessary steps to ensure EU membership."

Miliet columnist Hassan Cemal says essentially the same thing: "If we want to attract the investments we need to develop our country, if we want to improve the state's political and judicial structures and if we want to create a realistic security framework, then we have to make the effort to join the EU."

Commentator Mehmet Ali Birand blames Europe for the lack of progress in Turkey's quest for membership. Europe, he says, fears Turkey's size which is equal in area and population to 12 European nations. Turkey's size would have a political effect within EU institutions equivalent to that of France and Germany. Moreover, according to Birand, Turkey would need \$35-\$50 billion in aid to put its economy on the right track. Europe doesn't want to shoulder such an expense. Birand says "full membership of the EU is a Turkish right that it will gain sooner or later." The process of Westernization in Turkey is 200 years old, while its relations with the EU are 40 years old. How much longer will the country have to wait before it gains full EU membership? Only the Turks, and then the Europeans, have the answer.

* * * *

Saddam deploys tanks to avert Kurdish uprising

15 May 2002

The Independent By Patrick Cockburn

Iraqi soldiers and tanks are massing on the border of Kurdistan in a warning to Kurdish leaders not to ally themselves with America against President Saddam Hussein.

The Iraqi leader also sent a high-level delegation to Kurdistan, the three provinces in northern Iraq that enjoy de facto independence, to express dismay at talks the Kurds held with the CIA in the United States.

Massoud Barzani and Jalal Talabani, the leaders of the two main Kurdish parties, had been flown to meet the CIA in Virginia because the agency wanted to establish two full-time missions with their headquarters in Kurdistan to co-ordinate action against Iraq. But the price the Kurds demanded was a guarantee that America would promise to defend them from retaliation by the Iraqi armed forces. The CIA was unable to give the guarantee, says The Washington Post. The Kurds refused to allow the bases, but their consideration of such a move appears to have made President Saddam nervous.

The Kurds control the only territory in Iraq not under the authority of the Iraqi leader. They have tried to keep on good terms with the Iraqi government and with Washington, but if President George Bush is determined to overthrow the Iraqi leader they want to be on the winning side. The visit to Virginia by Mr Barzani, the head of the Kurdistan Democratic Party ruling western Kurdistan, and Mr Talabani, who controls the east, was confirmed yesterday by Mahmoud Othman, a veteran Kurdish leader, in an interview with Radio Free Iraq.

Iraqi forces have moved forward on a broad front south of the unofficial border with Kurdistan, sources in the area say. The troops are unlikely to attack but their presence is a clear warning by Baghdad that it will not allow Kurdistan to become a haven for its enemies. The three main Kurdish cities, Arbil, Sulaimaniyah and Dohuk, are within a couple of hours' tank-drive from the Iraqi front line and vulnerable to long-range artillery fire. They could not be defended for long by Kurdish light infantry.

In the past few months, the Kurdish leaders have been toying with the idea of playing a role against President Saddam similar to that of the Northern Alliance against the Taliban in Afghanistan. But the Kurdish leaders know

they are militarily inferior to the Iraqi army, and probably would not commit themselves to Washington unless there were American ground forces to protect them.

The Iraqi government is convinced America will eventually try to overthrow it, and the Iraqi security forces will try to crush any rebellion before it gathers pace. Iraqi checkpoints and military posts have been set up on roads south from Baghdad to Basra, the area that was the heart of the abortive Shia rebellion of 1991.

Saddam's security officers are everywhere in the Shia holy cities of Najaf and Kerbala on the Euphrates river, recent visitors say. In Baghdad last week, the dictator ordered government ministers, officials and senior advisers to report for training with the Kalashnikov automatic assault rifle.

The Iraqi leader wants to make clear he will crush mercilessly any US-backed rebellion, but he is unlikely to invade Kurdistan, except as a last resort. Such an attack, he reasons, could give America and Britain the pretext for a new bombing offensive. For the same reason, Iraqi negotiators have shown greater flexibility in talks with the United Nations about the return of weapons inspectors to Iraq. They were withdrawn in December 1998.

* * * *

Turkish general in northern Iraq to meet Barzani, Talabani

Turkish Daily News May 18, 2002

SAADET ORUC A senior Turkish military official is on a visit to northern Iraq to meet with the leaders of the Iraqi Kurdish factions, the Turkish Daily News (TDN) was told. Gen. Nevzat Bekaroglu, who is the head of the Special Teams, was in Ser-u-rash, Salahaddin, the headquarters of Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) to meet with the KDP leader.

For months, there were problems between the KDP and the Turkish military and despite the repeated invitations from Ankara, the KDP leader Barzani has not visited Turkey. An improvement was visible in ties between Ankara and rival factions Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

After two-day-long talks, Gen. Bekaroglu went to the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK)-controlled Suleimania. Since the flights between Germany and Urumiyah have started, the Habour border gate lost its importance as a transit gate between the world and the Kurdish-held province of northern Iraq, well-placed sources said.

"After landing in Urumiyah, passengers take a two-hour-long drive by special buses and transportation is no longer a problem," sources said. Not only physically, but also politically, Turkey was due to lose its role as a bridge to northern Iraq, especially when the leaders of the PUK and the KDP met in Germany last month. According to the comments of the Iraqi Kurdish sources, Ankara became aware of the fact that it was being excluded from the ongoing process and also realized the determination of Washington to change the regime in Baghdad.

"Turkey was trying to work on the Turkomans. Later, it was seen that the Iraqi Turkomans were only there by name. And Ankara realized that the United States is determined to change the regime. Now, Ankara does not want to be excluded from the process," an Iraqi Kurdish official said.

* * * *

US may attack Iraq with Kurds' assistance

Dawn May 17, 2002

PARIS: A consultant to the French Foreign Ministry's Centre for Forecasts and Analysis (CAP: Centre d'analyse et previsions) says that in his opinion there's a 90 per cent chance that the United States will stage an attack on Iraq. Gerard Chaliand, a noted international specialist on guerrilla warfare and terrorism, says that the United States, according to his intelligence, will make use of Iraq's Kurdish population in the eventual unrolling of the US attack. "All will

depend," he cautions, "on the American first strike," which he says the US will undertake single-handedly, adding that "and whether the first strike is able to successfully destroy Baghdad's offensive capacities."

Only then, he says, will the United States be able to make use of the Kurdish forces which, he implies, it has nurtured on the ground, in preparation for the long-expected attack. "Once the Iraqi army is placed on the defensive," notes Chaliand, "the United States will be able to activate a Kurdish offensive within Iraq with Kurdish troops serving in a backup capacity."

He points to the country's presidential guard - which totals some 200,000 men in his estimation - as being one of the main reasons why, in spite of a US attack, President Saddam Hussein looks to have a good chance of remaining in power no matter how forceful a US attack.

"The presidential guard" - which he refers to as the "Garde republicaine" - "is a crack elite and includes some of the best warriors in the region." "Which is why," he adds, "I don't really believe that the US - in spite of its determination to attack Iraq, undoubtedly out of political considerations, parliamentary elections being held in November - will change the situation much either in Iraq or in the region, no matter how many forces they send to the front, no matter how superior their firepower."

"Another reason why the United States has been thinking twice about undertaking an attack is the perception that a successful offensive against Iraq - if that can be done, that is - would bring about in its wake a partitioning of the country, and the creation, within Iraq, of an independent Kurdistan state."

* * * *

Kurdish Security Official: Al-Qaeda Members joined Ansar al-Islam

Al-Watan (Kuwait) May 14, 2002

A senior official of the Kurdish security apparatus "Asashi" has warned that members of the Taliban movement and al-Qaeda organization have been joining the Ansar al-Islam fundamentalist organization ever since the end of the US Anaconda Operation in Afghanistan. He said that they are planning to fight on the north Iraqi front alongside this fundamentalist organization.

The official, who spoke to Al-Watan over the telephone from Sulaymaniyah, said: "Their numbers have been increasing since the Anaconda battle. We do not know their exact number. The danger they pose is daily getting worse." The Ansar al-Islam organization, that used to be formerly known as Jund al-Islam, has had regular contacts with al-Qaeda since 1989. According to confirmed and accurate information that the Kurdish departments possess, Bin Ladin's cadets used to make field trips to northern Iraq and leaders of Jund al-Islam used to visit Kandahar where a large number of them received military training in al-Qaeda's camps.

Ansar al-Islam, which has several hundred fighters, controls several Kurdish villages close to the Iranian border and on the edges of the zone that is under US and British protection.

The Kurdish security official, who refused to be identified, said that the "Iraqi Government secretly provided Jund al-Islam with funds and training to use it in implementing a scheme to weaken the Kurdish administration and undermine security in the Kurdish region." Jalal Talabani's PUK forces arrested Rafid Ibrahim Fattah, an Iraqi Arab and al-Qaeda member who revealed to his interrogators that he escaped from Baghdad to Iran in the mid-1980s and stayed at a refugee camp in Tehran. In 1989 he met with two Iraqis who had come from mujahadeen camps in Pakistan to carry out a specific mission, namely, to establish ties with the Islamic Movement in Iraqi Kurdistan.

A Kurdish journalistic source told Al-Watan that this movement is a broad political umbrella that split up into several Islamist factions, all at odds with each other ideologically. These included Jund al-Islam that later changed its name to Ansar al-Islam.

According to the Sulaymaniyah-based newspaper Anba Kurdistan, Rafid Ibrahim Fattah told his interrogators about a meeting he held with two persons in Iran. One of them was called Abu-Ayyub and introduced himself as a Bin Ladin representative. Fattah added that "Abu-Ayyub toured Iraqi Kurdistan for two weeks." He said that the other person was a Kurd called "Abu-Ja'far" who used to come periodically from Pakistan to recruit fighters

and transfer them to Peshawar where they stayed at a special house belonging to al-Qaeda. Fattah revealed that a delegation of senior Kurdish Islamists visited Afghanistan in 2000, met with Abu-Hafes al-Masri, and obtained funds from al-Qaeda to organize their movement's ranks and fund its activities.

Talabani's forces had earlier arrested a member of the Iraqi intelligence service called Qasim Husayn Muhammad, who admitted that he had been sent to the Kurdish region to inquire about the fate of a person called Abu-Wa'il, who was regarded as the liaison officer between the Iraqi regime and Jund al-Islam, and to make sure that he had not been killed or captured and to reestablish contact with him if he was still around.

According to Kurdish leaders, Jund al-Islam is no more than a local terrorist movement. It is influenced by al-Qaeda and considers the United States its chief enemy. Members of this movement are suspected of being involved in the assassination of Dr. Barham Salih, head of the local Kurdish administration in Sulaymaniyah in April. Some of the persons involved in the attack were arrested and made serious confessions the details of which will be revealed soon, according to Kurdish security sources.

In this context one can understand the decision reached by the two major Kurdish parties in the region, Talabani's PUK and Masud Barzani's KDP, to form a joint military operations room to combat and uproot terrorism in Kurdistan and halt the spread of the Kurdish fundamentalist stream. This stream is used as a Trojan horse by foreign powers and specifically by Baghdad's despotic regime to undermine the Kurdish experiment in the region.

* * * *

US Administration Reportedly Plans Decentralized 'Federal, Democratic' Republic of Iraq

Al-Hayat May 19, 2002 by Salamah Nimat

Reliable diplomatic sources confirmed to Al-Hayah yesterday that the US Administration is planning to establish a "federal democratic republic" in Iraq after overthrowing the regime of President Saddam Husayn. According to these sources, this republic will consist of "three separate entities administered by local and elected representative councils inside a united Iraq that will be ruled by a central federal government in Baghdad."

The same sources explained that Washington has begun contacts "to reassure countries neighboring Iraq that their interests will not be threatened" during the phase that will follow the overthrow of the current Iraqi regime and that these countries "will be informed in advance of the US plans in this regard." The sources added, "the clear specification of the US goals in advance will help persuade the countries neighboring Iraq to cooperate in order to bring about the desired change." The sources said that the US Administration has begun to leak some details of the plan through the media in order "to monitor the reaction of the countries that have not yet been informed by Washington of this plan for a federation." They said that President George W. Bush's Administration considers Turkey to be the "most important ally in the region in the cooperation to carry out the plan in view of its geographic location and its role as a Muslim secular and democratic state allied to Washington."

In Beirut, Jordanian Foreign Minister Marwan al-Mu'ashir denied that Jordan has any knowledge about this US approach. Answering a question posed by Al-Hayah, Al-Mu'ashir said, "any regime is the sole prerogative of the Iraqi people. An alternative regime cannot be imposed from the outside. This is an internal affair and we do not interfere in Iraqi affairs."

Washington's plan calls for "dividing Iraq into a Kurdish-Turkoman-Assyrian region north of the 36th line of latitude; an Arab Shi'ite region in the south; and an Arab Sunni region in the center." The plan also calls for the establishment of a central government in Baghdad that will administer defense affairs, foreign policy affairs, and energy (oil) affairs but with a decentralized system of rule that will allow the establishment of local governments, parliamentary councils, and security organs in the three regions. The plan also aims at keeping oil affairs, defense, and foreign policy in the hands of the central government in order to insure against the secession of the Shi'ite and Kurdish regions from Iraq. The plan also calls for proportionate political representation in the central government of all the main factions in the Kurdish and Shi'ite regions.

The diplomatic sources pointed out that some European and Arab quarters consider the US plan as "logical and rea-

sonable by admitting the fit accompli on the ground." They explained that the region of Iraqi Kurdistan already enjoys a kind of self-rule and many parts in the south are not under the control of the central government in Baghdad. These sources said that the US plan "may offer an incentive to unify Iraq in accordance with more fair and democratic conditions."

* * * *

Thinking federal thoughts: Kurdish conditions for helping America to change Iraq's regime

By Amberin Zaman May 23rd 2002
The Economist

FROM his compound overlooking Arbil, Massoud Barzani, leader of the stronger of the two Kurdish factions running northern Iraq, feels the weight of an approaching, and crucial, decision. He and his arch-rival, Jalal Talabani, who controls the eastern part of the Kurdish enclave, had just returned from meeting American officials in Germany to discuss the Kurds' possible contribution to an Iraqi "regime-changing" operation. Mr Barzani is determined not to take his people into anything "that fails to guarantee their security and their rights as equal citizens in a federal, democratic Iraq."

With some 50,000 men under arms and controlling an area roughly the size of Switzerland, the Iraqi Kurds are the strongest opposition group inside Iraq. But, unlike the Northern Alliance in Afghanistan, they lack sophisticated weaponry and they are encircled by unremittingly hostile neighbours. With Iraqi tanks parked just ten kilometres outside Arbil, it is easy to understand why Mr Barzani and many of Iraq's 3.6m Kurds are jittery.

They remember what happened when George Bush senior exhorted them to rebel against Saddam Hussein at the end of the Gulf war and then failed to support them. They have far more to lose today. Protected by American and British air power, and to the consternation of Turkey and Iran (both of which have bigger Kurdish minorities than Iraq), the Iraqi Kurds are in the process of building a modern country. From various sources of income, including a share of Iraq's oil-for-food deal and revenue from Iraq's illicit border trade with Turkey, dirt roads have been transformed into silky highways, hundreds of schools and hospitals have been renovated, and others have been built from scratch. Iran, Turkey and Syria keep physical access to the enclave under strict control, but the Internet and satellite communications are helping the Kurds to overcome their forced isolation.

"We are experiencing a Kurdish renaissance," boasts Saeed Barzinji, a French-trained law professor who runs Salahaddin University in Arbil. But Barham Saleh, a senior official working for Mr Talabani, knows that "We cannot envisage a free Kurdistan...it is our fate to live within the borders of Iraq. Unless we have a democratic government in Baghdad, our hard-earned gains will be destroyed."

As speculation about American intervention grows, Kurds living in America and Europe, who have helped spearhead the region's construction boom, are shying away from further investment. And aid agencies give warning that beneath the veneer of budding prosperity, the Kurdish economy remains very fragile, largely dependent on UN handouts. Military action of any kind could result in a humanitarian crisis for which no one is prepared.

Kurdish leaders seem to be convinced that sooner or later the Bush administration will remove the Hussein regime, and that they themselves will go along with the plans. But apart from the renovation of a few old Iraqi military airfields, there are no signs of any preparation. The Kurds are more interested in extracting a high price from America, including support for a future federal arrangement as the condition for any help they might give.

Turkey sees things differently

American officials have held off from making any such pledge. They have two reasons. First, the Iraqi Kurds will have to work out their future status with their fellow Iraqis. Second, Turkey, America's good ally, has given warning that any hint of Kurdish independence in northern Iraq would be met with a military response.

Over the past decade, America has looked the other way as Turkish troops made regular forays into the Kurdish enclave in pursuit of Turkey's Kurdish rebels from the now supposedly defunct Kurdistan Workers' Party. Some 250 Turkish military men are permanently stationed in the enclave, partly in order to arm and train a Turcomen

militia based in Mr Barzani's area. The presence of Turcomen there are anything between 800,000 and 2m in Iraq serves as a pretext for Turkey's intervention to "protect" its Turkic cousins.

Relations between the Turks and Mr Barzani have sharply deteriorated in recent months, mainly over the latter's refusal to continue to collaborate in military operations. Turkey has hit back by more or less halting the illegal import of Iraqi diesel through Kurdish-controlled areas since February, a move that has had a severe impact on the local economy. In addition, Turkey has been providing modest aid to Mr Talabani in a bid to dilute Mr Barzani's strength. This, in turn, has prompted Iran, another difficult neighbour, to indulge in its own trouble-making by allowing a murderous Islamic group, Ansar al-Islam, to operate in the impenetrable mountain terrain near the Iranian border.

The encouraging news is that the rival Kurdish factions appear to be resisting attempts by external powers to pitch them back into fratricidal fighting. This came to an end in 1996, after Mr Barzani invited Mr Hussein's troops to drive out Mr Talabani's forces from Erbil. While they were at it, the Iraqis also killed hundreds of Iraqi Arabs linked to a CIA-backed opposition group. While there is little likelihood of the Kurdish leaders returning to the power-sharing agreement sealed by their first and only parliamentary election in 1992, co-operation between them is growing.

They are speaking to the Americans largely with one voice. "We Kurds have never been this strong," said Hoshiyar Zebari, an aide to Mr Barzani. "It is time to stop being pawns in other people's games, to stand united and think big."

* * * *

HEALTH CENTER CONSTRUCTION AND RENOVATION PROGRESS REPORT

Kurdistan Today (KRG Erbil) May 11, 2002

The Ministry of Reconstruction and Development (MORAD) has released figures about health center construction and renovation in rural areas between 1997 and 2001.

Allocations totalling US \$ 4,110,241 were spent during Phases 1 to 6 of the SCR-986 program for health center construction by MORAD in cooperation with Habitat. 70 centers were constructed and 2 were renovated in villages and towns. 98 houses for medical staff were also built in many of these locations at the same time.

In the city of Erbil, 8 health centers and 8 physician homes were completed. Four centers and ten homes are under construction. Three more health centers and three homes are planned. In the city of Duhok, eleven health centers and eight homes for physicians were completed. Construction of health centers outside of main cities is part of KRG plans to provide essential public services for people living in these locations. The regional government believes that as these services become more available more people will choose to move back to their original villages.

The KRG also recognizes the need for better hospitals to be built in larger towns like Zakho, Aqra or Soran. Discussions have been ongoing with officials of WHO and proposals submitted under the SCR-986 program for the construction of 100-bed hospitals in several locations. At the recent meeting with the UN Humanitarian Coordinator for Iraq, the WHO representative indicated that a 100-bed hospital design is near finalization that would be suitable for towns proposed by the Ministry of Health. KRG officials have pressed WHO and other UN officials to move these projects forward as an urgent priority. The KRG has been dissatisfied with the length of time getting these hospital projects started and trusts that WHO will now get the work moving.

* * * *

MINORITY EDUCATION IN IRAQI KURDISTAN

Kurdistan Today (KRG-Erbil) May 11, 2002

After decades of war and destruction, the Iraqi Kurdistan Region has been enjoying a remarkable democratic experiment. Kurds, Turkmen and Assyrians have been targeted in the Arabization campaigns by the central government and continue to be targeted when they live in areas under the control of the central government. In this region, the KRG is determined to create a civil society that respects the basic rights of all of its citizens

In response to KRG policy, the Ministry of Education (MOE) has, since 1993, had committees to translate textbooks into Syriac and Turkmen. Then it publishes and distributes them to special language schools in Erbil and Duhok

In 2001, the Kurdistan National Assembly passed legislation that created two new directorates at the Ministry of Education one each for Turkmen and Assyrian education. Two new General Directors were appointed to lead them

There are 261 teachers and 2,448 students at the fifteen Turkmen schools. In Erbil, there are nine primary, four secondary schools and one kindergarten and in Duhok, there is one primary school. Syriac education is available at 34 schools where 625 teachers work with 8,859 students. In Duhok there are seventeen primary and two secondary schools while Erbil has eight primary and seven secondary schools. There are also three Arabic language schools in Erbil primarily attended by children from IDP families whose mother tongue is Arabic

The Ministry of Education Printing Department prints textbooks in Turkmen and Syriac once materials have been translated. Thousands have been distributed to schools in both governorates. Each year more materials are added to the resource list. In a major push in 2001, the Printing Department worked double shifts to print textbooks

The Ministry also has special curricula for religious education to respect the three main religious communities in the region: Muslim, Christian and Yezidi. Children participate in the religious education of their choice. The Teachers' Institute has training programs for those planning to work in Turkmen or Assyrian schools

The minority education program is very successful and reflects the regional government's commitment to create an environment that respects the basic rights of its citizens.

* * * *

UNIVERSITY OF SALAHADDIN INTERNET CENTER

Kurdistan Today (KRG-Erbil) May 11, 2002

The information and communication technology revolution that spread rapidly into offices and homes throughout much of the world during the past decade bypassed Iraqi Kurdistan due to the international embargo on Iraq. University students and faculty members were barred from access to the largest library that ever existed in the history of mankind: the Internet

In 1997, the University of Salahaddin, with 6,655 students and 446 faculty members, had access to the Internet for only two to four hours a week at an inconvenient private telephone service away from the campus. Nevertheless, relationships with universities in other countries were developed and some very limited information of academic value was obtained.

About two years ago, satellite Internet technology became available. The KRG arranged for a system to be installed in the University. Networked to eight terminals, this system expanded access to the Internet. But compared to the number of students and faculty members in need of information, still far too few could access the Internet

Around a year ago, additional satellite Internet systems were installed at considerable expense at most of the University's 14 colleges. These systems expanded access much further, but students and faculty are still far from the level of Internet access available in Europe and America

We have come a long way from 1997, when you had to go downtown to access the Internet, to today where we have a satellite Internet system in the University president's office networked to 14 terminals

The freedom we have been enjoying during the past decade has allowed and promoted Internet access. This is greatly assisting us to develop a civil society and to feel, act, and behave as global citizens

* * * *

Markets drop in Turkey over Ecevit's health



Reuters

Prime Minister Ecevit, right, being escorted Friday to the hospital in Ankara.

From news reports

ISTANBUL: Turkish stocks and the lira currency tumbled Friday after Prime Minister Bulent Ecevit was hospitalized for observation, amid concerns that the government's economic program will falter without the 76-year-old leader.

Ecevit will remain in the hospital for a week, Mehmet Haberal, president of Baskent University Hospital in Ankara, said. Ecevit was treated for an intestinal infection two weeks ago. Turkey's benchmark stock index fell 5 percent on the news, while the lira dropped more than 4 percent against the dollar.

Investors worry that Ecevit's situ-

ation could trigger elections before a 2004 deadline or undermine a coalition that is enacting tough spending plans and other changes promoted by the International Monetary Fund.

Ecevit had already been away from work for nearly two weeks, recovering from the infection and a back injury. He went to the hospital Friday for a check-up, and the sight of the frail figure leaving home had pushed markets a little higher in the morning.

Turkey's IMF plan aims to lower the cost of borrowing for a Treasury saddled with a heavy domestic debt load, but Ecevit's health has reversed some of the success of recent months in reducing bond yields.

Ecevit has led Turkey for the past three years, presiding over a three-party coalition that has supported efforts to reduce public debt and control inflation. His Democratic Left Party, like other Turkish political parties, is held together by its leader's personality. The prime minister has not named a successor.

The government and economic program would probably collapse without Ecevit, analysts said.

"If something happens to Ecevit — God forbid — then what will happen to the coalition government?" said Ebru Guvenir, head of institutional sales at Istanbul brokerage Koc Yatirim. "Who will form a new government? There are too many unknowns."

Berna Bayazitoglu, an economist at Credit Suisse First Boston, said: "Markets are worried because there's no succession plan. There'll be political chaos if he dies."

Turkey has fighting to emerge from a recession triggered by concerns about government stability. It started when investors pulled money out of the country after Ecevit and President Ahmet Necdet Sezer squabbled over corruption allegations in February 2001, forcing the government to devalue the currency.

The International Monetary Fund said Thursday that Turkey was on board to secure a \$1.1 billion IMF loan in June. (Bloomberg, Reuters, AFP)

May 18-19, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Retrenching on Iraq

The Washington Post

When President George W. Bush took office 16 months ago, the U.S. effort to contain Iraq's Saddam Hussein appeared in danger of collapse. United Nations sanctions against his regime were being massively violated, and neither exiled UN weapons inspectors nor anyone else appeared to have the ability to check his relentless drive to acquire weapons of mass destruction. The new administration responded with a strategy of retrenchment: Secretary of State Colin Powell attempted to sell Iraq's neighbors and the Security Council on a plan for relaxing the trade sanctions in exchange for tighter enforcement and a crackdown on the illegal trade that earns Baghdad at least \$2 billion annually. The plan went nowhere, thanks largely to the opposition of Rus-

sia. Then Sept. 11 radically altered the international landscape and convinced most Americans that international criminals such as Saddam Hussein could no longer be allowed to build and stockpile chemical and biological weapons and seek a nuclear capability. A consensus hardened inside the administration that removing the Iraqi regime was the only way to end the threat.

Taking effective action against Saddam Hussein has since proved far easier for Bush to talk about than to make happen. The obstacles to regime change, from rallying foreign support for a possible military campaign to identifying a plausible alternative government, are considerable. Still, it is odd to see the administration return to its original, pre-Sept. 11, fallback strategy. In a Security Council vote Tuesday that the administration claimed as a victory, the trade sanctions

against Iraq were duly relaxed, a step that by some estimates will allow some \$700 million in backlogged imports to go through. The new foreign supplies will be a plus for Saddam Hussein and a boon to Russia, which wins the lion's share of Iraqi contracts. But the United States will not get even the crackdown on illegal oil exports that it originally sought — Syria will surely continue its sanctions-busting imports of more than \$100 million in oil per year.

Administration officials are still peddling the now irrelevant pre-Sept. 11 argument that the new sanctions regime will deprive Baghdad of a propaganda argument about civilian suffering. More plausibly, they hint that cooperating with allies on the UN resolution, and on parallel negotiations to return UN weapons inspectors, is a necessary prerequisite to winning international support for more aggressive action. If that is

true, then the diplomatic dance may be worth enduring for a while. Still, it's hard to avoid the conclusion that Saddam Hussein continues to grow stronger. U.S. officials recently presented evidence to the Security Council that Iraq is again working on the production of banned long-range missiles. Members of the previous UN inspection

team have no doubt that it retains stores of deadly chemical and biological toxins; they say there is next to no chance that new inspections would neutralize or even locate these weapons. Yet Saddam Hussein feels confident enough to send his negotiators to New York with long lists of conditions for allowing inspectors in. If the Bush administration

allows it, its hollow victory this week will be followed by months of haggling over yet another futile measure. Such tactics make sense only in the absence of a coherent strategy.

Greek-Turkish cooperation ■ By George A. Papandreou

A unified Cyprus is essential for European unity

The visit last week to Cyprus by the United Nations secretary-general, Kofi Annan, indicates a new political will to solve the tragic division of the island.

Although the United Nations has repeatedly called for a unified Cyprus, after 28 years, Turkey continues to occupy one third of the island with more than 30,000 troops. This forced division has created distrust and tension between Greece and Turkey. On Cyprus, it has left many Greek Cypriot refugees bitter, having lost their property and loved ones. It has victimized the Turkish Cypriots, who have become isolated "citizens" of a pseudo-state recognized only by Turkey.

Some people talk of carving Cyprus into two states. Others talk of a double union with Turkey and Greece. Others propose hybrid solutions where quasi-separate states would create a quasi-unified Cyprus with a weak central government. These so-called solutions raise serious problems, some ethical (legitimizing the results of an invasion), some practical (creating a state that simply wouldn't function) and some geopolitical (bringing Greece and Turkey into constant friction).

All these proposals are based on mistaken assumptions: that there is an inherent inability for Greeks and Turks to live and work together; that protectionist intervention is imperative; and that Turkey needs Cyprus for its own military interests.

Cyprus will soon become a member of the European Union; final negotiations on accession will take place in December 2002. If the United Nations can facilitate a solution, a free and united Cyprus will join

a united Europe. If not, the internationally recognized Republic of Cyprus will join as a whole, leaving out the Turkish Cypriot community.

The Turkish Cypriot leader, Rauf Denktash, claims an independent, unified Cyprus in the EU would result in the Greek Cypriots dominating the Turkish Cypriots. Yet the EU guarantees that new members are consolidated democracies, with specific provisions to protect all citizens. Moreover, President Glafcos Clerides is prepared to accept a solution that guarantees broad domestic rule for both sides.

The benefits of a European solution for the Turkish Cypriots are obvious. Their participation in EU institutions will be guaranteed. They will reap the benefits of EU structural funds and, later, membership in the euro zone. The EU has prepared a peace

package of nearly €200 million to support their integration. Turkish Cypriots will become a link between the EU and Turkey. According to polls, more than 90 percent of Turkish Cypriots want to become EU citizens. Isn't it time their voices were heard?

EU membership calls for one central government with the authority to participate in collective decision-making. Solutions that disguise separatist intentions would not only stoke tension between Greece and Turkey, but also undermine an enlarged EU's ability to make effective decisions, as Cyprus's internal deadlocks could impede consensus.

Greece has chosen Europe as the path forward, which will lead us beyond historical divisions in the Balkans and Cyprus. That is why Greece voted to make Turkey an official EU candidate in Helsinki

three years ago. Greek-Turkish relations have consistently improved since then. From disaster relief to earthquake-stricken areas, we extended our cooperation to energy, agriculture, education, cross-border cooperation, illegal migration, and ridding our borders of anti-personnel mines. Trade has doubled and tourism has tripled. Turkey has supported Greece's effort to revive the Olympic Truce in the 2004 Olympic Games. We have jointly bid to co-host the 2008 European Football Championships. A solution on Cyprus will solidify this process; failure will undermine it.

Greece and Turkey can play an important role for stability in the Mediterranean, the Black Sea, the Balkans, the Caucasus and the Middle East. My recent visit with the Turkish foreign minister, Ismail Cem, to Prime Minister Ariel Sharon and the Palestinian leader Yasser Arafat highlights the opportunities to promote regional peace. Similarly, Cyprus recently helped resolve the deadlock over Bethlehem's Church of the Nativity.

In conclusion, I propose: let's stop making Cyprus a center of Greek-Turkish rivalry; let's not play big brother to our respective communities; instead, let's empower them to work cooperatively. Rather than dividing us with its artificial Green Line, Cyprus can become a showcase of unity and cooperation between Greeks and Turks, Christians and Muslims. We owe it to the next generations of Cypriots and to the prospect of wider peace in the region.

The writer, the Greek foreign minister, contributed this comment to the International Herald Tribune.

Bush to press Putin on Iran

Arms transfers and Chechnya on agenda for first Russia trip

By Peter Slevin

The Washington Post

WASHINGTON: President George W. Bush goes to Moscow on Thursday intent on cementing a move from conflict to cooperation with Russia but also determined to press the Russian president, Vladimir Putin, on arms transfers to Iran, Chechnya and other unfinished business, administration officials say.

Bush will be carrying a nuclear weapons treaty, under which the two countries will drastically reduce their nuclear warheads, and a pledge of closer relations between NATO and the faded superpower the Western alliance was created to contain. During Bush's talks with Putin, the White House wants to dispense with most talk of armies and ideology in favor of themes like counterterrorism and economic reform.

Yet adapting the rules and habits of Europe to Russia's tangled military and political bureaucracy will take time and more than a little cajoling, administration officials and analysts said.

Bush plans to ask Putin to block transfers of nuclear expertise and ballistic missile technology to Iran — the first time the two men will discuss in detail an issue that has long bedeviled U.S.-Russian relations.

The administration believes that Russian companies and scientists are helping Iran, which Bush has called part of an "axis of evil," develop weapons of mass destruction.

With Putin shackling the country's news organizations and prosecuting a war in Chechnya, U.S. officials acknowledge that the administration must choose how to blend its desire for warm relations with consternation at some of Putin's actions and methods.

"We've decided we're no longer going to be enemies," a State Department official said. "We've decided we're going to be friends. But we haven't decided what these friends are going to do together. The real challenge to the relationship is creativity. What's going to be on the agenda?"

Another Russia specialist said that the relationship was "something yet to be built by both sides."

This will be Bush's first trip to Russia, and the pomp quotient will be high. He will travel from formal meetings at the Kremlin and a dinner at Putin's home to a tour of St. Petersburg, the grand canal city of Peter the Great. Bush will meet business leaders, encourage the beleaguered Russian news media, consult with religious figures and speak to students on national television.

Much time has been set aside for one-on-one talks between Bush and Putin, who are meeting for the third time in 12 months. American advisers have concluded that Bush functions more effectively in a small, personal forum than reading from notes amid a large delegation.

Bush feels a positive connection with Putin, saying of the

former KGB officer when he met him last year, "I was able to get a sense of his soul."

Even before they shake hands in Moscow, the two men will have reached agreement to cut strategic nuclear warheads by two-thirds by 2012. Many details of the accord have been left undressed, but the deal's predictability pleases Putin, while its flexibility satisfies the Pentagon.

Perhaps as important, NATO's 19 foreign ministers agreed last week to grant Russia a significant voice in deliberations on such issues as terrorism, arms proliferation, missile defense and peacekeeping.

The pact stretches well beyond earlier arrangements, while ensuring that the Kremlin has no veto in North Atlantic Treaty Organization affairs.

Michael McFaul, a Stanford University professor, said that Bush's maiden trip to Moscow and St. Petersburg would be the last gathering properly termed a U.S.-Russian "summit conference."

"This is going to be the summit that punctuates the end of summits, for sure," McFaul said. "In many ways, the big issues of U.S.-Russia relations and Russia's relations with the West have been decided."

A senior American official talked with enthusiasm about a potential Russian return to normalcy, 85 years after the Bolshevik Revolution. This view holds that Moscow is lumbering erratically toward a more open economy, constructive foreign engagement and some political liberty.

Such problems as government campaigns against free speech, abuses by Russian soldiers in Chechnya and unregulated business relationships are seen as solvable with time and engagement.

"We have a shot at that great historic turn of Russia — these are historical possibilities," said the senior official, quickly adding, however, that Moscow had often disappointed upbeat predictions.

Jack Matlock, a former U.S. ambassador to the Soviet Union, said that integration with Europe would happen. "The only question is how easy, how long, how imperfect," said Matlock, now at Princeton University. "It's happening willy-nilly, although no one area is totally decisive."

An early test will be the administration's challenge to Putin to restrict technology transfers to Iran, where Russia is helping build a nuclear reactor in Bushehr and scientists have contributed missile expertise. Conventional arms sales have also been a problem. On several issues, Bush "will say, 'Stop!'" the national security adviser, Condoleezza Rice, said.

Russian officials have reacted in conflicting ways to Washington's nuclear proliferation complaints.

"Some say, 'We agree,'" a U.S. official said. "Some say, 'We're not doing anything.' Some say, 'It's nothing to worry about.' Some say, 'It's in the past.' And that's one reason why addressing this in a more systematic and comprehensive way, we think, is going to be important."

Next month, the United States will formally exit the 1972 Anti-Ballistic Missile Treaty over Russian objections. The administration also raised Moscow's hackles by dispatching troops to the former Soviet republic of Georgia to fight terrorism. In Central Asia, the U.S. presence is growing alongside the U.S. military bases that Putin permitted after Sept. 11.

On missile defense, the White House has offered a limited cooperative role to a Russian government deeply frustrated with U.S. plans to increase its military strength, especially at a time when Moscow has little money to spare.

Putin particularly wants economic integration, including foreign investment in an antiquated economy beset by corruption, bureaucratic ills and a lack of regulation.

The U.S. Chamber of Commerce reports that American direct investment in Russia since 1991 has been \$6 billion, compared with \$7 billion since 1989 in Hungary, a country about one-fifteenth Russia's size.

Despite progress in the U.S.-Russia relationship, even an administration official who tends toward optimism conceded, "It's Russia. You don't know what the future is."

International Herald Tribune
Wednesday, May 22, 2002

Nihat Akyol, l'adhésion turque pénalisée plus par l'économie que par les droits de l'homme

L'AMBASSADEUR
D'ANKARA AUPRÈS DE
BRUXELLES SOUHAITE
QUE L'UNION
DÉBLOQUE UNE
AIDE FINANCIÈRE
D'ACCOMPAGNEMENT

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Il offre le flegme de ceux qui en ont tellement vu que les tremblements de terre de l'actualité ne suffisent plus à l'ébranler. A 55 ans, Nihat Akyol, ambassadeur turc auprès de l'Union européenne, chargé de préparer les négociations d'adhésion de son pays, évoque sans alarmisme les effets des attentats du 11 septembre et de la montée des mouvements d'extrême droite en Europe sur l'avenir des relations de son pays avec l'exécutif bruxellois.

Ce diplomate pratique l'Europe depuis la fin des années 1970, lorsque quelques années seulement après avoir étudié à l'Institut européen de Nancy, il avait été envoyé dans la capitale belge au titre de premier secrétaire de la délégation turque. Au gré d'allers-retours entre Ankara et Bruxelles, l'essentiel de sa carrière a été consacré à cette question de l'intégration. Et des

moments plus difficiles, il en a connu. En 1997, par exemple, au sommet de Luxembourg, lorsque son pays a vu une nouvelle fois sa demande de candidature retoquée, tandis que lui passaient sous le nez les pays d'Europe centrale et orientale. La Turquie — parmi les premières avec la Grèce — frappait pourtant à la porte de l'Union depuis 1963. Cet « affront » a été réparé, deux ans plus tard au Conseil européen d'Helsinki qui a reconnu que la Turquie « est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats »... D'une certaine façon, laisse entendre l'homme tout en rondes et au ton mesuré, le plus dur est fait. La Turquie a été admise dans le processus d'intégration et ce n'est plus maintenant qu'une question de temps.

ÉTAPE FRANCHIE

La popularité croissante des idées d'extrême droite dans plusieurs pays de l'Union n'aurait certainement pas la même incidence si cette étape n'avait pas été franchie. « Trois millions de Turcs vivent en Europe, et l'écho que reçoit ce discours d'exclusion ne peut que nous inquiéter. Mais, maintenant, nous ne sommes plus un pays tiers. Nous avons un statut de candidat, il existe un cadre institutionnel qui trace l'avenir de nos relations. C'est un fait, la Turquie est candidate et elle sera jugée selon les mêmes critères que les autres. Il y a des handicaps, mais pas au point de créer des difficultés insurmontables. La trajectoire de la Turquie vers l'Union européenne est une



NIHAT AKYOL

► 1990 Diplômé de formation, il devient le délégué permanent de la Turquie auprès de l'Union européenne.
► 2002 A 55 ans, la majeure partie de sa carrière a été consacrée au rapprochement de son pays avec l'Europe ; il est aujourd'hui chargé de préparer les négociations d'adhésion. Il s'agit de son troisième poste à Bruxelles.

longue histoire, mais je ne crois pas à un possible renversement de cette situation. » Les attentats terroristes du 11 septembre ont rendu, selon lui, ce projet encore plus nécessaire en montrant qu'« Ankara peut jouer un rôle de modérateur entre les Européens et les pays islamiques ».

Le calendrier d'adhésion de la Turquie est cependant loin d'être tracé. « Nous voudrions une feuille de route claire, plaide Nihat Akyol. Nous sommes arrivés à un point où cette perspective est devenue nécessaire. Notre souhait est d'entamer les négociations d'adhésion au plus tard au

second trimestre 2003, pour ne pas creuser le retard avec les autres candidats. Les périodes transitoires sont les plus dangereuses, car elles peuvent être exploitées par les forces de résistance ». De façon surprenante, ce ne sont pas, selon lui, les dossiers qui empoisonnent le plus visiblement les relations entre Ankara et Bruxelles — comme la question du respect des droits de l'homme, le problème kurde ou le dossier chypriote — qui seront les plus durs à régler. « J'ai moins de craintes sur le plan politique qu'économique, explique-t-il. La privation des libertés individuelles est une réponse au terrorisme qui a secoué tout le pays. Cela est en train d'être corrigé. Nous serons bientôt au diapason de l'Union ». En revanche, le retard économique de ce pays de 65 millions d'habitants dont le produit intérieur brut (PIB) n'atteint pas 30 % de la moyenne des Quinze, sera, selon lui, plus long à surmonter.

L'an dernier, la crise financière a fait plonger le pays dans une récession historique avec un recul du PIB de 8,5 % et une dévaluation de 50 %. L'aide massive accordée par le Fonds monétaire international (FMI) a été négociée contre un vaste programme de réformes structurelles, en particulier dans le secteur bancaire. « Nous n'en verrons pleinement les effets qu'en 2005 », reconnaît Nihat Akyol, qui espère néanmoins que, d'ici là, l'Union européenne aura débloqué pour la Turquie une aide d'accompagnement au processus d'adhésion comparable à celle des autres pays candidats.

Laurence Caramel

Sangatte s'enfonce dans la violence

Tout doucement, la pression monte. Après de nouveaux heurts vendredi entre réfugiés, élus locaux et nationaux commencent à prendre conscience de l'urgence du « cas Sangatte ».

Vendredi après-midi, le centre de la Croix-Rouge de cette petite ville du Pas-de-Calais de 900 habitants, a été de nouveau le théâtre de violents affrontements entre réfugiés kurdes et afghans. Sept clandestins ont été sérieusement blessés dans une bagarre, à la



suite d'un match de football organisé dans l'enceinte du centre. Transitant à Sangatte dans l'attente d'un passage clandestin en Grande-Bretagne, les rivalités entre réfugiés se sont exacerbées avec le renforcement des dispositifs de sécurité aux abords du tunnel sous la Manche.

Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy et son homologue britannique David

21 MAI 2002

minutes

Blunkett, ont convenu ce week-end, de se rencontrer en juin et juillet pour étudier le dossier. Objectif : « trouver une approche communautaire concertée en matière d'asile et d'immigration ».

Le temps presse : à la dernière présidentielle, le Front national a récolté presque un tiers des voix des habitants de Sangatte, de plus en plus mécontents de la situa-

tion. Jack Lang, le candidat parachuté par le PS pour les législatives, a estimé, de son côté, qu'à terme, « le centre devrait être fermé ».

En attendant, comme tous les soirs, des dizaines de réfugiés

vont tenter leur chance pour embarquer vers l'eldorado anglais. Là-bas, pas de contrôle d'identité et surtout, la possibilité de travailler en attendant une régularisation. **B. B.**

TURQUIE Inquiétudes à propos de l'état de santé du premier ministre

Bülent Ecevit gouverne le pays depuis sa chambre d'hôpital

Istanbul :
de notre correspondant
Éric Biegala

« Le 57^e gouvernement continue dans l'harmonie », indiquait simplement hier le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres. Le cabinet Ecevit poursuit donc son action, mais dans quel état ! C'est à l'hôpital Bilkent d'Ankara que s'est tenue hier la première réunion de l'exécutif turc depuis 17 jours. Depuis le début du mois, en effet, le premier ministre, Bülent Ecevit, n'est guère sorti des mains des médecins. Traité depuis presque un an pour une myasthénie, une maladie caractérisée par une faiblesse musculaire aiguë, le chef du gouvernement apparaît régulièrement fatigué, titubant et parfois confus dans ses adresses publiques.

À 76 ans, Bülent Ecevit suit un traitement à la cortisone qui lui a fait reprendre un peu de poids mais son état de santé général n'est pas fait pour rassurer. « Il s'agissait de montrer que le premier ministre est à même de réunir son cabinet et de descendre un étage de l'hôpital », commentait hier Cüneyt Arcayürek sur la chaîne d'information CNN Türk. Cette faiblesse du premier ministre et les régulières mises en cause de son aptitude à diriger le pays interviennent à un moment clef pour la Turquie.

Le gouvernement doit en effet procéder à un sérieux coup d'accélérateur sur le chapitre des réformes exigées par l'Union européenne. Candidate depuis 1999, Ankara presse les



C'est dans sa chambre, à l'hôpital Bilkent d'Ankara, que le premier ministre turc, ici au côté de sa femme Rahsan Ecevit, a organisé hier la première réunion de l'exécutif depuis dix-sept jours. (Photo Mustafa Abadan/AP.)

Européens d'arrêter une date butoir pour entamer ses négociations d'adhésion. L'Europe répond en substance que la Turquie doit avoir fait quelque progrès en matière de libertés fondamentales au préalable.

Les projets de réformes autorisant l'usage de la langue kurde à la télévision ou abolissant la peine de mort avaient été gelés sur l'injonction de l'appareil sécuritaire le temps que l'Europe porte sur sa liste des organisations terroristes le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan aujourd'hui rebaptisé KADEK) et le DHKP-C (Parti-front de libération du peuple révolutionnaire). L'UE s'est exécutée début mai et les libéraux turcs poussent aujourd'hui le régime à autoriser un train de réformes significatives avant les vacances parlementaires.

Autre échéance qui menace de faire dérapier les relations

entre l'Union et Ankara : Chypre. L'île doit intégrer l'UE d'ici à 2004 mais les pourparlers de réunification entamés au début de l'année piétinent. Envahie par l'armée turque après un coup d'État grec fomenté à Nicosie en 1974, l'île est depuis coupée en deux. Le secrétaire général des Nations unies s'y est rendu la semaine dernière pour y encourager les deux parties et « particulièrement la partie turque » à trouver une solution avant la fin juin comme le calendrier des négociations le prévoyait. Mais le leader des Chypriotes-Turcs, Rauf Denktaş qui préside une autoproclamée République turque de Chypre Nord soutenue par Ankara a indiqué qu'une solution « équitable » n'était pas en vue. S'il avait été en meilleure forme, Ecevit « aurait pu faire le tour des capitales européennes » pour leur présenter les arguments

turcs remarquait hier Sami Kohen, chroniqueur diplomatique au quotidien *Milliyet*.

Enfin, la santé chancelante de Bülent Ecevit menace également par ricochet le plan d'ajustement signé avec le FMI et nanti d'une enveloppe de 16 milliards de dollars. Premier débiteur mondial du Fonds, la Turquie doit faire passer d'urgence une série de lois portant sur la recapitalisation bancaire, les appels d'offre publics ou l'investissement étranger si elle veut pouvoir continuer à profiter des largesses du Fond. « Le problème, c'est qu'au mois d'avril la Turquie n'a pas du tout suivi les termes de sa lettre d'intention », signale un analyste occidental. Il est vrai que les réformes exigées s'annoncent douloureuses. Le gouvernement devrait ainsi préparer le départ d'environ 100 000 employés des entreprises publiques.

23 MAI 2002

La santé chancelante de son premier ministre, Bülent Ecevit, inquiète la Turquie

ISTANBÜL

de notre correspondante

Réunis mardi à l'hôpital Baskent, à Ankara, où le premier ministre turc, Bülent Ecevit, est traité pour une côte fracturée et une thrombophlébite à la jambe gauche, les dirigeants des trois partis qui forment la coalition gouvernementale ont rejeté la possibilité d'élections anticipées. « Le gouvernement poursuit ses efforts en harmonie, ont-ils déclaré dans un communiqué. Il serait bénéfique pour le pays de mettre fin aux discussions sur la tenue d'élections anticipées lancées par certains cercles. »

La santé chancelante de Bülent Ecevit, 77 ans, est source d'inquiétude depuis de longs mois. Bien que visiblement affaibli, le premier ministre avait démenti les rumeurs de maladie avec une obstination

presque soviétique. Son bref séjour à l'hôpital, au début du mois de mai, pour une infection intestinale, suivi par une période de convalescence à son domicile et une seconde admission à l'hôpital le 17 mai, a affecté les marchés financiers locaux, sensibles au risque d'instabilité politique. Le départ de M. Ecevit causerait des remous aussi bien à l'intérieur de son propre Parti de la gauche démocratique, qu'il dirige d'une main de fer avec l'aide de son épouse Rahsan, qu'au sein du gouvernement, où la présence de ce vétéran est perçue comme nécessaire à la survie de la coalition.

ÉCHÉANCES IMPORTANTES

La situation de la Turquie demeure fragile, après la crise financière qui a secoué le pays en 2001. Avec l'appui, et sous la pression, du FMI,

qui a signé en février un nouvel accord de stand-by de 16 milliards de dollars avec le gouvernement turc, Ankara met en place des réformes structurelles pour assainir son économie. A long terme, ces mesures, qui font obstacle au clientélisme, vont profondément changer la scène publique. La Turquie ne peut guère se permettre une période d'incertitude politique prolongée, d'autant plus qu'elle fait également face à des échéances importantes dans le cadre de ses relations avec l'Union européenne, notamment avec la question de Chypre.

L'abolition de la peine de mort et la possibilité d'autoriser des émissions en langue kurde figuraient parmi les sujets abordés par les dirigeants au cours de cette réunion exceptionnelle à l'hôpital, mais la fraction ultranationaliste de la coali-

tion a maintenu son opposition et la décision sur ces sujets, cruciale pour les progrès de la candidature turque à l'UE, a été reportée.

Les médecins affirment que le premier ministre est en voie de guérison, et le vice-premier ministre, Mesut Yilmaz, a déclaré que M. Ecevit pourrait quitter l'hôpital dans trois ou quatre jours. Mais l'« après-Ecevit » a, en quelque sorte, déjà commencé : les partis se préparent pour des élections qui, en théorie, ne doivent avoir lieu qu'au printemps 2004. Le Parti de la Turquie démocratique (DTP), un petit mouvement conservateur fondé par des proches de l'ancien président Süleyman Demirel, vient d'élire un jeune dirigeant, Mehmet Ali Bayar, qui a quitté la diplomatie pour se lancer dans l'arène politique.

Nicole Pope

24 MAI 2002

L'immigration, priorité de l'UE

La Commission est opposée à une «Europe forteresse».

Bruxelles (UE)

de notre correspondant

La percée de l'extrême droite et des partis populistes dans plusieurs pays de l'Union a brutalement hissé l'immigration tout en haut de l'agenda européen. José Maria Aznar, le Premier ministre espagnol, dont le pays préside l'Union, a annoncé, le 20 mai, que le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement de Séville des 21 et 22 juin sera saisi de propositions visant à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. L'Espagne, en accord avec la Grande-Bretagne, souhaite que les aides au développement soient à l'avenir conditionnées à la coopération des pays tiers dans cette lutte. En attendant cette rencontre au plus haut niveau, les quinze ministres de l'Intérieur de l'Union et leurs treize homologues des pays candidats à l'adhésion se retrouveront, jeudi prochain, à Rome, pour examiner la création

d'une police européenne des frontières. La Commission européenne, de son côté, a publié, le 7 mai, une «communication» proposant «une gestion intégrée des frontières extérieures» de l'Union.

Urgence. Ce coup de fouet n'est pas, en soi, une mauvaise chose, l'harmonisation des politiques d'immigration et d'asile faisant du surplace depuis le sommet de Tampere en 1999. Si la Commission a déposé sur la table de négociation un ensemble complet de textes, les gouvernements peinent à partager leur souveraineté dans ces domaines. Ils ont pourtant conscience que, seuls, ils sont largement démunis face aux flux migratoires. Après les élections françaises et néerlandaises, tous craignent d'être secoués ou emportés à leur tour par un vote protestataire. Tony Blair, le Premier ministre

Après les élections françaises et néerlandaises, tous les pays de l'Union craignent d'être secoués ou emportés à leur tour par un vote protestataire.

britannique, recevant Aznar à Londres le 20 mai, a fait le lien entre immigration et extrême droite: c'est «l'un des problèmes les plus urgents de notre époque», a-t-il noté. «C'est ce qui inquiète les gens en Espagne, en Grande-Bretagne, en France, dans tous les pays en Europe.» Son porte-parole a été encore plus explicite: Blair «pense qu'il faut s'occuper sérieusement des questions comme celle de l'immigration pour éviter que la

pression monte et soit utilisée par des extrémistes».

Personne ne nie que l'immigration fasse partie du sentiment global d'«insécurité». Mais, à Bruxelles, on s'inquiète de voir ce sujet ramené à sa seule dimension sécuritaire, celle du contrôle et de la chasse aux clandestins. La réalité de la clandestinité est indéniable: les estimations de ce phénomène insaisissable vont de 125000 à 500000 personnes entrant illégalement chaque année dans l'Union.

Mais réduire la question de l'immigration à la clandestinité serait aller un peu vite en besogne: quoi de commun, par exemple, entre les demandes d'asile qui submergent l'Autriche et les Pays-Bas, la délinquance de jeunes Français d'origine étrangère ou les clandestins débarquant massivement en Espagne ou en Italie? L'immigration est multiple: demandes d'asile, étudiants, regroupement familial, immigration pour le travail,

légale ou illégale, immigrés de la deuxième – ou de la troisième – génération qui continuent à poser des problèmes spécifiques d'intégration, etc. La réponse ne peut être univoque: stopper un bateau au large des côtes italiennes n'empêchera pas, en France, les voitures de brûler dans les banlieues.

Besoin de main-d'œuvre. Un discours uniquement sécuritaire risque de rapidement glisser vers le concept d'«immigration zéro». Tony Blair a pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas de bâtir une «Europe forteresse». Dans sa communication du 24 novembre 2000 sur «la politique communautaire en matière d'immigration», la Commission européenne soulignait qu'économiquement et démographiquement l'Union a besoin d'immigrés. D'ailleurs, les flux ont repris avec le retour de la croissance économique depuis 1997, note un rapport de l'OCDE de mars 2001. Le problème est qu'il n'est pas simple d'expliquer que le marché du travail manque de bras dans certains secteurs à des populations encore confrontées à un chômage important... Et que fermer les frontières, c'est à terme bloquer le développement économique de l'Union et renoncer à nos retraites ●

JEAN QUATREMER



24 MAI 2002

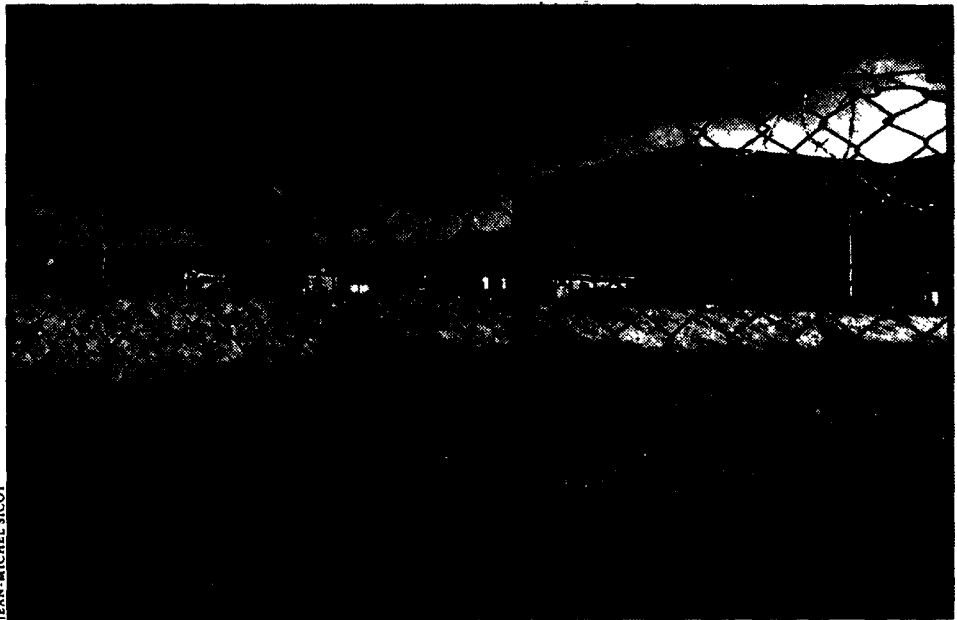
Un hangar pour éviter l'errance

Il a été ouvert en 1999 à la demande de l'Intérieur.

Il y a trois ans, des familles dormaient dans les squares de la ville de Calais. Hommes, femmes, enfants, principalement des Kosovars qui fuyaient leur pays et espéraient retrouver leurs proches en Angleterre. C'est pour les abriter qu'un centre d'accueil a été ouvert par la Croix-Rouge, à l'automne 1999, à la demande du ministère de l'Intérieur.

Un ancien entrepôt d'Euro-tunnel a été réquisitionné sur la commune de Sangatte, à 8 km de Calais. Dans cet immense hangar, grand comme cinq terrains de football, les cabines Algeco et les tentes de toile n'étaient pas faites pour durer. Le centre d'accueil était conçu au départ pour héberger 650 personnes. Depuis, il a fait des pointes à 1300, comme en ce moment. Deux fois le nombre d'habitants du village, situé à quelques centaines de mètres.

Passages risqués. Depuis l'ouverture, plus de 35000 étrangers ont transité par Sangatte, dans l'attente d'un passage clandestin en Angleterre. Seulement une grosse centaine d'entre eux ont demandé l'asile en France. Plus de 120 nationalités différentes s'y sont croisées. Les Kurdes et les Afghans sont majoritaires. Depuis quelque temps, les familles ont pratiquement disparu. La moyenne d'âge a chuté de 26 à 23 ans. Des mineurs isolés ont fait leur apparition. Les passages vers l'Angleterre, organisés par les passeurs pour 1000 euros environ, sont de plus en plus difficiles et risqués.



Conçu pour héberger 650 personnes, le camp de Sangatte en reçoit aujourd'hui le double.

Le port de Calais fut l'un des premiers points de départ. Après sa «sécurisation» en 2000, les clandestins se sont rabattus sur le site d'Eurotunnel, à 3 km du centre. Mais, en juillet 2001, le concessionnaire franco-britannique a lancé une opération «tolérance zéro», installant vidéosurveillance, maîtres-chiens et barbelés pour un coût de plusieurs millions d'euros. Enfin, il y a deux mois, la zone fret SNCF de Calais-Fréthun, autre point de passage, mettait en place un système anti-intrusion. Sa surveillance est dorénavant assurée par des agents de la surveillance générale de la SNCF, 60 gendarmes et une vingtaine d'agents de sécurité privés. Depuis l'ouverture de

Sangatte, plus de 10 personnes ont trouvé la mort en essayant de gagner l'Angleterre. Mais le danger ne décourage pas les candidats à l'exil. La nuit venue, ils sont des centaines à tenter leur chance. Et recommencent le lendemain quand ils échouent.

«Si on supprime le camp, on ne supprime pas le problème.»
Patrick Delouvin, d'Amnesty

Violences. Le climat dans le camp est de plus en plus tendu. La semaine dernière, de nouveaux heurts éclataient entre Kurdes et Afghans. Sept clandestins ont été blessés. Les violences ont explosé après un match de foot, mais certainement aussi à cause de rivalités de territoire, comme le presume la direction du centre. Le 15 avril, pour la première fois, un clandestin est mort dans le camp. Ce Kurde de 25 ans, pas-

seur avéré, a succombé à des blessures à l'arme blanche infligées lors d'une bagarre. «Un échec», selon le président de la Croix-Rouge, Marc Gentilini. Pourtant, la fermeture du camp de Sangatte, réclamée par Eurotunnel ainsi que par les Britanniques et envisagée par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, ne résoudrait pas à elle seule le problème. Mercredi, des associations de défense des droits de l'homme réunies en collectif de soutien à Sangatte, l'ont martelé. «Si on supprime le camp, on ne supprime pas le problème, il sera seulement moins visible», affirmait ainsi Patrick Delouvin, d'Amnesty. Sangatte fermé, on risque d'en revenir à la situation antérieure: des centaines de clandestins dans les rues●

CHARLOTTE ROTMAN

Répression et immobilisme en Iran

« **LES PRÉDATEURS** de la liberté de la presse, ce sont eux ! », proclame le dernier numéro (n° 171, mai 2002) de *La Lettre de Reporters sans frontières (RSF)*, publié sous forme de grande affiche quadrichrome. Trente-huit « prédateurs » dans 37 pays – 2 pour la Colombie – sont nommément désignés, photo-passeport, fonctions et bref justificatif de l'accusation à l'appui. Parmi eux figure Ali Khameneï, le Guide de la République islamique d'Iran, c'est-à-dire son autorité suprême, figure de proue du camp de ceux que l'on désigne commodément sous l'appellation de conservateurs. Qui plus est, mais c'est seulement l'ordre alphabétique qui le justifie, le Guide figure juste à côté de l'un de ses pires ennemis : Shaoul Mofaz, le chef d'état-major de l'armée israélienne. « *Les violations de la liberté de la presse ont des responsables et des commanditaires*, dit l'affiche. *Parce que ces prédateurs ont des visages, il faut les connaître pour mieux les dénoncer.* »

La République islamique vient de donner raison à RSF : le journaliste Siamak Pourzand a en effet été condamné à onze ans de prison pour « action contre la sécurité de l'Etat par ses liens avec des monarchistes et des contre-révolutionnaires ». Accusations que nul ne prend au sérieux, le véritable crime de M. Pourzand, directeur du centre artistique et culturel de Téhéran et chroniqueur dans des journaux réformateurs, étant d'être un libéral. Selon RSF, son lieu de dé-

tention n'est connu de personne.

Ce sont désormais 11 journalistes qui sont derrière les barreaux, sans compter les dizaines de journaux et de publications provisoirement ou définitivement interdits. Comme par hasard, tous, pratiquement, sont de la mouvance réformatrice. Certes, des journalistes et des opposants arrêtés ont été libérés en versant de fortes cautions. Mais ces cataplasmes tiennent davantage de l'effet d'annonce que d'une certaine tolérance, puisque les procès ultérieurs se soldent systématiquement par des peines de prison sévères.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le 8 juin, le président réformateur, Mohammad Khatami, aura achevé la première année de son second mandat présidentiel. Qu'en a-t-il fait, lui qui, quelques mois déjà avant de faire acte de candidature à sa propre réélection, sollicitait de plus grands pouvoirs pour faire appliquer la Constitution, lui qui se disait « inquiet pour l'avenir de la révolution et du régime (...) si rien n'est fait pour combler le maillon qui sépare les gouvernants des gouvernés », lui qui réclamait pour ses concitoyens le droit « à la protestation et à la critique », celui de « poser des questions » ? Force est de constater que les choses n'ont pas beaucoup avancé en République islamique, non seulement en matière de libertés publiques, mais aussi pour ce qui concerne les réformes structurelles, politiques et économiques.

Le Conseil de discernement des intérêts de la révolution vient d'ap-

prouver l'ouverture aux investissements étrangers, dont le pays a dramatiquement besoin pour son développement. Les plus optimistes y verront un bon signe, dans la mesure où, depuis deux ans, le Conseil des gardiens de la Constitution – sans l'aval duquel aucune loi ne peut entrer en vigueur – bloque une loi sur les investissements étrangers votée par le Parlement. Les plus sceptiques, sinon les plus réalistes, mettront au contraire l'accent sur les limites de l'accord de l'instance arbitrale qu'est le Conseil de discernement des intérêts de la révolution, qui a plafonné à 35 % la part de capitaux étrangers autorisés à s'investir dans des entreprises en Iran. Qui plus est, il ne s'agit là que d'un seul article de la loi sur les investissements votée par le Parlement. Reste à savoir dans quel sens se prononcera ce Conseil sur le rapatriement des investissements et des bénéfices.

Autre exemple de la paralysie du système : la multiplication des protestations de différentes catégories sociales, qui expriment leur mécontentement dans la rue, quitte à endurer la répression des autorités. Le pays est au bord d'une explosion sociale, ont récemment averti le président Khatami et, une fois n'est pas coutume, un responsable religieux de la tendance adverse, l'ayatollah Ebrahim Amini. Que l'un et l'autre aient eu recours à une dramatisation rhétorique pour tirer la sonnette d'alarme où que leurs propos traduisent exactement la réalité, peu importe en définitive. Les faits sont

là : 420 000 jeunes cadres ont quitté le pays au cours des dernières années, a récemment révélé le député Esmail Djabbarzadeh. Quelque 200 000 enfants traînent dans la rue, selon le Centre culturel familial. La jeunesse s'adonne de plus en plus à la drogue. Le taux de chômage est officiellement de 13 %, mais nul ne prend au sérieux ce chiffre, que certains économistes doublent sans hésiter.

POUVOIR DES MOTS

Depuis cinq ans qu'il est au pouvoir, le président Khatami n'a visiblement d'autres armes, face à ce blocage, qu'une certaine ténacité et le pouvoir des mots. Début mai, il a menacé de démissionner « si le gouvernement s'écarte un tant soit peu des objectifs de la révolution et de la voie du mouvement de réformes ». Entre la parole et l'acte, il y a néanmoins un grand pas. Il n'est pas certain que M. Khatami le franchira, lui dont l'objectif est de sauver le système par la réforme et non de le mettre en péril. Il est encore plus incertain que ses adversaires conservateurs le laisseront faire, eux qui s'accrochent fort bien de sa présence à la présidence d'un pays dont ils détiennent eux-mêmes les vrais leviers de pouvoir. En attendant, et comme si les difficultés intérieures ne suffisaient pas, adversaires et partisans du changement se déchirent sur une affaire de pourparlers « secrets » qu'auraient eus certains avec des responsables américains.

Mouna Naïm

Atom Egoyan « abasourdi » par le rejet d'« Ararat » dans la presse turque

ISTANBUL
correspondance

Précédé d'une réputation sulfureuse en Turquie, en raison de son évocation du génocide arménien, *Ararat*, d'Atom Egoyan (*Le Monde* du 22 mai), ne pouvait guère laisser indifférents les journalistes turcs accrédités à Cannes. Se déclarant « choqués » ou « attristés », leur réaction est à la mesure de l'événement : la présentation du film a entraîné une condamnation quasi unanime et sans réserve à la « une » des principaux quotidiens turcs.

L'envoyé du journal *Cumhuriyet* (La République), Vecdi Sayar, ne mâche pas ses mots : qualifié de « tromperie », le film contribue à « salir en bloc une nation entière » en « puant la haine ». Plusieurs scènes du film, jugées « primaires », relèvent de la « propagande ». « Alors que le réalisateur déclare qu'il n'est pas raciste, son film raconte exactement le contraire », conclut-il. Très virulent, le quotidien *Star* titre dans la même veine que le film est un « pur fiasco ». Les spectateurs, saisis par l'« ennui », se seraient « enfuis » de la salle, et même les Arméniens n'auraient pas « apprécié ».

De son côté, Atilâ Dorsay, le plus célèbre et le plus influent des critiques turcs, avoue dans le quotidien *Sabah* (Le Matin) son profond malaise face au « spectacle de la violence » délivré par une œuvre dont il a défendu dans un premier temps la présentation en Turquie. « *Ararat* montre les Turcs comme des oppresseurs assoiffés de sang », note-t-il. En contenant des scènes de massacre d'une « horreur inimaginable », le film sera mis au service de « l'hostilité anti-turque » à travers le monde.

Adoptant une approche plus nuancée, le journaliste Mehmet Basutçu s'interroge dans le quotidien *Râdikal* sur les « blessures non refermées » du passé, au-delà des « fautes » historiques relevées dans *Ararat*. Il défend une position à contre-courant, en jugeant le film « cohérent » et « réussi » concernant la réflexion sur la mémoire du génocide. « Nous devons essayer de comprendre et ne pas tomber dans le piège des réactions épidermiques et "nationalistes" que provoquent certaines scènes. »

Tous s'accordent à penser, cependant, que le film d'Atom Egoyan ne va pas œuvrer à la réconciliation turco-arménienne. En témoigne

la réaction de Hirant Dink, directeur de la publication d'*Agos*, le seul journal arménien publié en Turquie. Appelé à la rescousse du quotidien *Hürriyet* (La Liberté), il interpelle le cinéaste : « Comment avez-vous pu faire un tel film ? » « Ce langage ne peut être notre langage à nous, ni dans la littérature, ni dans le cinéma. Parler de paix et de dialogue d'un côté et jeter de l'huile sur le feu de l'autre côté n'est pas possible. »

Interrogé par *Le Monde* à Cannes, jeudi 23 mai, Atom Egoyan s'est déclaré « choqué par les réactions odieuses » de certains journaux et « abasourdi » par des affirmations contraires à ce que « des centaines de personnes et des journalistes du monde entier ont pu constater, l'ovation de la salle debout, lors de la projection lundi 20 mai en sélection officielle hors compétition ». Rappelant que *Ararat* traite justement de la mémoire du génocide et de sa dénegation par l'Etat turc, « qui contrôle tout et qui contrôle la presse », Atom Egoyan souligne que ces réactions montrent comment certains « sont prêts à écrire l'histoire à leur façon ».

Nicolas Monceau

DROITS DE L'HOMME

La liberté à la française expliquée aux Turcs

A la suite d'une campagne d'information menée par Reporters sans frontières, les autorités turques ont vivement protesté auprès de la France. Une attitude ridicule, selon le quotidien en ligne d'Istanbul Gazetem.net.

WWW.GAZEMEM.NET
Istanbul

Une société dont l'Etat constitue l'axe essentiel a du mal à comprendre l'esprit d'un régime démocratique qui repose sur les droits et les libertés fondamentales de l'individu. Elle essaie systématiquement, lors d'une crise avec un autre Etat, de trouver un "patron" à un pays qui appartient parfois, quant à lui, à chacun de ses citoyens. Ainsi, le différend qui a opposé récemment l'état-major de l'armée turque à la France, c'est un peu comme si dans un immeuble de mille personnes qui appartient en copropriété à tous ses habitants, on menaçait l'ensemble des propriétaires de l'immeuble pour un poster affiché, dans l'indifférence générale, à la fenêtre d'un seul appartement. A n'en pas douter, dans un cas comme celui-ci ils seraient très surpris qu'on leur fasse des reproches. C'est exactement ce qui s'est passé en France avec la carte du monde de Reporters sans frontières*. Bien sûr, lorsque l'on se trouve face à des pays où il n'y a qu'un chef, comme Saddam Hussein en Irak par exemple, la situation est différente. Là-bas, il n'y a ni droits fondamentaux de l'individu, ni libertés. Le régime de Saddam Hussein peut en effet, s'il le veut, réagir immédiatement contre une personne qui aurait affiché un poster insultant les institutions d'un pays à la fenêtre de sa maison dans une banlieue de Bagdad. En France, en revanche, c'est le peuple qui est le "patron" du régime. En ne percevant pas cette nuance, Ankara s'est ridiculisé.

En effet, la France est le pays de Montesquieu. Celui-ci a renforcé la position de l'individu face à l'Etat en développant le concept de séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, qui constitue l'esprit des régimes modernes. En France, le Parlement sorti des urnes et le gouvernement issu de cette assemblée sont les représentants légitimes du pouvoir. Dès lors, les organes de l'Etat n'agissent jamais



▲ Dessin de Javier de Juan paru dans El Mundo, Madrid.

en dehors des instructions gouvernementales. Chez nous, l'autorité militaire - faisant fi du ministère des Affaires étrangères, qui connaît tout de même le concept de pluralisme, et sautant par-dessus le gouvernement - agit de sa propre initiative, délivre des ultimatums et annonce la rupture d'appels d'offres dans le domaine de la défense. L'Occident a du mal à comprendre cela. En France, et dans les autres pays occidentaux, personne ne connaît le chef de l'état-major. C'est un fonctionnaire de l'Etat, un spécialiste des questions de défense, il ne se mêle pas de politique. Cela ne lui viendrait de toute façon même pas à l'esprit.

LA PREUVE QUE NOUS NE COMPRENONS PAS L'OCCIDENT

Si Ankara comprenait la notion d'esprit de la démocratie, des libertés et des droits fondamentaux de l'individu, la nécessité de l'autonomie de la société civile et de la subordination de l'armée à l'autorité civile, ce genre de péripéties qui nous gâchent continuellement l'existence disparaîtraient peu à peu.

En revanche, en rejetant ces concepts modernes, nous nous faisons exclure ou nous sommes pris pour cible.

Il n'y a pas si longtemps, un colonel de l'état-major responsable d'une section des services secrets intérieurs, un général de division à la tête des services de renseignements ainsi que le numéro deux de l'état-major de l'époque avaient tenté, par un complot qui a fait scandale, de discréditer injustement des journalistes qui ne pensaient pas comme les dirigeants de l'armée turque. Aucun régime occidental ne peut comprendre les raisons d'une guerre psychologique lancée contre ses propres citoyens. Les Occidentaux sont en outre conscients que ce genre de complot ruine avant tout la santé et la réputation du pays. En considérant cette affaire comme une parmi d'autres et en négligeant d'entamer une procédure judiciaire contre les responsables de ce complot contre la liberté de la presse, nous faisons la preuve de notre incompréhension de l'Occident et de ses libertés.

Il y a bien sûr une autre hypothèse possible, plus horrible encore. C'est qu'en réalité nous ayons bien compris tout cela, mais qu'un courant influent au sein de l'appareil d'Etat, qui ne veut pas que la Turquie rejoigne l'Union européenne, applique une stratégie bien pensée, faite de petits coups déstabilisateurs. Les membres de ce courant regardent la France de la même façon qu'ils regardent l'Irak, et ils nous empêchent de devenir de véritables Occidentaux. C'est plausible, dans la mesure où de telles anomalies de la part d'un régime qui s'enorgueillit depuis si longtemps d'être occidental apparaissent tout à fait incompréhensibles. **Mehmet Altan**

*A l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, le 3 mai dernier, Reporters sans frontières a exposé, gare Saint-Lazare, une mappemonde géante sur laquelle on pouvait découvrir les portraits de 38 "prédateurs de la liberté de la presse". Celui du chef de l'état-major des armées turques, Hüseyin Kivrikoglu, a été retiré après des protestations des autorités turques.

DIPLOMATIE

Première rencontre entre les chefs des diplomaties d'Erévan, Ankara et Bakou

La capitale islandaise, Reykjavik, a accueilli la semaine dernière une première : la rencontre des ministres des Affaires étrangères d'Arménie Vartan Oskanian, d'Azerbaïdjan Vilayet Guliev et de Turquie Ismail Cem, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil de partenariat euro-atlantique. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre précise que «les ministres ont étudié les moyens de surmonter les problèmes actuels de sécurité régionale et de coopération, et ont souligné les possibilités de règlement pacifique des conflits régionaux».

Pour Ismail Cem, cette rencontre a constitué «un pas en avant utile». Côté arménien, Vartan Oskanian a affirmé «la nécessité de poursuivre ce dialogue sur des questions d'intérêt commun». Mais selon la presse azerbaïdjanaise, la rencontre tripartite s'est déroulée

dans un climat assez houleux. S'appuyant sur une déclaration du ministère islandais des Affaires étrangères, les journaux de Bakou ont souligné que Vartan Oskanian a refusé d'admettre que des territoires azerbaïdjanais étaient «occupés» par les forces arméniennes. Citant Michaël MacLouise, porte-parole de la diplomatie islandaise, la presse azérie rapporte que M. Oskanian s'est déclaré préoccupé par le partenariat stratégique qui unit l'Azerbaïdjan et la Turquie. Le chef de la diplomatie arménienne aurait fait observer qu'Erévan souhaiterait d'abord établir des contacts économiques avec Ankara et Bakou, puis être intégré aux programmes économiques régionaux. Ce à quoi auraient répliqué ses homologues turc et azéri, en rappelant que le premier obstacle à l'engagement de l'Arménie dans les projets d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et de gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzéroum était le conflit non résolu du Haut-Karabagh.

Les chefs des diplomaties arménienne et turque ont également eu une entrevue séparée, durant laquelle ils ont évoqué les problèmes de coopération bilatérale et régionale, de sécurité régionale, ainsi que la situation dans le Caucase après les événements du 11 septembre.

Mais une controverse est née, à la suite de cette ren-

contre de Reykjavik, par médias interposés. Selon le quotidien turc *Hürriyet*, Ismail Cem a posé quatre conditions à l'établissement de relations diplomatiques avec l'Arménie : l'abandon des revendications sur la question du génocide, dont l'étude serait laissée aux seuls historiens, la suppression dans la Constitution arménienne de toute mention relative à des revendications territoriales, le retrait des troupes arméniennes du Karabagh et l'établissement d'un corridor entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan.

Tout autre son de cloche, à Erévan, où Vartan Oskanian a affirmé samedi 18 mai, selon l'agence russe *Interfax*, qu'Ankara «n'a pas posé ces quatre préalables» à l'établissement de relations diplomatiques avec l'Arménie. Il a démenti également que la réunion tripartite se soit déroulée dans une atmosphère tendue, comme l'ont prétendu les journaux azéris. «Les trois partenaires se sont présentés sur un pied d'égalité lors de cette rencontre, a souligné M. Oskanian. Il était important, pour l'Arménie, de voir la Turquie prendre ses responsabilités en vue de promouvoir la stabilité régionale et apporter sa contribution au règlement du conflit du Karabagh.» ●

LE JOURNAL DE L'UNION DE LA PRESSE
UGAB
25 mai 2002

CANNES

Ararat : la montagne a accouché d'un incendie

La voiture de l'ambassadeur de la République d'Arménie en France, Edward Nalbandian, a pris feu lundi soir, vers la fin de la projection du film d'Atom Egoyan

Ararat, le film d'Atom Egoyan projeté lundi soir 20 mai, hors compétition, au Festival de Cannes, n'a sans doute pas fini de faire couler beaucoup d'encre. A l'heure où toutes les pensées et tous les regards étaient tournés vers l'écran sur lequel était diffusé le film du cinéaste canadien d'origine arménienne, la Croisette était le théâtre d'un incident regrettable, qui n'allait fort heureusement pas virer au drame.

Vers 21 h, soit environ deux heures après avoir déposé aux marches du Palais l'ambassadeur de la République d'Arménie en France, Edward Nalbandian, venu assister à la projection, son chauffeur, qui circulait sur la célebrissime avenue cannoise, voit le feu se déclarer soudainement à l'arrière de la Mercedes louée par l'ambassadeur. Avec l'aide des CRS, présents en nombre dans le secteur du Palais, le chauffeur, légèrement blessé aux mains et aux jambes, parvient à s'extirper du véhicule. Les pompiers maîtrisent l'incendie, pour laisser les policiers du commissariat de Cannes procéder aux premières constatations. Une expertise devait être effectuée, afin de tenter de déterminer les causes et les circonstances exactes de l'incendie.

Toujours lundi soir, selon des témoins qui sortaient de la salle de projection d'Ararat, une quarantaine de ressortissants turcs dansaient pratiquement devant les marches du Palais des festivals, sous l'œil des caméras de la télévision turque.

Des événements que les médias nationaux n'ont pas jugé bon de traiter, en marge des nombreux sujets pourtant consacrés au film, diffusés à la télévision ou publiés dans la presse.

Seuls des journaux locaux comme *Nice-Matin* (21-05) se sont fait l'écho de l'incendie de la voiture de l'ambassadeur de la République d'Arménie en France.

Un incendie survenu à un moment beaucoup trop symbolique pour laisser le moindre crédit à la thèse de l'accident. Atom Egoyan a beau s'être employé à expliquer qu'il a davantage traité de la mémoire du génocide arménien que de la Catastrophe elle-même, c'en était sans doute déjà trop pour une Turquie arc-boutée sur ses positions négationnistes. Par la cible et le moment choisis, par la méthode employée, l'action porte donc très vraisemblablement la signature de son auteur : l'Etat turc.

Avant même la fin du tournage d'Ararat, le lobby turc s'était mis en action pour tenter d'empêcher la diffusion du film. Des groupes de pression turcs, téléguidés par Ankara, avaient harcelé à cet effet la radio-télévision et la commission des télécommunications canadiennes. Une grande campagne d'envoi d'e-mails avait été lancée aux Etats-Unis, avec pour cible les producteurs et distributeurs du film. Miramax et Disney.

Mais rien n'y fit. Atom Egoyan a pu achever son tournage, et le film a bien été inscrit à Cannes, comme prévu, même si le cinéaste a décidé de présenter Ararat hors compétition, jugeant que «soumettre le film à la pression supplémentaire d'un jury - étant donné les pressions qui s'exercent déjà sur lui - ne [lui] semblait pas nécessaire»

U.S. military trying to head off Bush strike against Iraq

By Thomas E. Ricks

The Washington Post

WASHINGTON: The uniformed leaders of the U.S. military believe they have persuaded the Pentagon's civilian leadership to put off an invasion of Iraq until next year at the earliest and perhaps not to do it at all, according to senior Pentagon officials.

The Joint Chiefs of Staff have waged a determined behind-the-scenes campaign to persuade the Bush administration to reconsider an aggressive posture toward Iraq in which war was regarded as all but inevitable. This included a secret briefing at the White House earlier this month for President George W. Bush by General Tommy Franks, who as head of the U.S. Central Command would oversee any U.S. military campaign against Iraq.

During the meeting, Franks told the president that invading Iraq to oust Saddam Hussein would require at least 200,000 troops, far more than some other military experts have calculated.

This was in line with views of the Joint Chiefs of Staff, who have repeatedly emphasized the lengthy buildup that would be required, concerns about Saddam's possible use of biological and chemical weapons, and the possible casualties, officials said.

The Bush administration still appears dedicated to the goal of removing the Iraqi leader from power, but partly in response to the military's advice, it is focusing more on undermining him through covert intelligence operations, two officials added. "There are many ways in which that regime change could come about, only one of which is a military campaign in Iraq," said an official familiar with Defense Secretary Donald Rumsfeld's thinking.

Any final decision would be the president's. Appearing in Berlin Thursday, Bush offered more tough rhetoric about Iraq and other countries he has labeled part of an "axis of evil." But at a news conference in Berlin, he also said that he had told the German chancellor, Gerhard Schroeder: "I have no war plans on my desk, which is the truth, and that we've got to use all means at our disposal to deal with Saddam Hussein."

In addition to skepticism from within his own military, Bush faces concern in Europe about the wisdom of expanding the war to Iraq. Schroeder embraced the effort to pressure Saddam to accept weapons inspectors but would not be drawn into discussion of a military attack.

The debate inside the Pentagon is only part of a larger discussion of Iraq that also involves the White House, the

State Department and the CIA, among others. Those deliberations go well beyond discussing the merits of mounting a military operation and lately have focused on the role of international diplomacy and what use to make of unwieldy Iraqi opposition groups abroad.

The disclosure of the efforts by the uniformed leadership to slow the drive toward war suggests that a military confrontation with Iraq may be further away than has been suggested by many administration officials. Some of the chiefs' concerns were first reported this week in USA Today.

The situation is still fluid, however, and Pentagon insiders say intense pressure is being brought by advocates of military action within the administration to get the chiefs on their side.

In a series of meetings this spring, the six members of the Joint Chiefs — the chairman, General Richard Myers of the air force; the vice chairman, General Peter Pace of the Marines, and the chiefs of the army, navy, air force and Marines — hammered out a position that emphasizes the difficulties of any Iraq campaign while also quietly questioning the wisdom of a military confrontation with Saddam.

"I think all the chiefs stood shoulder-to-shoulder on this," said an officer tracking the debate, which has been intense at times. In one of the most emphatic summaries of the direction of the debate, a top general said the "Iraq hysteria" he detected last winter in some senior Bush administration officials has been defused.

But others familiar with the discussions held by the Joint Chiefs in the secure Pentagon facility known as "the Tank" say that it is premature for the uniformed military to declare victory. They note that Rumsfeld has so far mostly stayed out of the debate, leaving that to Paul Wolfowitz, the deputy defense secretary, and Douglas Feith, the Pentagon's top policy official, who are seen inside the Pentagon as the Defense Department's leading hawks on Iraq.

In their Tank sessions, the chiefs focused on two specific concerns about the conduct of any offensive. One was that Saddam, if faced with losing power and likely being killed, would no longer feel the constraints that during the Gulf War apparently kept him from using his chemical and biological weapons.

The other was the danger of becoming bogged down in bloody block-by-block urban warfare in Baghdad that could kill thousands of U.S. troops and Iraqi civilians.

Franks, who attended a Tank session before seeing the president, has expressed similar concerns; an officer said. "Tommy's issue is, a lot of things

have to be in place, and these things are not all military things," he recounted.

In addition to those tactical concerns, some of the chiefs also expressed misgivings about the wisdom of dislodging an aging, weakened Saddam who, by some accounts, has behaved better than usual in recent months. Their worry is that there is no evidence that there is a clear successor who is any better, and that there are significant risks that Iraq may wind up with a more hostile, activist regime.

As the discussions of Iraq policy were culminating earlier this month, Franks briefed the Joint Chiefs and then the president on the outline of the plan he would use if ordered to attack.

His plan, which was the only one presented, called for a substantial combat force that was close to half the 541,000 troops deployed for the 1991 Gulf War, which the military refers to as Operation Desert Storm. Some at the Pentagon promptly labeled the Franks plan Desert Storm Lite.

Asked at a news conference in Tampa earlier this week about what military force would be needed to invade Iraq, Franks answered. "That's a great question and one for which I don't have an answer because my boss has not yet asked me to put together a plan to do that."

Franks's narrow response relied on the U.S. military definition of "plan" as a detailed, step-by-step blueprint for military operations. What Franks discussed with the Joint Chiefs and the president was a simpler outline for an attack that the military terms a "concept of operations."

By emphasizing the large force that he believes would be needed, Franks's briefings also seemed to rule out an alternate plan that some civilians in the Bush administration had advocated. Dubbed "the Downing plan," for the retired army general, Wayne Downing, who suggested it four years ago, this approach calls for conquering Iraq with combination of air strikes and special operations attacks in coordination with indigenous fighters.

That option, which would have required a fraction of the U.S. troops Franks indicated he would need, was not presented as a briefing either to the Joint Chiefs or to the president, officials said. Downing serves as the White House's coordinator for counterterrorism efforts.

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, May 25-26, 2002

Germans may extradite a top Islamist to Turkey

Prisoner operated a terrorist group

By Desmond Butler

The New York Times

BERLIN: German officials have been negotiating with the Turkish government to extradite a Turk who is serving a four-year sentence in Germany for operating a terrorist organization and calling for the murder of a rival, according to the German interior minister.

The prisoner, Metin Kaplan, the leader of a banned terror group known as the Caliphate, is wanted in Turkey on charges of involvement in a failed 1998 plot to fly an airplane filled with explosives into the mausoleum of Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic, in Ankara during ceremonies marking the 75th anniversary of the founding of the state.

In a radio interview, the German interior minister, Otto Schily, said that Germany had been holding "detailed conversations" with the Turkish government on the extradition. Schily said that Germany would like to carry out the extradition on completion of Kaplan's current sentence on condition that he not face the death penalty in Turkey and that he be treated according to appropriate human rights standards.

Schily said he would travel to Turkey soon to discuss the extradition.

Kaplan's organization, which once had 12,000 members in Germany, has advocated the killing of non-Muslims and

the destruction of democratic states. According to an annual report recently published by the German government on national security, Kaplan's group seeks world domination of Islam led by the caliph, a position he would assume.

It quotes a Kaplan newsletter from last June as stating: "Democracy is a system of ignorance. For this reason democracy is not possible in an Islamic country."

Until recently, the Caliphate operated a satellite television station, which broadcast anti-government propaganda into Turkey. The group was one of the religious organizations banned in December under anti-terror laws passed in Germany after Sept. 11.

Although the Caliphate has not been linked explicitly to Al Qaeda, the German authorities have said that the group sent a delegation to meet with Osama bin Laden in Afghanistan the year before their planned attack on Atatürk's mausoleum in Ankara.

Kaplan was arrested in 1999 after the authorities found videotapes on which he called for the death of Halil Ibrahim Sofu, the leader of a rival group. Sofu was killed in his home in 1997.

■ Turks split on EU terms

More than four in five Turks want to join the European Union but around half want to do so without making con-

cessions on sensitive issues, according to a survey published in Ankara, Reuters reported.

The EU made Turkey a candidate in 1999 but has said it must meet strict conditions on human rights and democracy. Key issues are abolishing the death penalty and improving rights for the some 12 million Kurds in Turkey by lifting bans on education and broadcasting in the Kurdish language.

A survey published in Friday's Sabah newspaper showed that in response to the question of whether Turkey should join the EU, 49.8 percent said: "Yes, but without making concessions."

Asked whether Turkey should scrap the death penalty, 39.8 percent said it should be abolished completely, 14.1 percent said crimes of "terrorism" should be excluded and 13.5 percent said only the jailed Kurdistan Workers Party leader Abdullah Ocalan should be excluded.

Asked about lifting restrictions on the Kurdish language, 50.1 percent said Kurdish broadcasting should remain banned and 39.4 percent said the ban on education in Kurdish should stay.

The nationalist wing of Turkey's three-party coalition government has never been comfortable with moves to ease the bans and to abolish the death penalty, which it sees as threatening the unity of the state and caving in to separatists of the outlawed PKK.

Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Action Party, is reportedly trying to block plans to accelerate reforms to meet the EU criteria.

International Herald Tribune
Monday, May 27, 2002

Iran confirms testing Israel-range missile

The Associated Press

TEHRAN: Iran confirmed U.S. reports Sunday that it had conducted a successful test flight of a missile capable of reaching Israel.

Defense Minister Ali Shamkhani confirmed that Iran tested the Shahab-3 missile this month, Tehran radio reported.

The radio quoted Shamkhani as having said that the test was conducted "to enhance the power and accuracy of Shahab-3," as the ballistic missile is called.

U.S. officials said Thursday that Iran had carried out a

successful test of the Shahab-3, which has a range of about 800 miles (1,300 kilometers), adequate to reach Israel as well as U.S. troops stationed in Saudi Arabia, Afghanistan, Pakistan and Turkey.

The test is believed to be the fifth for the missile.

Shamkhani said Saturday that U.S. pressure on Russia

and China to halt cooperation with Iran had had no impact on its missile program.

"Iran's defense industries can produce any conventional weapons the political authorities may want since we

are 100 percent self-sufficient in possessing the technology," Shamkhani said.

The Shahab-3 is believed to have been based on North Korea's No Dong missile. Shahab means shooting star in Persian.

Shamkhani denied reports that Iran was planning to produce Shahab-4 or Shahab-5 missiles, which would have longer ranges.

U.S. intelligence officials have said that Iran could probably fire several Shahab-3s in an emergency but that it had not yet developed a completely reliable weapon.

Iran began an arms development program during its 1980-88 war with Iraq to compensate for shortages caused by a U.S. embargo.

Germ warfare ■ By Leonard R. Spector

Vaccinate against smallpox before attacking Iraq

WASHINGTON

As Pentagon officials ponder invasion plans for Iraq, U.S. public health officials are debating an issue whose outcome could make such an invasion politically impossible. It is the question of whether to launch a wide-scale vaccination program in the United States against smallpox — historically one of the most devastating diseases known to humanity.

The reason: U.S. government planners believe that the principal threat to America from smallpox is not the danger posed by some future terrorist organization, but by Iraqi dictator Saddam Hussein. If inoculations are widely administered in advance of an actual outbreak of the disease, even on a voluntary basis, they would become “the shots heard around the world.” Other countries would urgently seek to follow America’s lead and some would feel highly vulnerable until they had done so.

Saddam is known to have had an extensive, moderately advanced biological warfare program that included the weaponization of anthrax bacteria, among other agents. There is no direct evidence that Iraq weaponized the smallpox virus, but Iraqi specialists are known to have been working with the camelpox virus. The virus may be used as a surrogate for research on smallpox therapies and vaccines — and for the development of the smallpox virus as a weapon.

Although the World Health Organization declared smallpox eradicated in 1980 some of the last naturally occurring cases of the contagious disease were in Iraq, in 1972, when the Ba’athist regime, which Saddam would later head, was consolidating its power. The outbreak may have provided the Iraqi regime the opportunity to obtain and secretly hold onto cultures of the virus — the cause of a disease that over the centuries killed up to 30 percent of those infected and left many of the survivors disfigured with pockmarks, most prominently on the face.

What most troubles U.S. officials today, however, is the fear that the Soviet Union may have shared with Iraq smallpox that it weaponized by the ton in the 1970s and 1980s. Some analysts consider this possibility far-fetched, but it appears to underlie Bush administration thinking on the issue.

It is also widely believed that during the 1991 Gulf War, Saddam pre-authorized commanders of his missile forces to launch chemical and biological weapons toward Israel and Saudi Arabia if it appeared that U.S.-led coalition forces were marching on Baghdad in an attempt to depose the Iraqi regime. Presumably, if the U.S. were to invade Iraq to achieve “regime change,” Saddam would give such doomsday instructions again.

While successfully dispersing smallpox



with ballistic missiles may be beyond Iraq’s technical capabilities, Saddam could easily send secret agents abroad to disperse the virus through spraying systems in vehicles or small boats, or even by hand in busy markets, terminals or sports arenas.

Days would elapse before an outbreak were detected, during which, given the mobility of modern societies, the infection could spread to dozens of new locations — in potentially dozens of countries.

Current U.S. policy is to administer inoculations after a smallpox attack, around outbreak sites. But critics fear that such “ring inoculation” could never catch up with a malicious, multi-site attack. Switching to significant advance inoculation could carry heavy costs from side effects: one or two deaths per million recipients of the currently available vaccine, as well as probably hundreds of cases of dangerous non-fatal side effects.

A new, safer vaccine or voluntary vaccination that excluded those most vulnerable to side effects would save lives, but would do little to avoid the spectacle of America mobilizing to protect itself from the smallpox hazard.

Imagine if at the same time that it launched a significant smallpox vaccination program, the United States also began large-scale military preparations for the invasion of Iraq. Inevitably, other countries, particularly U.S. allies in the region, would demand the opportunity to immunize their populations before war with Iraq broke out.

Unfortunately, immunization campaigns by U.S. Middle East allies might take years to complete, assuming sufficient vaccine were available. How would the Bush administration respond to this conundrum? Would the U.S. invade Iraq, if

Turkey or Egypt, for example, were not adequately immunized? Who would immunize stateless groups, such as the Iraqi Kurds and Shiites — or the Palestinians?

As the international community began to appreciate the biodangers of a U.S. invasion, Washington would face a global outcry demanding that it halt its planned assault until states in the region and, perhaps, beyond were smallpox-safe. The invasion would become politically impossible.

In addressing this smallpox paradox, President George W. Bush must act immediately to include national security officials in the current deliberations on vaccination policy and in framing all public pronouncements on the issue.

Second, the administration must provide a convincing assessment of the Iraqi smallpox threat. The U.S. is not known to have vaccinated its troops stationed near Iraq, despite periodic American bombing of that country over the past 10 years. There is no direct evidence that the Saddam regime actually possesses the virus. On the other hand, guessing wrong and failing to act could lead to catastrophe.

Finally, given the uncertainty about the magnitude of the smallpox threat, less vaccination is probably better than more for now. With some thought, we can probably identify a small fraction of the population whose vaccination, along with other preparatory measures, will help improve national readiness — without triggering undesired repercussions abroad.

The writer heads the Washington office of the Monterey Institute’s Center for Nonproliferation Studies. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

International Herald Tribune
Wednesday, May 29, 2002

Iran's reformers are losing

The Washington Post

Outside of Iran, a fervent debate continues over how best to handle a polarized regime. Should Western governments seek engagement with the democratically elected Parliament and President Mohammed Khatami, or confront supreme leader Ayatollah Ali Khamenei and the hard-line clerics, who still control most state powers? European governments and some in Washington incline toward dealing with Khatami, on the theory that he leads a popular reform movement that is slowly but steadily transforming the country. That is a hopeful idea. But it is not what is suggested by the real-life case of Siamak Pourzand, 72, an intellectual who sought to nurture the movement for change and now may lose his life.

Pourzand used to be a prominent journalist, and his wife, Mehrangiz Kar, is one of Iran's best known human rights lawyers. Kar was jailed last year after attending a convention of pro-democracy activists in Berlin, and later was allowed to leave the country for medical treatment. Meanwhile, Pourzand continued to operate a small cultural center that had begun to attract young artists and writers, including many who support reform. Last November he suddenly disappeared, taken away by agents of the Office of Public Morals and the State Inspectorate, a shadowy apparatus that normally investigates religious offenses.

To this day Pourzand's family does

not know where he is being held. All they know is what clerical spokesmen have told the press: first that Pourzand had been sentenced to eight years in prison on charges of consorting with allies of Reza Pahlavi, the exiled son of the late shah; then that the sentence was actually 11 years, plus 199 lashes for various moral offenses; then that additional charges of "warring with God" were pending, charges that could bring a death penalty.

It is bad enough that Pourzand's family has been unable to learn where he is, or how he has been treated. From fleeting contacts that an elderly sister has had with him, they do know that he is suffering from serious health problems. What is even more frightening is that even President Khatami has been unable to monitor the case. Efforts by his office and by a parliamentary committee to learn about Pourzand have been rebuffed by the religious police. Iran's nominal government is, it turns out, powerless to intervene in the arrest and prosecution of one of its own citizens, or even to locate him.

That is bizarre but not really surprising. Khatami, after all, has also been unable to stop the arrest and imprisonment of dozens of democratic activists or the forced closing of scores of pro-reform publications, while the Parliament has been blocked by the clerics from passing any reform legislation. The sad lesson of Pourzand's case is that Iran's would-be reformers are losing. That is a reality that the West must begin to respond to.

International Herald Tribune
Wednesday, May 29, 2002

■ BAGHDAD

Allied drone, Iraq says, is forced down in north

Iraqi state radio reported Monday that Iraq had downed an allied reconnaissance drone in northern Iraq, but the United States dismissed the report.

The radio said an unmanned "enemy" reconnaissance plane flew over northern Iraq on Sunday morning on a spying mission. Iraqi statements use the term "enemy" aircraft for the U.S. and British planes that patrol "no flight" zones over northern and southern Iraq.

"It was detected and controlled by Iraqi air defense units through our special means," the radio said, quoting an unidentified military spokesman. "The plane was forced to land inside Iraq territory." (AP)

■ ANKARA

Ecevit leaves hospital and returns to work

Prime Minister Bulent Ecevit left the hospital Monday, assuring the Turkish nation that he was well enough to return to work. Opposition politicians had questioned his ability to govern and tried but failed to organize early elections.

Ecevit, who turns 77 Tuesday, was admitted to the hospital May 17 for treatment of a fractured rib and circulatory problems in his leg.

Ecevit was forced to cancel visits to Afghanistan and Pakistan. Markets fell as investors were concerned that his illness and possible removal from power could hurt the country's attempt to overcome a deep economic slide.

"I am well and I am on top of my work," Ecevit told reporters and party supporters Monday outside the hospital. (AP)

■ WASHINGTON

U.S. warplanes hits targets in Iraq after challenges

U.S. warplanes struck air defense targets Tuesday in Iraq's northern no-flight zone following the latest of an increasing series of Iraqi challenges to jets patrolling zones in the north and south, the Defense Department said.

Brigadier General John Rosa said the jets dropped precision-guided weapons on air defenses after anti-aircraft guns were fired at warplanes in the vicinity of Saddam Dam. He said that all the aircraft returned safely and that damage assessment to targets was under way.

U.S. and British jets have been patrolling northern and southern no-flight zones set up after the war to protect Kurds and Shiite Muslims from attack by the Iraqi military. (Reuters)

Irak A la rencontre d'u



GILLES BASSIGNAC / CHAMA

28 avril 2002 : célébration des 65 ans du président irakien. Sa statue en petit bénisseur des peuples trône à tous les ronds-points. Royaume onirique dominé par les effigies d'un calife omnipotent...

Marianne / 27 mai au 2 juin 2002

Un peuple emmuré

Épuisés par un embargo qui a fortifié le régime, pris en étau entre leur peur de Saddam et leur crainte de l'Amérique, les Irakiens ressassent leur déchéance et leur solitude. Visite d'un pays désespéré.

De notre envoyé spécial Kader Bentaos

Est-ce, à tous les ronds-points, la statue de Saddam en petit père bénisseur des peuples entremêlés qui composent l'Irak ? Ou la fatigue qui se lit sur les visages, l'usure des corps qui courent sans trêve d'un job à l'autre, le ressassement vain et douloureux d'un temps où l'ingénieur et le prof de fac n'étaient pas encore devenus chauffeurs de taxi ? En tout cas, Bagdad évoque curieusement ces villes de l'ex-URSS, bien avant la chute du mur de Berlin et de l'empire soviétique. Comme là-bas naguère, chacun aujourd'hui, dans la capitale irakienne, se nourrit d'attente : attente des 10 dollars de plus qui feront vivre la famille, attente d'un improbable visa de sortie, attente des nouvelles confuses du dehors.

Mais, à ces réminiscences de l'Est, se mêle la sensation tout orientale d'errer dans un royaume onirique, dominé par les immenses effigies d'un calife omniprésent. Sabres géants entrelacés pour les parades militaires. Pompe babylonienne des bâtiments officiels. Et puis, presque irréelles dans toute cette pesanteur, des coupoles de faïence bleue. La grâce semble s'y être réfugiée, comme une conteuse traquée.

Les contes, il ne faut pas aller très loin pour les trouver. A Bagdad, toute confiance qui tombe des lèvres commence par : « Il était une fois... » Appauvri, harassé, ostracisé par un monde qui, l'Irakien en est persuadé, le confond avec son ter-

rible maître, le citoyen de Bagdad rumine tous ses passés. Il était une fois « quand nous étions la première civilisation de l'histoire. Sumer, Assur, Babylone. Quand nous donnions au monde son premier code juridique. Celui d'Hammourabi, il y a près de quatre mille ans. Et maintenant nous vivons sous la seule loi de la peur ». Voilà pour les lointains. Il était une fois « quand nous avions atteint le niveau de développement de l'Espagne. Quand nous allions devenir la plus grande puissance régionale. Quand nos terres auraient pu nourrir tout le Proche-Orient ». Voilà pour la mémoire plus proche. Et aussi : « Il était une fois avant la guerre Iran-Irak, avant le Koweït, avant les bombardements, avant

l'embargo. Quand nos écoles et nos universités étaient pleines. Quand nos enfants ne quittaient pas les classes sans livres et sans maîtres pour se faire vendeurs de rue. Quand nos milliers d'enseignants n'avaient pas pris la route de l'exil. Quand 4 millions des nôtres n'avaient pas fui le pays. Quand nous ne vendions pas nos biblio-

thèques pour un peu de viande et d'antibiotiques. Quand nous répétions avec orgueil ce proverbe du Machreq : l'Égyptien écrit, le Libanais édite, mais l'Irakien, lui, écrit, édite et lit ! Quand, sous nos palmiers, nous étions le sel de l'Orient ! »

Un monde déchu

Partout, le voyageur se cogne au ressac de cette mémoire obsédante. On lui a dit qu'il trouverait en Irak un peuple misérable. Or il rencontre un monde déchu. Un taxi lui cite Jean-Jacques Rousseau, ►

Ostracisé par un monde qui, il en est sûr, le confond avec son maître, l'Irakien, harassé, rumine tous ses passés.



► un épicier lui récite un quatrain d'Abou Nawas, ce poète du VIII^e siècle, l'âge d'or de Bagdad : « *Vin mélangé à la lumière/Lumière sur lumière.* » Il n'y a pas de vin chez l'épicier. Interdit. Accommodements de plus en plus visibles du baassisme laïc avec l'islam rigoriste. Il y a pourtant une statue d'Abou Nawas, « poète de l'Irak ». Preuve qu'à Bagdad il ne faut pas se fier à la statuaire. Quelle que soit la beauté des symboles dressés en l'honneur de la culture irakienne, on les sent curieusement solitaires. Nous avons soif ce soir parce que les confidences et le vent de sable nous ont desséché la gorge.

La morsure de la culpabilité

Mais si Abou Nawas descendait de son socle, il se ferait coffrer par la police. Même chose pour la statue de Shéhérazade. Le sculpteur, probablement féministe, l'a représentée non pas couchée aux pieds du sultan, mais orgueilleusement dressée au-dessus de lui. Seulement, voilà : dans la rue, toutes les Shéhérazade baissent les yeux. Elles sont de plus en plus sombrement voilées. Quand une longue chevelure me croise, je comprends qu'elle frémit de son audace, un peu comme à Alger en 1990. Un prof affreusement triste de ces prémices d'ensevelissement : « *Quand j'étais étudiant, il y avait vingt ans, il y avait 90 % de filles non voilées et 10 % de filles voilées. Aujourd'hui j'ai 90 % d'élèves voilées et 10 % d'élèves non voilées.* » Et voilà que le « il était une fois » se remet en route, mécaniquement. D'autant plus que nous sommes voués à l'eau claire et pas fiers d'avoir peut-être compromis, par notre quête de breuvage censuré, l'épicier poète : « *Quand la rue Abou-Nawas était pleine de tavernes. Quand les jeunes filles allaient y danser en robe décolletée. Quand on n'avait pas fermé les guinguettes. Quand les pauvrettes d'aujourd'hui n'étaient pas nées. Quand leurs mères ignoraient qu'elles fanteraient des filles promises à l'embargo de tous leurs élans. Des filles en mal de mari à 35 ans passés parce que les hommes n'ont pas d'argent pour la noce et pour la maison. Des filles qui travailleraient, travailleraient, sans espoir et sans caresses, comme nous travaillons tous, la tête baissée sans plus jamais regarder notre ciel de Bagdad si étoilé. Quand nous n'avions pas peur de ce déluge qui viendra dans combien de temps, cela nous torture. Qu'est-ce que le monde veut faire de nous ? Pour quelle faute payons-nous alors que nous ne voulions rien de ce qui a été commis ? Où se cache notre avenir ?* » Et si on allait au café des Murmures ? On m'avait dit : lumières tamisées, douceur. Les jeunes peuvent venir y respirer. Mais non. Il y a

La majorité des classes moyennes est assommée par les deux ou trois emplois quotidiens assurés à la file.

un mois, on a fermé les Murmures. Les bords du Tigre, alors. C'est là qu'on peut encore parler et rire. Pourvu, du moins, qu'on ait en poche ces liasses de dinars qui ne valent rien – tellement rien qu'on ne les appelle plus des dinars mais des « papiers » – et après lesquels on court sans cesse. Huit « papiers » de 250 dinars : 1 dollar. Un dîner pour deux : 80 papiers, 10 dollars. C'est le salaire moyen. En conséquence, il n'y a pas de pauvres dans ces restos qui ne sont pourtant pas des cantines de riches. On y trouve un vague reliquat de classes moyennes. Les plus chanceux, naturellement. Ceux à qui un parent exilé envoie de l'argent via Amman. Les autres, la majorité des classes moyennes, en cette douce nuit de printemps, dorment d'un sommeil de plomb loin des lumières du fleuve. Assommés par les deux ou trois emplois quotidiens assurés à la file. Leurs maisons sont à peu près vides, amputées de toutes les strates de souvenirs. Ils ont tout vendu. De la porcelaine aux tapis. Une mauvaise grippe et c'est le dernier miroir qui s'en va pour payer la pharmacie. Quand il y a deux malades, il faut choisir. Occupé à soigner son fils, F. n'a pas pu envoyer son père en Jordanie se faire opérer du cœur. Le père est mort à 60 ans. « *C'est ma faute* », répète F. La morsure de la culpabilité, dernier méfait de l'embargo. Un embargo qui sélectionne ses victimes. Car tous n'en sont pas frappés, au contraire. Dans les élégantes demeures construites depuis six ou sept ans sur les rives du fleuve, les pièces sont surchargées d'objets, les frigos pleins. Une caste habile a su tirer jouissance et profit de l'embargo. Ces nouveaux riches ont amassé des fortunes en servant d'intermédiaires dans les transactions compliquées dictées par les résolutions de l'ONU. Leurs femmes s'habillent dans les magasins de luxe d'Al-Arrassates, les Champs-Élysées de Bagdad. Leurs fils n'iront jamais à la guerre : pour échapper au service militaire, il suffit de payer très très cher.

Embargo intérieur

Les canots à moteur chargés de familles rieuses fendent le fleuve. On est décidément très loin de Saddam-City, ce faubourg de misère où on s'entasse à 10 par chambre. Là, il ne faut plus compter que sur le panier de vivres alloué chaque mois par le régime. Là, plus personne ne dit : « *Il était une fois...* » Tout, même la mémoire, a sombré. Quelle révolte attendre d'un tel épuisement ? Le diagnostic se chuchote à voix basse : « *Tandis que nous perdons le souffle à chercher de quoi survivre, nous ne pouvons plus réfléchir. L'embargo extérieur est une tactique sûre qui appuie l'embargo*

Nations unies L'espoir des sanctions assouplies

Les Irakiens vont-ils enfin sortir de la longue géhenne où les avait conduits l'embargo ? Le Conseil de sécurité de l'ONU, en votant une résolution clé, la désormais célèbre « 1409 », semble en tout cas revenir sur la politique désastreuse qui punissait depuis dix ans la population civile. Les nouvelles dispositions, qui rentrent en application cette semaine, assouplissent en effet considérablement le régime des sanctions. Toutes les exportations de biens sont désormais autorisées. A l'exclusion, bien sûr, des contrats susceptibles d'être détournés à des fins militaires. Jusqu'ici, tout ce qui aurait permis à l'Irak de se reconstruire était strictement limité. Le réseau électrique, les télécommunications, le système d'assainissement des eaux fonctionnaient dans des conditions qui ramenaient le pays cinquante ans en arrière. Les égouts refluant dans le Tigre provoquaient des vagues d'épidémies. C'est dire l'espoir que suscite cette nouvelle embelle. Faut-il y voir un virage de la politique américaine ? Une prise de conscience de l'absurdité des décisions qui ne pouvaient que fournir au régime de Bagdad des alibis imparables à la poursuite de son discours belliciste ? On sait en tout cas que l'administration américaine est divisée sur le sort réservé à l'Irak. Dans l'entourage de Colin Powell, qui mena pourtant en 1991 l'opération « Tempête du désert », on reste perplexe sur l'efficacité d'une nouvelle aventure militaire. « *Les classes moyennes qu'a anéanties l'embargo sont-elles prêtes à se jeter dans les bras de Washington ?* » s'interroge l'écrivain Gilles Kepel, de retour des Etats-Unis. Mais l'entourage de Bush campe, lui, sur une ligne dure, sans prendre en compte les risques de déflagration régionale (soulignés avec épouvante par toutes les capitales arabes, de Riyad à Amman) qu'entraînerait une attaque de l'Irak. C'est à la lueur de ces divergences qu'il faut déchiffrer les nouvelles résolutions des Nations unies. Elles viennent tard, terriblement tard pour un peuple exsangue ■



ERIC BOHNER / GAMMA

Bagdad, le souk Al-Attarin. Usure des corps qui courent sans trêve d'un job à l'autre, fatigue qui se lit sur les visages, entre survie et désespoir.

intérieur. Le régime nous contrôle d'autant mieux que les sources de notre vitalité sont taries. Ce que veut exactement l'Amérique nous reste un mystère.»

La grande peur d'une guerre civile

Dans ces conditions, l'allègement des sanctions brusquement voté par les Nations unies (lire l'encadré p. 44) pourrait ouvrir une brèche contre l'asphyxie. Mais, à supposer que le peuple retrouve un peu de forces, vers qui pourrait-il se tourner ? Il sait l'opposition divisée, les Kurdes déchirés entre factions rivales. La minorité chrétienne s'épouvante de la montée de l'islam. La laïcité présumée qui valut naguère à Saddam tant d'amitiés, notamment françaises, est en lambeaux. Le maître de Bagdad s'est enfermé exactement dans la même logique que celle de tous les potentats de la région. Guerre à l'islamisme mais, parallèlement, réaffirmation constante du primat islamique. La propagande exalte la bienheureuse coïncidence qui fit naître Saddam dans la même ville que Saladin, à Tikrit. La cause palestinienne, point

A tous les carrefours, une mosquée sort de terre. Ici, les privations dopent l'élan mystique.

d'orgue des manifestations qui ont marqué le 65^e anniversaire du président irakien, avec défilés d'aspirants kamikazes (vrais ou faux) fait de Al-Qods - Jérusalem l'horizon sacralisé d'un affrontement grandiose. A tous les carrefours, une mosquée sort de terre. Il y a celles que bâtit inlassablement le régime mais aussi celles qui ne doivent leur fondation qu'aux cotisations d'un quartier.

Car les privations dopent l'élan mystique. Chaque semaine, de longues files de voitures embouteillent la route de Kerbala, la ville sainte des chiïtes. Marée humaine tous les vendredis : 1 million de pèlerins. Un océan de tchadors noirs, une forêt de mains dressées vers le ciel muet. Ils s'agglutinent autour du tombeau de l'imam Hussein, leur martyr, se serrent sous le drapeau noir du deuil éternel qui flotte sur les coupoles d'or, fraternisent avec les pèlerins iraniens désormais autorisés à franchir la frontière. Comme à Bagdad, à l'ombre du sanctuaire d'Al-Kazimiya, autre lieu emblématique de l'odyssée chiïte, le peuple noie sa détresse dans l'extase.

La menace des frappes, comme l'embargo, sont ainsi les meilleurs alliés d'Allah. Et les plus sûrs fossoyeurs des derniers carrés d'une société irakienne laïque, réfractaire aux haines tribales.

C'est dire qu'à toutes les peurs - peur du régime, peur des bombardements, peur de l'Amérique - s'ajoute la grande peur d'une guerre civile (sunnites contre chiïtes, chrétiens contre musulmans, Kurdes contre Kurdes) déclenchée dans le sillage d'une éventuelle attaque américaine. Le futur apparaît donc aux Irakiens absolument fermé, le rétablissement de la démocratie atrocement chimérique. Chacun ici est convaincu que les droits de l'homme sont totalement indifférents à l'Amérique. Qu'un changement décrété par Washington, même s'il conduisait à la chute du tyran, ne modifierait en aucun cas les structures policières du régime. Alors, contraints d'envoyer cet été leurs enfants de 12 à 17 ans dans des camps d'entraînement militaire, occupés à stocker vivres et médicaments, produisant avec affolement, à chaque contrôle, le document - un viatique - attestant qu'ils furent de bons soldats et les conscrits dociles de toutes les guerres du maître, les Irakiens attendent. Emmurés ■ **K.B.**

DES MÉDIAS ÉTRANGERS ANALYSENT LES DISCOURS DE LE PEN

L'extrême droite française est-elle une exception ?

TURQUIE L'extrême droite est déjà là

RADIKAL
Istanbul

On a tenté, en Turquie, de faire un parallèle entre le Front national (FN) français et les islamistes turcs. Mais si ces derniers dérivent de temps à autre vers des thèses extrémistes, ils ne constituent en rien un parti d'extrême droite. Par contre, la mouvance turco-nationaliste radicale et chauviniste – qui ne cache pas son admiration pour l'autorité et l'usage de la force, n'a pas complètement renoncé à l'usage de la violence,

et qui est très intégrée dans l'appareil d'Etat – s'avère beaucoup plus proche philosophiquement des idées de l'extrême droite française que les islamistes.

Si l'extrême droite française évolue à l'extérieur du système et se nourrit de cette exclusion, l'extrême droite turque est pour sa part intégrée au système. Le Parti de l'action nationaliste (MHP) n'est-il pas le deuxième membre de la coalition tripartite actuelle ? A la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, le centre du pouvoir s'est "MHPisé" tandis que le MHP se "respectabilisait".

Le MHP n'est toutefois pas le seul représentant des idées d'extrême droite. Ses idées ultranationalistes sont relayées par bon nombre de partis politiques, à droite, et même à gauche. Rien ne sert de chercher à la débusquer dans une quelconque périphérie obscure ; chez nous, l'extrême droite fait partie de l'Etat et se trouve donc au centre de toutes les décisions politiques.

Ahmet Insel

France Libertés

Supplément à La Lettre de la Fondation n°20 - mai 2002

Kurdistan : la région verrouillée

Le Kurdistan sous le joug de l'Etat turc n'en finit pas de panser ses plaies, de scruter un avenir lié à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Si la fête de Newroz s'est, cette année, déroulée presque pacifiquement, les revendications du peuple kurde sont toujours les mêmes : reconnaissance de leur identité culturelle et respect des droits de l'Homme.

Le nouvel an est, partout dans le monde, un jour de liesse populaire. Partout sauf au Kurdistan de Turquie où, depuis des décennies, la joie naturelle des Kurdes est, lors de cette fête, régulièrement et sauvagement réprimée. Ce nouvel an - Newroz en kurde, converti en neuroz par des dirigeants turcs obtus qui, ne possédant pas la lettre w dans leur alphabet, en ont interdit l'utilisation sur

tout le territoire de la Turquie et l'ont donc interdit dans l'expression écrite kurde - a été en ce 21 mars 2002 le théâtre de multiples vexations, humiliations, voire même en certaines villes de répressions se soldant par la mort de 2 personnes (à Mersin), des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations (notamment à Istanbul).

A Diyarbakir, principale ville du Kurdistan turc, la fête avait attiré près d'un million de personnes. L'ambiance était chaleureuse et malgré le froid et la pluie, malgré les barrages policiers, les multiples contrôles et fouilles, la confiscation et la destruction de tout signe de reconnaissance kurde (drapeaux, vêtements aux couleurs kurdes), les messages politiques réclamant la reconnaissance de l'identité kurde ont été nombreux. Tout comme ont fusé de tous les discours des organisateurs - le Hadep (parti politique prokurde ayant réussi à faire élire 37 maires lors des municipales de 1999) et l'IHD (association des droits de l'Homme), - la revendication du respect

de la culture millénaire kurde, la prise en compte sociale et politique des 15 millions de Kurdes vivant encore dans des provinces administrées par un préfet militaire ayant les pleins pouvoirs, régime qui a pour nom «Etat d'urgence», l'abolition de la peine de mort, l'arrêt des tortures dans les prisons ainsi que de nombreux messages de soutien à «Apo» (Abdullah Öcalan, leader kurde du PKK, condamné à mort et emprisonné).

Malgré tout cela, malgré le lourd tribut payé par les Kurdes dans leur difficile accession à la reconnaissance (près de 4 millions de personnes déplacées en 15 ans de guerre, plus de 4.000 villages détruits, 37.000 morts et des milliers de prisonniers politiques dans des geôles n'ayant rien à envier à celles de «Midnight Express»), le peuple kurde, dirigeants en tête, croit encore en un avenir meilleur, en la possibilité de vivre fraternellement avec les Turcs. Cette fête de Newroz à Diyarbakir a été le symbole vivant et populaire d'une volonté de normalisation conditionnée par la reconnaissance pleine et entière de l'identité kurde, exprimé par la population dans son ensemble qui veut croire en la volonté politique de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne qui pose comme condition le respect des droits de l'Homme dans toute la Turquie. ■



Fête de Newroz à Diyarbakir le 21 mars 2002

Martial Pénicaud

Time for Arabs to think about the Kurds

Daily Star (Beirut) May 24, 2002

By Jamal Ahmad Khashoggi

(Saudi political analyst and the deputy editor in chief of Saudi Arabia's English-language Arab News)

Numbering some 20-25 million people, the Kurds' traditional territory is divided among the modern states of Turkey, Iraq, Iran and Syria. Just over 4 million of these Kurds live in Iraq, constituting about one fifth of the population.

I can safely impart that, to most people in Saudi Arabia and the Gulf, the Kurdish question is an enigma. This is regrettably the case despite the fact that Iraq and its future provide ample reason for them to show interest in the plight of the Kurds. Besides local issues, the Saudi press is much more interested in Sudan and Yemen, for example, than it is in the Kurds.

To illustrate this point, I searched through the website of Saudi Arabia's mass circulation daily Asharq Al-Awsat for the term "Kurds." The search returned 355 references. When I searched for "southern Sudan," however, the site returned 364 articles. Not a big difference, I have to admit. Not so with the next comparison I made. Searching for references to Kurdish leader Masoud Barzani, the Asharq Al-Awsat search engine returned 209 articles, compared with no less than 815 for Sudan Peoples' Liberation Army leader John Garang!

Though unscientific, my test showed that interest in the Kurds and their cause is not among our priorities here in the Gulf. The Berbers of North Africa are another minority people that ordinary Arabs are almost totally ignorant of.

I once attended a discussion in Algiers with a group of Egyptian and Algerian journalists, most of whom were either Islamists or Arab nationalists. All the participants agreed that there were plots concocted abroad to foment ethnic strife between Arabs and minorities that have long lived in their midst in (relative) peace. These conspiracies, the journalists were convinced, will lead to the Balkanization of many Arab countries.

One of the Egyptian journalists present went so far as to smear the entire Kurdish nation by suggesting that they were being used by the West to undermine the unity of Iraq. The exchanges that went on in that small Algiers gathering epitomized the misunderstandings that have characterized the relationship between Kurds and most Arabs since Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani cooperated with Israel and the shah of Iran in the 1960s and 1970s – a fact that was seized upon by Iraqi propaganda to besmirch the image of the Kurds in the Arab world.

When the Americans finally launch their offensive against the Iraqi regime (in which the Kurds are slated to play a starring role), I expect the Kurds to come in for a torrent of Arab abuse in late-night chat shows.

In fact, this abuse has started already. Various writers and columnists are already accusing the Kurds of being a backward tribal people, and "revolutionaries for hire." Syrian writer Ali al-Rabioturki recently questioned (in an Egyptian newspaper) whether the Kurds were again going to wage war on behalf of others, and whether they were going to agree to act as guides for the Americans in their attack on Baghdad.

This Syrian, who should have known better, failed to propose any alternatives. What should the Kurds do? Just sit back in Suleimaniya and Arbil while the Americans redraw their country's future? Assuming of course that they still view Iraq as being their country. The Kurds have been religiously assuring jittery Arabs that they are against the dismemberment of Iraq, and that their only aspiration is to live under a federal, democratic Iraqi state.

Rabioturki's position is echoed by a number of Saudi Islamists who, in the 1980s, came to know former Afghan President Burhanuddin Rabbani when he was still fighting the Soviet occupation of his country. When Rabbani was forced to side with the Americans in their "war on terror," however, these Saudis wished that he had not legitimized the US campaign against the Taleban. They wished he had ordered the Northern Alliance not to cooperate with the Americans against their Afghan brethren.

These Saudis were too far away from where the events took place to be affected by their suggestions. They were also too ignorant to realize what atrocities the Taleban committed. Rabbani, on the other hand, knew very well what the Taleban were. He realized that the Taleban rejected the very idea of sharing power. Had Rabbani listened to the Saudi Islamists, he would have retired to his home village of Badkshshan. His party, meanwhile, would have been split down the middle, some following him, while the rest seizing the historic opportunity to overthrow their Taleban foes.

For Rabbani in Afghanistan, substitute Kurdistan Democratic Party chieftain Masoud Barzani and Patriotic Union of Kurdistan leader Jalal Talabani in Iraqi Kurdistan. Like the former Afghan president, the two Kurdish leaders are faced with an historic opportunity. They can either seize it, or they can lose it forever. It is highly unlikely that they will listen to Arab advice and allow such an opportunity to pass them by.

Consequently, Barzani and Talabani urgently need to launch a public relations campaign to convince the Arabs of their intended actions. This won't be easy. When we Arab journalists meet with Kurdish leaders, we seldom ask them about conditions in Iraqi Kurdistan proper. All we ask about is whether the Iraqi Kurds will take part in the American campaign against Saddam Hussein, and whether they are for or against the unity of Iraq.

To my knowledge, no Arab newspaper has correspondents in Iraqi Kurdistan. Neither does any Arab satellite TV channel. This is because Kurdistan is still technically part of Iraq, making it difficult for MBC or Egyptian state TV to send correspondents to Suleimaniya or Arbil. The only exception has been Al Jazeera satellite channel, which produced the only Arab documentary about the Kurds.

On the whole, Arabs know very little about the suffering of the Kurds. When they are told of what has been done to the Kurds, the latter have to work hard to convince them that it is true. The 1988 genocidal Anfal campaign mounted by the Iraqi regime, for example, in which more than 100,000 Kurds lost their lives, was on the same scale as the Palestinian Nakba, the Jewish Holocaust, and the Armenian genocide. But you can scarcely find Anfal mentioned in Arab newspapers, despite the fact that the Iraqi regime has very few friends nowadays.

I searched for Anfal in Asharq Al-Awsat, and could only find 15 references mostly written by Kurds or by the Iraqi opposition. I have never heard of pro-Kurdish demonstrations being organized in any Arab country, or of any seminars discussing the Kurds and their plight. The sensitive situation in Iraq, and fears of the country's possible breakup, led many Arab states – including Saudi Arabia – to shun the Iraqi opposition. No prominent Iraqi opposition figures have visited Riyadh since the mid-1990s; Saudi officials, it seems, have chosen to leave the issue of Iraq to the country's immediate neighbors like Syria, Turkey and Iran.

But the fallout from any chaos that might befall Iraq will surely affect us in Saudi Arabia. Iraqi Sunni Arabs (who feel targeted by the country's Kurds and Shiites because of their association with the Baathist regime) will quite naturally look to their co-religionists in Saudi Arabia for help and support. That is why we must reach out to the Kurds, if only to ensure that no massacres take place.

Saudi Arabia must also use the friendship with Iran, cultivated by Crown Prince Abdullah, to ensure that Tehran's Shiite allies in Iraq behave themselves, so that all Iraqis can work together to build a strong and unified country.

The Saudis should embark on these efforts now, so long as the region is relatively peaceful, rather than waiting until Iraq is in turmoil when it would be too late.

* * * *

Ankara warms up to Iraqi Kurds as U.S. pressure mounts on Saddam

Iraq Press May 20, 2002

Arbil - After months of tense relations, Ankara is trying once again to warm up to Iraqi Kurds who have carved out a semi-independent enclave for themselves in northern Iraq. The move, according to Kurdish officials and analysts, came when it became clear to Turkish authorities that the United States was determined to attack Iraq and remove President Saddam Hussein from power.

Ankara, the officials said, was also encouraged by guarantees it obtained from the region's main political parties that they will under no circumstances try to undermine Iraq's territorial integrity. The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) share power of the enclave which has been under U.S. and British air protection since shortly after the 1991 Gulf War.

The United States, though preoccupied with the continuing war in Afghanistan and the violence in the Middle East, has made the overthrow of Saddam one of its top foreign policy priorities.

U.S. National Security Adviser Condoleezza Rice said Monday that sooner or later President Bush would have to decide to move against Saddam.

She said Bush would use his forthcoming European tour to start Wednesday to lobby leaders of Germany, Russia and France for support against Saddam's removal. Britain generally backs any U.S. effort against Saddam.

U.S. determination and Kurdish pledges not to endanger Turkish national security have prompted Ankara to resume high-level contacts with the Kurds, Kurdish officials, speaking on condition of anonymity, said. They said a senior Turkish military official was currently on a visit to northern Iraq to meet with both PUK and KDP leaders who had held what was then described as a crucial meeting with U.S. administration officials in Germany last month.

The Kurds are almost besieged from all sides with Iraqi troops massing in the south and Turkish army redeploying in the north. However, U.S. vows to remove Saddam from power have boosted their geopolitical role in any U.S. bid to remove Saddam from power.

Militias of both parties are now training on various arms and regrouping. But the analysts here say they will be no match to Saddam's well-equipped Republican guard troops without substantial U.S. military support.

The Kurds, wary of Turkish intentions, have strived to diversify their commercial and trade routes recently. Links with Iran and Syria have improved and hundreds of thousands of Iraqis abroad now use these countries as stations to visit relatives in northern Iraq.

Previously, almost all Iraqis abroad flew to Turkey first.

* * * *

U.S. finds Kurds in way of plan to overthrow Saddam

Daily Yomiuri (Tokyo) May 23, 2002 By Kazuhiko Fujiwara

The United States finds itself faced with a cumbersome obstacle to its plans for a military attack on Iraq with the aim of overthrowing the regime of President Saddam Hussein. It is Ansar al-Islam, an armed Islamic fundamentalist group, which was born in Kurdistan in northern Iraq in the autumn. The United States is seeking backing for a possible military assault on Baghdad from two major Kurdish political and military organizations: the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Ansar, however, not only opposes these groups, which it considers as "apostate forces," but also receives assistance from the Saddam administration to which the two groups are hostile. Therefore, the United States now appears to have no choice but to first "deal with" Ansar before launching an attack on Iraq.

Kurdistan has been given de facto independence since the 1991 Gulf War, with the PUK and the KDP each controlling half the region under the protection of U.S. and European military forces.

Ansar was formed in an area near the Iranian border in September, according to the March 15 issue of The Christian Science Monitor and the March 25 issue of The New Yorker magazine. The group is an amalgamation of two other organizations: Al-Tawhid, an Islamic fundamentalist group, and the Second Soran Unit, an extremist splinter group that split from the Islamic Unity Movement of Kurdistan (IUMK), a pro-Iranian moderate Muslim organization.

The new organization initially called itself "Jund al-Islam," or Islamic forces. Ansar is based in Biyara and 10 neighboring villages under its control in PUK territory near the Iranian border. The number of Ansar members has doubled since its foundation to about 700. Unlike the PUK and the KDP that are mainly comprising Kurds, Ansar's membership is diverse in nationality as it includes Kurds, Iraqi Arabs, Jordanians, Moroccans, Palestinians and Afghans.

Mala Kreker, a Kurdish former member of IUMK, reportedly became emir, or supreme leader, and Kurd Abu Abdullah Shafae is second in command. One of the problems to be addressed will be that Ansar has declared "jihad" against the PUK and the KDP, which he condemns as secular and apostate forces.

In late September, shortly after its establishment, Ansar raided PUK forces in villages around its stronghold and

killed 42 PUK fighters. On April 2, an assassination attempt was made against Barham Salih, prime minister of the PUK's regional government of Sulaimaniya. That afternoon, three gunmen riding in a taxi shot at Salih and others in front of his residence.

The prime minister escaped the attack unhurt, but his five bodyguards were killed. Two of the gunmen were shot to death and a wounded gunman was captured. It is rumored that Ansar was involved in the assault.

According to some analysts, the Salih assassination attempt was perpetuated by Islamic fundamentalist terrorists sent to Ansar by the Saddam administration. "Sixty Islamic terrorists, trained in Afghanistan by Osama bin Laden, are holed up in the town of Biyara in northern Iraq, guests of Saddam Hussein. Their assignment is to infiltrate the no-fly zone and to kill the Kurdish leaders, who Saddam assumes will be allied with the U.S. in his overthrow," columnist William Safire wrote in the April 8 issue of The New York Times.

There are many reports highlighting the links between Ansar and the Saddam administration.

For example, the April 21 issue of The Sunday Telegraph, a prominent British newspaper, reported that Saddam had dispatched his elite Republican Guard forces to Ansar's stronghold to shore up its military strength. According to the report, a group of Western military advisers that were engaged in reconnaissance activities in the region spotted Iraqi Republican Guard soldiers in two villages in Ansar's stronghold.

The report also quoted the group as saying that the Saddam administration provided Ansar with ground-to-air missiles and other weapons. If it turns out to be true that Saddam is assisting Ansar, the reason for doing so will be obvious. Hussein wants to check PUK and KDP by strengthening ties with Ansar and spoil the United States' hopes of utilizing the two forces as front-line units in a future attack on Iraq.

Ansar appears to be a serious hindrance for the United States' plan to attack Iraq--labeled by U.S. President George W. Bush as being part of the "axis of evil." There is also information that hints at links between Ansar and Al-Qaida, the international Islamic fundamentalist terrorist network the United States blames for the Sept. 11 terrorist attacks.

It is also said that many of the Al-Qaida members entered Kurdistan to escape U.S.-led military attacks and then joined Ansar. Therefore, dealing with Ansar is likely to become a top priority for the United States. The focus of attention now is on when the PUK and the KDP will finally embark on sweeping operations against Ansar at the behest of the United States.

Fujiwara is a freelance journalist.

* * * *

Turkey's president calls meeting of political leaders to boost EU bid

Associated Press May 24, 2002

ANKARA, Turkey - Turkey's president said Friday he would summon the leaders of the country's main political parties to discuss how Turkey can advance its bid to join the European Union. Ahmet Necdet Sezer told journalists that he would call a meeting with the leaders of all parties represented in parliament. His initiative comes as Turkey's longtime efforts to join the 15-member EU enter a critical phase, with pressure on the government to make concessions over human rights and the divided island of Cyprus.

"Our course, toward full membership of the EU is a modernization project that is backed by most of our people," Sezer said. "We need to approach this issue of national importance with an above-party understanding ... and to develop a common view that will enable us to take appropriate steps," he said.

Sezer said no date had been set for the meeting.

Earlier this week, government leaders, who met in the hospital where Prime Minister Bulent Ecevit is being treated for a broken rib and a vein infection, reportedly failed to agree on the reforms that the EU is demanding. Those include the abolition of the death penalty and the relaxation of laws that bar Turkey's estimated 12 million Kurds from broadcasting or education in their native language. Ecevit's nationalist coalition partners have strongly resis-

ted the changes. Many analysts believe Turkey's EU bid is entering a critical phase. They say Turkey could secure a date for opening membership negotiations this year if the government accelerates reforms and shows flexibility in talks on the reunification of Cyprus, launched at the beginning of this year.

But there are fears that Turkey's hopes can suffer a bad blow if the Cyprus talks break down and the EU accepts a membership bid by the Greek Cypriot administration without a settlement. Turkey has repeatedly said it would not accept such a move and has threatened to counter by annexing the island's northern part, where a breakaway Turkish Cypriot state is recognized only by Turkey.

* * * *

Turkey's powerful military willing to accept abolition of death penalty

May 29, 2002 By SUZAN FRASER Associated Press

ANKARA, Turkey - Turkey's military says it is willing to accept the abolition of the death penalty as long as parliament enacts laws to ensure that imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan is never freed, newspapers reported Wednesday. The European Union, which Turkey aspires to join, is demanding that Turkey abolish the death penalty.

Right-wing Turkish legislators are insisting that Ocalan be executed.

The military is revered in Turkey, especially by the right-wing, and the military's proposal is likely to soften demands that Ocalan be hanged. Turkey sentenced Ocalan to death in 1999, but Ocalan's lawyers have appealed the death sentence to the European Court of Human Rights.

The comments by an unnamed general on behalf of the military were headline news in most Turkish newspapers.

"That brave step from the military," the daily Milliyet said in its headline.

On Tuesday, the nationalist party's leader, Devlet Bahçeli, said he would agree to help carry out EU-demanded reforms if parliament is allowed to vote on whether to execute Ocalan. Two main opposition parties have backed Bahçeli's call for a vote on Ocalan's execution. "Let the prime minister take it to parliament and parliament will do what is necessary," said Recep Tayyip Erdoğan, head of the opposition Justice and Development Party.

Although dozens of people have been sentenced to death in Turkey in recent years, Turkey has not executed anyone in almost two decades and no government has even asked for the required parliamentary approval since 1984.

The military, which wields huge influence over the government, is expected to introduce its proposal at Thursday's meeting of the National Security Council when Turkey's leaders are scheduled to take up the death penalty and other EU-demanded measures, Hurriyet and other newspapers reported. The council groups Turkey's top civilian and military leaders and is one of the most influential bodies in the country. The media has branded the military's proposal "The Rudolf Hess Model" in reference to the Nazi leader tried at Nuremberg after World War II. Hess spent 46 years in prison before he committed suicide.

"Let (Ocalan) rot away in prison," read a front-page headline in daily Sabah.

Turkey's influential business and industrialists group, TUSIAD, meanwhile, called for urgent steps to meet EU criteria for membership, taking out full-page ads in major Turkish newspapers. The group, made up of Turkey's largest conglomerates, later released a statement backing the military, and calling on the government to amend death penalty laws and replace them with life prison sentences with no possibility of parole.

It also called on the government to make amendments that would allow the use of Kurdish in education and broadcasts. Prime Minister Bulent Ecevit, whose party favors abolishing the death penalty, warned that EU membership would "become a dream" unless Turkey lifted capital punishment and undertook other reforms.

* * * *

Bahceli stipulates five preconditions for the EU

Turkish Daily News 29 May 2002

Coalition senior partner Nationalist Movement Party (MHP) leader and Deputy Prime Minister Devlet Bahceli has stipulated five preconditions for Turkey's European Union membership.

At a press conference organized by the Turkish Embassy in Peking, Bahceli assessed the three years of the 57th government and touched on Turkey's EU bid. Asking the EU to include the Kurdistan Freedom and Democracy Congress (KADEK), the new name of the Kurdistan Worker's Party (PKK), on its terrorist list, Bahceli also urged the government to transfer death row inmate PKK chieftain Abdullah Ocalan's dossier to Parliament, regardless of the European Court's resolution.

Bahceli emphasized that the leaders of the PKK and KADEK should openly announce to the world their remorse. According to him, they should also clarify their loyalty to the Turkish Constitution.

Another precondition Bahceli stipulated was that the EU should set a date for the start of the negotiations regarding Turkey's full membership, since it could take 10-12 years.

Touching on Turkey's journey on the EU path, Bahceli stated that Turkey has taken some concrete steps towards the EU in the last three years, with the active support of the MHP. Bahceli noted that certain extra steps have become preconditions for Turkey's membership, adding that the abolition of the death penalty, even for crimes of terrorism, and broadcasting and education in languages other than Turkish were among the EU's demands. He stated that these sensitive issues had once more come to the agenda during last week's leaders' summit. He stressed that Turkey might consider these steps if the EU fulfilled Turkey's demands.

Denying accusations that the MHP has been hindering Turkey's EU bid, Bahceli noted that the steps taken in the past three years have been realized with the active support of his party.

Bahceli recalled that Turkey has been struggling against separatist terrorism for 17 years, saying that the terrorist threat had not come to an end after Ocalan was imprisoned and sentenced to death. He claimed that there were still armed militants from the bloody terrorist organization in the regions neighboring Turkey's borders.

Bahceli stated that the PKK had changed its name to KADEK, but had not given up its aims, stressing that it had determined a new strategy, which mainly focused on Turkey's EU membership process and the Copenhagen criteria. He claimed that the MHP's national sensitivities over Turkey's EU bid stemmed from this fact.

"The EU's demands from Turkey in the name of the Copenhagen criteria match the terrorist organization's political targets. It is not possible to evaluate these demands as innocent requests required for democracy in this light," he emphasized.

Ocalan's dossier should be presented to Parliament

Stressing that it was impossible to help the terrorist organization reach its unchanged targets before the terrorism threat has definitely ended, Bahceli said that Ocalan's execution would be a concrete step towards eliminating this threat. Urging the transfer of PKK chieftain and death-row inmate Ocalan's dossier to Parliament, Bahceli noted that the procedure to be followed on this dossier depended on the will and decision of the Turkish Parliament.

Bahceli also said that there was no longer a need to keep Ocalan under special circumstances on Imrali Island, urging that he should be transferred to an F-type prison.

The EU should include KADEK on its terrorist list

According to Bahceli, the EU should show its determination in the struggle against terrorism, and include KADEK on its terrorist list. Bahceli noted that the armed militants of the terrorist organization should surrender to the security forces, adding that the PKK/KADEK should openly announce that it has given up its bloody terrorist acts and show its will with its actions.

Asking the EU to set a date for the start of Turkey's full membership negotiations at the end of this year, Bahceli

noted that Turkey should reconsider the steps it had to take on the EU path with a new understanding, if the EU sets a date. He emphasized that Turkey has entered a very critical period in its relations with the EU, saying that vital decisions would be made at the Copenhagen summit to be held in December 2002.

* * * *

Iraqi Opposition Holds Seminar on Democratic Change in Iraq

30 May 2002 By Susan Domowitz Washington File (US Department of State)

Washington - Opening a two-day seminar on "Prospects for Democratic Change in Iraq," Hussain Sinjari, the president of the Iraq Institute for Democracy, told participants that democracy and liberty would eventually be achieved in all of Iraq. "Iraq will come out of its ashes and seclusion and will open its doors to the integrated world, modernize the political and economic system and institutions, and our country, Iraq, will be held up as a model of reform," he said.

The seminar, held at American University in Washington on May 24 and 25, was organized by the Iraq Institute for Democracy, an Iraqi non-government organization headquartered in Erbil in northern Iraq. Sponsored by Freedom House in Washington, and hosted by the American University Center for Global Peace, the seminar welcomed about 200 participants from Iraq, the United States, and Europe.

In addition to the Iraq Institute for Democracy, representatives of other opposition groups - including the Iraqi National Congress, the Iraqi National Accord, and the Free Officers Movement - also participated in the seminar.

Sinjari said he organized the seminar to nurture a popular movement for democratic change in Iraq, to establish a network among Iraqi democracy advocates outside the country and democracy advocates inside Iraq.

"The fear must be broken. The apathy must be broken. We, the people of Iraq, we must push for democracy. We must do it ourselves," Sinjari said. He said Iraq could once again become "a bridge of prosperity and peace and integration for ourselves and for our neighbors and indeed for the rest of the world," once the Iraqi people regain their liberty. Looking to a post-Saddam Iraq, participants shared their visions of Iraq after Saddam and discussed how the change could come about. Participants discussed what steps must be taken now to ensure the kind of democratic, tolerant, and free Iraqi society they hope to build.

Participation is the real key to developing democracy in Iraq, according to Laith Kubba, of the National Endowment for Democracy, in Washington. Mahmood Osman, an independent Kurdish politician currently living in London, agreed, noting that northern Iraq has now had ten years' experience governing itself, without Saddam's interference, and people living in that area now want real participation in the Iraqi central government, once Saddam's regime is no longer in power. Kurds, he said, are a moderating, stable element in Iraq.

The area of northern Iraq outside of Saddam's control, governed by administrations and protected by coalition forces, generally enjoys a much better standard of living than the rest of Iraq under Saddam's control, even though both areas are subject to UN sanctions and the Oil-For-Food program. In northern Iraq, civil society is active and effective; there is a free press, an elected parliament, and significant grassroots political participation. Local and international NGOs are allowed to operate freely in northern Iraq, and the administrations have issued an open invitation to international human rights monitors and the International Committee of the Red Cross to travel to the region, monitor human rights, and visit prisons, all in stark contrast to the areas of Iraq that are under Saddam's control. Local residents proudly call northern Iraq "Free Iraq."

Participants discussed non-violent resistance and civilian-based resistance, similar to the citizens' movement in Serbia that removed dictator Slobodan Milosevic, as a possible model for action in Iraq. Some participants said that the Saddam Hussein regime's grip on power is not as strong as it appears, and that civilian-based resistance could be effective. The fear of sectarian or inter-ethnic violence after Saddam's fall is unfounded, according to Sheikh Mohammed Mohammed Ali of the Iraqi National Congress.

This view was seconded by Mohammed Ihssan Sulaivani, a human rights official from the Erbil administration in northern Iraq. "We [residents of northern Iraq] don't have a history of fundamental issues, not nationality, not reli-

gious fundamentalism." "Furthermore, the Kurdish issue has never ever been an issue in Iraq between Kurds and Arabs. [The issue] was between Kurds and the central government," Sulaivani added.

"We are looking for a better, more peaceful society in order to recover from all we have been through with different regimes, different military governments all over the country," he said.

Rubar Sandi, of the U.S.-Iraqi Business Council in Washington, pointed out that Iraq always had a sustainable middle class, and that Iraqis want to bring back Iraq's heritage, and its tradition of multi-ethnic, multi-religious tolerance. Human rights will be an important aspect of post-Saddam Iraq, according to Erbil human rights official Sulaivani. He sees the lack of respect for human rights as the source of Iraq's problems. "There is no democracy without human rights," he said.

Sulaivani said the Erbil administration created an office for human rights to promote the culture of human rights in the area. For the last year, he has been setting up a human rights curriculum in the schools, and human rights training programs for police and security forces in northern Iraq.

According to Sulaivani, Saddam's regime destroyed 4,600 villages in the Kurdish area of northern Iraq in 1991. About 75 percent have been rebuilt. Sulaivani explained that the regional administration seized this opportunity to rebuild not only villages, but also "the personality of people living in our society - Kurds, Arabs, Turkomens, Assyrians, and other minorities living in the Kurdish area." "By enhancing, strengthening human rights in this society, we've paved the way for the next generation, and we've paved the way for us as well to have a better democratic and federal Iraq in the future," Sulaivani said.

Conference organizer Sinjari views the Kurdish areas as a possible model for the rest of country, in planning for a post-Saddam Iraq. "Iraqis are crying for change," he said. "They are looking to build a system similar to the one we have, because the ethnic groups, the different religious groups, they have got their freedom and we want this for the rest of Iraq."

And Sinjari sees a renewed, democratic, free Iraq as a model for the region.

"The internal transformation of our country after the fall of the dictatorship will allow regional cooperation among all the states and the peoples in the Middle East, and our integration with the civilized world," he said.

* * * *

Turkey's Leader Too Ill for Meeting

Associated Press May 30, 2002

ANKARA, Turkey (AP) - Prime Minister Bulent Ecevit, recovering after being hospitalized twice in the past month, was not well enough to attend a key meeting of military and political leaders on Thursday, his spokesman said. Turkey's powerful National Security Council, which groups the country's top generals and ministers, met Thursday without him. The meeting was expected to discuss the country's efforts to join the European Union.

Ecevit's spokesman Cem Avci told journalists that doctors examined the premier at his home early Thursday and "decided his condition was not suitable for attending a long meeting." Avci did not elaborate about Ecevit's health. Avci said Ecevit telephoned Turkey's President Ahmet Necdet Sezer, who leads the council's meetings, to say he would be unable to attend.

After Ecevit was discharged from hospital earlier this week, he said he would probably attend the meeting.

His absence is likely to fuel fears that Ecevit is not well enough to run the government. His ill health has already shaken financial markets with fears he might resign. Ecevit's three-party coalition government is largely held together by the premier's personal authority. There are also fears that Ecevit's withdrawal could jeopardize a recovery program, backed by billions of dollars of international loans, that aims to end a deep economic crisis.

Ecevit is suffering from a broken rib and circulatory troubles in a leg.

Turkish newspapers have speculated that Ecevit also suffers from Parkinson's disease and myasthenia gravis, a nerve disease characterized by weakness and muscle fatigue. The premier has neither confirmed nor denied those reports.

The Council's Thursday meeting was expected to discuss reforms that the EU has demanded from Turkey before it can open membership negotiations. They include granting broader rights for Turkey's estimated 12 million Kurds, who are not recognized as an official minority, and abolishing the death penalty.

Ecevit's nationalist coalition partners have objected to the EU's demands, and insisted that Abdullah Ocalan - leader of a Kurdish rebel group whose struggle for autonomy has cost some 37,000 lives since 1984 - should be hung.

* * * *

MGK meets without PM Ecevit

Turkish Daily News May 31, 2002

Ailing Prime Minister Bulent Ecevit, recovering after being hospitalized twice in the past month, is not well enough to attend a key meeting of military and political leaders, officials said. Turkey's powerful National Security Council (MGK), which groups the country's top generals and ministers, met yesterday to discuss the country's efforts to join the European Union.

Prime Minister Ecevit's spokesman Cem Avci told journalists that doctors had examined the premier at his home early Thursday and had "decided his condition was not suitable for attending a long meeting."

Avci said Ecevit had telephoned President Ahmet Necdet Sezer, who chairs the council's meetings, to say he would be unable to attend. Ecevit is suffering from a broken rib and a vein infection in the leg. Turkish newspapers have speculated that Ecevit also suffers from Parkinson's disease and myasthenia gravis, a nerve disease characterized by weakness and muscle fatigue. The premier has neither confirmed nor denied those reports.

Ecevit's ill health has driven bond yields up and depressed stocks. Some fear the three-party alliance would collapse if Ecevit stepped down and that a \$16 billion IMF recovery and reform plan could be undermined.

Brokers said stocks dipped almost two percent from positive territory on the announcement of Ecevit's withdrawal from the MGK meeting, to end the morning down 1.27 percent. The lira slid by some 7,000 against the dollar to trade at best dollar bids of 1,416,000 on the interbank market.

After he was discharged from hospital earlier this week, Ecevit had said he would probably attend the meeting. His absence is likely to fuel fears that Ecevit's illness may force him to step down, a move that could alarm shaky financial markets. Markets have been abuzz over the last month with speculation of early elections, triggered by Ecevit's evident weakness and by the wrangling within the precarious left-right coalition that it has only aggravated. Ecevit, who heads the Democratic Left Party, insists he will see his five-year term through to 2004, but many are sceptical.

The Council's Thursday meeting was expected to discuss reforms that the EU has demanded from Turkey before it can open membership negotiations. They include granting broader rights for Turkey's estimated 12 million Kurds and abolishing the death penalty. Ecevit's three-party coalition government is largely held together by the premier's personal authority.

Ecevit's nationalist coalition partners have objected to the EU's demands, and insisted that Abdullah Ocalan - leader of a Kurdish terrorist group whose struggle for autonomy has cost some 37,000 lives since 1984 - should be hung.

Hours before Ecevit's withdrawal from the MGK meeting was announced, sending a shiver through financial markets, deputy prime minister Mesut Yilmaz complained of political drift.

"Turkey is faced with the prospect of deviating from its most important targets because it is buried in daily problems. This is causing us to enter a dangerous period of inertia." Yilmaz, head of the conservative Motherland Party (ANAP), took a swipe at his rightist Nationalist Movement Party (MHP) coalition allies without naming them. The MHP is resisting human rights reforms intended to meet EU criteria for membership talks, arguing they could undermine Turkish unity.

"The EU is an important chance to rescue ourselves from that inertia...If we don't make decisions today, don't give Turkey direction, we'll be faced daily with new problems. But I believe common sense will prevail," he told an Ankara conference.

Army takes the initiative

The MGK groups top ministers and military commanders under the chairmanship of the President. In a country where politics is often decisively influenced by the powerful military, its recommendations carry considerable weight. At times of particular government weakness, the military role behind the scenes increases. The steadying hand of the generals through the MGK and, more decisively, by less formal channels could be more firmly felt if Ecevit weakens further. There are some speculations that Turkish army will take the initiative in fulfilment of the demands of the European Union such as abolishing death penalty and give some cultural rights to Kurdish population of Turkey such as broadcasting in Kurdish, education in mother tongue and finding a solution to the Cyprus problem.

According to news article of daily Hurriyet, "[to help eliminate the deadlock among the coalition partners on two major, European Union-related issues] the military are making crystal clear suggestions: 'Let the death penalty be abolished while inserting a new provision in the Constitution, a provision making it clear that people already condemned to death cannot ever be pardoned and set free.

Broadcasting in Kurdish language can take place on the TRT-GAP channel of the state-owned Turkish Radio-TV Company (TRT) in a limited fashion, that is, in the form of regular news bulletins. Music and other kinds of programs would not be the order of the day. What is being proposed is not giving education in the mother tongue but the teaching of the mother tongue. There cannot be education in any language other than Turkish. At the state-owned primary schools, children older than in the third grade can be given native language courses privately at the end of the school hours'."

* * * *

TUSIAD ultimatum: Urgent reforms

Turkish Daily News May 30, 2002

Turkey's leading industrialists were in the national Turkish-language newspapers Wednesday with full-page advertisements, reminding of their anti-government ads in mid 1970s.

This time, however, the Turkish Industrialists and Businessmen's Association (TUSIAD) was not complaining about the government to the nation, but appealing to the parties represented in Parliament, to unite forces in a bipartisan manner and act together to promote the European Union membership bid of the country. In an ultimatum-like attitude, TUSIAD urged politicians, without discriminating any party, to take the necessary steps, in a bipartisan manner, that will facilitate Turkey's European Union accession. Stressing that "Turkey is at a crossroads," the group asked politicians in full-page ads in newspapers that they should stop using the EU as a domestic policy tool.

The TUSIAD appeal came at a time when the EU accession efforts of Turkey appears to have been deadlocked over differences among the parties, and the inability of the three-way coalition government to reach a consensus on three thorny issues: Lifting of the death penalty, education in Kurdish and broadcasting in Kurdish..

Besides the full-page ads, in an unprecedented manner TUSIAD came up Wednesday with two drafts, one suggesting a way out from the death penalty deadlock and the other providing besides Turkish education and broadcasting rights in "languages traditionally spoken" in the country or "foreign languages that has contributed to the enhancement of science and culture." Indeed, what TUSIAD suggested were nothing more than what intellectuals of the country have been debating for the past several months, but the industrialist group took the initiative with the bold move.

Heavy life-term

Stressing that Turkey ought to take some urgent steps or would miss the EU-train, TUSIAD suggested replacement of the "death penalty" in the Turkish Penal Code, as well as a set of other laws including the Anti-Terrorism Law,

Military Penal Code and the Forestry Law with a new "heavy life-term" sentence, and thus called for total deletion of the death penalty from the Turkish judicial system. The TUSIAD proposal defined the "heavy life-term" as 40 years behind bars. According to the proposal prisoners serving a "heavy life-term" would be eligible for parole or reduction in sentence only after serving 30 years of their sentence.

Language reform

TUSIAD also called for a language reform and lifting of restriction on the use of Kurdish in education and broadcasting.

According to a draft prepared by leading law professor Prof. Suheyl Batum and released by the powerful industrialists group, stressed that besides Turkish "languages traditionally spoken" in the country and "foreign languages that have contributed to the enhancement of science and culture" could be used by the TV and radio stations in their music and news broadcasts.

The draft also states that it was the duty of the state to make regulations so that citizens exercise their right of learning "the languages traditionally spoken in the country." It said the state would either undertake the responsibility of learning its citizens those languages or would allow the private sector to undertake that responsibility.

TUSIAD ad

Before the radical reform proposals of TUSIAD reached newsrooms Wednesday, full page ads of the industrialists group were in newspapers, calling on the politicians to stop bickering, political feuds and join forces to undertake pressing reforms required for the EU bid of the country.

The ads, that carried the signatures of 34 of TUSIAD's top officials, said, "Turkey is at a crossroads," and asked politicians to stop using the EU as a domestic policy tool.

Entitled, "Turkey: What kind of a future," the ad recalled that Turkey's EU membership was a state policy, which should not become a domestic policy tool for the parties. "What kind of a country are we going to live in during the first quarter of the 21st century, depending on the decisions related to the EU, and what kind of a Turkey will be inherited by our youth, which constitutes half of the population, will become clear this year," the top businessmen said.

TUSIAD asked people whether they wanted a Turkey that has high welfare, political and democratic standards, provides contemporary education and employment opportunities, and whose economy is stable, or a Turkey whose economy and politics are unstable and which is sentenced to a \$2,000 national income per capita.

TUSIAD emphasized that the EU membership issue should not be turned into a struggle in the domestic political arena, adding that EU membership was the guarantee of the future of Turkey's young people. "Our political parties and Parliament should undertake the necessary responsibility in this vital project, which we believe will enlighten the tomorrows of the country, and take immediate action in order to take the steps required for membership," the businessmen said.

TUSIAD urged politicians to realize arrangements in line with the Copenhagen criteria on the death penalty issue, and on education and broadcasting in languages other than Turkish. According to TUSIAD, the start of full membership negotiations with the EU has become the most urgent topic on the agenda.

Defining EU membership as the most significant project in Turkish history, the top businessmen said that Turkey should arrive at the place it deserves by solving its economic, political and social problems and by becoming a contemporary and stable country. "Turkey's future is with the EU," they added.

* * * *

En Syrie, la multiplication des procès d'opposants traduit un durcissement du régime

Les espoirs d'ouverture se sont envolés

COMME il l'a fait depuis l'ouverture de son procès le 28 avril, l'opposant communiste syrien Riad Turk, qui comparait mercredi 29 mai devant la Cour de sûreté de l'Etat à Damas, a refusé de répondre aux questions du juge. Il entend protester contre ce qui est à ses yeux une parodie de procès. Ses avocats ont déjà contesté la compétence de la cour, un tribunal d'exception instauré au début des années 1960 - en vertu de la loi sur l'état d'urgence imposée au pays - et dont les verdicts sont sans appel.

Alors même que le procès est supposé ne pas être à huis clos, les journalistes et les diplomates en ont été exclus dès la deuxième séance. Seuls la famille de l'accusé, ses avocats et un journaliste de l'agence de presse officielle sont autorisés à assister aux audiences.

Les vieilles et méchantes habitudes ont la vie dure en Syrie. Un peu moins de deux ans après l'accession à la présidence de Bachar Al-Assad, dont certains espéraient une libéralisation, même

relative, du régime, les opposants sont pourchassés et condamnés. Les rares lucarnes de liberté qui avaient été autorisées par le pouvoir dans les premiers mois de 2001 ont été fermées. Les procès d'opposants se succèdent, alors que « le seul objectif des accusés, souligne un universitaire syrien, est d'acquiescer le droit à la libre parole, à la réflexion sur l'avenir du pays, après en avoir été totalement écartés ainsi que l'ensemble de la société civile pendant une trentaine d'années, par le régime d'Hafez Al-Assad », père de l'actuel président.

La comparaison devant une juridiction d'exception est un signe du durcissement du régime, ajoute cet universitaire. Et la nature des accusations portées contre les accusés - « agression contre la Constitution par des moyens illégaux », « atteinte au moral et à l'image de la nation », « tentative de saper l'unité nationale [ou] le sentiment patriotique » - révèle un retour aux méthodes éprouvées des organes politique et répressif, inchangés depuis des décennies, et qui ont fait main basse sur tous les rouages du pays, souligne-t-il.

La mise en cause de trois de leurs avocats, Anouar Bouni, Haytham Al-Maleh et Abdel Majid Manjouna, qui risquent de se voir sanctionnés pour avoir prétendument transgressé la déontologie de la profession en se mêlant de politique, et la convocation fréquente par les services de renseignement de certains intellectuels, pour « discuter », traduit elle aussi la raideur retrouvée.

La loi sur la presse, destinée à autoriser les publications privées, et supposée libéraliser quelque peu la parole, est au contraire extrêmement sévère. L'octroi d'une licence est du ressort du seul gouvernement, qui n'est pas tenu de justifier un éventuel refus.

INTERPRÉTATIONS ARBITRAIRES

Tout ce qui peut « porter atteinte à l'économie ou aux finances du pays », à « la sécurité nationale », au « prestige ou à l'honneur de l'Etat » ou encore à « l'unité nationale » est passible de sanctions sévères, alors que toutes ces expressions sont sujettes aux interprétations les plus arbitraires,

Sans oublier, ajoute cet universitaire, les règles intangibles imposées aux publications dans des domaines tels que la publicité, la distribution, la périodicité, le nombre de journalistes...

Les membres de la presse étrangère ne sont pas en reste, qui sont dans le collimateur du pouvoir. Le correspondant de l'Agence France-Presse, Maher Chmaytelli, s'est ainsi vu refuser le renouvellement de son accréditation fin avril, pour avoir, selon les autorités, « violé les règles d'accréditation des correspondants en Syrie et les principes fondamentaux et usages du métier de journaliste ».

Envolés, donc, les maigres espoirs suscités par l'accession à la présidence de Bachar Al-Assad. Les Syriens, dit cet universitaire, ont voulu prendre le nouveau président au mot lorsqu'il a affirmé qu'il entendait respecter la diversité des opinions. C'est ce qui explique la multiplication, en 2001, des salons politiques, déjà tolérés du temps d'Hafez Al-Assad, pour peu que leur audience demeurât confidentielle. La nouveauté, en 2001, fut leur ouverture à ceux qui souhaitaient y participer et l'affluence qu'ils ont connue. « Encore ne s'agissait-il que d'une infime minorité de gens, hommes politiques, intellectuels, penseurs ! », remarque cet universitaire.

Cela n'en a pas moins provoqué une vive réaction des « vieux routiers, qui détiennent le pouvoir au sein de l'armée, des services de renseignement et du parti Baas ». Paniqués à l'idée de se retrouver devant le fait accompli d'un début de liberté d'expression, ils ont crié au dérapage et au risque de déstabilisation.

FORUMS INTERDITS

Une campagne de dénigrement des intellectuels et du concept même de société civile a d'abord été lancée, avant que les salons politiques soient interdits. Tout forum de ce genre doit désormais faire l'objet d'une autorisation préalable, mais nul ne sait à qui en faire la demande. Qui plus est, les organisateurs doivent remettre deux semaines à l'avance aux services de renseignement la liste des invités au forum et le texte du discours de l'orateur principal, tenu de ne pas s'en écarter, pas même

dans ses réponses à d'éventuelles questions de l'audience...

Ce à quoi l'on assiste, résume cet universitaire, n'est que la suite du léger infléchissement que feu Hafez Al-Assad avait déjà imprimé au pays vers le milieu des années 1990 ; à savoir, le glissement d'une dictature brutale et musclée vers une autre seulement plus ordinaire.

Jusqu'en 1995-1996, le pays avait été placé en coupe réglée, le plus petit quartier, la moindre rue étant soumis par les services de renseignements à un « quadrillage systématique et volontairement ostensible dans le but de faire peur. Désormais, un arsenal de lois incorporant les dispositions de l'état d'urgence est en place, qui permet un contrôle tout aussi systématique de la société mais de manière beaucoup moins brutale ».

Mouna Naïm

Dix opposants traduits en justice

L'opposant syrien Riad Turk (71 ans), qui comparait actuellement devant la Cour de sûreté de l'Etat, a déjà passé dix-sept ans en prison pour opposition au régime de feu Hafez Al-Assad (le père et prédécesseur de l'actuel président), avant d'être remis en liberté en 1998. Il partage le dernier épisode de sa saga avec neuf opposants, arrêtés comme lui à l'été 2001. Deux d'entre eux, les députés Maamoun Al-Homsi et Riad Seif, ont déjà été condamnés à cinq ans de prison chacun par une cour pénale. L'avocat Habib Issa, le médecin Walid Bouni, l'économiste Aref Dalila et l'homme d'affaires Habib Saleh ont été traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les procès de trois autres, Kamal Labouani, Hassan Saadoun et Fawaz Tello, n'ont pas encore commencé.

Tous sont « coupables » d'avoir critiqué le pouvoir, lors de forums de discussion qui ont fleuri dans les premiers mois de 2001. La prochaine audience du procès de M. Turk a été fixée au 10 juin.

Le patronat turc appelle Ankara à accélérer le processus d'adhésion à l'UE



ANKARA, 29 mai (AFP) - 9h57 - La puissante organisation patronale turque TUSIAD a appelé mercredi le gouvernement de coalition à abolir "dans les plus brefs délais" la peine de mort et à accorder des droits culturels aux Kurdes pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE).

"Les partis politiques et le parlement doivent prendre leur responsabilités dans ce projet vital pour l'avenir du pays et faire les pas nécessaires sur la voie de l'intégration à l'UE", souligne l'influente organisation dans des annonces publiées dans les grands quotidiens turcs.

Elle indique que des réformes pour respecter les critères de Copenhague sur les droits de l'homme, notamment l'abolition complète de la peine de mort et un enseignement ainsi qu'une télévision en kurde, doivent le plus rapidement être adoptées.

L'organisation estime que si la Turquie n'entreprend pas ses réformes, les Quinze ne fixeront pas de date pour l'ouverture des négociations d'adhésion, réclamée avec insistance par Ankara.

"Nous serons alors dépassés par les autres pays candidats et resterons seuls", souligne la TUSIAD. Elle estime que l'incertitude à laquelle sera alors confrontée la Turquie lui compliquera considérablement la tâche pour atteindre ses objectifs économiques, en référence à la grave crise qu'elle traverse depuis février 2001, avec l'aide massive du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

La Turquie a été déclarée sa candidature à l'UE en 1999.

Le gouvernement de coalition tripartite du Premier ministre Bulent Ecevit est divisé sur les réformes à mener. Le parti de l'Action nationaliste (ultranationaliste) de Devlet Bahçeli, deuxième parti du gouvernement, s'y oppose.

M. Bahçeli a posé mardi depuis Pékin où il est en visite officielle plusieurs conditions pour lever ses réserves à ces réformes, notamment la fixation d'une date par l'UE pour l'ouverture des négociations d'adhésion et l'inclusion du KADEK (ex-PKK, Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) dans la liste européenne des organisations terroristes.

Le président turc Ahmet Necdet Sezer a convoqué un sommet des leaders des partis représentés à l'Assemblée nationale le 7 juin pour accélérer ces réformes.

Le Monde

31 MAI 2002

PROFIL MOSSI RAZ, LE BENJAMIN DE LA KNESSET

MOSSI RAZ n'excuse pas, mais il comprend. Il comprend qu'il était plus facile de descendre dans la rue pour protester contre l'invasion du Liban, en 1982. Plus facile de dénoncer la répression de la première Intifada. Plus facile, même, de dénoncer la colonisation avant septembre 2000. « Aujourd'hui, nous sommes au beau milieu d'une guerre », lâche-t-il avec amertume.

Le benjamin de la Knesset, élu en 1999 sur la liste de la formation de gauche Meretz, a la mine sombre. Dans son petit bureau de parlementaire, il fouette l'air de la main, comme pour chasser des doutes. « Mes défaites, ce sont les faits, explique-t-il. Lors-

que j'ai commencé à militer contre la colonisation, il y avait 115 000 colons. Aujourd'hui, on en compte le double », hors Jérusalem-Est.

Mossi Raz avait 16 ans lorsque l'armée israélienne s'engageait dans le borbier libanais. Né à Jérusalem, le jeune homme avait alors participé à la grande manifestation contre l'opération « Paix en Galilée » organisée à Tel-Aviv. Une expérience déterminante. Petit-fils de Kurdes irakiens, immigrés en 1931 pour participer à l'aventure sioniste, il enchaînait ensuite trois ans de service militaire et quelques mois supplémentaires comme officier, puis des études d'écono-

mie. Mené de front, le militantisme allait lui permettre d'accéder à la direction du mouvement pacifiste La Paix maintenant.

Secrétaire général de l'organisation de 1993 à 1999, pendant les années d'Oslo, il s'est battu inlassablement contre les colonies, alors que le camp de la paix se démobilisait, convaincu que la bataille était gagnée. « Les succès, c'était d'entendre tel ou tel responsable de la colonisation assurer que si des maisons ne trouvaient pas preneur, c'était de notre faute », se souvient-il.

À la Knesset, Mossi Raz poursuit sa lutte et relaie les constats alarmants sur l'extension continue des implantations, tout en

maintenant le contact avec les Palestiniens. Pourtant, il assure que la perspective, dont il ne doute pas, de l'évacuation des colonies ne l'enchantent pas. « J' imagine aisément qu'il n'est jamais facile de quitter un endroit où on s'est investi. Mais nous devons le faire, pour nous comme pour les Palestiniens. Il faudra tôt ou tard accepter ce principe de l'évacuation, quitte à négocier quelques cas particuliers. Plus on tardera, plus ce sera coûteux. Aujourd'hui, il faudrait évacuer plus de 150 000 personnes, mais dans sept ou huit ans, elles seront 500 000 ! »

Gilles Paris

Le MGK recommande de mettre fin à l'état d'urgence dans deux provinces kurdes



ANKARA, 30 mai (AFP) - 19h25 - Le Conseil national de sécurité turc (MGK) a décidé jeudi de recommander au parlement de mettre fin à partir du 30 juillet à l'état d'urgence en vigueur depuis 14 ans dans deux provinces de l'est et du sud-est à majorité kurde du pays, celles de Hakkari (sud-est) et Tunceli (est).

Le MGK, organe dominé par l'armée et qui réunit chaque mois les plus hauts responsables civils et militaires pour tracer les grandes lignes de conduite du pays, a décidé en outre de recommander la prolongation à partir du 30 juillet "pour la dernière fois" pour quatre mois de l'état d'urgence dans les deux autres provinces où cette pratique reste en vigueur, celles de Sirmak (sud-est) et Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien), souligne un communiqué publié à l'issue de la réunion de mai.

Le parlement suit à la lettre les recommandations du MGK.

La levée de l'état d'urgence dans les provinces de l'est et du sud-est qui étaient le théâtre de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) faisait partie des mesures politiques réclamées à "moyen terme" à la Turquie par l'Union européenne (UE) pour ouvrir des négociations d'adhésion.

Le gouvernement turc s'était engagé à le lever, mais sans donner de date, dans son "programme national", vaste catalogue de mesures devant mettre la Turquie en conformité avec les normes européennes en matière de politique et d'économie, adopté l'an dernier.

La réunion du MGK, à laquelle le Premier ministre Bulent Ecevit, convalescent, n'assistait pas pour la première fois de l'histoire de ce conseil, a par ailleurs demandé l'accélération des réformes pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE. Le MGK a aussi appelé les Quinze à fixer avant la fin de l'année une date pour ces négociations, réclamée avec insistance par Ankara.

Le gouvernement tripartite de M. Ecevit est divisé sur ces réformes, dont l'abolition complète de la peine capitale la création d'une chaîne de télévision ainsi qu'une éducation en kurde. Son partenaire ultranationaliste, le MHP de Devlet Bahçeli, les freine.

Le PKK a mis fin officiellement en septembre 1999 à sa rébellion armée, lancée en 1984 dans le but d'obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est, à la demande de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin 1999 pour trahison et séparatisme.

Depuis, les combats ont quasiment cessé dans la région. Mais l'armée turque s'est déclarée déterminée à pourchasser jusqu'au bout les rebelles.

Les violences entourant le conflit ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Le PKK vient récemment de se muer en KADEK (Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan).

M. Ecevit, qui a fêté mardi ses 77 ans, est actuellement au repos médical après avoir été hospitalisé dix jours pour une côte cassée et une thrombophlébite.

'Nazi Formula' for the execution of Ocalan

Turkish Daily News - 29 May 2002

A report has been prepared by security circles in the framework of debates on the execution of Abdullah Ocalan, the chieftain of the separatist terrorist organization Kurdistan Worker's Party (PKK) which was flamed with the latest statements of Deputy Prime Minister and MHP leader Devlet Bahçeli.

The condition of that Ocalan will never be able to benefit from any possible amnesty until he dies, is demanded in this plan by taking Nazi war criminal Rudolf Hess.

In the report which was also presented to President Ahmet Necdet Sezer, the suggestions were listed in the case of the abolishment of the death penalty.

Hess whose case was taken as a model in the report had been captured during World War II and he had been imprisoned until his death alone in a prison.

It is stated in the report that "If the death penalty is abolished, amnesty should be avoided. In respect of satisfying the public conscience and in order to prevent any freedom campaigns for the release of terrorist Ocalan after 4-5 years, the condition of that the leader of terrorist organization will never be pardoned should be put into the laws or as a temporary article in the Constitution."

Le Monde

30 MAI 2002

L'Europe cherche les moyens de durcir sa politique d'immigration

C'est la nouvelle priorité affichée par les chefs d'Etat et de gouvernement : maîtriser et tarir les flux d'immigrants. A Rome, les ministres de l'intérieur des Quinze doivent discuter, jeudi 30 mai, de la création d'une police commune des frontières, nouvelle étape vers une harmonisation des législations

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la montée des populismes partout en Europe, la volonté des dirigeants de répondre au « malaise » exprimé par leur opinion publique : les éléments avancés ne manquent pas pour tenter d'expliquer l'actuel emballement du débat européen sur l'immigration. Londres envisage un recours à l'armée pour refouler les clandestins et pénaliser les pays par lesquels ils auraient transité. Les chefs de gouvernement espagnol et britannique, José Maria Aznar et Tony Blair, ont affirmé la nécessité de « lutter de manière décisive contre

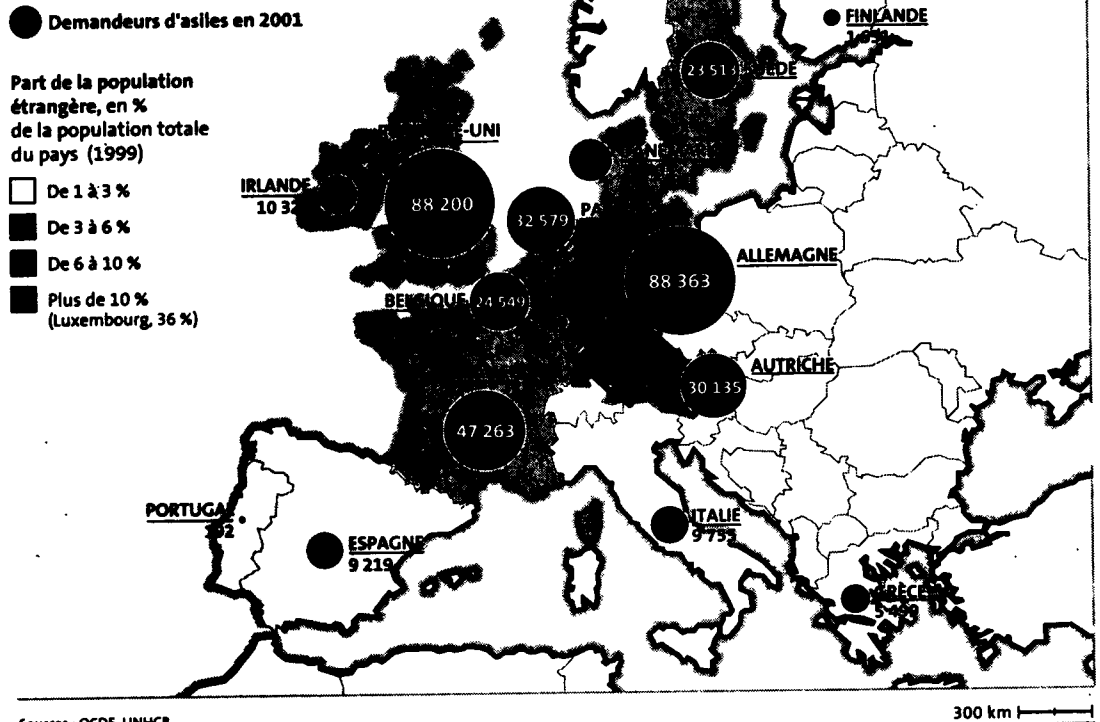
Un certain jargon à la Commission

Dans le jargon communautaire qui imprègne les textes de la direction Justice affaires intérieures (JAI), on ne trouve jamais les mots « étranger » ou « immigré ». Parce que la première notion inclut tout à la fois les ressortissants communautaires et ceux qui sont issus de pays tiers, d'où l'emploi systématique, pour ces derniers, de l'expression « ressortissants de pays tiers ». Pas d'immigré non plus, terme dont l'usage est jugé « abusif » et confus par les juristes. On évoque, en revanche, le « réfugié », celui qui bénéficie d'un statut au sens de la Convention sur les réfugiés de 1951. Il y a également le « regroupant », ressortissant de pays tiers résidant dans un Etat membre ou citoyen de l'UE, qui demande à se faire rejoindre par sa famille. Le « clandestin » ou l'« illégal » - termes eux aussi bannis - est celui qui n'a pas obtenu de « titre de séjour ».

l'immigration clandestine » et les « mafias » qui l'organisent, demandé que le sommet européen de Séville, les 21 et 22 juin, s'en saisisse. Jacques Chirac et le chancelier allemand, Gerhard Schröder, qui se sont rencontrés à Paris le 27 mai, ont annoncé qu'ils formuleraient dans cette perspective des propositions communes.

Séville devient ainsi, aux yeux de plusieurs dirigeants, l'occasion de

L'ALLEMAGNE ET LE ROYAUME-UNI, DESTINATIONS PRIORITAIRES DES DEMANDEURS D'ASILE



durcir les sanctions contre les filières de passeurs et d'harmoniser la politique d'accueil, mais « sans abaisser les législations nationales », selon la formule de M. Chirac. Dans ce contexte politique agité, les ministres de l'intérieur des Quinze, réunis à Rome les 29 et 30 mai, devaient se pencher sur les décisions à prendre pour assurer un meilleur contrôle aux frontières de l'Union actuelle et de la future Europe élargie.

L'Italie avait été chargée, en décembre 2001, au sommet de Laeken, d'une mission d'étude sur la création d'un corps de police européen des frontières, une vieille idée lancée par Rome et Berlin, reprise depuis par plusieurs capitales, dont Paris. Le gouvernement italien dévoilera à Rome ses conclusions devant des représentants des pays de l'Est et de la Turquie, candidats à l'adhésion à l'Union, mais qui sont souvent montrés du doigt pour l'insuffisance de leurs contrôles sur les filières qui font fortune en acheminant les candidats à l'exil.

BILAN CRITIQUE

La Commission européenne, criti-

quée à demi-mot par M. Schröder, qui l'invite à passer de la prise de conscience aux « actes », saisira l'opportunité de démontrer qu'elle n'est pas restée inactive depuis le sommet de Laeken, où avait été dressé un bilan très critique de la politique commune d'asile et d'immigration menée depuis 1999.

La Commission souligne que plusieurs dossiers (critères d'octroi du statut de réfugié, procédures d'asile, regroupement familial...) ont fait l'objet de propositions qui doivent désormais être tranchées par le Conseil. Et elle se demande si certains dirigeants, emportés par l'actuelle multiplication des déclarations, n'oublient pas que, récemment, plusieurs projets importants ont fait l'objet d'un accord : un fichier central d'empreintes digitales des demandeurs d'asile (Eurodac) sera opérationnel en 2003, une politique commune de gestion des visas est en cours de mise en place, des normes communes de rapatriement des illégaux ont été définies, etc. Le principe d'un renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union est depuis longtemps acquis.

Antonio Vitorino, commissaire

chargé du dossier Justice et affaires intérieures (JAI), a devancé la réunion de Rome en présentant au Conseil et au Parlement européens un plan ambitieux pour la gestion des frontières extérieures, indispensable, explique-t-il, pour « renforcer la sécurité et le sentiment des citoyens d'appartenance à un espace et une destinée partagés ». Le constat de départ est celui d'une grande dispersion : les services nationaux des Etats ne trouvent pas toujours leurs homologues dans les autres Etats, ayant les mêmes missions et les mêmes pouvoirs pour réprimer, prévenir ou enquêter. Les législations et les pratiques diffèrent, tandis que la coopération pratiquée à certains endroits par des équipes mixtes binationales reste à un stade embryonnaire.

La Commission suggère, dès lors, la création d'une « instance commune de coopération et de coordination », regroupant des responsables des Etats membres et qui serait chargée d'harmoniser les pratiques, de piloter les actions sur le terrain, d'assurer une convergence dans la gestion des personnels et des équipements. Elle se verrait aussi con-

fier une mission d'inspection et devrait assurer les contacts avec diverses autorités de justice et de police, dont Europol, l'office européen de police chargé de favoriser la coopération entre les services des Quinze et de soutenir une série d'activités répressives, notamment contre les filières d'immigration. La

formation des futurs douaniers devrait être harmonisée et dispensée dans un collège européen, avance aussi la note.

M. Vitorino évoque, par ailleurs, l'idée d'un « corps européen de gardes-frontières ». Il pourrait, dans un premier temps, avec des équipes mixtes composées de diverses nationalités, appuyer les services

nationaux dans leur mission de surveillance, notamment des frontières maritimes. Cette proposition permettrait de résoudre la question du partage du fardeau financier que représente le contrôle des frontières, une charge actuellement très inégalement répartie entre les Quinze. Mais elle pourrait bien se heurter à une série d'obsta-

les constitutionnels : comment, entre autres, accorder des prérogatives de puissance publique à des agents qui ne possèdent pas la nationalité de l'Etat membre où ils seraient affectés ?

Jean-Pierre Stroobants

L'Italie, pays étape, ne veut plus être décrite comme une « passoire »

BARI (Pouilles)

de notre envoyé spécial

En bout de piste de l'aéroport militaire, le centre d'accueil pour réfugiés de Bari-Palese, géré par la Croix-Rouge, a été mis en place au moment de la crise au Kosovo. Ses occupants sont aujourd'hui en majorité des Kurdes, venus à bord du *Monica*, un cargo dont l'arrivée en mars 2001, avec un millier de personnes, à Cataniè, en Sicile, avait fait grand bruit.

« Chacun est libre », précise le surintendant de la police Nicola Barrese. « Tant qu'ils restent ici, ils n'ont pas de permis de séjour, mais il suffit de venir me voir pour l'avoir dans la minute », explique-t-il, dans son conteneur-bureau qui ne désemplit pas. Pour des questions de routine, car la situation de chacun a déjà été examinée et définie. La commission pour l'octroi du droit d'asile est venue sur place et a accordé un statut de réfugié à 78 personnes. Les autres se sont vu attribuer un permis de séjour « humanitaire » provisoire d'une durée d'un an renouvelable. Leur expulsion n'est pas envisageable, en raison du risque qu'ils courent en cas de retour au pays.

Plus de la moitié des 928 réfugiés arrivés au camp il y a un an sont déjà partis avec, en poche, ce simple papier qui n'est valable que sur le territoire italien. « Nous, on les accompagne à la gare : ce qu'ils font après n'est plus de notre ressort », affirme l'un des policiers. Mais

ceux qui partent savent où aller. En Allemagne, surtout. « Il y a quelques jours, 40 de nos réfugiés ont été bloqués au poste-frontière du Brenner », confirme la responsable du bureau « Etrangers » de la police de Bari, Rosa Romano. Ils étaient accompagnés de passeurs qui ont été arrêtés. C'est la preuve que de nombreux réfugiés restent en contact avec les organisateurs de leur voyage. L'Italie n'est qu'une étape. Ceux qui sont encore là ne savent pas où aller, ou alors n'ont plus les moyens. C'est le cas de Tajal, qui vient de Shengal, en Irak. Il a de la famille dans les environs de Paris et rêve de la rejoindre. Il a payé 3 000 dollars pour arriver à s'embarquer. Rester ici signifie que tout ce qu'il a enduré n'aura servi à rien.

ACCORDS DE RAPATRIEMENT

Pourtant, les Kurdes sont plus chanceux que d'autres. Les Albanais sont réexpédiés de l'autre côté de l'Adriatique avec le ferry qui fait un service régulier. Ceux en provenance de pays dont la situation est jugée moins grave sont placés dans des camps de rétention en attendant leur identification. Des accords de rapatriement ont été signés avec de nombreux pays d'origine. Les expulsions sont de plus en plus courantes. C'est la police qui s'en charge alors que la garde des finances, elle, tente d'enrayer le phénomène. « Depuis le début des débarquements, nous poursuivons en

quelque sorte ce que nous faisons avant avec les autres trafics parce que nous avons les moyens aéronautiques pour surveiller les côtes », explique le colonel Monaco.

La collaboration européenne pourra-t-elle être utile aux uns et aux autres ? Les responsables de la police et de la garde des finances attendent de voir à quoi elle ressemblera. Lorsque le *Monica*, en mars, a été repéré en Méditerranée par un navire de la marine française, il y a eu collaboration. Les Italiens, alertés, ont pu l'inspecter alors qu'il se trouvait encore en dehors des limites des eaux territoriales, sur ordre du président du conseil, Silvio Berlusconi. Une opération qui risque de se reproduire souvent si des navires militaires sont déployés le long des nouvelles routes du trafic de clandestins vers les côtes de Sicile et de Calabre.

Après des années où elle a été décrite comme la « passoire » de l'Europe, l'Italie considère remplir son devoir en matière d'immigration illégale même si, récemment, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) l'a critiquée pour l'absence d'une loi organique sur le droit d'asile. Mais le moment n'est pas à l'ouverture. Le Parlement est engagé dans la discussion finale d'une loi voulue par la majorité de centre-droite pour renforcer la législation en la matière.

Salvatore Aloise

Sous pression, Tony Blair envisage des mesures radicales

La Grande-Bretagne compterait un million d'immigrés clandestins

LONDRES

de notre correspondant

Chaque jour, en moyenne, 137 immigrants de fraîche date s'évanouissent dans la nature en Grande-Bretagne. Depuis trois ans, 150 000 d'entre eux sont ainsi devenus « invisibles ». Ils travaillent au noir, sont aidés par des proches, et ont souvent adopté une fausse identité. Le pays abrite environ un million d'immigrants en situation irrégulière. Les autorités ont reçu, en 2001, 71 700 demandes d'asile. Par tête d'habitant, le Royaume-Uni est le pays européen le plus désiré par les immigrants.

Ces chiffres donnent la mesure des problèmes que l'immigration, légale ou clandestine, pose au gouvernement britannique, et les proportions que prend la querelle récurrente entre Paris et Londres à propos du centre d'hébergement de Sangatte. Tony Blair, qui a un bon flair politique, sent que l'immigration gagne en importance parmi les préoccupations du public,

ce que lui confirment des élus travaillistes. Soucieux de ne pas laisser le champ libre aux surenchères des conservateurs, voire à celles de l'extrême droite, le premier ministre a pris en main ce dossier sensible.

Le royaume attire les demandeurs d'asile comme un aimant. L'anglais est la seule langue dont ils ont au moins quelques notions. Ils espèrent trouver de l'aide auprès de leur communauté d'origine, forcément représentée dans la société multiculturelle britannique. Une partie d'entre eux croient pouvoir gagner plus facilement, à partir de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou le Canada.

L'absence de tout document d'identité dans le pays facilite leur présence illégale. Les demandeurs d'asile ont le droit de travailler au bout de six mois, en attendant que l'examen de leur demande ait abouti. Leurs principaux pays d'origine sont, dans l'ordre, l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie et le Sri Lanka.

Critiquée pour son laxisme après le 11 septembre, notamment envers les extrémistes islamistes, la Grande-Bretagne a entrepris de durcir sa politique d'immigration. Le ministre de l'intérieur, David Blunkett, a instauré une carte spéciale (*Entitlement Card*) pour les demandeurs d'asile, et le gouvernement étudie des mesures plus globales.

NAVIRES DE GUERRE

Selon un rapport éventé par la presse, Londres envisage de déployer des navires de guerre en Méditerranée pour intercepter les bateaux des passeurs et de rapatrier en masse les clandestins à bord d'avions de transport militaires. Mais cette nouvelle « bataille d'Angleterre », que brocarde la presse de gauche, n'a aucune chance d'être gagnée sans une véritable politique européenne de l'immigration, sans une harmonisation des droits d'asile, sans un renforcement des contrôles aux frontières

extérieures de l'UE. La plupart des commentateurs sérieux soulignent qu'aucun obstacle physique ne pourra empêcher un immigrant résolu d'arriver en Grande-Bretagne. D'autant que ce pays a besoin de main-d'œuvre étrangère, qu'elle soit qualifiée – par exemple des médecins – ou non, par exemple les travailleurs saisonniers employés dans le secteur de l'agriculture pendant l'été.

Le ministère de l'intérieur a annoncé, mercredi, qu'il allait augmenter le quota de saisonniers admis en juillet et en août (actuellement 60 000). Il s'agit donc de concilier les besoins de l'économie et la nécessaire préservation de la cohésion sociale, de répondre aux peurs. Ce qu'a commencé à faire le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, en soulignant que les bons taux de croissance étaient en partie dus à la présence d'une main-d'œuvre immigrée.

Jean-Pierre Langellier

Le centre d'urgence de Sangatte, une petite ville de 1 300 habitants qui rêve d'Angleterre

Kurdes ou Afghans, les clandestins qui y sont accueillis n'ont qu'un but : traverser à tout prix la Manche

SANGATTE (Pas-de-Calais)

de notre correspondant régional
Du linge sèche sur les clôtures près de l'entrée. Adossés au grillage vert, profitant du soleil trop

REPORTAGE

« Ils tentent leur chance dans tous les ports, de Zeebrugge à Dieppe »

rare, une dizaine d'hommes contemplent rêveusement les trois ferries qui, en contrebas des prairies, glissent sur les flots scintillants. Derrière eux, un gigantesque hangar défigure le paysage. C'est ici, à la sortie du petit village de Sangatte (800 habitants), sur la route menant au terminal du tunnel, que vivent les quelque 1 300 réfugiés qui, inlassablement, tentent tous les jours de gagner clandestinement la Grande-Bretagne, la « terre promise » vers laquelle ils ont entrepris, il y a plusieurs mois, un long voyage clandestin.

PROMISCUITÉ TOTALE

Sous les voûtes de cette cathédrale de tôle ondulée - ancienne usine où l'on fabriquait les éléments d'étagage de la voûte du tunnel -, la Croix-Rouge a aménagé pour eux un campement de 12 500 m². Dès l'entrée, face aux douches, un vaste espace fait figure de « place publique ». Un coiffeur a improvisé un salon avec quelques chaises ; des enfants escaladent des jeux de square ; un groupe se presse devant un écran vidéo ; au programme : *Les Aventuriers de l'arche perdue*...

Au fond, quelques éclopés attendent devant l'infirmerie ; près des tentes de kermesse rayées bleu et blanc, qui abritent les tables de la cantine où chacun peut bénéficier d'un repas chaud trois fois par jour. Les réfugiés dorment sur des lits de camp équipés de simples couvertures kaki, entassés dans des cabines de chantier et des tentes militaires alignées sur les deux tiers de la surface. Si les familles parviennent à se ménager un semblant d'intimité à l'aide de tissus tendus, la promiscuité est totale.

Quatre-vingt-cinq salariés assurent la bonne marche de cette peti-

te ville dont le budget - environ 15 euros par jour et par « habitant » - est alimenté par l'Etat français. Les quelques bagarres, largement médiatisées, qui s'y sont produites - dont un règlement de comptes entre Kurdes qui a fait un mort en avril - ont donné à l'endroit mauvaise réputation.

« Pourtant, constate Michel Derr, le directeur du centre, ces gens sont d'une patience remarquable. Imaginez 1 300 Franco-Français vivant dans les mêmes conditions : ce serait la pétaudière perpétuelle. » La présence décontractée de quelques CRS, qui s'ennuient dans un petit autocar garé devant l'entrée, confirme indirectement cette impression de calme. Mais d'importants renforts de police sont cantonnés dans un village de vacances réquisitionné à une dizaine de kilomètres de là.

Ali vit au centre depuis deux mois. Ce jeune Afghan de 23 ans n'a connu que la guerre. Il a fait de la prison pour avoir refusé de porter la barbe et ne rêve que d'une chose : vivre dans un pays en paix. Son père, commerçant à Kaboul, lui a offert le voyage : 8 000 dollars payables après son passage en Grande-Bretagne. « Par la télé-satellite », il avait entendu parler de ce pays de cocagne où « l'on vous donne un passeport et l'autorisation de travailler six mois après votre arrivée », ainsi que du centre de la Croix-Rouge. Mais il n'avait sans doute pas tout compris : à Paris, gare du Nord, point final d'un voyage de quatre mois en voiture, avec changement de guide à chaque étape, le dernier passeur lui a remis un billet de train pour Calais en lui assurant que l'Angleterre se trouvait « à vingt minutes à pied de Sangatte » !

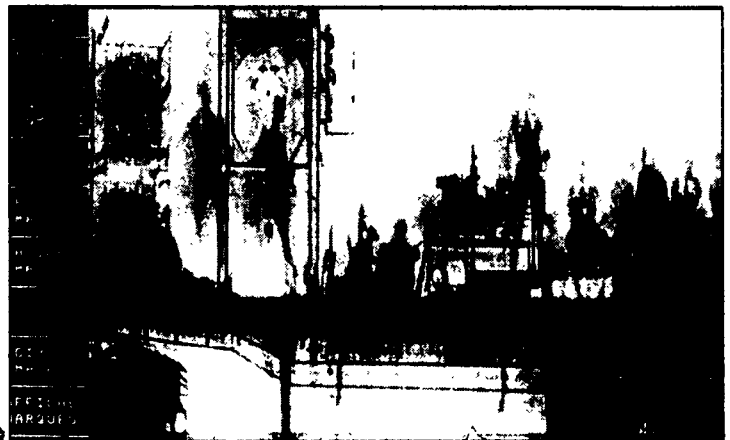
Sans le sou, il ne peut pas faire appel aux services des passeurs, Kurdes pour la plupart, qui démarchent dans les recoins discrets, entre les tentes. Difficile de les aborder : pris sur le fait, ils risquent six mois à sept ans de prison. Trois cents d'entre eux ont été arrêtés en 2001, mais ils sont toujours aussi nombreux. « J'ai l'impression qu'ici, tout le monde se dit passeur », lance Mohammed. Arrivé de Hollande il y a dix jours, ce Kurde irakien de 25 ans a dû, dit-il, se renseigner soigneusement pour en trouver un « honnête ». Tarif : 800 dollars.

L'un de ses amis, venu avec son



CALAIS

Une famille kosovare dans le parc Saint-Pierre, à Calais, début septembre 1999, avant l'ouverture du centre d'accueil des réfugiés de Sangatte. Pour les candidats à la traversée, le voyage vers l'Angleterre est devenu de plus en plus difficile avec le renforcement des mesures de sécurité sur le terminal d'Eurotunnel, où les camions sont fouillés (ci-contre) ou passés au scanner, pour détecter la présence de clandestins (ci-dessous) avant l'embarquement sur les navettes à destination de la Grande-Bretagne.



épouse et son fils de 8 ans, a bénéficié d'une réduction : 2 000 dollars pour toute la famille. Sa première tentative, à la gare de triage SNCF, désormais très surveillée, s'est soldée par un échec. Il est revenu au centre entre deux gendarmes, mais recommencera : « *C'est cher, mais le tarif est valable pour plusieurs essais, jusqu'au succès* », précise-t-il.

FOLLE RUMEUR

Si deux de ses compagnons de voyage sont déjà à Londres, le passage est devenu très difficile depuis qu'Eurotunnel et la SNCF ont sérieusement renforcé la protection de leurs sites. Désormais, les tentatives ne sont plus limitées au Calais. « *Certains nous demandent, en arrivant, où se trouve Cherbourg, raconte un employé du centre. Des chauffeurs de taxi nous ont affirmé qu'ils emmenaient de plus en plus de réfugiés vers Dunkerque et la frontière belge. On peut considérer qu'ils tentent leur chance dans tous les ports, de Zeebrugge à Dieppe.* »

Signe de cette évolution, le personnel de la Croix-Rouge voit,

désormais, arriver, chaque week-end, au centre, une bonne centaine de réfugiés venus uniquement pour se doucher et se refaire une santé avant de repartir, le lundi, pour une nouvelle semaine de tentatives lointaines.

Une certaine tension est apparue depuis la visite de Nicolas Sarkozy, jeudi 23 mai. Un groupe de Kurdes a tenté de manifester devant la mairie de Calais, samedi. Et une folle rumeur court parmi les réfugiés : « *En prévision de la fermeture du centre, tous ses pensionnaires seront bientôt accueillis en Angleterre...* »

Jean-Paul Dufour



SANGATTE

Le centre d'accueil de la Croix-Rouge, aménagé dans un immense hangar désaffecté, abrite aujourd'hui quelque 1 300 réfugiés.

Plus de 400 nouveaux arrivants par semaine

Depuis son ouverture, en 1999, 55 000 réfugiés sont passés par le centre de la Croix-Rouge de Sangatte. Seulement 400 y ont fait une demande d'asile en France, parmi lesquels la moitié sont quand même passés en Grande-Bretagne avant même d'obtenir une réponse. Environ 1 300 personnes séjournent actuellement au centre. Chaque semaine, 400 à 500 réfugiés supplémentaires y arrivent, sans que l'effectif total varie durablement de manière significative. On peut donc considérer qu'un nombre sensiblement égal a pu, dans le même temps, gagner l'Angleterre. Les services de police ont pourtant procédé, en 2001, autour des sites d'Eurotunnel et de la SNCF, à plus de 80 000 interpellations qui n'ont cependant donné lieu qu'à 7 000 reconduites à la frontière. Dans tous les autres cas, il s'agissait de réfugiés « *non reconductibles* » car ressortissants de pays à la situation politique difficile comme l'Afghanistan ou l'Irak (dont sont originaires 90 % des pensionnaires du centre). Ils ont été ramenés dans le hangar de Sangatte...

Un retour en arrière est jugé impossible

Fermer le camp ne résoudrait pas la question des réfugiés

L'OBJECTIF a été affiché clairement par Nicolas Sarkozy, lors de sa visite sur le site, le 23 mai : il faut fermer Sangatte. Mais le ministre de l'intérieur a aussitôt ajouté que cela demeurerait « *un objectif, et non pas un préalable* ». Comme pour mieux souligner l'impossibilité d'une telle mesure aujourd'hui. Malgré l'empressement des autorités anglaises – comme des élus locaux – à réclamer la fermeture du centre d'hébergement, qui accueille quelque 1 300 clandestins, le gouvernement a choisi la prudence.

Voilà des mois que ce dossier cristallise toutes les crispations, outre-Manche, à l'égard de la France. Le gouvernement de Tony Blair ne cesse de réclamer aux autorités françaises de fermer Sangatte, estimant que la situation du centre – à 11 kilomètres des côtes anglaises – est une incitation permanente au passage clandestin vers l'Angleterre. En juillet, puis en septembre, le ministre de l'intérieur, David Blunkett, en a fait la demande expresse à Daniel Vaillant. Le 15 mai, Londres a réitéré son vœu auprès du nouveau gouvernement après l'arrestation de onze immigrants qui avaient réussi à traverser. La position adoptée aujourd'hui par le ministère de l'intérieur semble être la même que sous le gouvernement Jospin : dans le contexte européen actuel, la fermeture est impossible. Personne ne souhaite, en effet, revenir à la situation « *d'avant* ».

Quand le centre de Sangatte ouvre ses portes en septembre 1999, la ville de Calais souffre. Voilà en effet des semaines que plus de deux cents étrangers squattent les jardins publics en attendant de s'embarquer clandestinement sur les bateaux de la compagnie P & O vers l'Eldorado anglais.

Le mouvement a débuté à l'automne 1998, lorsque des jeunes Kosovars, fuyant l'armée serbe, débarquent à Calais dans l'espoir de passer en Angleterre. Ils s'installent alors comme ils le peuvent dans le terminal des ferries. Mais le soir de Noël ils sont mis dehors par les autorités portuaires. Quatre-vingts d'entre eux errent dans les rues enneigées. L'hiver voit ensuite arriver des dizaines de familles du Kosovo fuyant la guerre et les exactions serbes.

UN CONSTAT UNANIME

Les associations alertent en vain les pouvoirs publics sur la situation de ces nouveaux SDF. Des couvertures et de la nourriture sont distribuées. Sous la pression, le préfet décide, en mai, d'ouvrir un entrepôt pour les héberger. Un mois plus tard, il est brusquement fermé. « *Deux cents personnes, hommes, femmes et enfants, ont été jetées à la rue et se sont installées dans les jardins publics* », se souvient Véronique Désenclos, présidente de l'association La Belle étoile. En quelques semaines, le parc Saint-Pierre, situé

dans le centre-ville, se couvre de plaques de polystyrène et de bâches en plastique. Emmaüs collecte de la nourriture. Et la ville s'émeut. Les députés Verts invitent alors le préfet à un « *déjeuner* » au cœur du bidonville. Quelques jours plus tard, le centre de Sangatte est ouvert et confié à la Croix-Rouge.

« *On a tout fait pour que ce centre ouvre. Il est aujourd'hui impossible d'imaginer revenir en arrière* », assure M^{me} Désenclos. Le constat est unanime. « *Si le centre est fermé brutalement, cela ne fera pas disparaître les réfugiés. Certains partiront vers la Belgique pour tenter leur chance là-bas, mais la plupart resteront à proximité du port et des installations d'Eurotunnel* », remarque Patrick Delouvain, d'Amnesty International. « *Ces étrangers laissés dans la nature seraient encore plus à la merci des groupes mafieux* », soutient Jacky Hénin, maire (PCF) de Calais.

À la préfecture du Pas-de-Calais, on reconnaît que 90 % des clandestins hébergés – Afghans ou Kurdes irakiens – sont inexpulsables, compte tenu de la « *situation dans leur pays* ». Et les autorités craignent de ne plus pouvoir assurer l'ordre public en cas de fermeture : « *Ces étrangers resteront sur le littoral car c'est de là qu'on part vers l'Angleterre et on ne peut saturer la côte d'unités de CRS* », souligne la préfecture d'Arras.

Sylvia Zappi

IRAK

La solution : attendre que Saddam Hussein disparaisse !

Les conditions de vie se sont nettement améliorées à Bagdad au cours des deux dernières années. Du coup, de nombreux opposants estiment que le renversement du régime serait impopulaire.

AL QUDS AL-ARABI

Londres

Si l'on en croit les diplomates occidentaux en poste à Bagdad, la prospérité et la stabilité que connaît l'Irak après dix ans d'embargo ininterrompu vont donner du fil à retordre à George W. Bush : il aura du mal à convaincre le monde de la nécessité d'abattre le régime de Saddam Hussein... Depuis l'an 2000, Bagdad est en effet devenu un pôle d'attraction important pour les investisseurs et les hommes d'affaires. Avec l'ouverture, l'an dernier, de l'aéroport international Saddam-Husseïn, le trafic aérien s'est intensifié, notamment en provenance d'Amman et de Damas, tandis que les membres du gouvernement irakien effectuaient des tournées aux quatre coins du monde.

L'Irak est donc devenu peu à peu une force montante dans l'économie régionale. Les importations venant des pays limitrophes - Turquie, Syrie, Jordanie et Arabie Saoudite - représentent chaque année 14,5 milliards d'euros. L'hôtel *Rachid* [à Bagdad], dont on franchissait jadis l'entrée en foulant

le portrait dessiné sur le sol de l'ex-président George Bush père, était le point de ralliement des journalistes et des médias qui couvraient la guerre et la disette en Irak. Cet établissement est devenu le lieu de rendez-vous des hommes d'affaires arabes et russes à la recherche d'opportunités. La conjoncture irakienne s'est métamorphosée : désormais, on trouve à peu près tout dans le pays, déclare un responsable du gouvernement. D'après les statistiques établies par la CIA, le revenu annuel par habitant, au cours des deux



◀ *Saddam Hussein.*
Dessin de *Shahid Mahmood, Pakistan.*

■ Donneur d'asile
Jouant les grands seigneurs, Saddam Hussein aurait proposé à Yasser Arafat, assiégé à Ramallah, de lui garantir l'asile à Bagdad, note *The Sunday Times*. Cette offre n'a apparemment

pas reçu un accueil enthousiaste de la part du leader palestinien. Pour le moment, Arafat préfère encore voler sur un ballon, comme dans le film d'Ella Suleiman, *Intervention divine*, ou alors offrir son effigie aux sachets de chips dans les rues du Caire !

dernières années, s'est accru au point de dépasser le niveau de ce même revenu en Egypte. Les hommes d'affaires font venir en Irak des cargos chargés d'ordinateurs, de téléviseurs et de marchandises en provenance de Dubaï, et c'est à Amman que les nantis de Bagdad commandent leurs mets préférés...

Ces transformations, concomitantes à l'allègement de l'embargo imposé à l'Irak, jettent le doute sur la stratégie américaine : si nombre de responsables américains affirment que des mesures ont été mises en œuvre pour se débarrasser du régime actuel, les Irakiens - y compris les membres de l'opposition - sont persuadés qu'une telle tentative serait mal accueillie par leurs compatriotes. La plupart des Irakiens restés au pays préfèrent attendre que le chef de l'Etat arrive naturellement au terme de sa vie. Selon un homme d'affaires irakien, l'amélioration de la conjoncture économique est de la plus haute importance, et tant que le pays continue dans cette voie, peu importe qui le dirige. *"L'Irak, dit-il, a vécu durant vingt années sous la houlette de Saddam Hussein, nous pouvons bien attendre encore quelques années..."* La stratégie

visant à se débarrasser de Saddam Hussein est aussi dangereuse que son maintien au sommet de l'Etat, commente un diplomate arabe. La politique américaine porte en germe le risque de partition de l'Irak, qui mettrait en danger la sécurité et la stabilité des régimes arabes alliés des Etats-Unis. Toutefois, si l'on en croit certaines sources, les menaces de Washington auraient conduit à l'apparition, au sein de la politique irakienne, d'un courant que les Américains qualifient de *"modéré"* et de *"pragmatique"*. Ce courant est actuellement représenté par Naji Sabri, le ministre des Affaires étrangères. Ce dernier a conduit les négociations avec l'ONU, réussissant à alléger l'embargo, et sa voix compte dans les cercles politiques irakiens, d'autant qu'il est en bons termes avec Qoussaï Hussein, le fils cadet. On dit également que Sabri pousse à la réconciliation de son pays avec le Koweït et l'Arabie Saoudite. On dit encore que des pourparlers sont en cours pour permettre aux inspecteurs de l'ONU de revenir en Irak dans des conditions plus favorables aux Irakiens, ce qui infligerait un coup sévère à la politique américaine envers Bagdad. ■

GÉNOCIDÉ

Pour son deuxième 24 avril en qualité de président des Etats-Unis

George W. Bush évite le mot "génocide", mais parle d'«assassinat» et demande à Ankara de lever le blocus

Le 24 avril 2002 a été l'occasion, une fois de plus, de faire le tour d'horizon des réactions de chefs d'Etat ou de gouvernement face à la réalité du génocide arménien. Le message le plus intéressant restera sans doute celui du président américain George W. Bush qui, sans prononcer une seule fois le mot fatidique, ira néanmoins plus loin que les années précédentes, en parlant d'«exil forcé» et d'«assassinat» et en demandant à la Turquie de lever le blocus exercé à l'encontre de l'Arménie. Une avancée dictée *in fine* par des considérations économiques, qui risquent de prendre une importance croissante, au fil du temps, pour les Etats-Unis.

Dans son message du 24 avril, le président américain George W. Bush a commémoré «une effroyable tragédie du XX^{ème} siècle, le massacre d'un million et demi d'Arméniens par l'exil forcé et l'assassinat à la fin de l'Empire ottoman». Pour M. Bush, ce jour est l'occasion pour le monde de «réfléchir et de tirer les enseignements de ces terribles événements», car «en diabolisant l'Autre, on jette les fondements d'une spirale de la haine». Pour la transcender, il convient de procéder à une «introspection douloureuse sur le passé» et d'afficher une «sage détermination» en vue de forger un nouvel avenir, «basé sur la vérité et la réconciliation». Dans cet esprit, souligne le président Bush, «j'attends de la Turquie qu'elle rétablisse les liens économiques, politiques et culturels avec l'Arménie».

Les Etats-Unis «apprécient» la contribution des Arméniens à la vie du pays. «Avec foi et courage, des générations d'Arméniens ont surmonté leur grande souffrance et fièrement conservé leurs culture, traditions et religion pluriséculaires», a déclaré George W. Bush. Mais les Etats-Unis sont également «profondément reconnaissants envers l'Arménie» pour sa coopération décisive dans la lutte contre le terrorisme, en particulier après les événements du 11 septembre 2001.

Enfin, George W. Bush s'est dit «très fier» du «fort soutien» exprimé par Washington à l'Arménie, «dont les citoyens recueillent les fruits de la paix et de la prospérité». Dans les mois à venir, ajoute le président américain, les Etats-Unis «vont continuer à accroître leur coopération en matière de sécurité avec l'Arménie et ses voisins, pour combattre le terrorisme et rechercher un règlement juste et durable au conflit du Haut-Karabagh, qui renforcera la paix et la stabilité dans le Sud-Caucase». Les Etats-Unis continueront également à soutenir les efforts de l'Arménie en vue «de développer des institutions démocratiques et une économie de marché, et d'approfondir son intégration dans la communauté euro-atlantique».

DIFFÉRENCES D'APPRECIATION CHEZ LES ARMÉNIENS DES ÉTATS-UNIS

Aux Etats-Unis, les principales organisations arméniennes réagissent diversement à la déclaration

du président américain. L'Armenian Assembly of America (AAA), par la voix de son président Peter Vosbikian, juge l'absence du mot «génocide» «décevante», mais note qu'en utilisant le terme d'«assassinat», qui «implique par définition la notion de criminalité», le président Bush a qualifié les actes de l'Empire ottoman de «criminels». L'Armenian Assembly, qui n'entend pas se satisfaire d'une telle qualification, «apprécie» néanmoins que George W. Bush «ait employé un langage plus fort que l'an dernier et envoyé clairement un signal politique au gouvernement turc, qui plus est au moment où la Turquie est un allié majeur des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme». Pour M. Vosbikian, «le président Bush a visiblement rejeté les tentatives de la Turquie visant à nier le génocide et à mettre sur le même plan les souffrances arménienne et turque (...). C'est à la Turquie qu'il demande sans équivoque de se mettre en accord avec son passé, et de rechercher la vérité et la réconciliation».

La réaction de l'Armenian National Committee of America (ANCA) est nettement plus sévère à l'égard du président américain. Pour son deuxième 24 avril passé en sa qualité de président des Etats-Unis, George W. Bush «a de nouveau rompu son engagement [de campagne] de reconnaître explicitement le génocide arménien». L'ANCA reproche au président américain de «recourir une nouvelle fois à l'utilisation d'une terminologie évasive et d'euphémismes pour obscurcir la réalité» du génocide arménien. Le directeur exécutif de l'ANCA, Aram Hamparian, y voit «la continuation de la politique de complicité de l'administration américaine avec le négationnisme du gouvernement turc à l'égard du génocide arménien». M. Hamparian se dit «particulièrement déçu» par l'utilisation d'expressions telles que «spirale de la haine», qui «embrouillent les enjeux moraux» posés par le négationnisme turc, «au moment où le président Bush a précisément appelé à la «clarté morale» dans la conduite des affaires étrangères».

Rappelons que le candidat à l'élection présidentielle George W. Bush avait promis de reconnaître le génocide arménien. Dans une lettre adressée le 2 juin 2000 à l'Armenian Assembly, il écrivait que «les Arméniens ont été victimes d'une campagne génocidaire qui défie l'entendement. [...] Si je suis élu président, je ferai en sorte que notre nation reconnaisse explicitement les souffrances tragiques du peuple arménien».

Après la reculade in extremis du Congrès américain, en octobre 2000, sous la pression d'un Bill Clinton en fin de mandat, le nombre de membres de la Chambre des Représentants favorables à la reconnaissance explicite du génocide arménien n'a toutefois pas cessé d'augmenter. Cette année, la lettre cosignée par le républicain Joe Knollenberg (Michigan) et le démocrate Frank Pallone (New Jersey), demandant au président Bush d'aller «plus loin que l'an dernier» en utilisant le mot de «génocide» a recueilli 162 signatures, soit 55 de plus qu'en 2001.

Certes, le président Bush n'a pas qualifié les événements de 1915 de génocide, mais il est effectivement allé plus loin que l'an dernier, en parlant d'«assassinat» et en réclamant à mots à peine voilés la levée du blocus exercé par la Turquie sur l'Arménie.

L'OBSESSION AMÉRICAINE : RELANCER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION

Il ne faut cependant pas s'y tromper. Sans vouloir diminuer la portée du travail d'explication effectué par les membres de la Chambre des Représentants, il convient de replacer cette avancée dans le contexte actuel, qui nous replonge dans l'impasse que traverse le Sud-Caucase. Les Etats-Unis, dont l'implantation dans la région a été visiblement accélérée par les événements du 11 septembre, veulent marquer des points importants, face au Kremlin, en y affirmant leur présence.

Mais le véritable souci - pour ne pas dire l'obsession - de Washington, dans cette région située au carrefour de l'Europe et de l'Asie et aux confins des zones d'influence de l'OTAN et de la Russie, est de relancer l'activité économique du bassin caucaso-anatolien pour en tirer, à terme, l'essentiel des dividendes. Dans cette perspective, l'administration américaine a fait du génocide arménien un moyen de pression idéal sur l'Arménie et la Turquie.

En clair, vis-à-vis d'Erévan, Washington exploite à satiété la pusillanimité de la communauté internationale - et particulièrement celle des Européens - à l'égard du génocide arménien pour inverser l'ordre naturel des priorités, à travers des instruments tels que la Commission de la réconciliation arméno-turque (CRAT) : d'abord on scelle une réconciliation au rabais, ensuite on aura le temps de voir comment régler la brouille. Du coup, si les Arméniens refusent le diktat américain, ils passent aux yeux du monde entier pour des gens repliés sur eux-mêmes, qui renâclent au dialogue. L'administration arménienne, qui fait de la reconnaissance du génocide arménien l'un des «axes majeurs» de sa politique étrangère, ne peut pourtant souscrire ouvertement et sans réserve au plan américain, sous peine de se retrouver en porte-à-faux avec ses objectifs proclamés ; Erévan préfère alors déléguer un ancien diplomate, David Hovhannissian, qui sera la caution déguisée d'Erévan à la CRAT.

Mais surtout, la pièce essentielle du plan américain est le message envoyé à Ankara : si vous refusez de vous asseoir à une table de négociations avec les Arméniens pour débloquer la situation, nous appuierons là où cela fait le plus mal, à savoir le génocide arménien, votre talon d'Achille.

Ceci explique l'échec, in extremis, du vote d'octobre 2000, au Congrès américain, qui a donné de terribles sueurs froides aux autorités turques. Ceci explique également la soudaine volte-face de la partie turque, début décembre dernier, lorsque celle-ci, après avoir accepté de confier à un organisme indé-

ndont (ndlr : le Centre international pour la justice

transitionnelle) l'étude de l'applicabilité de la Convention de Genève au cas du génocide arménien a brusquement fait marche arrière, sous la pression des autorités turques. Prise au piège tendu par les Américains, la partie turque a préféré opter pour la dérobade et assumer la responsabilité de l'enterrement d'une Commission de réconciliation, dont elle avait pourtant accueilli la création sur des airs triomphants, contrairement à la partie arménienne (cf. n° 387). Ceci explique enfin pourquoi George W. Bush ne se contente pas de lancer en ce 24 avril 2002 une invitation toute tiède aux Arméniens et aux Turcs à régler leurs différends, mais fait porter le chapeau à la seule partie turque, pressée de «rétablir les liens économiques, politiques et culturels avec l'Arménie».

LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN, OBJET DE MARCHANDAGES

Le plan américain est donc sans doute le suivant : agiter le spectre de la reconnaissance du génocide arménien - devant une Turquie terrorisée, depuis octobre 2000, à l'idée que son principal allié stratégique, les Etats-Unis, puisse violer son tabou fondateur, le crime de 1915 -, pour pousser les Turcs à accepter, par résignation au moindre mal, d'établir des relations diplomatiques et économiques avec l'Arménie. Et lorsque George W. Bush, en évoquant

ce 24 avril 2002 «le massacre d'un million et demi d'Arméniens par l'exil forcé et l'assassinat», va plus loin que n'importe quel autre président des Etats-Unis, il lance un ballon derrière lequel se cache une manœuvre assez subtile : il laisse entrevoir une avancée vers la reconnaissance explicite, en subordonnant l'arrêt du processus à des concessions turques de premier plan sur la levée du blocus et l'établissement de relations diplomatiques avec l'Arménie.

Les Etats-Unis envoient ainsi un signal à la Turquie : puisqu'au nom de la solidarité avec vos frères azéris, vous vous refusez à lever le préalable du règlement d'un conflit du Karabagh qui n'avance pas d'un iota à la fin du blocus imposé à l'Arménie, nous attaquons sur le front du génocide arménien, sans le reconnaître explicitement pour autant.

Il faut donc s'attendre à de multiples manœuvres de la part des Etats-Unis, dans les mois et les années à venir, pour tenter de faire plier la Turquie sans donner raison aux Arméniens sur leurs revendications historiques : aujourd'hui, des rumeurs insistantes circulent sur la possible renaissance d'une Commission de réconciliation arméno-turque nouvelle mouture, et demain d'autres "trucs" seront probablement fabriqués de toutes pièces par Washington, pour s'efforcer de mettre fin à l'impasse dans laquelle les futurs partenaires économiques du bassin caucaso-anatolien se sont fourvoyés, depuis la signature du cessez-le-

feu au Karabagh, en mai 1994. Washington sait en effet que si celui-ci est nécessaire en vue de l'établissement d'une paix durable, il risque à la longue de se transformer en un statu quo embarrassant, qui priverait les Etats-Unis d'une manne financière que tous les protagonistes s'accordent à juger considérable.

Un statu quo dont profite la Russie, engagée dans une course contre la montre avec les Etats-Unis, pour tenter d'accélérer le développement de ses relations économiques avec l'Arménie, lesquelles ont pris un nouvel essor depuis la visite en septembre dernier de Vladimir Poutine à Erévan. Ainsi, si les choses se débloquaient un jour, d'une manière ou d'une autre, dans le Sud-Caucase, les Russes auraient mis tous les atouts de leur côté pour conserver leur «seul allié stratégique» dans la région, l'Arménie.

On le voit, le génocide arménien est un épouvantail derrière lequel se cachent des enjeux énormes, qui opposent, une fois de plus, les Etats-Unis à la Russie, dans une compétition féroce pour le contrôle de la région du Sud-Caucase. Une arène dans laquelle se joue, comme au Proche-Orient, une partie du destin de la planète. Une zone d'affrontement où le paramètre arménien est appelé à prendre une importance assurément croissante. ●

Varoujan Mardikian

Le génocide arménien commémoré à la mairie de Paris

Pour la deuxième année consécutive, le maire de Paris Bertrand Delanoë avait donné rendez-vous à la communauté arménienne de la capitale, pour commémorer le génocide arménien de 1915 dans les salons de l'Hôtel de Ville. C'était le premier rendez-vous - désormais traditionnel - de la journée du 24 avril 2002 dans la capitale.

Bertrand Delanoë explique l'institutionnalisation de la commémoration du 24 avril, à l'Hôtel de Ville de Paris, en soulignant que «plus que jamais, nous savons qu'il n'y a pas de loyauté vis-à-vis de l'histoire sans vérité». Les symboles, les mots et les actes doivent être «autant de moments dédiés à la vérité historique», car l'histoire «nous sert à être lucides sur le présent et sur l'avenir». «Pour une société civilisée, rappelle le maire de Paris, il n'y a pas d'hésitation possible, pas de calcul possible, pas de tactique possible. Il n'y a que les valeurs honorées avec courage.»

Dans un parallèle avec la Libération de Paris, M. Delanoë rappelle les mots de Camus, écrits le 24 août 1944 dans le journal *Combat* : «Paris ne se bat pas pour le pouvoir, Paris se bat pour la justice. Paris ne se bat pas pour la politique, Paris se bat pour la morale. Paris ne se bat pas pour la domination de notre pays, Paris se bat pour la grandeur de la France.» La grandeur de Paris, de la France, «c'est quand nous sommes ensemble», a ajouté M. Delanoë, «aujourd'hui, autour de ce moment d'histoire dédié à l'avenir».

Un moment d'histoire auquel le maire de la capitale veut donner une connotation toute particulière, le 24 avril 2003, date à laquelle il souhaite inaugurer la sculpture commémorative (ndlr : la statue de Komitas) qui «inscrira la mémoire du génocide arménien dans Paris».

INSCRIRE LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN AU CŒUR DE PARIS

Au-delà, Bertrand Delanoë a redit sa volonté de créer un Institut de la Mémoire, en coopération avec le gouvernement qui sera son partenaire dans la période à venir. «Je tiens à ce que nous poursuivions ce travail, pour l'histoire, pour la connaissance, pour la recherche et pour la transmission aux nouvelles générations, là aussi, au cœur de Paris», a déclaré M. Delanoë.

Le maire de Paris a souligné également son intention de développer ses relations avec la capitale de la République d'Arménie, Erévan, «un lien complémentaire de ce qui fait notre communauté de Parisiens». Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une «mondialisation de la culture, des valeurs, des femmes et des hommes qui se rencontrent et qui savent qu'ils vivent ensemble le même destin».

Enfin, le maire de Paris a honoré Antoine Bagdikian, le président de l'Association des anciens combattants et des résistants arméniens, auquel il a remis la Médaille de Vermeil de la Ville de Paris, «pour son attitude individuelle, ses engagements courageux, intelligents, généreux», en prenant soin d'associer l'ensemble des Parisiens d'origine arménienne à cet hommage.

L'HOMMAGE DE M. BAGDIKIAN AUX ARMÉNIENS MORTS POUR LA FRANCE

En remerciant le maire de Paris de lui avoir décerné la Médaille de Vermeil de la Ville de Paris, Antoine Bagdikian a rendu hommage «aux Arméniens tombés pour la liberté de Paris et pour les idéaux de la France». Il a rappelé que les Arméniens, qui se sont engagés comme volontaires, se battaient pendant la

Première Guerre mondiale sur le front de l'est de la France - en Champagne, en Picardie, au Chemin des Dames ou à Verdun -, mais aussi en Palestine, dans la Légion d'Orient, où ils étaient «animés par l'espoir que si la France arrivait à vaincre la coalition germano-turque, cette France se pencherait sur le sort des Arméniens et les rétablirait dans leurs droits». Mais «l'abandon» des troupes françaises en 1920, en Cilicie, «laissa les Arméniens sans défense, et les troupes turques se livrèrent à des massacres innombrables à Hadjin et à Marache», faisant plus de 30 000 victimes. Pourtant, durant la Deuxième Guerre mondiale, les Arméniens vont une nouvelle fois combattre aux côtés de la France occupée : parmi eux, Missak Manouchian, mais aussi le régiment des soldats arméniens issus de l'Armée rouge, qui sous les ordres du capitaine Petrossian, a libéré un certain nombre de villes de France, comme Arles et Nîmes, avec des mots d'ordre envoyés de Paris, en arménien et en russe, par Méléme Manouchian.

Après avoir remercié les artisans de la reconnaissance du génocide arménien par la France, M. Bagdikian a conclu son intervention par la phrase d'un général français, prononcée en 1983 à l'ossuaire de Douaumont, près de Verdun, devant les 40 000 tombes de soldats : «Si je prends dans ma main une poignée de cette terre sacrée de Verdun, et si je la presse, je suis sûr qu'il en coulerait quelques gouttes de sang arménien.»

Alexis Govciyan, président du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF), sera le dernier intervenant. Après avoir rendu hommage au maire de Paris pour le respect de ses engagements (institutionnalisation du rendez-vous du 24 avril à la mairie de Paris, statue de Komitas, lieu de culture et de mémoire), M. Govciyan a salué les communautés non-

arméniennes présentes à cette cérémonie : les représentants des communautés juive (CRIF, Consistoire), musulmane (au nom du Recteur de la Mosquée de Paris), africaine, grecque, chypriote, kurde et assyro-chaldéenne.

ALEXIS GOVCIYAN PRÉSENTE ALI ERTEM

Le président du CCAF a présenté ensuite Ali Ertem, militant turc des droits de l'homme, président de l'Association turque contre les génocides, qui prendra part à l'ensemble des cérémonies de commémoration du génocide arménien. Il faudra encore beaucoup d'«abnégation» pour mettre fin à sa négation, a déclaré M. Govciyan, mais des «ponts» sont jetés avec les démo-

crates turcs, pour que ce peuple puisse «reconstruire son histoire, la connaître dans toute sa vérité et accepter de demander pardon».

La jeunesse arménienne, qui organisait le 23 avril une veillée à la mémoire des victimes du génocide arménien, «a le pouvoir de pardonner, si le pardon est demandé», a souligné M. Govciyan. Mais elle était loin de se douter que son slogan choisi cette année - «Veillez les uns sur les autres, car pour demain rien n'est acquis» - prendrait une nouvelle dimension, à l'aune de l'actualité électorale. «L'heure n'est plus aux tergiversations ni aux interrogations métaphysiques : il y a un danger pour la République, il y a un danger pour la démocratie», a souligné le président du CCAF, qui a

invité les Français d'origine arménienne «à voter le dimanche 5 mai pour Jacques Chirac, afin qu'aucune des voix ne puisse profiter au candidat de l'extrême droite». M. Govciyan a demandé à Bertrand Delanoë de transmettre son amitié et sa gratitude à Lionel Jospin, pour les combats menés en faveur de la reconnaissance du génocide arménien, et de lui dire qu'«il ne méritait pas ce qui s'est passé» dimanche 21 avril.

Alexis Govciyan a tenu enfin à remercier les membres de l'équipe du cabinet du maire de Paris, ainsi que ceux de la délégation générale aux relations internationales, pour leur fidélité et leur compétence, et il a donné rendez-vous à l'année prochaine, même lieu, même heure, pour la commémoration du génocide arménien à la mairie de Paris. ●

- LE MONDE DIPLOMATIQUE

MARS 2002

LOFT STORY À ISTANBUL

En Turquie, les jeux de la crise

NUL doute que le crédit de 16 milliards de dollars accordé par le Fonds monétaire international (FMI) à la Turquie récompense l'appui de celle-ci à la stratégie des Etats-Unis. Qu'importe si les droits humains y sont toujours bafoués. Ainsi, en février 2002, la chaîne de télévision Gun TV a été interdite pendant un an, pour avoir diffusé des «chansons en kurde, louant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)». Dans un contexte de crise, la télévision spectacle, elle, prolifère.

Par NICOLAS MONCEAU *

La vague déferlante de la télé-réalité, qui a submergé l'ensemble des pays occidentaux, n'a pas épargné la Turquie. Au cours de l'année 2001, la diffusion de ce type d'émissions sur la dizaine de chaînes privées nationales a enregistré les plus forts taux d'audience, tout en suscitant de violentes controverses. Ce phénomène a pris une résonance très particulière avec la dépression économique et financière sans précédent qui frappe le pays depuis février 2001.

Plus d'un million de chômeurs supplémentaires en un an, 80 % d'inflation annuelle, 40 % de la population vivant avec 1,50 dollar par jour : les derniers chiffres du ministère du travail témoignent d'une situation explosive. Du coup, les jeux télévisés aux gains immenses, fondés avant tout sur le voyeurisme et l'exhibitionnisme, ont proliféré. «Qui veut 500 milliards ?» (*Kim 500 milyar ister ?*) - intitulé «Qui veut 125 milliards ?» avant la dévaluation de la livre turque -, «Touche-moi» (*Dokun bana*), «Fais-moi voler» (*Uçur beni*) ou encore «Petit baiser du soir»

(*Yi geceler opucugu*) ont rencontré un succès foudroyant auprès de candidats prêts à tout pour gagner de l'argent facilement et auprès du public (1). Mais les émissions les plus marquantes de l'année 2001 demeurent sans nul doute «102 millions» et «Quelqu'un nous observe», adaptations emblématiques du concept de «Big Brother» (2) dans la Turquie d'aujourd'hui.

Lancée en juin 2001 sur la chaîne privée Kanal D, l'émission «102 millions» (*102 Milyon*) met en scène la crise économique et financière. Selon le principe de ce jeu inédit, deux concurrents doivent (sur)vivre pendant un mois à Istanbul avec une somme de 102 millions de livres turques (environ 100 euros), soit le montant net du salaire minimum (*asgari ücret*) alors en vigueur. Filmés sans interruption par une dizaine de caméras, ils doivent s'acquitter de toutes les dépenses courantes de la vie quotidienne (alimentation, factures, loisirs, à l'exception du loyer) afin de remporter un prix de 25 milliards de livres turques (environ 25 000 euros) et une voiture.

Le petit écran reflète pour partie le poids croissant de la crise. Les candidats

font des efforts pour limiter les dépenses alimentaires au strict minimum (la liste des courses avec le montant des dépenses est affichée chaque semaine sur l'écran) ou se rendent à leur travail à pied afin d'économiser les frais de transport, ou encore cherchent mille et une combines pour surmonter leur situation précaire. Ils découvrent ainsi une réalité manifestement insoupçonnée jusqu'alors : la destinée quotidienne de millions de leurs compatriotes.

En s'adressant à la masse des télé-spectateurs victimes de la dépression - cette «autre Turquie» dont elle se prétend solidaire - et en offrant un modèle de survie exemplaire, cette version de «Big Brother» soulève des réflexions sur les modalités comme sur la nature d'une telle compétition. Le profil des concurrents - un homme et une femme âgés d'une vingtaine d'années, célibataires, étudiants ou actifs diplômés - cadre assez peu avec le lot des titulaires du salaire minimum, en majorité des ouvriers ou des mères de familles nombreuses, sans diplôme, issus de générations plus anciennes. Destinée à prouver qu'il est possible de vivre en Turquie avec un tel revenu, selon le vœu du producteur, cette compétition entre des candidats affranchis de loyers et d'une lourde charge familiale n'apparaît guère réaliste. Cette mise en scène de la vie quotidienne de millions de déshérités, observée à travers les péripéties de privilégiés totalement étrangers à cette réalité sociale, souligne surtout l'indifférence d'une élite à l'égard d'inégalités croissantes. Elle marque également l'irresponsabilité des médias face à une crise économique vue sous un angle ludique, comme une aventure en terre inconnue ou une mission impossible à accomplir en toute sécurité.

* Chargé d'enseignement à l'université Galatasaray, Istanbul.

DE son côté, l'émission « Quelqu'un nous observe » (*Biri bizi gözetiyor*, ou « maison BBG »), lancée en février 2001 sur la très populiste chaîne privée Show TV, s'est triomphalement achevée le 19 mai 2001 après avoir tenu en haleine toute la Turquie et provoqué une polémique sans précédent. Le principe est demeuré sensiblement identique à celui de ses modèles occidentaux : quinze jeunes gens enfermés dans une maison sous l'œil de caméras doivent survivre en s'éliminant jusqu'au dernier, qui remportera une somme de 100 milliards de livres turques (environ 100 000 euros). Les violentes controverses suscitées par l'irruption de « Big Brother » au sein du paysage audiovisuel ont montré, sans doute plus que dans tout autre pays, les contradictions et les tensions qui traversent la jeunesse d'aujourd'hui. Dans un pays où plus de la moitié des soixante-cinq millions d'habitants a moins de vingt-cinq ans, quelles représentations l'émission a-t-elle véhiculées et comment mesurer son impact sur les téléspectateurs ?

Alors que le concept de « mosaïque culturelle », hérité de l'empire ottoman, intervient de plus en plus souvent au sein du débat politico-social, la composition du groupe de candidats sélectionnés a fait resurgir avec acuité la question de cette diversité et de sa représentativité par les médias. Pas de Kurdes ni d'Alévis dans la « maison BBG », mais des jeunes gens plutôt issus de l'ouest du pays, représentatifs d'un mode de vie occidental, urbain et moderne. De même, le statut social des concurrents – tous diplômés de l'université ou en position de l'être – contraste singulièrement avec le niveau d'instruction générale d'une nation où 16 % des adultes sont analphabètes (25 % des femmes), selon un rapport récent de la Banque mondiale (3), et seuls 2,5 % de la population totale ont fait des études supérieures. En réduisant les « paysages humains de la Turquie » à leur composante la plus occidentalisée, l'émission esquisse un portrait de la jeunesse totalement déséquilibré et surtout idéalisé par une majorité de spectateurs d'origine anatolienne.

A travers cette « maison BBG », c'est avant tout l'« est » du pays, pauvre et traditionnel, qui contemple l'« ouest », sa richesse et sa modernité. Miroir d'une « communauté imaginaire », chère à Benedict Anderson (4), le petit écran projette ici l'image d'une modernité occidentale dans laquelle se cristallisent les rêves et fantasmes, mais aussi les frustrations d'une population qui n'en voit aucun bénéfice. Loin de dénoncer les inégalités croissantes d'une société à deux vitesses, cette émission renforce par son dispositif la fracture sociale entre bénéficiaires des acquis de la modernisation (acteurs de l'émission) et ceux qui en sont exclus (téléspectateurs).

Le déroulement de la compétition – et plus particulièrement le système d'élimination des candidats – a mis en avant, de son côté, la pérennité du poids des valeurs morales et religieuses dans un pays de tradition musulmane. Si aucun ébat sexuel n'est retransmis par les caméras, contrairement à d'autres pays, les concurrents se doivent également de respecter une conduite morale en conformité avec les mœurs sociales sous peine d'être sanctionnés. L'élimination de Hülya, mère de famille de trente-six ans qui partage sa chambre avec son rival Melih, dont l'âge est proche de celui de ses enfants, est ainsi approuvée par une large partie des téléspectateurs, parce que son attitude est jugée « contraire à la protection de la structure de la famille turque et de la moralité publique ». Près de trois mille plaintes – un record dans l'histoire de la télévision turque – ont été adressées en un mois au Conseil supérieur de la radio et télévision (RTÜK), le tout-puissant et très controversé organisme de contrôle, qui a décidé d'interrompre pendant une journée les programmes de la chaîne Show TV sur la base de ce motif. Plus de deux tiers des plaignants, dont une centaine de députés et cinq ministres, étaient des hommes.

Si la sélection des candidats et leur élimination furent sujettes à caution, le cœur de la controverse a cependant porté sur l'image de la jeunesse ainsi véhiculée. Se déclarant apolitiques, dégoûtés par une vie publique jugée « sale » ou « corrompue », les jeunes de la « maison BBG » se montrent totalement déconnectés des réalités du pays et indifférents aux problèmes de leur temps. Foncièrement individualistes, leurs aspirations visent avant tout à s'enrichir rapidement et à acquérir une notoriété médiatique au terme de l'émission. Placés sous les feux de la rampe, certains d'entre eux sont devenus des vedettes, à l'image de Tarik enregistrant des tubes musicaux ou de Melih et d'Eray participant à des soap-operas insipides. Leurs moindres faits et gestes sont scrutés, et ils ne peuvent plus sortir sans être harcelés par des fans hystériques. Enfin, leurs références culturelles traduisent la lente déperdition de racines traditionnelles au profit de la « culture televole » – dernier avatar d'une culture populaire en vogue depuis une dizaine d'années avec l'explosion du phénomène de surmédiatisation, et dont témoigne la prolifération des magazines *people* consacrés à la vie privée des personnalités médiatiques. Aux yeux du plus grand nombre, l'univers mental des participants de l'émission apparaît en définitive « superficiel », « influençable », « sans âme ni repères », voire même « dégénéré » sous l'effet d'un processus d'acculturation.

Les jeunes de la « maison BBG » incarnent en quelque sorte la « génération Özal », née avec le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 et élevée dans le giron des politiques réformistes du premier ministre d'alors, Tur-

gut Özal, dont les orientations libérales et l'ouverture ont profondément bouleversé les mentalités en Turquie. L'éloge de la société de consommation ou la quête du bonheur individuel, revendiqués par les jeunes candidats de l'émission, témoignent de la sacralisation de l'argent, devenu une nouvelle valeur en soi au cours des années 1980-1990, sous l'emprise conjuguée du libéralisme économique et de l'américanisation des modes de vie.

Coïncidence du calendrier, la concomitance du lancement de l'émission et du déclenchement de la crise économique et financière en février dernier a eu un effet de loupe, amplifiant de manière saisissante le décalage entre la situation dramatique traversée par le pays et l'indifférence nombriliste manifestée par les participants au fil des mois.

A défaut d'être un miroir fidèle de la société turque, l'état des lieux dressé par l'émission – en particulier le déphasage entre une minorité de privilégiés modernes et la majorité des téléspectateurs plus traditionnels – a mis en valeur le désarroi moral et la crise d'identité culturelle de la jeunesse d'aujourd'hui, écartelée entre le poids d'un héritage culturel turco-islamique séculaire, dans lequel elle ne se reconnaît plus, et la quête d'une modernité occidentale érigée en modèle absolu par la République kémaliste, dont les effets pervers se font sentir de plus en plus chaque jour.

(1) L'émission « Touche-moi » a rassemblé autour d'une voiture, pendant l'été 2001, une dizaine de concurrents contraints pour la remporter de maintenir une main (gantée) en permanence sur son capot. Scènes d'évanouissement, crises de larmes ou hallucinations, interprétées comme autant de pressions physiques et psychologiques exercées sur les candidats, ont marqué cette épreuve, dont le record a dépassé les 95 heures. Une autre version a été lancée sur le modèle du roman *On achève bien les chevaux*, de Horace McCoy, qui raconte les années de la Grande Dépression aux Etats-Unis. Intitulée « Fais-moi voler », elle a opposé une vingtaine de couples dansant jusqu'à l'épuisement. « Petit baiser du soir » a exploité la part de frustration sexuelle de la société turque en invitant les téléspectateurs à explorer, du moins en partie, le corps des présentatrices de l'émission, en tenues décolletées, au moyen de caméras disposées sur le plateau.

(2) Lire Ignacio Ramonet, « Big Brother », *Le Monde diplomatique*, juin 2001.

(3) The World Bank Group in Turkey (Washington DC, février 2001) : <http://www.banquemondiale.org/regions.htm>

(4) Benedict Anderson, *L'Imaginaire national*, La Découverte, Paris, 1996.

En Iran, les ravages de la drogue

LE crépuscule tombe sur les milliers de masures de torchis du ghetto de Shir-Abad, derrière les pistes de l'aéroport de Zahedan. Un groupe de réfugiés afghans est réuni à flanc de colline sur les détritrus, autour d'un brasero. Ils ont entre 15 et 50 ans. Certains ont fui leur pays il y a vingt ans. D'autres, en décembre 2001. Sur le foyer bouillent les cendres du joint d'héroïne qu'ils viennent de fumer. Ainsi récupérés, les résidus trouvent une seconde vie et sont aussitôt réinjectés. Ici, VIH ou non, les mêmes seringues usagées se partagent les bras couverts de plaies.

Le plus jeune des toxicomanes supplie de ses grands yeux vitreux notre accompagnateur : « Donne-moi un peu d'argent pour que j'achète une dose ! Donne-moi ! » Un de ses compagnons trouve la présence d'esprit de repousser les nombreux enfants du voisinage qui, intrigués, viennent observer le curieux rituel des adultes. Officiellement, Shir Abad n'existe pas : le quartier n'est même pas mentionné sur les cartes de la ville.

L'Iran est l'un des pays au monde comptant le plus d'héroïnomanes et d'opiomanes (1). Il y aurait officiellement au sein de la République islamique 1,2 million de toxicomanes et 800 000 consommateurs occasionnels pour 73 millions d'habitants. « Ces chiffres de 1999 sont largement sous-estimés, estime un journaliste iranien spécialiste de la question. Ici, la drogue reste un tabou. » Un exemple : mi-janvier à Téhéran, la police a interpellé dans le parc de Haft-e-Tir des dizaines de « pervers sexuels qui importunaient les femmes », selon la version officielle de la télévision gouvernementale, contrôlée par les conservateurs. Il s'agissait en fait de toxicomanes et de dealers. Dans les rues et les parcs du sud de Téhéran, croiser les visages cireux d'héroïnomanes et d'opiomanes est courant. L'opium est vendu 20 000 rials (3 euros) le gramme, l'héroïne, 10 000 rials la dose. Des prix au détail qui ont triplé depuis l'été. Coupée à plus de 90 %, cette héroïne provoque régulièrement des vagues de mortelles intoxications - environ quatre-vingts en trois mois, l'automne dernier, dans la seule région de Téhéran.

La Perse connaît depuis des siècles une consommation d'opium récréative et modérée, dans le cadre de pratiques culturelles liées à la poésie et au mysticisme. A Kerman, à Ispahan chez les nomades lors, à Shiraz parmi les nomades kashkaï, dans les provinces kurdes et azéries de l'ouest du pays, la pipe d'opium reste d'usage courant, surtout chez les personnes d'âge mûr. Désormais, la consommation d'opiacés a viré du champ culturel au champ social, du fait de l'offre surabondante de stupéfiants et de la forte demande des consommateurs, exacerbée par les frustrations économiques et sociales - le chômage touche 20 % de la population, et 53 % des Iraniens vivent en deçà du seuil de pauvreté. Dans les classes populaires urbaines, la toxicomanie touche en particulier les *mohajirs* (réfugiés) : Afghans, Iraniens déplacés lors de la guerre Iran-Irak ou du fait de l'exode rural, vulnérables car déshérités, déracinés et peu encadrés par le contrôle social communautaire. Dans le Khorasan, le Sistan-Baloutchistan et à Kerman, régions les plus touchées par la drogue, 70 % des divorces sont motivés par la toxicomanie du conjoint.

SELON les spécialistes, l'ennui de la jeunesse constituerait également l'un des facteurs explicatifs de cette toxicomanie : la nouvelle génération - 70 % des Iraniens ont moins de 35 ans - met en avant les facettes nationales et occidentales de leur identité indo-européenne, par rapport aux valeurs islamiques. Or la culture occidentale est strictement bannie par les autorités religieuses. Une majorité de jeunes doivent donc recourir à des loisirs illégaux : musique pop venant en fraude des pays voisins ou téléchargée sur Internet, cassettes vidéo de films vendues sous le manteau, fêtes et concerts clandestins, alcool de contrebande... Dans un tel contexte d'interdits, une drogue dure peut être assimilée à un loisir illégal comme un autre. Une levée, même partielle, du carcan culturel que les conservateurs - désavoués d'élection en élection depuis 1997 - font peser sur la société civile, donnerait de l'air à la jeunesse. Une

telle avancée paraît pour l'instant illusoire : leur succès suscitant l'inquiétude de certains, les cafés Internet seront bientôt interdits...

« Quand quelqu'un ne réussit pas à s'adapter à la société, il se drogue pour trouver énergie et inspiration. » M. Hossein Dezhakam sait de quoi il parle. Ce travailleur social a utilisé « toutes sortes de drogues » pendant plus de vingt ans. Aujourd'hui animateur de l'association Aftab (le soleil) à Téhéran, il tente de sevrer des toxicomanes. Chaque jour, une cinquantaine de personnes, hommes et femmes, de 14 à 70 ans, viennent dans les locaux d'Aftab partager leurs expériences lors de thérapies de groupe basées sur le modèle des Alcooliques anonymes. « Les drogues sont, hélas, attirantes », estime M. Dezhakam. D'où la nécessité de développer la prévention. Si, en janvier 2002, il n'existait que trois affiches de prévention dans tout Téhéran - 12 millions d'habitants -, l'information est néanmoins en progrès. Il y a quelques années, officiellement, la toxicomanie avait disparu avec le régime du chah.

Actuellement, dans les campagnes de prévention, les autorités ont abandonné le discours institutionnel pour adopter le langage de la rue. A la télévision, les clips se multiplient, s'adressant aux jeunes, aux pères de famille, mettant l'accent sur la déchéance que provoquent l'héroïne et l'opium. Mi-janvier, le gouvernement a autorisé la délivrance par les pharmacies de seringues stérilisées, afin de limiter les contaminations connexes aux injections. Une décision inimaginable il y a peu. A travers la réélection de M. Mohamed Khatami en 2001, les Iraniens ont exigé l'évaluation en toute transparence des faiblesses du système. La lente levée des tabous entourant la toxicomanie s'inscrit dans ce mouvement.

C. G.

(1) Selon les Nations unies, en 2000, l'Iran comptait 2,8 % d'héroïnomanes et d'opiomanes, le Laos 2,1 %, le Tadjikistan 2 % et le Pakistan 1,7 % (<http://undcp.org/>).

RÉGIONAL

UGAB

Les Etats-Unis accentuent leur pression sur l'Arménie

Washington accuse des sociétés arméniennes d'avoir aidé Téhéran à fabriquer des armes de destruction massive

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi 9 mai leur décision d'imposer des sanctions à l'encontre de sociétés chinoises, moldaves et arméniennes accusées d'avoir procédé à des transferts vers l'Iran de technologies ou d'équipements sensibles, qui ont contribué à soutenir le programme iranien de fabrication d'armes de destruction massive. Des technologies et des équipements « figurant sur des listes multilatérales de contrôle des exportations », selon le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher, qui a souligné que les sanctions étaient prises en vertu d'une loi américaine adoptée en 2000 (*Iran Non Proliferation Act*), visant à lutter contre de telles ventes à l'Iran.

M. Boucher n'a ni dévoilé les noms des 14 compagnies touchées par ces sanctions, ni défini la nature exacte de leurs activités. Il a juste précisé que les compagnies incriminées seraient pénalisées pour une durée de deux ans, parce qu'elles empêchaient la limitation du transfert des missiles à longue portée et favorisaient l'expansion des armes chimiques et biologiques. Certains individus et compagnies en Moldavie et en Arménie serviraient d'« écran » à des sociétés russes engagées depuis longtemps dans le commerce des armes avec l'Iran. Le porte-parole du Département d'Etat a néanmoins distingué les sociétés chinoises, moldaves et arméniennes des gouvernements de leurs pays d'origine, auxquels ne s'appliqueront pas les sanctions. « Nous apprécions les efforts déployés par la Moldavie et l'Arménie en matière de non-prolifération », a déclaré M. Boucher. Il a ajouté que la décision de l'administration Bush, fondée sur les résultats d'enquêtes menées par les services de renseignements américains, avait été notifiée au Congrès et serait publiée prochainement au *Federal Register*, le journal officiel des Etats-Unis.

S'il s'agit de la troisième annonce en huit mois de sanctions économiques à l'encontre d'entreprises chinoises, c'est la première fois, en revanche, que des compagnies moldaves et arméniennes sont dans le collimateur de l'administration américaine.

Fleuron du complexe militaro-industriel durant l'ère soviétique, l'Arménie était un important fournisseur de composants électroniques pour les missiles et d'autres armes sophistiquées. Avec l'effondrement de l'URSS, la plupart des entreprises et des centres de recherche de ce secteur ont connu un déclin notable, et aucun d'entre eux n'avait été accusé, à ce jour, par le gouvernement américain, de tremper dans un commerce douteux avec l'Iran, voire de l'assister dans son programme de fabrication d'armes de destruction massive. En l'absence d'information, les analystes arméniens éprouveront donc de grosses difficultés à dresser une liste des compagnies susceptibles d'être affectées par les sanctions américaines (1).

Selon les statistiques officielles, le montant des exportations arméniennes vers l'Iran s'élevait à 32,5 millions de dollars (35,7 millions d'euros) en 2001 ; les métaux comme l'aluminium ou le cuivre se taillaient la part du lion avec 12 millions de dollars, devant les machines à découper les métaux (5 millions de dollars) et le minerai de cuivre (idem), les substances chimiques telles que le caoutchouc synthétique, les polymères et les oxydes entrant pour une faible part dans les exportations. Mais les experts sont formels : aucune de ces substances ne peut être exploitée pour la fabrication d'armes chimiques.

Dès le lendemain de l'annonce des sanctions, vendredi 10 mai, Erévan a annoncé son intention de coopérer avec les Etats-Unis en vue d'établir si des compagnies arméniennes ont bien aidé l'Iran à fabriquer des armes de destruction massive. « Si les accusations sont exactes, nous devons découvrir pourquoi cela s'est produit », a déclaré le président Kotcharian, de retour d'une tournée en Amérique latine, tout en souhaitant que Washington étaye ses accusations par des preuves. Un peu plus tard dans la journée, le ministère des Affaires étrangères précisait pour sa part qu'il avait déjà engagé « un dialogue actif avec le Département d'Etat américain, pour clarifier la situation et trouver des solutions aux problèmes qui se posent ».

L'AXE ARMÉNO-IRANO-RUSSE CIBLE DE WASHINGTON

La décision américaine tombe une semaine après les propos tenus jeudi 2 mai par l'ambassadeur des Etats-Unis en Arménie, John Ordway, qui exprimait le souhait, au nom de Washington, qu'Erévan condamnât le « soutien » apporté par l'Iran au terrorisme (cf. n° 408). Mais cette annonce de sanctions semble avoir pris de court l'ambassade des Etats-Unis à Erévan, plutôt sceptique quant à la véracité d'une telle information. Un officiel de l'ambassade a même rappelé que les missions diplomatiques américaines en poste à l'étranger étaient en principe informées au préalable, par Washington, de telles décisions.

Sceptiques ou pas, les observateurs ne manqueront pas de s'interroger sur la réalité des intentions qui animent Washington à l'égard d'Erévan. On notera à cet égard que l'administration Bush a choisi d'enfoncer un coin dans la coopération arméno-iranienne, deux mois à peine après qu'Erévan et Téhéran aient annoncé le démarrage d'une coopération militaire bilatérale (cf. n° 399), dont on ignore toujours, d'ailleurs, quelles formes concrètes elle pourrait prendre. Des pressions américaines qui s'exercent également sur fond de démarrage possible, dans les prochains mois, de la construction du gazoduc Iran-Arménie, à laquelle les Etats-Unis ne cessent de réaffirmer leur opposition ; et

ce, au moment où Turcs, Géorgiens et Azéris viennent de signer - très vraisemblablement avec le soutien des Etats-Unis - un Pacte de sécurité destiné à protéger la sécurité des projets énergétiques (en particulier le futur oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan), ainsi qu'un accord sur la lutte contre le terrorisme (cf. n° 408).

Seule certitude, en tout cas : l'administration américaine exerce une pression de nature politique sur les autorités arméniennes. On se demande en effet quel profit pourrait bien tirer Washington d'une condamnation arménienne du « soutien » apporté par l'Iran au terrorisme, hormis une tension dans les relations arméno-iraniennes. De même, si Washington n'apportait pas les preuves réclamées par Robert Kotcharian de l'implication de sociétés arméniennes dans le programme iranien de fabrication d'armes de destruction massive, cette annonce de sanctions s'apparenterait à un écran de fumée tendu simplement pour tenter de semer le trouble entre Erévan et Téhéran.

Or, ces pressions de Washington interviennent une semaine après les déclarations de l'ambassadeur américain en Arménie, qui laissait entendre que la variante de l'échange des territoires, qui concerne au premier chef la frontière arméno-iranienne, avait été peut-être un peu vite enterrée, dans la perspective du règlement du conflit du Karabagh (cf. n° 408). Mais Washington a sans doute voulu franchir, cette fois-ci, un palier supplémentaire, en accusant par la voix du porte-parole du département d'Etat certaines sociétés arméniennes de servir d'« écran » à des entreprises russes impliquées dans le commerce des armes avec l'Iran. A travers l'Arménie, Washington vise probablement l'axe arméno-irano-russe (auquel s'ajoute ici le facteur chinois), en opposition directe avec l'axe américano-turco-azéro-géorgien.

Dans le bassin caucaso-anatolien, la polarisation est une donnée plus que jamais incontournable. ●

(1) Selon le quotidien arménien Azg (15-05), une seule société arménienne, dont le nom n'est pas révélé, figure sur la liste des 14 entreprises visées.